

DELIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



31
mars
2023

Conseil départemental du Cantal
Réunion de l'Assemblée départementale

Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations
session du 31 mars 2023

Date: Vendredi 31 Mars 2023
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

23CD01-1 Pacte Régional pour le Cantal 2022-2027

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Pacte Régional 2022-2027

23CD01-2 Appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la Région Auvergne-Rhône-Alpes « Les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes » - Candidature de la Via Arverna Cantal - Convention de partenariat

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Carte

23CD01-3 Participation à une production audiovisuelle sur le territoire cantalien

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CD01-4 Appel à projets de coopération Maramures / Cantal
2023-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CD01-5 Charte de partenariat entre la DSDEN du Cantal et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Charte

23CD01-6 Syndicats Mixtes : Contributions 2023

ANNEXE - Délibération

23CD01-7 Fonds Cantal Animation +

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Fiches FCA et FCA+

ANNEXE - Programmation prévisionnelle 2023

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

23CD01-8 Délégation de Service Public pour l'exploitation de la ligne aérienne Aurillac - Paris : Choix du délégataire

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat

ANNEXE - Rapport d'analyse des offres

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

23CD01-9 Rapport d'exécution 2022 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée avec l'Etat

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport 2022

23CD01-10 Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) : modifications des modalités d'accueil de la Pouponnière

ANNEXE - Délibération

23CD01-11 Demande d'aide exceptionnelle Atelier Chantier d'Insertion REACTIVE (Mauriac)

ANNEXE - Délibération

23CD01-12 Demande d'aide exceptionnelle Atelier Chantier d'Insertion REAGIR (Riom-ès-Montagnes)

ANNEXE - Délibération

23CD01-13 Convention-type avec les Ateliers Chantiers d'Insertion du Cantal pour l'appel à projets "Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI" et attribution des subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention-type

23CD01-14 Territoires et Politiques contractuelles - Modifications des fiches des dispositifs Contrat Cantal Développement 2022-2027 et Fonds Cantal Innovation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Modifications - Fiches CCD et FCI

23CD01-15 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Programme d'actions

23CD01-16 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Arpajon-sur-Cère

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Programme d'actions

ANNEXE - Délibération

23CD01-17 Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville de Mauriac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Programme d'actions

23CD01-18 Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 - Annulation de présélection de projets et d'attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

23CD01-19 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Saint-Flour Communauté

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Tableau

23CD01-20 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Sumène-Artense

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Tableau

23CD01-21 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Contrat

ANNEXE - 2- Programme d'actions

23CD01-22 Contrat Cantal Développement 2022-2027 de Hautes Terres Communauté : modernisation des équipements de compétition de l'association Ski Club du Lioran

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

23CD01-23 Appel à projets 2023 - Citoyens européens

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

CANTAL RESPONSABLE

23CD01-24 Avenant au Contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère 2019-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

ADMINISTRATION GENERALE

23CD01-25 Modifications désignations de représentants au Conseil d'administration de Cantal Habitat

ANNEXE - Délibération

23CD01-26 Désignation d'un référent déontologue des élus locaux

ANNEXE - Délibération

23CD01-27 Mandats spéciaux

ANNEXE - Délibération

23CD01-28 Personnel départemental - Remboursement de frais de stationnement

ANNEXE - Délibération

23CD01-29 Personnel départemental - Tableau des emplois

ANNEXE - Délibération

23CD01-30 Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau MAPA

ANNEXE - Tableau Marchés Formalisés

23CD01-31 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'ester en justice déléguée à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau compte-rendu

23CD01-32 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Décision locaux UNICEF

ANNEXE - 2-Décision locaux IFCE

ANNEXE - 3-Décision logement Haras

23CD01-33 Crédit-bail immobilier entre le Conseil départemental du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal - Chalet des Galinottes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Crédit-Bail

23CD01-34 Annulation de créance au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) dans le cadre de la mise à disposition des locaux situés 12 rue Marie Maurel à Aurillac

ANNEXE - Délibération

23CD01-35 Fixation pour 2023 des droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Droits enregistrements

23CD01-36 Accompagnement exceptionnel des EHPAD en difficulté du département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention portant modalités d'attribution et de remboursement d'une avance remboursable

23CD01-37 Décision Modificative n°1 2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - DM n° 1

23CD01-38 Projet de Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal - Le point de vue du Conseil départemental

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Projet de charte

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-1

Pacte Régional pour le Cantal 2022-2027

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Didier ACHALME

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le projet de convention dénommée Pacte régional pour le Cantal 2022-2027 tel que joint en annexe ;
Vu la délibération n°22CD04-13 du Conseil départemental du Cantal en date du 14 novembre 2022 approuvant le volet territorial du Contrat de Plan Etat Région ;

- **APPROUVE** le Pacte régional pour le Cantal, tel que joint en annexe, pour la période 2022-2027, intervenant entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal,

- **AUTORISE** le Président du Conseil départemental à signer le Pacte Régional pour le Cantal 2022-2027 et les documents afférents.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LA REGION AGIT POUR SES TERRITOIRES

« UN PACTE REGIONAL
POUR LE CANTAL – 2022/2027 »

Vu la délibération n°2022-10/03-7-705 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 21 octobre 2022 portant adoption du Contrat de Plan (CPER) 2021-2027 entre l'État et la Région,
Vu la délibération n°2022 -XXXX du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2022 portant adoption du Pacte 2022-2027 pour le Cantal et autorisant le Président à signer ce document,
Vu la délibération n° XXXX du Conseil départemental du Cantal du XXXX portant adoption du Pacte 2022-2027 et autorisant le Président à le signer,

Entre, Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal,

Et

Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Il est convenu ce qui suit

Exposé des motifs :

Avec 145 000 habitants (population INSEE 2018), le département du Cantal connaît un recul constant de sa démographie depuis 1962, malgré un regain d'attractivité constaté depuis les années 2000. Le vieillissement de la population et le départ des jeunes vers d'autres pôles pour étudier et travailler sont deux aspects qui pèsent sur le dynamisme économique du territoire.

En outre, son enclavement au regard des grandes infrastructures de transport et plus généralement les difficultés d'accès aux services ont également des impacts sur l'attractivité économique des entreprises et sur les conditions de vie des habitants : ainsi, près d'un tiers de la population se situe à plus de 30 minutes d'un équipement dit « supérieur » selon la définition de l'INSEE.

Malgré un taux de chômage parmi les plus faibles de France, le Cantal souffre d'un déficit d'activité et d'emploi. La part de l'agriculture y est forte (11,8% des actifs contre 2,3% en France métropolitaine). Pour autant, les potentiels de développement et les atouts du territoire sont bien présents mais nécessitent une intervention coordonnée et renforcée. L'action importante, déjà enclenchée sur la période 2016-2020, doit ainsi être poursuivie pour soutenir l'économie cantalienne, favoriser sa compétitivité et conforter la chaîne de valeur liée à l'agriculture. La structuration de l'offre touristique et l'adaptation de la qualité des prestations est également un objectif à poursuivre, de même que les initiatives visant le maintien ou l'installation des jeunes sur le territoire.

Considérant :

- La volonté de la Région d'accompagner tous les territoires en fonction de leurs enjeux spécifiques ;
- La prise en compte des enjeux d'ouverture, de développement économique et d'emploi dans le Cantal, conformément au projet pour le Cantal 2021-2030 » ;
- Les objectifs partagés de la Région et du Département, de renforcer l'attractivité et la compétitivité du territoire ;
- Les attentes de développement des Cantaliens et plus particulièrement des jeunes, des agriculteurs et des acteurs économiques et touristiques ;
- Les opportunités de renforcement des filières en place mais aussi de développement d'activités nouvelles.

Il a été décidé de renouveler la démarche de partenariat prenant en compte les enjeux et objectifs précités et ainsi de conclure un nouveau PACTE pour la période 2022-2027 intitulé « **Pacte Régional pour le Cantal** », dédié à l'accompagnement de projets centrés sur des priorités fortes d'investissement porteuses de développement pour le Cantal avec un objectif de mise en œuvre rapide.

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DU PACTE, NIVEAU ET MODALITES DE FINANCEMENT

Le Conseil régional Auvergne Rhône Alpes et le Conseil départemental du Cantal s'engagent aux termes du présent PACTE à coordonner leurs actions, à optimiser leurs moyens d'intervention et à contribuer au développement du Cantal de manière concertée et concrète.

A cet effet, la Région apporte un financement total de **150 000 000 €** aux acteurs du **territoire du Cantal sur la période 2022-2027 (6 années)**.

Les décisions d'intervention de la Région prévue dans le cadre du présent PACTE seront prises dans le cadre réglementaire applicable à chaque domaine. Les bénéficiaires doivent être en règle au regard des dispositifs légaux en vigueur s'appliquant à leur situation ou à leur activité.

ARTICLE 2 - PROGRAMME D'INTERVENTION

Le programme d'intervention du PACTE 2022-2027 comprend 6 axes.

1 - INFRASTRUCTURES : 42,1M € DE SUBVENTIONS REGION

LIAISON AUX AUTOROUTES A75/A89 ET CONTOURNEMENT D'AURILLAC

- Accès A 75 : liaison RN 122 / RD926 (contournement de Murat) et RD 926 (contournement d'Ussel). Participation Région : 3 M€ sur 18 M€ de travaux ;
- Liaison RN 122 / RD 120-922 : contournement Ouest d'Aurillac. Participation Région : 10 M€ sur 30 M€ de travaux ;
- RD 922 : aménagements qualitatifs entre Mauriac et Ydes. Participation Région : 4 M€ sur 12 M€ de travaux ;
- RD 922 : poursuite des aménagements qualitatifs d'itinéraires. Participation Région : 3 M€ sur 10 M€ de travaux ;
- Les travaux relatifs à l'accès A 89 : à partir du giratoire sur la RD 3. Deux solutions sont à l'étude (attente du retour de la Région Occitanie pour le choix technique) ;
- La Région sera attentive aux études conduites pour améliorer les accès A 75 : RD 926 - section Roffiac-Mons.

Au total, la Région mobilisera 20M€ pour ces opérations.

Cette aide ne pourra constituer plus de 30% des travaux subventionnés.

Par ailleurs, au titre de la compétence sur la RN122 qu'elle pourra assurer, la Région effectuera :

- L'étude globale RN122 pour une perspective de modernisation de cet axe structurant à 15 ans ;
- La réalisation de travaux au Pas de Cère et à Vic sur Cère ;
- Le contournement Maurs (validation avec Occitanie de la connexion à Figeac).

Le montant de cette maîtrise d'ouvrage Région est estimée à 20 M€.

Le financement Région total pour les infrastructures routières cantaliennes s'élève à 40M € pour 70M € de dépenses prévisionnelles.

LIGNE AERIENNE AURILLAC-PARIS

2,1M€ de financement région

La Région soutiendra le fonctionnement de la ligne à hauteur de 350 000 € par an.

2 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE : 60,70M€ DE SUBVENTIONS REGION

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Le Pacte Cantal a pour objectif d'accompagner spécifiquement l'agriculture de ce département selon 3 axes majeurs :

- Favoriser la compétitivité des exploitations agricoles Cantaliennes ;
- Augmenter les marges par :
 - La valorisation de l'agriculture de montagne spécifique au territoire,
 - La mise en avant de races typiques, La maîtrise des coûts et l'optimisation des ressources,
 - La communication autour de la qualité des produits et des conditions d'élevage ;
- Maintenir un réseau d'élevage fort et fier de sa spécificité Cantalienne.

Il sera toutefois recherché systématiquement une optimisation dans l'utilisation des fonds européens afin que chaque action éligible à la nouvelle programmation FEADER soit en priorité aiguillée vers les mesures de ce programme.

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M€)
Aides spécifiques filière (AOP, races emblématiques, ...) y compris 2022		9,70
FEADER		51,00
Total « agriculture-agroalimentaire »		60,70

Les dossiers des projets dont le coût est inférieur au seuil de 500 € sont éligibles sous **réserve de leur instruction par la chambre d'agriculture.**

3 - ECONOMIE EMPLOI RELOCALISATION : 28,35M€ DE SUBVENTIONS REGION

ENTREPRISES - POLE DE COMPETITIVITE - INNOVATION

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M€)
Pôle d'excellence microbiote : <ul style="list-style-type: none"> - Immobilier (CD) (CPER) 3,00 - Equipement (pool entreprises) (CPER) 2,00 		1,50 0,5
Aides aux entreprises : <ul style="list-style-type: none"> - <u>Immobilier d'entreprise (dont Ateliers relais)</u> : aides aux projets structurants portés par les communautés de communes pour le compte d'entreprises. <i>taux 15%, dépense subventionnable maxi 3 M.</i> 27,00 - <u>Investissements productifs</u> : mise en place d'un dispositif spécifique pour des projets structurants. <i>40 projets, taux 20%, plafond de subvention 100000€.</i> 30,00 		4,00 6,00
Pépinières d'entreprises : la Chambre des Métiers et de l'Artisanat envisage de créer une pépinière d'entreprises artisanales. 1,50		0,40
Total « entreprises-compétitivité-innovation »		12,40

TOURISME

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M €)
Grands sites : <ul style="list-style-type: none"> - Syndicat Mixte Puy Mary : aménagement des cols (30%) ; 1,60 - CD 15 : acquisition d'un bien immobilier et travaux de confortement et d'aménagement (seule auberge) afin d'améliorer l'accueil au Pas de Peyrol (Col du Puy Mary). 0,80 		0,80 0,25

Station du Lioran : espace bien-être/balnéo (en complément du volet multi-activités indoor/salle de spectacle/espace sport, financé au CPER).	9,00	2,50 (30%)
Améliorer l'accueil à la Maison du Cantal : travaux de requalification et d'extension du bâtiment, à la porte d'entrée de la région AURA sur l'A75 (aire de Garabit-viaduc Eiffel).	1,00	0,50
Grands lacs : le Cantal compte de nombreux lacs de barrage (Enchanet, Lastioules, La Crégut, Bort les Orgues, Saint-Etienne-Cantalès, Garabit, Granval, Lanau) sur lesquels peuvent être développées des activités de loisirs (projets portés les EPCI).	4,00	2,00
« Buron et Demeure du Cantal » Création d'une gamme d'hébergements touristique de très haut de gamme s'appuyant sur le bâti emblématique du Cantal et offrant des prestations hôtelières –Société foncière touristique	Capitalisation de la structure 1M	0,00
	Premières opérations immobilières 10M	2,00
Requalification de l'hôtellerie et des hébergements touristiques : - Soutien à l'hôtellerie familiale et indépendante (requalification et transmission) ; - Expérimentation pour favoriser le changement du bâti traditionnel agricole dans les communes rurales (-1000 hbts) en hébergement touristique (type meublé) – atténuation du surcoût lié au matériaux et architecture. Et création de gîte d'étapes ou de grande capacité en support d'équipement d'activités		5,00
		1,50
CALEDEN : modernisation et développement d'un nouveau concept thermoludique (CPER).	4,40	1,40
Total « Tourisme »		15,95

4 - ATTRACTIVITE, ACCUEIL ET SANTE : 3,1M € DE SUBVENTIONS REGION

ATTRACTIVITE ET POLITIQUE D'ACCUEIL

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M €)
Valorisation patrimoniale : des espaces publics Mauriac et Saint-Flour (dont 0,7 et 1,5M€ dans le CPER)		2,20
Total « Attractivité et politique accueil »		2,20

SANTE

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M €)
Projets liés à la santé (Centre de santé, consultation mobile, équipements mutualisés, etc.).	2,00	0,60
Création d'un Centre Médical Flaubert regroupant des spécialistes.	2,00	0,30
Total « Santé »		0,90

5 - JEUNESSE-APPRENTISSAGE-FORMATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : 11,50 M € DE SUBVENTIONS REGION

APPRENTISSAGE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans l'objectif de favoriser l'attractivité des établissements de formation du Cantal, la Région pourra mobiliser un montant maximum de 5M€ pour soutenir l'Institut de Formation Professionnelle du Cantal et le CFA de Massiac. Ce soutien visera les investissements et plus particulièrement les plateaux techniques.

Par ailleurs, la Région mobilisera 5M€ pour les restructurations/rénovation du Lycée professionnel de Mauriac et des Lycées agricoles d'Aurillac et Saint-Flour

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Chaque année, le bassin aurillacois compte en moyenne 1500 étudiants. Trois départements d'IUT, un Master complet en Sciences de l'Éducation et le Campus connecté Cantal Auvergne sont présents sur le Campus en complément des BTS proposés dans les lycées. La Région interviendra à hauteur de **1,50M€** pour accompagner les travaux d'extension des locaux du Campus ainsi que le nouveau restaurant universitaire du CROUS.

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M €)
Extension et réhabilitation des locaux : afin de pouvoir accueillir un Master en génie biologie dans la continuité du BUT existants, en s'appuyant sur les ressources spécifiques présentes sur le Campus autour de la microbiologie, et conforter par ailleurs le campus connecté labellisé par l'État.	2,50	0,75
CROUS : nouveau restaurant universitaire et réaménagement du parking des étudiants - CPER	2,00	0,75
Des discussions s'engageront pour acquérir les propriétés foncières de la Région sur le site du Campus (anciens terrains de tennis et aux abords du parking).		
Total « Enseignement supérieur »	4,50	1,50

**6 - DEVELOPPEMENT DE LA NOTORIETE DU CANTAL : 4,038M € DE
SUBVENTIONS REGION**

Postes de dépense	Montant HT (en M€)	Subvention (en M €)
<u>Manifestations phares</u>		
Stade Aurillacois *	0,30 la première année	1,80
Éclat	0,21	1,26
Hautes-Terres	0,011 €	0,066
Boogie-Woogie	0,007	0,042
<u>Évènements phares d'initiative Conseil départemental</u> (Tour de France féminin 2023, tour de France 2024 et 2027)	0,10	0,60
<u>Nouvelles manifestations</u>		
Hibernarock : l'objectif est de donner à ce festival existant une dimension plus nationale (maîtrise d'ouvrage Conseil départemental).	0,03	0,18
La Pastourelle 2000 à Salers	0,005	0,03
Critérium Professionnel International de Marcolès	0,006	0,036
Ultra Trail Puy Mary Aurillac	0,004	0,024
Total « Développement de la notoriété Cantal »	4,038	

* Pour le stade Aurillacois, l'aide de la Région de 300 000€ la 1ère année pourra être reconduite en fonction du partenariat qui reste à conclure.

Par ailleurs, le Département assure l'accueil et l'hébergement des services de la Région (bureaux rue Paul Doumer) et de l'antenne cantalienne de l'agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises (170m² de bureaux sont mis à disposition).

ARTICLE 3 - SUIVI-EVALUATION

Le Département et la Région conviennent de rencontres régulières pour mettre en œuvre, suivre et évaluer le présent PACTE.

A cet effet, un **Comité de Pilotage** paritaire coprésidé par les Présidents des deux collectivités se réunit au moins une fois par an, notamment pour assurer le suivi financier du PACTE et ses éventuelles réorientations.

Un **Comité Technique** comprenant les services des deux collectivités se réunit au moins deux fois par an pour partager l'information, s'assurer de la bonne mise en œuvre du PACTE et de la relation avec les autres bénéficiaires. Il prépare le Comité de Pilotage.

ARTICLE 4 - DUREE DU PACTE ET AVENANTS

Le présent PACTE est signé pour une durée de six ans de 2022 à 2027 jusqu'au 31 décembre 2027. Les projets déclinant les axes mentionnés à l'article 2 doivent faire l'objet d'un démarrage au plus tard avant le 31 décembre 2027. Pour des projets spécifiques, les dépenses engagées entre le 1^{er} janvier 2022 et la date de signature pourront être prises en compte sous réserve de l'accord des partenaires signataires de ce PACTE.

Des avenants peuvent être conclus entre les parties au cours de la période notamment pour prendre en compte de nouvelles priorités ou des ajustements nécessaires à la bonne exécution du PACTE.

Les partenaires signataires du PACTE s'engagent à contribuer activement à la réalisation des objectifs de celle-ci.

Fait à , le

**Le Président de la Région
Auvergne-Rhône-Alpes,**

**Le Président du Conseil
départemental du Cantal,**

Laurent WAUQUIEZ

Bruno FAURE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-2

Appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la Région Auvergne-Rhône-Alpes « Les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes » - Candidature de la Via Arverna Cantal - Convention de partenariat

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code du tourisme ;

Vu l'appel à manifestation d'intérêt régional « les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-alpes » ;

Vu l'accord pour la construction d'un collectif de travail afin de répondre aux critères du cahier des charges régional ;

Considérant les enjeux du territoire cantalien et l'opportunité de structurer et valoriser l'offre de randonnée en itinérance pour développer l'attractivité touristique ;

- **VALIDE** la candidature cantalienne à l'appel à manifestation d'intérêt « les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes » avec le Conseil départemental chef de file, fédérateur des acteurs concernés par le tracé ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Conseil départemental et ses partenaires dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à la bonne validité de la candidature en accord avec les partenaires du collectif de travail.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONVENTION PORTANT PARTENARIAT POUR LA CANDIDATURE

Appel à Manifestation d'Intérêt

« Les itinéraires Saint-Jacques de Compostelle en Auvergne Rhône Alpes »

Entre,

- La Communauté de communes Hautes Terres Communauté, sis 4 rue du Faubourg Notre Dame, 15300 MURAT, représentée par son vice-président Gilles CHABRIER, autorisé à signer par délibération N°... en date du...

- La Communauté de communes Cère et Goul en Carladès, sis Les Granges, 6 rue de l'Elancèze, 15800 VIC-SUR-CERE, représentée par sa présidente Dominique BRU, autorisée à signer par délibération N°... en date du...

- La Communauté de communes Saint-Flour Communauté, sis Le Rozier, 15100 SAINT-FOUR, représentée par sa présidente Céline CHARRIAUD, autorisée à signer par délibération N°... en date du...

- Le Syndicat mixte du Puy Mary, sis Le bourg, 15590 MANDAILLES-SAINT-JULIEN, représenté par son président Philippe FABRE, autorisé à signer par délibération N°... en date du...

- Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des volcans d'Auvergne, sis Montlosier, 63970 AYDAT, représenté par son président Lionel CHAUVIN, autorisé à signer par délibération N°... en date du...

- La Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, sis 3 place des Carnes, 15 000 AURILLAC, représentée par son président Pierre MATHONIER, autorisé à signer par délibération N°... en date du...

- La Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne, sis 5 rue Placette, 15220 SAINT-MAMET-LA-SALVETAT, représentée par son président Michel TEYSSEDOU, autorisé à signer par délibération N°... en date du...

- Cantal Destination, sis 12 rue Marie Maurel, 15000 AURILLAC, représenté par son président Didier ACHALME autorisé à signer par délibération N°... en date du...

D'une part,

Et

- Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son président Bruno FAURE autorisé à signer par délibération du Conseil départemental N°... en date du...

D'autre part

Préambule

- Considérant les enjeux du territoire cantalien et l'opportunité de structurer et valoriser l'offre de randonnée en itinérance pour développer l'attractivité touristique,
- Considérant la présence d'un chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle, identifié de Clermont-Ferrand jusqu'à Cahors, traversant le département du Cantal d'Est en Ouest, dénommé la Via Arverna,
- Considérant la volonté des parties prenantes de poursuivre et d'amplifier le développement de la Via Arverna sur la partie Cantal,
- Considérant la mise en place d'un appel à manifestation d'intérêt par la Région Auvergne-Rhône-Alpes : « Les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes, véritables marqueurs de notre région : une opportunité à saisir pour les territoires traversés »,
- Considérant que la constitution d'un collectif (dont le Conseil départemental assure le chef de filât) est un facteur de réussite pour atteindre de façon dynamique et efficace les objectifs exposés dans l'article 2.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 - Institution du partenariat

La présente convention a pour objet de formaliser l'accord des différentes parties qui, par leur volonté commune, rassemblent leurs forces autour d'un accord de partenariat pour candidater à l'appel à manifestation d'intérêt régional « Les itinéraires Saint-Jacques-de-Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes ». Il associe :

- Le Conseil départemental du Cantal, chef de file de la candidature ;
- Cinq communautés de communes et leur Office de Tourisme, directement concernées par l'emprise de l'itinéraire :
 - Hautes-Terres communauté,
 - Communauté de communes Cère et Goul en Carladès,
 - Saint-Flour communauté,
 - Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac,
 - Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne,
- Deux syndicats mixtes concernés par l'itinéraire avec des missions d'aménagement touristique et/ou de protection de l'environnement :
 - le Syndicat mixte du Puy Mary, Grand Site de France Puy Mary-Volcans du Cantal ;
 - le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA)
- Une association : le Comité départemental du Tourisme et du Thermalisme du Cantal, Cantal Destination, en charge de la promotion de la destination.

Article 2 - Objet du partenariat

Ce collectif n'est pas une structure juridique mais un collectif de travail et de gouvernance. Grâce à l'engagement réciproque et responsable de ses membres, le collectif de travail et de gouvernance est le porteur d'un plan d'actions pour structurer et valoriser la Via Arverna dont il partage les priorités et les objectifs. Ce collectif s'engage à rassembler les moyens pour y parvenir.

AMI « Les itinéraires Saint-Jacques de Compostelle en Auvergne-Rhône-Alpes »

Les objectifs opérationnels partagés sont les suivants :

- Favoriser la structuration de la Via Arverna (partie Cantal)
- Améliorer l'accueil des pèlerins sur cet itinéraire
- Accroître la fréquentation touristique de cet itinéraire, notamment la clientèle de proximité et générer des retombées économiques

Le plan d'actions figure en annexe 1.

Article 3 - Instances

A ce collectif, qui sera animé par le chef de projet désigné par le chef de file, à savoir le Conseil départemental, des instances formelles d'animation seront mises en œuvre : comité de pilotage et comité technique.

3.1 - Comité de pilotage

Le comité de pilotage rassemble les élus des structures partenaires de la démarche, les financeurs, les représentants des socioprofessionnels à désigner en fonction des actions de la stratégie. Il se réunira pour :

- Définir les priorités des actions et s'assurer de leur bonne mise en œuvre (revue de projets avec les acteurs, bilans des travaux d'éventuels groupes de travail, visites de terrain...) ;
- Approuver les actions à mener et toute modification pouvant être apportée par la suite ;
- Présenter un point d'étape quantitatif et qualitatif des opérations engagées et/ou achevées ;
- Contrôler le résultat des actions ;
- Valoriser le travail d'animation territoriale : concertation, retours du chef de projet et du comité technique...
- Valoriser les opérations mises en place.

Les membres de ce partenariat opérationnel sont représentés par des personnes désignées par leur structure d'origine qui siègeront de manière permanente à raison de deux personnes par structure : un titulaire et un suppléant. Chaque structure dispose du même poids (une personne-une voix) dans les décisions à prendre.

Il se réunira au moins une fois par an.

3.2 - Comité de technique

Le comité technique de suivi du plan d'actions, animé par le chef de projet, est constitué des représentants techniques des membres du collectif dans le but notamment de constater l'état d'avancement du plan d'actions, d'élaborer toute proposition corrective ou modificative du plan avant d'être soumise au comité de pilotage pour décision. Peuvent être également associés selon les besoins les représentants techniques de tout organisme qualifié.

Il examine toutes questions techniques posées par les structures en charge des actions. De même, ce comité technique a pour mission d'assurer la bonne et juste coordination des dispositifs régionaux et des autres partenaires financiers. Ainsi, chaque action fait l'objet d'une instruction technique et financière au regard des éléments de contexte des co-financeurs dans un souci d'optimisation des ressources. Il est ouvert aux équipes de réalisation des actions du plan et à tout expert technique en tant que de besoin.

3.3 - Chef de file et chef de projet

L'animation-coordination, préalable à la réussite du plan d'actions, sera assurée par le chef de projet identifié au sein de la collectivité chef de file, à savoir le Département.

Les missions du chef de projet sont notamment :

- La garantie du bon fonctionnement du collectif et la préparation des réunions du comité technique et du comité de pilotage ainsi que la rédaction des comptes rendus ;
- Le lien entre le comité technique et le comité de pilotage et les financeurs garantissant ainsi le respect de la stratégie ;
- La coordination des acteurs impliqués et la contribution à la bonne réalisation des actions retenues et à leur évaluation,
- L'évaluation de la réalisation du plan d'actions
- Le lien avec les partenaires du plan d'actions et les financeurs ;
- La représentation du collectif auprès des partenaires extérieurs

Article 4 – Financement

Le plan d'actions comporte une estimation financière des opérations et définit les clés de répartition entre les différentes parties.

Dans le cas d'actions cofinancées, en cas de désengagement d'une des parties, celle-ci est tenue d'honorer le paiement des actions engagées pour l'année en cours ou relevant des clauses contractuelles desdites actions.

L'ensemble des procédures d'achats et de règlement sont réalisées conformément à la législation en vigueur et aux règles comptables et financières auxquelles le collectif est tenu de se soustraire.

Toute contribution financière est exigible à réception de la facture.

Article 5 - Durée et révision

5.1 - : Durée de la présente convention

La présente convention est signée pour la période de l'AMI 2023-2025.

Lors du renouvellement des organes délibérants des membres du collectif, chaque structure membre procède à la désignation de ses représentants au COPIL.

5.2 - : Révision de la présente convention

La présente convention pourra, le cas échéant, être révisée, après délibérations ou décisions concordantes de chaque partenaire.

Article 6 - Annexe

Est joint en annexe le plan d'actions.

Fait à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental, Bruno FAURE	Le Vice-président de Hautes- Terres Communauté, Gilles CHABRIER	La Présidente de la Communauté de communes Cère et Goul en Carladès, Dominique BRU
La Présidente de Saint-Flour Communauté, Céline CHARRIAUD	Le Président de la Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac, Pierre MATHONIER	Le Président de la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne, Michel TEYSSEDOU
Le Président du Syndicat Mixte du Puy Mary, Philippe FABRE	Le Président du Syndicat Mixte du Parc des Volcans d'Auvergne, Lionel CHAUVIN	Le Président de Cantal Destination Didier ACHALME

Annexe 1 : Plan d'actions

EN PROJET

	ACTIONS COMMUNES	ACTIONS INDIVIDUELLES	Coût / EPCI	TOTAL
Cout Total	30000	66750		96750
Cout Region	15000	33125		48125
Cout département	5000	0		5000
Cout à la charge des EPCI	10000	33125		43125
Saint-Pierre Communauté	0	0	3350	3350
Cité et Goul en Carladès	1694	471	0	472
Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	2417	8250	4125	5819
Châtagnierais catalane	806	11500	5750	18167
Châtagnierais pyrénéen	0	0	0	806
Châtagnierais Puy de Dôme	0	40000	20000	20000
Châtagnierais Puy de Dôme	0	0	0	0

Hautes Terres Communauté	83	46%
Saint-Flour Communauté	8,5	5%
Cère et Goul en Corlades	30,5	17%
Communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	43,5	24%
Châtagnierie cantalienne	14,5	8%
Syndicat mixte du Puy Mary		
Syndicat mixte du PNRVA		

Carte Via Arverna



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-3

**Participation à une production audiovisuelle
sur le territoire cantalien**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Jean-Jacques MONLOUBOU

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre I^{er} et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des oeuvres audiovisuelles et à la Communication C332/01 de la Commission européenne publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 15 novembre 2013, dite « Communication cinéma » ;

Considérant que la réalisation d'une production audiovisuelle sur le territoire cantalien participe à la valorisation et à la promotion du département ;

Considérant l'intervention du Conseil départemental en soutien aux actions mettant en valeur notre territoire, notamment en matière culturelle ;

- **VALIDE** la participation du Conseil départemental à la production audiovisuelle « MEURTRES DANS LE CANTAL » pour un montant de 5 000 € attribué à la société de production SOMBRERO FICTION ;

- **VALIDE** la convention déterminant les conditions et les modalités de la participation du Conseil départemental, en soutien de la production audiovisuelle susmentionnée, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574 du Budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
FILM « MEURTRES DANS LE CANTAL »
RÉALISÉ PAR SANDRINE COHEN**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, sis Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno Faure dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil départemental en date _____,

ci-après désigné **le Département** ,

D'une part,

ET

La société **SOMBRERO FICTION**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 85181882300011 dont le siège social est situé 1 Place Boieldieu 75002 PARIS, représentée par son Président, Alain BENGUIGUI ;

ci-après dénommée **Le Producteur**

D'autre part,

Le Producteur et **le Département** sont ci-après ensemble dénommés les « Parties ».

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la production et la réalisation du téléfilm « **MEURTRES DANS LE CANTAL** », conscient de la visibilité proposée, le Département a décidé d'apporter son concours financier direct au Producteur. Le Conseil Départemental a ainsi validé le versement d'une subvention de 5 000 euros HT (cinq mille euros hors taxe) (ci-après la « Subvention »).

Il convient de préciser que les aides à la production cinématographique s'inscrivent dans le cadre des dispositions du Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC) N°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, publié au Journal officiel de l'Union Européenne le 26 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, notamment celles prévues par le Chapitre Ier et l'article 54 de la Section 11 relatif aux régimes d'aides en faveur des œuvres audiovisuelles » et à la Communication C332/01 de la Commission européenne publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 15 novembre 2013, dite « Communication cinéma ».

Le présent préambule fait partie intégrante des présentes.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention définit les conditions et les modalités du partenariat entre les Parties dans le cadre de la réalisation du téléfilm.

Elle précise les conditions d'attribution par le Département, à titre exceptionnel, de la Subvention de 5 000 euros HT (cinq mille euros hors taxe) au Producteur.

La convention fixe le cadre général de la Subvention et les engagements réciproques des Parties.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DES PARTIES

2.1 Engagements du Producteur

Au titre de la présente convention, le Producteur s'engage à favoriser les actions suivantes :

- Mise en avant du Département visuellement dans le film, conformément aux impératifs de production, au scénario du téléfilm et aux intentions du réalisateur et du Producteur
- Citation remerciements au générique de fin du téléfilm avec le nom des porteurs du projet, sous réserve de communiquer lesdits noms au Producteur avant l'établissement des génériques, ainsi que citation de la mention « avec le soutien du Conseil Départemental du Cantal » (ou toute autre mention équivalente) en générique de fin du téléfilm
- Mise en avant du Département dans le dossier de presse (selon tout moyen décidé par le Producteur, notamment via le logo du Département et/ou une image de la Région, etc.)

Le Producteur mettra à disposition du Département, tous les éléments constitutifs de la communication du téléfilm : bande-annonce, affiche, dossier de presse, photos pour assurer la promotion du téléfilm sur les réseaux sociaux et autres relais de communication de celui-ci.

Le Producteur s'engage à utiliser la totalité de la Subvention accordée exclusivement à la réalisation de l'objet qui l'a motivé.

Le Producteur certifie par la présente être à jour de ses obligations sociales et fiscales. Il déclare également qu'aucun plan social n'est en cours, qu'il n'est pas en état de cessation de paiement, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire et n'a pas sollicité l'ouverture d'une procédure de règlement de conciliation, telle que prévue aux articles L611-4 et suivants du code de commerce.

2.2 Engagements du Département

Afin de favoriser la réalisation du téléfilm, le Département s'engage à attribuer au Producteur une subvention de **5 000 euros (Cinq mille euros) hors taxe.**

En parallèle, le Département s'engage à relayer sur ses supports (presse, internet, réseaux sociaux, affichage) dans la limite des espaces disponibles dont il dispose, les actions de communication conduites dans le cadre de la réalisation et de la promotion du téléfilm.

Le Département s'engage à ne pas faire d'exploitation commerciale du téléfilm mais aussi à respecter la chronologie des médias.

Le Producteur est et reste seul propriétaire du téléfilm et de tous éléments constitutifs et/ou dérivés du téléfilm. Le Département s'engage à ne prétendre à aucun droit quelconque sur le téléfilm, ses éléments constitutifs et/ou dérivés. Il s'interdit en outre de faire obstacle à son exploitation paisible.

Sauf dans les cas où cela est autorisé conformément aux présentes, le Département s'interdit strictement de communiquer - directement ou indirectement et de quelque manière que ce soit dans la presse ou dans tous autres supports médias - sur sa collaboration avec le Producteur et s'interdit strictement de faire référence au téléfilm. Tout manquement à cette interdiction engagerait la responsabilité du Département.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Dès notification de la présente convention, la Subvention mentionnée à l'article 2.2 sera versée dans les conditions suivantes :

- 100% (cent pour cent) soit 5 000 € (cinq mille euros) H.T. à la signature de la présente convention

Sur le compte bancaire ouvert par le Producteur au titre du Film auprès de la Banque Neufilze OBC selon les coordonnées bancaires suivantes :

- Banque	:	Neufilze OBC
- Titulaire	:	SOMBRERO FICTION SAS
- Compte	:	MEURTRES DANS LE CANTAL
- Code IBAN	:	FR76 3078 8001 0008 9019 6000 314
- Code BIC	:	NSMBFRPPXXX

Les sommes correspondantes à l'aide départementale sont imputées sur le chapitre 65, nature 6574 du budget départemental.

□ La Subvention départementale est calculée sur un coût de production prévisionnel du téléfilm de 2 224 637 € H.T (DEUX MILLIONS DEUX CENT VINGT-QUATRE MILLE SIX CENT TRENTE-SEPT EUROS HORS TAXES)

ARTICLE 4 – GARANTIES

Le Producteur garantit le Département pour toutes les poursuites dont il pourrait éventuellement faire l'objet sur le fondement de la présente convention.

Le Département garantit le Producteur qu'il a valablement obtenu l'autorisation de verser la Subvention et que cette dernière pourra être utilisée par le Producteur dans le cadre de la production du téléfilm sans que celui-ci ne puisse être recherché à quelque titre que ce soit.

ARTICLE 5 – INFORMATION – COMMUNICATION

Au titre de la présente convention, le Producteur s'engage à réaliser les actions de communication suivantes :

- Possibilité pour le Département d'utiliser des images et courts extraits du téléfilm, tels que livrés par le Producteur, dans ses publications, y compris digitales et ses campagnes de promotion ; tout extrait ou exploitation d'images à titre promotionnel ne pourra dépasser 3 minutes
- Faire ses meilleurs efforts pour associer le Département dans toutes les opérations de communication liées à la promotion du téléfilm dans le département, voir en dehors du département quand l'action rendra l'association légitime, en concertation avec le distributeur
- Possibilité d'organiser une campagne de promotion croisée avec le Département ou de participer à une campagne mise en place par le Département, avec le concours du Producteur

ARTICLE 6 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature et s'achèvera à l'issue de la réalisation des engagements mentionnés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 – CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée sans effet.

En outre, en cas de non- exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par le Producteur, le Département pourra suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la Subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

De convention expresse entre les Parties, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, seul compétent.

Fait en deux exemplaires originaux

A Aurillac, le

Pour le Département,
Le Président

Bruno FAURE

Pour SOMBRERO FICTION SAS,
Le Président,

Alain BENGUIGUI

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-4

**Appel à projets de coopération Maramures / Cantal
2023-2024**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Didier ACHALME

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

Vu la délibération n°21CD05-26 du 19 novembre 2021 relative à la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;
Vu la délibération n°23CP01-35 du 27 janvier 2023 relative à l'état d'avancement de la stratégie Cantal Europe ;
Vu l'Accord de coopération entre le Judet de Maramures (Roumanie) et le Département du Cantal signé le 7 novembre 2022 ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Coopération Maramures/Cantal 2023-2024 » tel que joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la sélection des opérations de l'appel à projets « Coopération Maramures-Cantal 2023-2024 ».

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Coopération Maramures/Cantal

Appel à projets 2023-2024

Le Conseil départemental du Cantal lance un appel à projets pour les années 2023-2024 pour soutenir les actions de coopération des acteurs cantaliens avec des partenaires du Judet de Maramures (Roumanie).

Cet appel à projets est ouvert à partir du 3 avril 2023 au 31 décembre 2023.

I. Présentation

Le Conseil départemental du Cantal et le Judet de Maramures (Roumanie) ont signé un Accord de coopération le 7 novembre 2022 à Baia Mare. Il vise à soutenir les échanges et les actions s'inscrivant dans les domaines suivants :

- Administration publique & Gestion de la relation à l'utilisateur ;
- Économie et éducation ;
- Culture et Patrimoine ;
- Infrastructures numériques et de mobilité ;
- Tourisme & Activités de pleine nature ;
- Santé et protection sociale ;
- Environnement, énergie et développement durable ;
- Agriculture & promotion des produits locaux ;
- Autres domaines de coopération, selon les attributions des deux Parties conformément aux lois en vigueur dans les deux États.

Cet appel à projets répond donc aux ambitions communes établies dans l'Accord de coopération et vise à **mobiliser les acteurs cantaliens** dans la mise en œuvre opérationnelle et pérenne de ce document stratégique.

L'appel à projets s'adresse aux **personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique dont le siège social est établi dans le Cantal**, et en particulier : les collectivités territoriales ou leurs groupements et les associations, qui projettent de coopérer avec un partenaire du Judet de Maramures (action « De l'idée au projet ») ou qui mènent des projets dans le cadre de partenariats de coopération avec un partenaire du Judet de Maramures.

Dans tous les cas, la maîtrise d'ouvrage et le suivi du projet doivent être assurés par l'opérateur cantalien. La maîtrise d'œuvre peut être déléguée, par exemple, à une association, une entreprise, un établissement public, etc.

La demande de subvention doit être obligatoirement accompagnée **d'une convention signée entre les représentants légaux de l'entité du Cantal et de l'entité de Maramures**. Pour les opérations de type « De l'idée au projet », des lettres d'intention entre les représentants légaux de l'entité du Cantal et de l'entité de Maramures substitueront ladite convention.

II. Règles de financement

Le cofinancement accordé par le Département du Cantal sera au **maximum de 80 % du coût total du projet. Seront privilégiées les opérations bénéficiant d'un cofinancement de l'État (DAECT/AFD) et/ou de l'Europe (INTERREG/LEADER)**. Une participation du partenaire correspondant à ses moyens devra être recherchée ainsi qu'un soutien des autorités de l'État partenaire ou du secteur privé lorsque cela est possible. Le taux de financement public maximum pourra être de 100 %.

Est éligible toute dépense directement liée à l'opération, dans le respect de la réglementation européenne, nationale et régionale et supportée par la maîtrise d'ouvrage de l'opérateur cantalien.

Les dépenses au réel éligibles sont :

- Les dépenses directes de personnel pour le personnel affecté à la mise en œuvre opérationnelle du projet. Le personnel affecté aux tâches support n'est pas éligible.
- Les dépenses directes de fonctionnement directement et intégralement liées à l'opération.
- Les dépenses directes de prestation directement et intégralement liées à l'opération et respectant les procédures et la publicité de la réglementation européenne et nationale en vigueur.
- L'acquisition d'équipements et de matériel dédiés à la réalisation du projet.

Le Département pourra avoir recours à une **Option de Coût Simplifié (OCS) en utilisant un taux forfaitaire de 15 %** appliqué aux dépenses directes de personnel éligibles retenues afin de couvrir les coûts indirects de l'opération, le cas échéant.

Les dépenses inéligibles sont :

- Achat de foncier ;
- Gros œuvre, travaux & infrastructures ;
- Contribution en nature, bénévolat, auto-construction ;
- Fonctionnement des structures partenaires ;
- Frais de change ;
- Etc...

Une avance, à hauteur de 50 % de la subvention programmée, pourra être versée à la signature de la convention attributive d'aides.

III. Durée

La durée d'exécution du projet ne pourra pas excéder 24 mois, selon la date à laquelle il est déposé et les exigences de son programme d'actions ; soit, dès l'acceptation de ce dernier par la Commission permanente du Conseil départemental du Cantal.

IV. Suivi et évaluation

Un compte-rendu technique et financier final faisant état de l'utilisation du cofinancement accordé par le Département devra être déposé maximum 3 mois après la fin prévue de l'opération. Il devra intégrer une évaluation des retombées du projet sur le territoire de la CTF comme sur celui de la collectivité locale étrangère partenaire. **Ce bilan conditionnera le versement du solde de la subvention.**

V. Thématiques

Le présent appel à projets a pour objectif de mettre en œuvre les actions dans les domaines retenus dans l'Accord de coopération Maramures/Cantal.

S'agissant des projets portés par des collectivités locales, les projets présentés devront **s'inscrire dans un jumelage** ou dans une perspective de jumelage des communes ou de leurs groupements avec une entité de Maramures.

S'agissant des opérateurs publics et associatifs, les **actions visées correspondent à celles identifiées dans l'Accord de coopération Maramures/Cantal**, à savoir :

- Les échanges de délégations, les visites d'experts et de spécialistes dans les domaines de coopération envisagés.
- L'échange d'expériences entre les structures administratives du département du Cantal et du département de Maramures notamment entre les organisations et institutions scientifiques, culturelles, sanitaires, éducatives, sociales, sportives, touristiques, environnementales dans le cadre de plans, programmes et engagements définis.
- Les actions promouvant des projets communs de développement social et économique, ainsi que des projets pouvant bénéficier du soutien financier de l'Union européenne.

VI. Critères d'éligibilité et de sélection

Outre la qualité et l'intérêt intrinsèques du projet, sont pris en compte les critères d'éligibilité suivants :

- **Éligibilité du porteur de projet.**
- **Éligibilité de l'action** : le projet doit viser les actions attendues de l'appel à projets et avoir un impact sur le territoire cantalien.
- **Capacité financière** : le porteur de projets doit justifier de la capacité financière à conduire l'opération. Les structures en difficultés financières ne sont pas éligibles.
- **Compatibilité avec la réglementation sur les aides d'État.**
- **Dépôt des comptes rendus techniques et financiers des opérations réalisées** : les porteurs de projet qui ont dans le passé bénéficié d'un soutien financier du Département au titre de la coopération Maramures/Cantal et qui n'ont pas déposé leur compte rendu technique et financier ne sont pas éligibles.
- **Réciprocité entre les territoires** : les projets éligibles devront présenter des garanties d'un partenariat équilibré et de bonne réciprocité au bénéfice des populations.

Les projets éligibles seront sélectionnés à partir des critères suivants :

- **Capacité à disposer de contrepartie de l'État ou de l'Europe**
- **Caractère participatif** : les habitants, les associations et les entreprises des territoires devront, à travers les actions et la communication, être associés au projet.
 - **La participation des associations et des citoyens** : les porteurs de projet sont encouragés à impliquer les habitants et les organisations locales de leur territoire ainsi que celles du territoire partenaire dans la structuration et/ou la maîtrise d'œuvre de leurs projets, pour assurer la pertinence et la viabilité des actions.

- **La participation des entreprises locales** : les projets intégrant une ou plusieurs entreprises, y compris du secteur de l'économie sociale et solidaire, de leur territoire à leurs actions (cofinancement, mise à disposition d'expertise, etc.) seront privilégiés. De même, la participation d'organisations fédératrices ou en relation avec des entreprises de la collectivité territoriale française, comme les pôles de compétitivité, « clusters » et les agences de développement économique, est encouragée.
- **Prise en compte des priorités transversales** :
 - **Égalité femmes-hommes** : les projets qui favorisent l'égalité femmes-hommes seront prioritairement retenues. Cela peut passer soit par la mise en place d'activités spécifiques pour lutter contre les discriminations, soit par la prise en compte du genre de façon transversale afin que les activités bénéficient de manière égale aux femmes et aux hommes (filles/garçons) tout en corrigeant des inégalités existantes.
 - **Inclusion sociale et implication des populations vulnérables** : les projets impliquant notamment les populations provenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville, de catégories socio-professionnelles défavorisées, les personnes en insertion professionnelle ou en situation de handicap sont encouragés.
- **Mutualisation et complémentarité** : la priorité sera donnée aux projets associant plusieurs opérateurs locaux afin de donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions. Les nouveaux projets proposés sur le territoire d'une collectivité locale étrangère partenaire, sur lequel des projets et partenariats sont déjà à l'œuvre avec une ou plusieurs opérations, devront justifier d'une bonne articulation et coordination du nouveau projet avec celui ou ceux déjà en place.

VII. Communication

Chaque projet devra intégrer les logos du Conseil départemental. Il donnera lieu à une communication spécifique auprès des habitants des territoires en associant le service Cantal Europe et le service du Judet de Maramures.

Dans les comptes rendus de l'action, un rapport sur cette communication et sur la mention du soutien du Conseil départemental du Cantal devra être apporté.

VIII. Comment candidater ?

Les porteurs de projet pourront télécharger le règlement de l'appel à projets et tout autre document utile pour préparer leur candidature sur www.cantal.fr. Une version « word » du formulaire - ainsi qu'une version « excel » pour la partie budgétaire - est téléchargeable sur le site du Département.

Le dépôt des dossiers doit être transmis complet par voie électronique à cantaleurope@cantal.fr et sous format papier à l'attention de :

**Monsieur le Président Bruno FAURE –
Conseil départemental du Cantal –
Service Cantal Europe –
28 avenue GAMBETTA –
15000 AURILLAC**

La demande de subvention doit comporter les documents suivants :

- **La délibération de l'organe décisionnel** de la structure approuvant le projet, approuvant le plan de financement et autorisant le représentant légal à déposer la demande de subvention ;
- **La délégation de signature**, le cas échéant ;
- Le **formulaire de candidature** ;
- Un **calendrier prévisionnel d'activités** ;
- Les **conventions ou lettres d'intention** signées par les représentants des structures partenaires et indiquant ;
- **Les statuts** de la structure ;
- **Le RIB** indiquant le code BIC ;
- **L'avis de situation au répertoire SIRENE** ;
- **Les trois derniers comptes de résultat et bilan** ;
- Les coordonnées de la personne en charge du suivi de l'opération.

Tout autre document complémentaire est également le bienvenu mais facultatif.

À l'issue de l'examen de votre demande et après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal, les candidats seront notifiés de la décision d'attribution et du montant de cofinancement éventuellement accordé.

IX. Contact

Les porteurs de projet sont invités à prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès du Service Cantal Europe qui sera leur interlocuteur privilégié pour des conseils et un accompagnement tout au long de la procédure de candidature et au-delà :

- Marc TEMPLAR – mtemplar@cantal.fr – 04 71 49 33 84

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-5

Charte de partenariat entre la DSDEN du Cantal et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 relative à la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 de la Commission Permanente du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu l'avenant à la convention cadre du 8 août 2022 actant le transfert d'EUROPE DIRECT Cantal au service Cantal Europe ;

Vu la délibération n°23CP01-35 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 relative à l'état d'avancement de la stratégie Cantal Europe ;

- **APPROUVE** la charte de partenariat « Une approche européenne de jeunesse pour le rayonnement du Cantal » entre la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale du Cantal et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la charte de partenariat et tout document afférent à sa mise en oeuvre.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la déclinaison opérationnelle de la charte de partenariat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CHARTRE DE PARTENARIAT

« Une approche européenne de jeunesse pour le rayonnement du Cantal »

entre

**LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DU CANTAL**

et

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL

PREAMBULE

Au-delà d'une simple "compétence d'appui" aux États-membres, la jeunesse s'est progressivement imposée pour l'Union européenne comme une priorité des chantiers engagés à l'échelle de l'Europe. Depuis les programmes d'échanges universitaires et scolaires, la politique européenne de la jeunesse s'est ainsi élargie à l'enjeu plus large de la promotion d'une conscience européenne et citoyenne puis de l'intégration sociale et professionnelle des jeunes jusqu'à prendre en compte la dimension de la jeunesse dans l'ensemble des politiques.

Par ailleurs, c'est au prisme de la question de la « mobilité des jeunes » que se cristallise rapidement, pour l'UE, la question de la jeunesse, et ce au travers du programme de la Commission européenne « Jeunesse pour l'Europe ». Cette entrée de la politique européenne pour la jeunesse par la mobilité est consacrée en 1996 via la création du service volontaire européen (SVE) et la volonté de faciliter pour les jeunes, notamment les plus éloignés, la participation à des actions sociales, environnementales ou culturelles au sein des espaces européens.

La création d'un programme « Jeunesse », l'élaboration du livre blanc ou encore le « Pacte européen de la jeunesse » marquent, au début des années 2000, le renforcement de cette approche jeunesse pour l'Europe et auprès des États-membres. L'enjeu de la participation des jeunes à la vie démocratique de l'Europe est alors réaffirmé par le traité de Lisbonne dans une volonté, confirmée par la suite et grâce au rôle accru du Parlement européen, d'élargir et d'améliorer les possibilités offertes aux jeunes dans le champ de la citoyenneté active, de l'intégration sociale et du développement des territoires (Garantie Jeunes, Erasmus +, Corps européen de solidarité).

L'Année 2022 marque un point culminant de cette évolution en se dédiant entièrement à la jeunesse afin de mettre en lumière son importance pour l'avenir européen et la nécessité, après la pandémie du covid-19, de maximiser les efforts pour élargir l'horizon des possibles des jeunes dans l'Europe. Dans le contexte incitateur de cette Année européenne de la jeunesse et en respect de leurs compétences respectives, le Conseil départemental du Cantal, dans le cadre du label EUROPE DIRECT mis en œuvre par le service Cantal Europe et la Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Cantal, à l'échelle de son

Service départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports, entendent partager une approche commune autour de l'enjeu européen de la jeunesse dans le Cantal et mutualiser leurs capacités d'agir pour développer une approche européenne de jeunesse en faveur du rayonnement du territoire comme de ses acteurs.

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'approche européenne du Conseil départemental du Cantal est incarnée par la stratégie volontariste « Cantal Europe 2022 - 2027 » formalisée dans son « Document d'orientations stratégiques pour les affaires européennes ». En qualité de collectivité partenaire à part entière des institutions européennes (traité de Maastricht) et collectivité chef de file des compétences liées aux solidarités humaines et aux solidarités), le Conseil départemental assume un rôle fort dans la promotion de l'action européenne et ses déclinaisons dans le territoire au service de son développement.

Dans ce cadre, le service Cantal Europe, directement rattaché à la Direction générale des Services, œuvre à promouvoir l'Union européenne comme solution aux problématiques structurelles du département : son positionnement périphérique, son caractère hyper-rural ou encore son déficit démographique. Cette action exprime autant sur le champ de l'activité économique, des solidarités humaines et territoriales, du développement durable, de la transition numérique que sur celui de la reconquête démographique.

En outre, par sa politique européenne, le Conseil départemental entend contribuer à l'enjeu du renforcement du sentiment d'appartenance à l'Europe et rapprocher les institutions européennes, comme les opportunités dont elles sont porteuses et les valeurs qu'elles incarnent, au plus près des citoyens cantaliens. A ce titre, le service Cantal Europe héberge un centre d'information EUROPE DIRECT dédié à l'information du grand public sur toutes questions relatives aux politiques, aux programmes et aux priorités de l'Union Européenne.

L'engagement fort du Conseil départemental pour la territorialisation des politiques européennes dans le Cantal s'illustre à l'échelle du pilotage et de la gestion de crédits européens (FSE), de l'aide aux porteurs de projets (FEDER, FEADER, LEADER), de la coopération européenne incarnée par l'Accord de Partenariat établi entre le Département du Cantal et le Judet de Maramures (Roumanie), ou encore d'un lobby actif visant à défendre les intérêts du Cantal au sein des arbitrages européens.

La feuille de route de la stratégie européenne du Cantal départemental 2022-2027 acte trois grandes orientations qui ouvrent la voie à un partenariat renforcé avec les services de l'Etat en charge de la jeunesse, de l'engagement et de la vie associative :

- *Accroître la visibilité du territoire auprès des instances communautaires, nationales et régionales pour influencer les politiques européennes*
- *Renforcer les capacités du territoire par une ingénierie adaptée et pérenne au service des porteurs de projet et des acteurs territoriaux*
- *Assurer le pilotage et la gestion des programmes et/ou dispositifs européens en adéquation avec les stratégies locales*

L'ETAT

Le développement de la citoyenneté européenne par l'entrée jeunesse en France est un enjeu important d'action publique déployée à tous les niveaux des échelons territoriaux. Aussi, favoriser l'engagement et la mobilité autour de l'Europe de tous les jeunes et acteurs de jeunesse constitue un axe important des politiques d'éducation et de jeunesse portées par le

Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse. L'engagement des services de l'Etat s'appuie sur la conviction que l'expérience européenne agit positivement sur les parcours des jeunes, de l'estime de soi, la (re)mobilisation dans un parcours d'insertion sociale à l'ouverture culturelle.

A titre d'exemple, sous l'impulsion de l'Agence Erasmus + « jeunesse et sports », la dimension européenne est déployée en direction des jeunes et des acteurs de jeunesse comme un instrument d'insertion professionnelle et sociale, d'autonomie (notamment pour les plus éloignés) ainsi que d'éducation à la citoyenneté, à l'interculturalité et à la solidarité internationale. Dans ce cadre, plusieurs outils concourent à rendre plus lisible l'offre de mobilité et d'engagement citoyen pour l'Europe : les crédits et programmes européens ERASMUS +, le Corps européen de solidarité (CES), le service civique à l'international, les chantiers internationaux de jeunes, les comités régionaux de la mobilité internationale et autres plateformes régionales, le portail unique de la mobilité internationale « découvrir le monde », le développement de programmes bilatéraux tels que ceux de l'OFAJ ou de l'OFQJ.

Par le déploiement des programmes européens de jeunesse, l'Etat vise à dynamiser les territoires à la fois par l'accueil et le départ des jeunes et acteurs de jeunesse comme en mettant en réseaux des acteurs institutionnels et associatifs. Ce soutien se réalise en partenariat avec les opérateurs de mobilité placés sous sa tutelle, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les collectivités territoriales et les réseaux associatifs.

De sorte que tous les acteurs du champ jeunesse puissent avoir accès aux programmes européens, le ministère chargé de la jeunesse encourage la mise en place, par les services territoriaux et les opérateurs, de stratégies, de partenariats et de cadres d'actions susceptibles d'accroître la participation des jeunes et des acteurs de jeunesse à des expériences citoyennes à caractère européen.

Cette stratégie Etat est coordonnée à l'échelle régionale par la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES) Auvergne Rhône-Alpes et opérationnalisée dans le Cantal par le Services Départemental à l'Engagement, à la Jeunesse et aux Sports (SDJES). Dans le territoire, cette mission est portée par un conseiller jeunesse, référent « engagement et citoyenneté ».

La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) du Cantal

Représentée par Madame Marilyne LUTIC, Inspectrice d'académie - Directrice académique des services de l'éducation nationale du Cantal

Et le Conseil Départemental du Cantal

Représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental du Cantal

Ci-après dénommés "Parties",

Vu le préambule ;

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du Cantal du 19 novembre 2021 relative à la stratégie Cantal Europe 2022-2027

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 du Conseil départemental du Cantal du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Considérant la nécessité d'établir un partenariat privilégié autour de la jeunesse et de l'Europe dans le Cantal pour renforcer l'action commune ;

Dans ce cadre, entre les parties, il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJECTIFS

Les parties coopèrent, à travers des échanges et la mise en œuvre d'actions concrètes pour :

- une approche de jeunesse commune et renforcée au service du développement territorial du Cantal par l'Europe
- un renforcement de l'action concertée et partenariale du Conseil départemental du Cantal à travers EUROPE DIRECT et du service de l'État en charge de la jeunesse
- la capitalisation de cette approche commune renforcée.

Par la présente charte, le Conseil départemental du Cantal, par son service Cantal Europe, et le Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports du Cantal, souhaitent formaliser une approche commune et renforcée autour de l'engagement européen de la jeunesse au service du développement du territoire. En d'autres termes, les partenaires entendent alimenter une approche transversale et collaborative, autour de l'Europe et de la jeunesse, susceptible de contribuer à l'accroissement des capacités d'action du territoire afin d'augmenter son attractivité, de renforcer son dynamisme ou encore de mieux répondre aux besoins des habitants.

Par-là, les partenaires s'accordent sur l'idée que la mobilisation européenne des jeunes et des acteurs de jeunesse constitue un levier pour la promotion de l'Europe auprès de tous les habitants et en faveur des enjeux afférents au développement et au rayonnement du Cantal (solidarités, développement durable, citoyenneté européenne, reconquête démographique).

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES (DOMAINES & MODALITES)

Conformément à leurs compétences respectives et sur la base des principes de partenariat (confiance, égalité et avantage mutuel), les parties s'engagent à œuvrer pour :

- Coordonner leurs outils respectifs d'intervention publique territoriale autour de l'Europe, qu'ils soient informationnels, techniques, partenariaux ou, au besoin, financiers
- Mutualiser leurs efforts de promotion des politiques européennes dans les avantages qu'elles réservent pour les acteurs cantaliens et renforcer le sentiment d'appartenance européen comme la participation citoyenne autour de l'Europe
- Contribuer au désenclavement du Cantal en encourageant les mobilités européennes entrantes comme sortantes et les programmes européens le permettant (Erasmus +, OFAJ)
- Participer à l'accroissement de l'attractivité du Cantal en développant les mobilités européennes comme moyen de renforcer la visibilité extranationale du département, l'accueil de nouveaux publics via différents programmes d'échange et ainsi agir, par ces actions, sur l'enjeu de reconquête démographique du Cantal
- Créer des ambassadeurs cantaliens de l'Europe au sein de parcours jeunes autour de la promotion européenne dans le territoire sur l'exemple des dynamiques Murathènes et Euroteam
- Articuler leurs moyens en faveur d'une ingénierie de proximité susceptible de renforcer l'accompagnement des initiatives locales, de favoriser l'accès des porteurs de projet et des jeunes aux opportunités des programmes européens

ARTICLE 3 : COORDINATION, COMMUNICATION ET SUIVI DES ACTIVITÉS

Chaque partie désigne un coordinateur pour assurer la mise en œuvre effective de la présente charte. Les coordonnateurs nommés par les parties élaborent un plan de mise en œuvre et de communication autour des projets entrepris (en conformité avec Règlement général sur la protection des données). Ils proposent des actions supplémentaires pouvant être entreprises par les deux parties.

ARTICLE 4 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Tout différend ou litige découlant de l'interprétation ou de l'application de cette charte est réglé à l'amiable par les parties, par des négociations directes.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CHARTE

La présente charte peut être modifiée ou complétée par un accord commun écrit des parties. Les modifications et les ajouts prennent effet dès la date de la signature.

ARTICLE 6 : APPLICATION, DURÉE, MODIFICATION ET RÉSILIATION

La présente Charte est conclue pour une durée de trois ans renouvelable et prend effet dès la date sa signature.

Chacune des parties peut dénoncer la présente charte par notification écrite, adressée à l'autre partie. La dénonciation prend effet après une période de trois mois à compter de la date de réception.

La dénonciation de la charte n'affecte pas la mise en application des programmes et des projets démarrés dans sa période de validité, sauf le cas où les parties en ont convenu autrement.

**POUR LA DIRECTION DES
SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DU CANTAL**

**POUR LE CONSEIL
DÉPARTEMENTAL DU CANTAL,**

**Inspectrice d'académie
Directrice académique des
services de
l'éducation nationale du Cantal
Marilyne LUTIC**

**Le Président,
Bruno FAURE**

Signé à Aurillac, le JJ MMM 2023, en double exemplaires originaux

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-6

Syndicats Mixtes : Contributions 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Gilles COMBELLE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

*Messieurs Jamel BELAÏDI, Philippe FABRE et Jean-Jacques MONLOUBOU se retirent et ne participent pas au vote.
Par 27 voix pour*

Vu la délibération n°22CD04-25 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 prenant acte de la tenue des débats des Orientations budgétaires pour l'année 2023 ;

Considérant le rôle du Conseil départemental en tant que chef de file de la Solidarité Territoriale ;

Considérant le rôle de partenaire de proximité du Conseil départemental du Cantal et son engagement comme membre statutaire au sein de syndicats mixtes dit d'aménagement et de développement ;

- **APPROUVE** le versement de contributions statutaires en faveur des Syndicats Mixtes dont le Conseil départemental est membre.

- **AUTORISE** le versement d'acomptes sur la base des orientations budgétaires des Syndicats.

- **DÉCIDE** d'inscrire au budget départemental les crédits suivants :

AIDES AUX SYNDICATS MIXTES	BP 2022	BP 2023
Garabit Grandval		
Investissement Chapitre 204 Nature 2041582 Fonction 633	55 000€	55 000€
Fonctionnement Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 633	110 000€	110 000€
Lioran		
Fonctionnement Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 633	277 000€	277 000€
Syndicat Mixte du Bassin du Lot		
Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 76	45 100€	45 100€
Syndicat Mixte EPIDOR		
Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 76	75 500€	75 500€
Parc Naturel Régional des Volcans		
Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 76	145 500€	145 500€
Puy Mary		
Fonctionnement - Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 633	321 300€	321 300€
Parc Régional de l'Aubrac		
Fonctionnement Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 633	18 000€	18 000€
Syndicat Mixte de Préfiguration du GSF Conques		
Fonctionnement Chapitre 65 Nature 6561 Fonction 633	5000€	5000€
TOTAL		
Investissement	55 000€	55 000€
Fonctionnement	997 400€	997 400€

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

**REUNION DU 31 MARS 2023
DELIBERATION N°23CD01-7
Fonds Cantal Animation +**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETESY, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Aurélie BRESSON

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation +, notamment la liste des bénéficiaires et les montants prévisionnels d'intervention.

- **APPROUVE** l'actualisation des fiches descriptives du dispositif d'aides Fonds Cantal Animation.

- **APPROUVE** le dispositif d'aides Fonds Cantal Animation +, dont la liste des manifestations éligibles pour 2023 est jointe en annexe.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents.

La dépense d'un montant global de 198 200 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 du Budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe



Fonds Cantal Animation

Bénéficiaires:

Les associations, les établissements scolaires ou par dérogation les maîtres d'ouvrages publics (Communes, Etablissements publics...).

Nature des opérations subventionnées:

Soutien aux manifestations, aux associations, aux établissements scolaires ou maîtres d'ouvrages publics sur proposition des conseillers départementaux via le Fonds Cantal Animation.

Enveloppe budgétaire:

20 000 €/an par canton, soit 300 000 € / an.

Conditions d'attribution:

A réception du formulaire complété et après co-signature par les deux conseillers départementaux, le dossier sera inscrit et approuvé à la Commission Permanente du mois suivant.

Le montant d'une subvention pourra être inférieur à 200€.

Fonds Cantal Animation +

Se compose de 2 volets: le premier destiné à l'animation des associations à vocation culturelle et le second au soutien aux manifestations.

Critères communs aux 2 volets

Bénéficiaires:

Les associations, les syndicats ou par dérogation les maîtres d'ouvrages publics (Communes, EPIC ou EPCI, SPL...).

Nature des opérations subventionnées:

Le Fonds Cantal Animation Plus départemental permettra de regrouper l'essentiel des dispositifs actuels en faveur de :

- l'animation des associations à vocation culturelle,
- l'ensemble des manifestations éco touristiques ;
- les manifestations sportives et culturelles (sauf « le Festival International de Théâtre de Rue » à Aurillac) ;
- certaines manifestations sous maîtrise d'ouvrage publique,
- certaines manifestations départementales de promotion agricole.

Subvention:

Subvention dont le montant est défini dans le cadre d'une enveloppe allouée.

Les fonds FCA et FCA+ peuvent être cumulables.

Spécificité liée au volet 1 : Animation des associations à vocation culturelle

Conditions particulières d'attribution dans le cadre du FCA+:

Le dossier de demande de subvention devra être adressé au Conseil départemental et comprendra les pièces suivantes:

- formulaire de demande signé,
- présentation du programme d'activité annuel détaillé,
- budget prévisionnel,
- RIB,
- bilan des activités de l'année précédente.

Spécificité liée au volet 2 : soutien aux manifestations

Conditions particulières d'attribution dans le cadre du FCA+:

Le dossier de demande de subvention devra être adressé au Conseil départemental et comprendra les pièces suivantes:

- formulaire de demande signé et courrier de sollicitation,
- présentation du programme détaillé de la manifestation,
- présentation des objectifs de la manifestation et du public visé,
- plan de financement prévisionnel précisant notamment les partenariats financiers avec la Commune d'accueil ou Communauté de Communes concernées,
- RIB,
- impact médiatique attendu et retombées économiques,
- communication des résultats et bilan des éventuelles éditions précédentes.

Paiement sur pièces justificatives réceptionnées: preuve du logo, bilan financier de l'opération.

Les dépenses d'hébergement et liées à l'organisation de buvettes, repas et buffet ne sont pas éligibles.

Programmation prévisionnelle FCA+2023

Bénéficiaires	Manifestations	Montants prévisionnels 2023 en €	Localisation de la manifestation
			Commune
Jeunes Agriculteurs du Cantal	Fête de la terre	2 500	Départemental
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 1 ^{ère} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 2 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 3 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Comité des foires Chevalines de Maurs	Organisation de la 4 ^{ème} foire chevaline	1 250	Maurs
Musica Formosa	Festival Voyage d'hiver	2 500	Départemental
Musik' Art Cantal	Saison culturelle 2023	2 500	Départemental
Boogie Woogie Laroquebrou Cantal Auvergne	Festival International de Boogie Woogie	20 000	Laroquebrou
Commune de St Flour	Festival des Cultures de Montagnes Hautes Terres	15 000	Saint-Flour
Cité d'Agglomération du Bassin d'Aurillac	Festival des Goudots gourmands	3 000	Aurillac
Cité de Communes Sumène-Artense	Festival C'Mouvoir	2 500	Cité Cnes Sumène-Artense
Commune de St Flour	Fête de la graine à la soupe	5 000	Saint-Flour
Autour de la Gentiane	Fête de la Gentiane	2 500	Riom-ès-Montagnes
Bureau du Tourisme de Boisset	Foire à la Brocante	2 500	Boisset
Association des Paniers	Fête des Paniers	1 500	Montsalvy
Talizat Terroir	Fête de la Lentille	2 500	Talizat
Les Flocons Verts	Fête des Fromages	2 500	Pailherols
Festi'Bleu	Fête du Bleu d'Auvergne	5 000	Riom-ès-Montagnes
L'Estivade en Cézallier	Fête de l'Estive	2 500	Allanche

Association le Cornet de Murat	Fête du Cornet	2 500	Murat
Association du Pélou	Foire de la Châtaigne	2 500	Puycapel
Comité d'Ambiance Jussacoise	Les Gens d'Ici	2 500	Jussac
Les Tersons	Fête des Tersons Aubrac	2 500	Pierrefort
La Mangona	Fête de la Mangoune	2 500	Laroquebrou
Association du Site Remarquable du Goût de Salers	Salon de printemps des sites remarquables du goût	2 500	Salers
Comité d'Animation Culturelle de Marcolès	Les Nuits de Marcolès	2 500	Marcolès
Autour des Palhas	Fête des Palhas	5 000	Massiac
Cantal pédestre	Tour du Cantal pédestre	1 200	Départemental
Théâtre Beliashe	Soutien au projet Personae	2 500	Aurillac
Manufacture des Arts	Soutien à l'incubateur chorégraphique	5 000	Aurillac
Love mi tender	Soutien à la mise en valeur de projets artistiques, résidences, ateliers d'éducation populaire, concerts 2023 et accompagnement et diffusion d'artistes amateurs	6 500	Aurillac
Université Interâge	Activités 2023	9 000	Aurillac
Ferme de Trielle	Soutien au programme éducatif	5 000	Thiézac
Institut d'Etudes Occitanes	Soutien au Réseau d'Enseignement Territorial et Festival du conte "Las Rapatonadas"	12 000	Aurillac
FAL	Festival d'expression enfantine et dispositif Lire et faire lire	3 000	Aurillac
Aurillac Développement	Festival Aurillac en Scène	15 000	Aurillac
Association du Critérium de Marcolès	Edition du Critérium international de Marcolès	9 000	Marcolès

Association Splash	Madcow Festival	2 500	Cheylade
Office du tourisme du Pays de Salers	Les Nuits Radieuses	1 500	Tournemire
Association pour l'Animation du pays de Pierrefort	Festival Caillou Costaud	2 500	Pierrefort
Association Cantal Crossbones	Furios Fest	1 500	Saint-Flour
Association Canta'l Rock	Festival Bike Show au Lioran	1 500	Laveissière
Syndicat Départemental des Entrepreneurs des Territoires du Cantal	89 ^{ème} Congrès national des Entrepreneurs des Territoires	5 000	Aurillac
Groupe Salers Evolution	Mise en avant de la « Salers, race du 21 ^{ème} siècle » au Salon de International de l'Agriculture	15 000	Paris
Association Site Remarquable du Goût Mourjou, Châtaigneraie cantalienne	Salon des sites remarquables du goût en Châtaigneraie cantalienne	1 000	Puycapel

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-8

**Délégation de Service Public pour l'exploitation de la ligne aérienne Aurillac - Paris :
Choix du délégataire**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNEZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Marie-Hélène ROQUETTE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L1411-1 et suivants ;

Vu la décision du 1^{er} juin 2022 du Ministre de la transition écologique et de la Cohésion du Territoire, portant délégation de compétence au Conseil départemental du Cantal pour déléguer l'exploitation de la ligne aérienne entre Aurillac et Paris ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 25 mars 2022 arrêtant le principe d'une OSP pour l'exploitation de la ligne aérienne Aurillac-Paris (Orly) ;

Vu la délibération du 24 juin 2022 lançant la procédure de consultation ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique en date du 30 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics locaux en date du 20 mai 2022 ;

Vu l'avis émis par la commission DSP lors de sa réunion du 20 décembre 2022 relatif à l'examen des candidatures et des offres ;

Vu le projet de contrat proposé ;

- EMET un avis favorable à la passation du contrat de DSP avec la Compagnie CHALAIR AVIATION pour l'exploitation de la ligne aérienne Aurillac - Paris sur la période 2023-2027.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer le contrat DSP dont le projet est joint en annexe de la délibération, avec l'État et la Compagnie CHALAIR AVIATION.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter les participations des autres partenaires outre l'État : Région Auvergne-Rhône-Alpes, CABA, et à signer toute convention nécessaire à leur mise en œuvre.

- **S'ENGAGE** à inscrire les crédits nécessaires à cette Délégation de Service Public.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Projet de convention
de délégation de service public pour l'exploitation
de la liaison aérienne AURILLAC – PARIS ORLY

La présente convention comporte X feuillets numérotés de 1 à X (annexes incluses)

La présente convention est conclue entre :

l'État, représenté par le ministre chargé de l'Aviation civile,

et

Le Département du Cantal

28 avenue Gambetta 15000 Aurillac

représenté **par son Président, Bruno FAURE**

d'une part,

et

(Nom à remplir par le candidat)

(Adresse à remplir par le candidat)

représentée par (nom et fonction à remplir par le candidat)

désignée sous le vocable de « transporteur »,
d'autre part.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention de délégation de service public a pour objet l'exploitation, en exclusivité, de la liaison aérienne Aurillac (Tronquières) – Paris Orly.

Article 2 : Durée de la convention

Sous réserve des clauses de résiliation prévues à l'article 8, la présente convention est valable à compter du 1^{er} juin 2023 et prendra fin 31 mai 2027.

En cas de résiliation par l'une ou l'autre des parties ainsi qu'à l'échéance du terme contractuel, le transporteur conserve la responsabilité des opérations effectuées pendant la période de validité du contrat.

Article 3 : Définition du service

Le service doit être conforme aux obligations de service public publiées au *Journal officiel de l'Union européenne* du 30 juin 2022 sous la référence 2022/C 248/06 et au *Journal officiel* de la République française du 19 juin 2022¹. Ces obligations sont reproduites dans l'annexe 1 de la présente convention.

Il est rappelé que toute exploitation de service aérien régulier sur le territoire français est soumise au dépôt préalable d'un programme d'exploitation auprès des autorités aéronautiques françaises, dans les conditions prévues à l'article R. 330-8 du code de l'Aviation civile. Ce programme d'exploitation, comprenant notamment le détail des éventuels affrètements, franchises et partages de code, doit être

¹ Arrêté du 1^{er} juin 2022 modifiant les obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Aurillac et Paris (Orly) NOR : TREA2215683A.

déposé auprès des services de la direction générale de l'Aviation civile au moins un mois avant le début de sa mise en œuvre.

Article 4 : Conditions d'exploitation

Le transporteur s'engage à exécuter le service conformément à l'offre, qui figure en annexe 2 de la présente convention, sur la base de laquelle il a été retenu.

Toute évolution ou modification des conditions d'exploitation sous forme d'affrètement de longue durée, de partage de code ou de franchise devra faire l'objet de l'autorisation préalable de la direction générale de l'Aviation civile.

Le Département et le transporteur statuent au moins un mois avant le début de chaque saison aéronautique sur le programme à venir :

- Si la fréquentation constatée est supérieure au seuil défini dans les OSP, le programme nominal de 16 rotations hebdomadaires doit être effectué dans sa totalité pendant toute la durée de la saison à venir ;
- Dans le cas contraire, les parties définissent le nombre de rotations de mi-journée à effectuer par semaine ; Ce programme peut être adapté sur simple demande du Département ou à la demande du transporteur après accord du Département tout au long de la saison aéronautique.

Le transporteur ne peut utiliser que des avions d'un type certifié par l'Agence européenne de la sécurité aérienne. Sont exclus les avions pour lesquels une dérogation temporaire est autorisée par l'Agence européenne de la sécurité aérienne, conformément aux dispositions de l'article 71 du Règlement (UE) 2018/1139 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2018 concernant des règles communes dans le domaine de l'aviation civile et instituant une Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne, et modifiant les règlements (CE) n° 2111/2005, (CE) n° 1008/2008, (UE) n° 996/2010, (UE) n° 376/2014 et les directives 2014/30/UE et 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements (CE) n° 552/2004 et (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ainsi que le règlement (CEE) n° 3922/91 du Conseil (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.)

Sauf cas exceptionnels, justifiés par la nécessité d'assurer pour une courte durée la continuité du service et faisant l'objet d'une autorisation explicite de la direction du Transport aérien de la direction générale de l'Aviation civile, est prohibé le recours aux moyens d'un transporteur aérien non titulaire d'une licence d'exploitation délivrée par la France ou un autre État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou à tout autre accord ayant la même portée en matière de transport aérien.

Le transporteur s'engage à répondre sans délai à toute demande de la direction générale de l'Aviation civile concernant les événements qui doivent être pris en compte et rapportés à l'autorité de tutelle de l'Aviation civile, au sens des articles 4 et 5 du règlement (UE) n° 376/2014 du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant les comptes rendus, l'analyse et le suivi d'événements dans l'aviation civile, modifiant le règlement (UE) n° 996/2010 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2003/42/CE du Parlement européen et du Conseil et les règlements de la Commission (CE) n° 1321/2007 et (CE) n° 1330/2007.

Dans ses relations avec les autorités publiques ainsi qu'avec la clientèle avant, pendant et après le vol, le transporteur aérien doit utiliser la langue française.

Article 5 : Vérification et examen annuel de l'exécution du service

L'État et le Département du Cantal peuvent procéder à tout moment à des opérations de vérification pour constater la correspondance entre les prestations exécutées et les obligations de service public que le transporteur s'est engagé à respecter.

Le non-respect d'une obligation de service public peut entraîner, suivant les cas, l'application de réductions dans les conditions prévues par l'article 9, ou la résiliation de la convention dans les conditions prévues par l'article 8. En tout état de cause, l'examen annuel de l'exécution du service donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé des cocontractants ou de leurs représentants, au plus tard six mois après la fin de l'année d'exploitation considérée.

Ce procès-verbal est établi comme suit :

- sur la base d'un bilan annuel d'exploitation, un premier projet de procès-verbal est adressé par l'État aux autres parties, pour signature, au plus tard deux mois après la fin de l'année d'exploitation considérée ;
- à défaut de signature de l'ensemble des parties dans le délai global de six mois après la fin de l'année d'exploitation considérée, le dernier projet établi par le représentant de l'État est réputé accepté par les autres parties.

Article 6 : Détermination du montant de compensation financière à verser au transporteur

Le transporteur s'engage sur les niveaux maximaux de compensation financière qu'il a présentés à l'appui de son offre pour chaque période annuelle d'exploitation, soit respectivement :

- (à remplir par le candidat) euros pour la première année d'exploitation,
- (à remplir par le candidat) euros pour la deuxième année d'exploitation,
- (à remplir par le candidat) euros pour la troisième année d'exploitation,
- (à remplir par le candidat) euros pour la quatrième année d'exploitation.

Dans l'hypothèse de la mise en œuvre du délestage contractuel tel que prévu dans les OSP et défini à l'article 4, une diminution de la compensation maximale pour l'année concernée sera appliquée selon un abattement forfaitaire égal à (à remplir par le candidat) euros par rotation délestée.

Lorsque le transporteur estime qu'une modification imprévisible des conditions d'exploitation justifie la révision du montant maximal de la compensation financière, il lui appartient de présenter une demande motivée aux autres parties signataires, qui disposent d'un délai de deux mois pour se prononcer. Le contrat peut alors être modifié par avenant.

Le montant de la compensation financière effectivement accordée au transporteur est déterminé chaque année, *ex post*, en fonction des dépenses et des recettes effectivement engendrées par le service, dans la limite des montants mentionnés ci-dessus.

Cette compensation financière correspond à la différence entre les dépenses réelles hors taxes (TVA, taxes spécifiques au transport aérien) d'exploitation du service et les recettes commerciales, hors taxes (TVA, taxes spécifiques au transport aérien), procurées par celui-ci.

Sur la base du décompte financier annuel et des autres documents justificatifs joints à celui-ci, mentionnés à l'article 7 ci-dessous, et présentés par le transporteur, il est procédé par l'une ou l'autre des deux autres parties, ou conjointement par celles-ci, à un examen financier annuel du montant de compensation financière à verser au transporteur, celui-ci étant, le cas échéant, diminué des réductions appliquées conformément à l'article 9 ci-dessous. Cet examen annuel peut donner lieu à des contrôles sur pièces et sur place par un ou des représentants des parties concernées. Ce représentant peut être un prestataire de services désigné par l'une ou l'autre des deux parties ou, le cas échéant, conjointement par les deux parties.

La détermination du montant de compensation financière à verser au transporteur donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé des cocontractants ou de leurs représentants.

Article 7 : Modalités de versement de la compensation financière

La TVA n'est pas applicable aux subventions versées, qui sont des subventions d'équilibre.

La compensation financière est prise en charge :

- **par l'État à hauteur de [X%, et dans la limite de X% des recettes commerciales hors taxes de la liaison (si le total des recettes commerciales s'avère inférieur au déficit)]**, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret n° 2005-473 du 16 mai 2005 modifié relatif aux règles d'attribution par l'État de compensations financières aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéroports pour leurs missions relatives au sauvetage et à la lutte contre les incendies d'aéronefs, à la sûreté, à la lutte contre le péril aviaire et aux mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux et modifiant le code de l'Aviation civile ;
- **à hauteur du complément, par le Département du Cantal durant la totalité de la durée de la convention.**

Les paiements des personnes publiques contribuant à la compensation financière sont effectués sous forme d'acomptes et de solde, selon les modalités suivantes, pour chaque année d'exploitation :

- un premier acompte est versé sur demande du transporteur, cette demande ne pouvant être présentée qu'à l'issue du deuxième mois d'exploitation. Il représente, pour chacune des parties participant au financement, 40 % de leur participation financière prévisionnelle. La demande du transporteur doit rappeler l'objet de son service, les références de la convention en cours et détailler le calcul permettant de fixer la somme à payer au titre de premier acompte,
- un deuxième acompte est versé sur demande du transporteur, cette demande ne pouvant être présentée qu'à l'issue du sixième mois d'exploitation ; il porte, pour chacune des parties participant au financement, le montant d'acomptes à 80 % de leur participation financière prévisionnelle (éventuellement révisée à la baisse en fonction des premiers mois d'exploitation). La demande du transporteur doit rappeler l'objet de son service, les références de la convention en cours et détailler le calcul permettant de fixer la somme à payer au titre du deuxième acompte,
- le solde sera demandé par le transporteur à l'issue de chaque année d'exploitation. La demande sera accompagnée d'un décompte annuel indiquant la compensation financière due pour l'année d'exploitation en cause, calculée sur la base des recettes et dépenses réelles, et précisant les sommes déjà versées à titre d'acomptes. Les documents justificatifs suivants devront être joints à ce décompte :

- un compte analytique du transporteur relatif à la liaison et à la période considérées, dressé selon le modèle figurant en annexe 3 à la présente convention ;
- un document établi par le commissaire aux comptes du transporteur attestant que ce compte analytique est conforme aux comptes analytiques globaux du transporteur pour la même période, le cas échéant complété d'une explication détaillée de celui-ci, si la présentation du compte analytique mentionnée ci-dessus diffère de celle présentée lors de l'appel d'offres ;
- une annexe explicative précisant le détail et les modalités d'affectation à la liaison (par exemple : à l'heure de vol, à la rotation, au siège-kilomètre offert, etc.) de chaque poste de coûts, sur la période, en particulier ceux des postes de frais généraux, frais commerciaux, frais de publicité de ligne, autres et aléas.

Le solde ne pourra être versé qu'après la signature des procès-verbaux prévus aux articles 5 et 6 ci-dessus.

En cas de décision de résiliation de la convention avant son échéance prévue ou de risque substantiel d'interruption de la convention, le montant de compensation sera recalculé au prorata de la durée réelle ou présumée d'exploitation ; le transporteur percevra alors un ou deux acomptes, recalculés de manière que demeure à verser un solde égal à 20 % du nouveau montant de compensation financière.

Le transporteur sera par ailleurs tenu, après détermination de la compensation financière qui lui est due sur la période d'exécution de son service, de rembourser, le cas échéant, les sommes indûment perçues à titre d'acompte.

Les demandes d'acompte et de solde ainsi que les documents justificatifs à produire à l'appui du paiement du solde doivent parvenir à chacune des adresses suivantes :

Direction générale de l'Aviation civile,
Direction du Transport aérien,
Sous-direction des Services aériens
Bureau des Transporteurs et de l'Intervention publique (DTA/SDS1)
50, rue Henry-Farman, 75 720 Paris Cedex 15,

et

Département du Cantal
Direction Générale des Services
28, avenue Gambetta
15015 Aurillac cedex - France

Pour l'État, l'ordonnateur principal de la dépense est le ministre chargé de l'Aviation civile ou son délégué, le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire près le ministère de la transition écologique et solidaire.

Pour le Département du Cantal l'ordonnateur de la dépense est **son Président, Monsieur Bruno FAURE** et le comptable assignataire est **Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable.**

Le transporteur devra demander le versement du solde dans le délai de dix-huit mois à compter de la fin de chaque période annuelle d'exploitation de la liaison. Si, après mise en demeure par le ministre chargé de l'Aviation civile de lui adresser les pièces justificatives nécessaires au versement dudit solde, le transporteur n'a pas transmis lesdits documents dans un nouveau délai de trois mois, le ministre chargé de l'Aviation civile et le Président du Conseil départemental du Cantal pourront liquider la subvention sur

la base du montant maximal de compensation financière prévisionnelle, en y appliquant les réductions financières mentionnées à l'article 9.

Article 8 : Résiliation

8.1. La présente convention peut être résiliée par l'une des parties signataires par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux autres parties, en respectant un préavis de six mois avant la date d'interruption des services qui est précisée dans ce courrier. Ce préavis peut être ramené à quatre mois d'un commun accord entre les parties.

8.2. Si l'un des critères ouvrant droit à l'intervention de l'État n'est plus respecté (critères définis par le décret n° 2005-473 du 16 mai 2005 modifié relatif aux règles d'attribution par l'État de compensations financières aux transporteurs aériens et aux exploitants d'aéroport pour leurs missions relatives au sauvetage et à la lutte contre les incendies d'aéronefs, à la sûreté, à la lutte contre le péril aviaire et aux mesures effectuées dans le cadre des contrôles environnementaux et modifiant le code de l'Aviation civile et par l'arrêté du 16 mai 2005 modifié relatif à la définition des critères d'éligibilité d'une liaison aérienne à une prise en charge financière par l'État), la présente convention est résiliée. Cette résiliation est notifiée par le ministre chargé de l'Aviation civile par lettre recommandée avec accusé de réception et prend effet à l'issue d'un délai de trois mois, sauf accord du transporteur pour un délai plus court.

8.3. En cas de manquements graves aux obligations de service public constatés par la direction générale de l'Aviation civile, le transporteur est informé par lettre recommandée avec accusé de réception dûment motivée, envoyée par l'une ou moins des autres parties qui s'informent mutuellement, des griefs qui lui sont opposés et invité à se conformer à ses obligations.

À l'issue d'une période d'un mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée, si le transporteur n'a pas remédié aux manquements graves aux obligations de service public constatés, la résiliation de la convention de délégation de service public peut être prononcée par la ou les parties ayant mis le transporteur en demeure. Dans ce cas, le transporteur est réputé avoir résilié la convention sans préavis ; par ailleurs, il se voit appliquer une réduction du montant maximal de la compensation financière, calculée en tenant compte des manquements constatés, selon les modalités du 9.2 de l'article 9.

Toutefois, pour éviter toute rupture de continuité du service, les parties peuvent, dans le délai d'un mois courant après la réception de la lettre recommandée, décider, d'un commun accord, que le transporteur assure l'exploitation, jusqu'à la sélection d'un nouvel exploitant, dans des conditions convenues entre les parties ; ces conditions font alors l'objet d'un avenant à la présente convention.

Pendant cette période, le transporteur ne se voit pas appliquer les réductions prévues au 9.2 de l'article 9, si les manquements aux obligations de service public observés le cas échéant sont conformes aux conditions convenues entre les parties. En outre, le transporteur ne se voit pas appliquer de réduction pour résiliation de la convention sans préavis.

Article 9 : Réduction de la compensation financière versée au transporteur

9.1. Au cas où le transporteur ne respecterait pas le délai de préavis d'interruption des services prévu dans les obligations de service public et repris à l'article 8, la constatation étant effectuée par les services de la direction générale de l'Aviation civile, et au cas où aucune amende administrative n'est prononcée,

pour ce motif, en application de l'article R. 330-20 du code de l'Aviation civile à l'encontre du transporteur, l'État et le Département du Cantal lui appliquent une réduction calculée selon la formule suivante :

$$\text{Si } d \leq 0, R = \frac{C}{12} \times 2M \times T,$$

$$\text{Si } 0 < d \leq C, R = \frac{1}{12} \times \left[\frac{1}{2} C + \frac{19d}{10} \right] \times M \times T$$

$$\text{Si } d > C, R = \frac{C}{12} \times \frac{M \times T}{10}$$

- où
- R : réduction ;
 - C : compensation maximale au titre de l'année considérée ;
 - D : déficit réel de la liaison au titre de l'année considérée ;
 - d : déficit non compensé $d = D - C$;
 - M : nombre de mois de carence sur la liaison ;
 - T : taux de participation à la compensation financière défini à l'article 7.

Cette réduction pourra être déterminée provisoirement en attendant de disposer du montant définitif du déficit réel ; le montant de la réduction définitive sera calculé dans les meilleurs délais après l'arrêté correspondant des comptes de l'entreprise.

9.2. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 330-20 du code de l'Aviation civile, les réductions suivantes sont appliquées à la compensation financière maximale fixée à l'article 6 (ou à la compensation due, si le déficit réel est inférieur au montant maximal de compensation) en cas de manquements aux obligations de service public. La détermination des valeurs N', N, J', J, A' et A ci-dessous est arrêtée conjointement par les services de la direction générale de l'Aviation civile et par le Département du Cantal sur la base des éléments suivants :

- procès-verbal d'examen de l'exécution du service prévu à l'article 5 ;
- observations formulées par le transporteur aérien sur les raisons des manquements aux obligations de service public qui lui seraient imputables.

9.2.1. Au cas où le transporteur annulerait, pour des raisons qui lui sont imputables, un nombre de vols supérieur à 3 % des vols requis par les obligations de service public, la constatation étant effectuée par les services de la direction générale de l'Aviation civile, l'État et le Département du Cantal lui appliquent une réduction du montant maximal de la compensation financière au titre de l'année considérée, calculée selon la formule suivante :

$$R = \frac{N'}{N},$$

- où
- R : facteur de réduction ;
 - N : nombre de vols requis par les obligations de service public ;
 - N' : nombre de vols annulés pour raisons imputables au transporteur au-delà de 3 % des vols requis par les obligations de service public.

9.2.2. Au cas où le transporteur n'utiliserait pas un appareil offrant une capacité conforme à celle requise par les obligations de service public, la constatation étant effectuée par les services de la direction générale de l'Aviation civile, l'État et le Département du Cantal lui appliquent une réduction du montant maximal de la compensation financière au titre de l'année considérée, calculée selon la formule suivante :

$$R \square \frac{N'}{N} \square \frac{A'}{A},$$

où R : facteur de réduction ;
 N : nombre de vols requis par les obligations de service public ;
 N' : nombre de vols effectués avec une capacité inférieure à celle requise, au-delà de 3 % des vols requis par les obligations de service public, déduction faite, le cas échéant, des vols annulés pour des raisons imputables au transporteur ;
 A' : différence entre le nombre de sièges offerts et le nombre de sièges requis ;
 A : nombre de sièges requis.

9.2.3. Au cas où le transporteur ne respecterait pas les obligations de service public en termes d'escalade intermédiaire, la constatation étant effectuée par les services de la direction générale de l'Aviation civile, l'État et le Département du Cantal lui appliquent une réduction du montant maximal de la compensation financière au titre de l'année considérée, calculée selon la formule suivante :

$$R \square \frac{N'}{4N},$$

où R : facteur de réduction ;
 N : nombre de vols requis par les obligations de service public ;
 N' : nombre de vols effectués sans respecter les obligations de service public en termes d'escalade, au-delà de 3 % des vols requis par les obligations de service public, déduction faite, le cas échéant, des vols annulés pour des raisons imputables au transporteur.

9.2.4. Pour tout autre cas de manquement limité aux obligations de service public (par exemple : en termes d'amplitude à destination, de tarifs pratiqués ou d'utilisation de services informatisés de réservation), la constatation étant effectuée par les services de la direction générale de l'Aviation civile, l'État et le Département du Cantal lui appliquent une réduction du montant maximal de la compensation financière au titre de l'année considérée, calculée selon la formule suivante :

$$R \square \frac{J'}{4J},$$

où R : facteur de réduction ;
 J : nombre de jours d'exploitation requis par les obligations de service public ;
 J' : nombre de jours de manquements aux obligations de service public.

9.3. Au cas où, conformément aux dispositions de l'article 7, il est procédé à la liquidation de la subvention, sans que le transporteur n'ait transmis les documents nécessaires à son établissement, il est appliqué une réduction du montant maximal de la compensation financière au titre de l'année considérée, calculée selon la formule suivante :

$$R \square 0,1 \square C,$$

où R : facteur de réduction ;
 C : compensation maximale au titre de l'année considérée.

Article 10: Litiges

D'un commun accord, les parties conviennent de rechercher un règlement à l'amiable pour tous les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

En dernier ressort, tout litige subsistant entre les parties pourra être porté devant le tribunal administratif de Paris.

Fait à _____, le

Le transporteur :

M/ Mme prénom NOM, fonction

Fait à _____, le

Le Président du conseil Départemental :

Monsieur Bruno Faure

Fait à Paris, le

Le ministre chargé de l'Aviation civile :

Le contrôleur général près le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires :

ANNEXE 1

Cette annexe reproduit les obligations de service public publiées
au *Journal officiel* de la République française du 19 juin 2022

19 juin 2022

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 15 sur 134

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

**Arrêté du 1^{er} juin 2022 modifiant les obligations de service public imposées
sur les services aériens réguliers entre Aurillac et Paris (Orly)**

NOR : TREA2215683A

La ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le règlement (CE) n° 1008/2008 du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 établissant des règles communes pour l'exploitation de services aériens dans la Communauté, notamment l'article 16 ;

Vu le code de l'aviation civile, notamment l'article R. 330-7 ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2010 modifiant les obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Aurillac et Paris (Orly) ;

Sur proposition du conseil départemental du Cantal,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'annexe à l'arrêté du 26 juillet 2010 susvisé est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. – Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2023.

Art. 3. – Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 1^{er} juin 2022.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur du transport aérien,
M. BOREL

ANNEXE

1. Les obligations de service public imposées sur les services aériens réguliers entre Aurillac et Paris (Orly) sont les suivantes :

En termes de fréquences

Les services doivent être exploités toute l'année, hormis les jours fériés, une semaine lors des vacances scolaires de fin d'année et trois semaines lors des vacances scolaires d'été, au minimum à raison :

- de trois allers-retours par jour, un le matin, un à la mi-journée et un le soir, du lundi au vendredi ;
- d'un aller-retour le dimanche soir.

Les services peuvent être délestés dans les conditions suivantes : avec préavis minimum d'un mois, et pour la durée de la saison aéronautique à venir (ou en cours à la date d'entrée en vigueur des présentes OSP), le transporteur peut ne pas réaliser l'aller et retour de la mi-journée, du lundi au vendredi. Ce déstagement ne peut être mis en œuvre que si la moyenne hebdomadaire du nombre de passagers comptabilisés sur la liaison au cours des 13 semaines précédant le préavis (hors périodes autorisées de déstagement : période estivale, fin d'année, jours fériés) est inférieure à 692, sur la base d'un programme réalisé conforme aux présentes OSP.

Les services doivent être exploités sans escale intermédiaire entre Paris (Orly) et Aurillac.

En termes de catégories d'appareils utilisés et de capacité offerte

Les services doivent être assurés au moyen d'un appareil pressurisé d'une capacité minimale de 45 sièges doté d'un système permettant des procédures d'approche par satellite de type GNSS.

En termes d'horaires

Les jours où trois allers-retours sont exigés, les horaires doivent permettre aux passagers d'effectuer un aller-retour dans la journée avec une amplitude à destination d'au moins sept heures à Aurillac et d'au moins huit heures

à Paris entre les rotations de début et fin de journée. La rotation de milieu de journée devra s'effectuer entre 11 heures (départ d'Aurillac) et 17 h 30 (retour à Aurillac).

En termes de politique commerciale

Les vols doivent être commercialisés par au moins un système informatisé de réservation.

Une politique tarifaire spécifique doit prioritairement être mise en place à destination des entreprises (petites et moyennes entreprises, industries, grands comptes) puis auprès des passagers voyageant pour motif de loisirs. Cette politique tarifaire s'inscrit à la fois dans un objectif de maintien et de développement des emplois du territoire et des activités locales mais également dans un schéma en cohérence avec les équilibres économiques de l'exploitation de la liaison.

La compagnie doit développer et animer une stratégie commerciale et mettre en place les outils et actions nécessaires afin de garantir au mieux la réussite et le maintien de la ligne dans le cadre du désenclavement du territoire.

En termes de continuité de service public

Sauf cas de force majeure, le nombre de vols annulés pour des raisons directement imputables au transporteur ne doit pas excéder, par an, 3 % du nombre de vols prévus.

Les services ne peuvent être interrompus par le transporteur qu'après un préavis de six mois.

Les transporteurs communautaires sont informés qu'une exploitation en méconnaissance des obligations de service public peut entraîner des sanctions administratives et/ou juridictionnelles.

2. Il est signalé que des créneaux sont réservés sur l'aéroport de Paris (Orly) à la desserte de la liaison régulière d'Aurillac en application de l'article 9 du règlement (CEE) n° 95/93 du Conseil du 18 janvier 1993 fixant des règles communes en ce qui concerne l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports de la Communauté. Les transporteurs aériens intéressés par cette liaison peuvent obtenir auprès du coordonnateur des aéroports parisiens toute information concernant ces créneaux horaires.

A N N E X E 2

**Offre de la compagnie (à compléter par le candidat) incluant
le compte analytique prévisionnel de la liaison Aurillac – Paris Orly
et la subvention demandée**

ANNEXE 3

Modèle de compte analytique de la liaison Aurillac – Paris Orly
qui devra être produit par la compagnie (à compléter par le candidat)
pour paiement du solde de la subvention
pour une année d'exploitation

		Période du 01 juin 202... au 31 mai 202...
(a)	Type d'appareil	
	Capacité de l'appareil	
	Temps de vol par rotation	
	Heures de vol sur la période	
	Heures de vol de mise en place sur la période	
(b)	Heures de vol des appareils affrétés sur la période	
	Nombre d'appareils affectés à la liaison	
	Nombre de passagers sur la période	
	Passagers par vol	
	Sièges offerts sur la période	
(c)	Nombre de fréquences sur la période	
	Coefficient de remplissage	
	Tarif classe affaires	
	Tarif classe économique	
	Recette moyenne par passager hors taxes	
(d)	Recette moyenne par passager hors taxes et hors commissions aux agences	
	Fret en kilogrammes sur la période	
	Tarif de base par kilogramme	
	Recette moyenne par kilogrammes hors taxes	
PRODUITS ANNUELS HORS TAXES		
(d)	Passagers	
	+ Fret, poste	
	+ Autres	
	= CA hors taxes	
	- Commissions aux agences	
(d)	= CA hors taxes et commissions aux agences	
	+ Autres produits	
	= Total produits de la période	

- (a) Hors heures de vols de mise en place et heures de vols des appareils affrétés
- (b) Préciser le nombre d'appareils réservés exclusivement pour cette liaison ou, si le(s) appareil(s) utilisés sur la liaison est(sont) également utilisé(s) sur d'autres liaisons, indiquer le ratio
- heures de vol sur la liaison
heure(s) de vols totale(s) de(s) appareil(s) utilisé(s)
- (dans ce cas, le nombre d'appareils affectés à la liaison peut ne pas être entier)
- (c) Hors taxes d'aéroport, d'Aviation civile et redevance passagers
- (d) Hors taxes : hors TVA, taxes d'aéroport, d'Aviation civile
- (e) Hors taxes : hors TVA

CHARGES ANNUELLES (Y COMPRIS FRAIS DE MISE EN PLACE)	Période du 01 juin 202... au 31 mai 202.
(f) Loyers coques	
(g) + Frais financiers coques	
(g) + Amortissements coques	
(h) + Salaires, charges et frais d'équipage	
+ Entretien (y compris provisions gros entretien)	
+ Assurances coques, passagers, dommages aux tiers	
(i) + Frais d'affrètements	
+ Carburants avion	
+ Commissariat	
(j) + Redevances de navigation aérienne	
+ Redevances aéroportuaires et passagers	
+ Frais d'assistance en escale	
+ Frais de publicité de ligne	
+ Frais commerciaux (hors comm. aux agences et pub.)	
+ Frais généraux et de structure	
+ Autres et aléas	
+ Rémunération	
= Total des charges de la période	
Coût total par heure de vol	
Coût total par fréquence	
Total des produits de la période (rappel)	
Résultat d'exploitation de la période	

- (f) Loyers éventuels de crédit-bail en « loyers coques »
- (g) Ne pas retraiter les loyers de crédit-bail dans les frais financiers et amortissements
- (h) Salaires et charges PNT et PNC et frais d'étapes équipage
- (i) Total des frais d'affrètement à l'exclusion des frais restant à la charge de la compagnie exploitant la liaison (ces frais doivent être portés dans les postes de coûts correspondants)
- (j) RSTCA et redevance de route

Rapport d'analyse des offres
Proposition d'un délégataire

OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU CONTRAT

DSP pour l'exploitation de la ligne aérienne Aurillac – Paris (Orly)

- Durée : 4 ans à compter du 1^{er} juin 2023,
- 3 AR par jour du lundi au vendredi et 1 AR le dimanche (sauf 3 semaines l'été et 1 semaine en fin d'année), avec possibilité de délestage en fonction de la fréquentation constatée sur 13 semaines à chaque changement de saison aéronautique
- Pas d'escale entre Aurillac et Paris,
- Capacité journalière minimale dans chaque sens : 45 sièges
- Amplitude minimale : 7 heures à Aurillac et 8 heures à Paris,
- Commercialisation des vols par au moins un système informatisé de réservation,
- Le taux d'annulation pour raisons directement imputables au transporteur ne doit pas dépasser 3% par an.

RAPPEL DE LA PROCÉDURE

Publication des OSP : arrêté du 1^{er} juin 2022

Avis favorables du **CTP** (30 mai 2022) et de la **CCSPL** (20 mai 2022)

Lancement de la procédure : 24 juin 2022 par délibération du Conseil départemental

Reuves dans lesquelles l'appel à candidature a été publié :

- JOUE, parution le 25 juillet 2022 et modification 7 novembre 2022
- BOAMP, parution le 22 juillet 2022 et modification le 28 octobre 2022
- Magazine Air et Cosmos 29 juillet 2022 et modification le 3 novembre 2022

Réception des candidatures et des offres : mardi 29 novembre 2022

Ouverture des candidatures et des offres par la commission DSP : le mercredi 30 novembre 2022

Deux compagnies ont présenté une candidature :

- La compagnie aérienne **CHALAIR AVIATION**, Aéroport de Caen – 14650 CARPIQUET,
- Le groupement solidaire **AMELIA – AMELIA INTERNATIONAL** (AMELIA mandataire) – 21 avenue Georges V – 75008 PARIS

Chacun des deux candidats a remis une offre

A l'issue de la commission des ouvertures des offres du 30 novembre 2022, une demande de renseignements complémentaires a été transmis aux 2 compagnies CHALAIR AVIATION et AMELIA afin d'apporter des éclaircissements à leurs offres.

Les deux compagnies ont transmis les informations – principalement administratives – demandées.

A l'issue de sa réunion du 20 décembre 2022, la commission DSP a émis l'avis suivant :

« Après présentation du rapport d'analyse des offres réalisé conjointement par les services de la DGAC et de la DGS du Conseil départemental, la commission DSP valide les offres des deux prestataires et autorise Monsieur le Président du Conseil départemental à lancer une phase de négociation avec les candidats CHALAIR AVIATION et REGOURD AVIATION (AMELIA) »

NEGOCIATIONS

La phase de négociation a débuté par l'envoi aux 2 compagnies **d'une série de questions** le 28 décembre 2022. Elles nous ont transmis leurs réponses avant la date limite du 10 janvier 2023.

Une **réunion de négociation** s'est tenue avec chacune des deux compagnies le 25 janvier 2023 qui leur a permis d'explicitier les réponses aux questions écrites et de répondre à d'autres interrogations.

Une **deuxième série de questions** a été transmise aux compagnies le 2 février 2023. Elles y ont répondu le 8 février 2023.

Une seconde **réunion de négociation** s'est tenue avec chacune des deux compagnies le 16 février 2023 qui leur a permis d'explicitier les réponses aux questions écrites et de répondre à d'autres interrogations.

Une **troisième série de questions** a été transmise aux compagnies le 17 février 2023. Elles y ont répondu le 22 février 2023

Une **quatrième série de questions** a été transmise aux compagnies le 24 février 2023. Elles y ont répondu le 27 février 2023

Le présent rapport fait la synthèse des offres et négociations engagées en vue de proposer à l'Assemblée départementale le choix d'un délégataire lors de sa session plénière du 31 mars 2023.

ANALYSE DES OFFRES

L'analyse des offres repose sur les offres reçues par le Département le 22 février 2023 après la 4^{ème} série de questions. La grille de critères prévue au règlement de la consultation servant à l'analyse est la suivante :

1 – Adéquation du service à la demande en déplacements sur la liaison	30 %
1.1 Appareil utilisé : le candidat proposera un appareil d'une capacité unitaire minimale de 45 sièges. Les candidats sont informés qu'en particulier, le confort à bord et le temps de vol feront l'objet d'une appréciation, en participant à l'adéquation du service à la demande.	20 %
1.2 – Horaires des vols proposés : les horaires devront en particulier tenir compte des besoins des passagers voyageant pour des motifs professionnels en semaine et permettre de faire bénéficier aux passagers d'une amplitude horaire d'au moins huit heures à destination de Paris et sept heures d'Aurillac. L'horaire du matin devra permettre une arrivée à Paris (Orly) avant 9h30.	10 %
2- Prix et conditions qui peuvent être proposé aux usagers	30 %
2.1 – Grille tarifaire proposée et principes d'ajustement : la grille tarifaire présentera une segmentation permettant de répondre aux différentes catégories d'usagers de la liaison. Globalement les tarifs devront être adaptés en priorité à la cible de clientèle affaire et les principes d'ajustement devront permettre de préserver les grands équilibres entre les différentes catégories d'usagers. Une politique tarifaire incitative devra être mise en place à destination des petites et moyennes entreprises. La politique tarifaire de la clientèle loisir devra également être spécifiée.	5 %
2.2 – Recette moyenne par passager : la recette moyenne par passager devra refléter la politique commerciale poursuivie par la compagnie et devra être compatible avec l'objectif global de rationalisation de l'économie générale de la délégation	5 %
2.3 – Politique commerciale : l'organisation commerciale du candidat devra permettre d'accompagner le développement de la fréquentation de la liaison. En outre, les services proposés aux passagers devront refléter les attentes des usagers de la liaison : facilitation des correspondances à l'aéroport Paris – Orly, mise en place d'un programme de fidélité, information voyageurs, service à bord.	10 %
2.4 – Organisation en vue d'assurer la régularité et la ponctualité : les offres des candidats seront appréciées au regard de : L'organisation de la maintenance (maintenance en ligne, appareils de réserve et procédure d'affectation entre les lignes du réseau); La procédure de gestion des irrégularités et d'information (ligne d'astreinte, délais de mise en place d'un appareil de remplacement, mise en place de solutions alternatives...); La présentation d'objectifs quantifiés et termes de taux de régularité et de ponctualité , assorties de propositions de pénalités additionnelles qui feront l'objet d'une contractualisation.	10 %
3 – Coût de la compensation requise rapporté au nombre de passagers transportés.	40 %
3.1 – Evaluation des prévisions de trafic : la méthode de prévision du trafic et robustesse des hypothèses sera évaluée sur la base des précisions apportées par les candidats.	10 %
3.2 – Montant de la compensation demandée : le montant de la compensation demandée par les candidats sera apprécié au regard du rapport sur le nombre de passagers transportés. Les candidats sont informés qu'ils peuvent formuler des propositions concernant l'identification d'opportunités d'utilisation complémentaire de l'appareil permettant de participer à l'amélioration de l'économie générale de la convention.	30 %

La note globale est évaluée sur 100 points. Le jugement des critères 1 et 2 et sous critère 3-1 se fait par application du barème suivant, pondérés par les coefficients multiplicateurs de chaque sous-critère :

Très satisfaisant	100 points
Satisfaisant	75 points
Moyennement satisfaisant	50 points
Peu satisfaisant	25 points
Insatisfaisant	0 point

Pour ce qui concerne le sous critère 3.2, l'offre la moins-disante reçoit le nombre de points maximum (30 points). Puis il est fait application de la formule suivante :

Note Y = 30 pts x (Offre la moins-disante / Offre Y)

CRITERE N°1 – ADEQUATION DU SERVICE A LA DEMANDE EN DEPLACEMENTS SUR LA LIAISON

SOUS-CRITERE 1.1 : APPAREIL UTILISE

Les offres des deux compagnies sont relativement proches car les appareils proposés sont des ATR42-500 bipropulseurs.

CHALAIR AVIATION

Le service sera assuré par un ATR42-500 bi-turbopropulseur et pressurisé pouvant accueillir 48 passagers. Il est équipé d'un système de guidage par satellite de type GNSS et d'un système « LPV » (Localizer Performance with Vertical Guidance) qui permet de palier à l'absence d'ILS. L'appareil pressenti pour le service est immatriculé F-GPYM et en service depuis 1997.

AMELIA

Le service sera assuré avec un ATR42-500 turbopropulsé et pressurisé de 48 sièges. L'appareil est affrété par REGOUD AVIATION et est immatriculé F-HLIA et date de 2003. Il est équipé d'un système de guidage par satellite de type GNSS.

Au regard des capacités offertes et de l'équipement GNSS, les OSP sont respectées et les offres sont considérées comme équivalentes pour la notation.

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $75 \times 0.20 = 15$ points

AMELIA : $75 \times 0.20 = 15$ points

SOUS-CRITERE 1.2 : HORAIRES DES VOLS PROPOSES

CHALAIR AVIATION

	Départ Aurillac	Arrivée Paris	Départ Paris	Arrivée Aurillac
Du lundi au vendredi	07:10	08:30	09:05	10:25
	13:55	15:15	15:50	17:10
	18:05	19:30	20:05	21:25
Dimanche	18:05	19:30	20:05	21:25

AMELIA

	Départ Aurillac	Arrivée Paris	Départ Paris	Arrivée Aurillac
Du lundi au vendredi	07:05	08:25	09:05	10:25
	13:50	15:15	15:50	17:10
	18:05	19:30	20:05	21:25
Dimanche	18:05	19:30	20:05	21:25

Les offres respectent le cahier des charges avec une proposition basée sur 3 Allers-Retours du lundi au vendredi et 1 Aller-Retour le dimanche sans escale. Les amplitudes à Aurillac et Paris sont également respectées, d'au moins 7 heures sur Aurillac et 8 heures sur Paris entre les rotations du début et fin de journée.

Les horaires réutilisent les créneaux actuels et sont donc quasiment identiques. Les offres sont considérées comme équivalentes pour la notation.

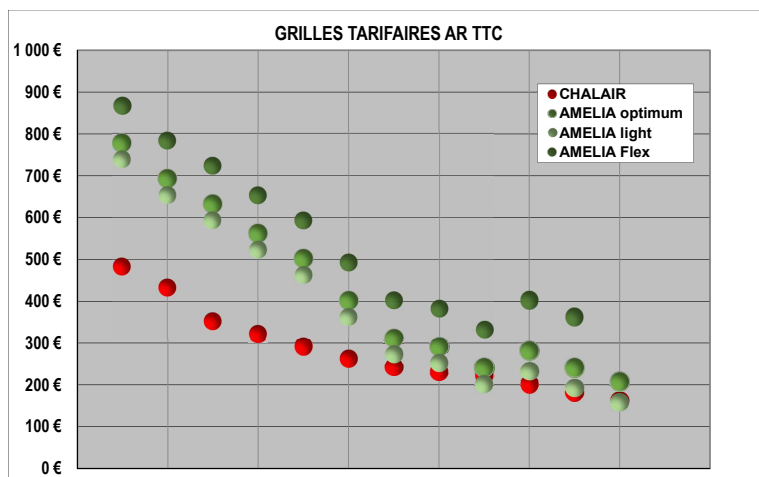
Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $100 \times 0.10 = 10$ points

AMELIA : $100 \times 0.10 = 10$ points

CRITERE N°2 – PRIX ET CONDITIONS QUI PEUVENT ETRE PROPOSEES AUX USAGERS

SOUS-CRITERE 2.1 : GRILLE TARIFAIRE PROPOSEE ET PRINCIPES D'AJUSTEMENT



La grille tarifaire de **CHALAIR** est relativement simple avec :

- Des classes tarifaires dépendant des possibilités de modification, remboursement, de la durée de validité, de la période de réservation.
- Un principe d'ajustement arrêté dépendant du positionnement du vol dans la semaine (les vols les plus demandés par les actifs ont moins de places réservées pour les classes économiques).

Le prix d'appel de CHALAIR est proposé à 163 € TTC l'aller-retour.

La grille tarifaire d'**AMELIA** est plus complexe car elle s'appuie sur la combinaison de plusieurs classes tarifaires dépendant de la date de réservation et de 3 gammes tarifaires (light, optimum, flex) dépendant de la souplesse

d'utilisation du billet en termes de remboursement, changement d'horaire ou de destination, poids du bagage en soute. Le prix d'appel d'AMELIA est de 158 € TTC (sans bagage en soute).

Grille tarifaire	AMELIA	CHALAIR
Prix mini HT/TTC - AR	87 € / 158 €	80 € / 163 €
Prix maxi HT/TTC - AR	732 € / 867 €	400 € / 483 €
Nombre de gammes tarifaires	3	1
Nombre de classes tarifaires	12	14
Intégration des bagages en soute	Oui sur les 2 plus hautes gammes	OUI tout tarif
Attribution des sièges par tarif	Yield management	Yield management

On note que les **gammes tarifaires d'AMELIA sont globalement plus élevées que celle de CHALAIR** ou en raisonnant à tarif identique, on a plus de chance de trouver un siège sur la proposition CHALAIR que sur celle d'Air France. Par ailleurs, tous les tarifs CHALAIR intègrent un bagage en soute alors que la gamme Light d'AMELIA n'en prévoit qu'avec surcoût.

Enfin, **CHALAIR** ne s'est pas opposée à étudier la **possibilité d'un tarif réduit de dernière minute** moyennant une contrainte pour le client (aller chercher le billet en agence de voyage par exemple, pour ne pas créer une évocation des clients réguliers)

Sur ce critère la proposition de CHALAIR est plus intéressante.

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $100 \times 0.05 = 5$ points

AMELIA : $75 \times 0.05 = 3,75$ points

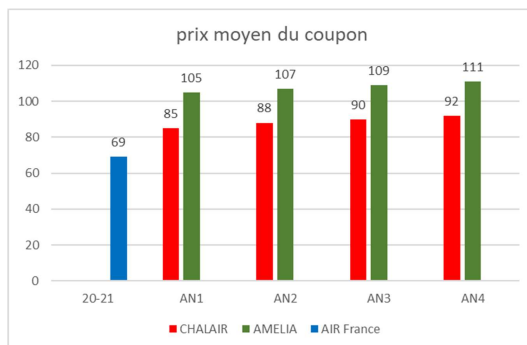
Sous-critère 2.2 : Recette moyenne par passager

La recette moyenne par passager doit refléter la politique commerciale poursuivie par la compagnie et être compatible avec l'objectif global de rationalisation de l'économie générale de la délégation.

Le prix moyen du coupon s'établit actuellement à 70 €, traduisant la spécificité de la ligne réorientée vers des VFR en raison de la désaffection de la clientèle affaire après la crise sanitaire.

Les deux compagnies ont des approches assez différentes :

CHALAIR souhaite maintenir un PMC « raisonnable » pour générer de la fréquentation alors que AMELIA cible clairement une clientèle professionnelle avec un niveau de tarif plus élevé et des classes tarifaires s'adaptant aux besoins des entreprises clientes.



Si AMELIA privilégie la un niveau de recette élevé, La proposition de CHALAIR semble plus raisonnable dans une conjoncture morose pour le trafic affaire

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $75 \times 0,05 = 3,75$ points

AMELIA: $50 \times 0,05 = 2,50$ points

SOUS-CRITERE 2.3 : POLITIQUE COMMERCIALE

L'organisation commerciale doit permettre de mettre en avant la liaison afin d'accompagner le développement de la fréquentation. En outre, les services proposés aux passagers doivent refléter les attentes des usagers de la liaison : facilitation des correspondances à l'aéroport Paris – Orly, mise en place d'un programme de fidélité, information voyageurs, service à bord.

■ En matière de commercialisation des vols :

Les deux compagnies proposent un système de vente informatisé des billets (demande OSP). Les deux sites de réservation sont faciles d'accès et intuitifs.

CHALAIR AVIATION :

Les vols CHALAIR sont commercialisés par tous les canaux :

- Les agences de voyage traditionnelle via les outils GDS
- Les agences de voyage en ligne type Opodo, MisterFly...
- Les comptoirs de vente Air France partout dans le monde
- Les sites internet airfrance.fr, airfrance.com, chalair.fr ou chalair.eu

CHALAIR est également adhérente à tous les BSP européens limitrophes. Cette organisation dépendante de IATA permet la vente de billets CHALAIR par l'ensemble des agences de voyage européennes concernées

CHALAIR a noué un partenariat fort avec le Groupe Air France depuis 2009 :

- Un accord de « code-share », ou partage de code, permet aujourd'hui d'apposer le N° de vol Air France sur les lignes opérées par Chalair. Cet accord permet de bénéficier de la force de vente d'Air France, la ligne étant assimilée à une ligne Air France puisque porteuse du N° de vol AF.
- Un accord de « RSA » (Revenue Sharing Agreement) et de BITA (Bilateral Interline Agreement) permet aux passagers de bénéficier de tarifs de bout en bout sur toutes les destinations offertes par Air France partout dans le monde, y compris via Roissy CDG. Via Orly, le passager bénéficie du système de transit direct et suivi direct du bagage, ce qui lui permet de rester en zone de transit, sans avoir à récupérer son bagage.

CHALAIR a également un accord de RSA et de BITA avec les compagnies Air Caraïbes et French Bee qui offre les mêmes avantages qu'avec Air France. Il permet de doubler l'offre de transport sur les territoires d'Outre-Mer.

CHALAIR développe d'autres accords qui seront actifs dans les prochains mois

- CHALAIR est en effet en discussion avec les compagnies **Air Corsica et Corsair** pour développer le même type d'accord « Interline » qu'avec Air Caraïbes.
- CHALAIR a par ailleurs un accord avec **RESANEO**. Cette entreprise permet de vendre sur un document unique les vols de 2 compagnies qui n'ont pas d'accords directs. Un vol Aurillac / Orly de CHALAIR pourra ainsi être relié à un vol Orly/Madrid de la compagnie Vueling, par exemple.

Un agent commercial est déjà sous contrat avec Chalair pour développer les ventes de la compagnie dans le secteur du Cantal

AMELIA :

Depuis 2020, une forte coopération s'est développée avec AIR FRANCE, dont la partie commerciale est la continuité. En 2021, Amelia obtient l'implémentation d'un accord Interline, un contrat de commercialisation (GSA) et un accord de Code-Share avec Air France. Cela permet :

- D'afficher une double désignation de vol: Air France/ Amelia.
- De réserver et acheter sur le site internet AirFrance.fr, au même titre que n'importe quel autre vol Air France. Les passagers peuvent ainsi bénéficier des correspondances, d'un enregistrement de bagages à destination en cas de correspondance (Ex : DOM/TOM), etc.
- D'être représenté dans les points de vente Air France
- De faire bénéficier les passagers ayant réservé sur Air France de tous leurs avantages.

En sus des ventes en direct et avec Air France, Amelia propose :

- Une distribution informatisée dans le monde entier par les GDS (AMADEUS) au service des agents de voyages.
- Une vente en direct sur le site flyamelia.com.
- Un Call Center, actif 7 jours / 7, aux horaires adaptés au besoin de la clientèle.

■ **En matière de correspondances**, les deux compagnies proposent des niveaux de service similaires

AMELIA bénéficie d'une connectivité à Orly et d'une bonne lisibilité grâce à son partenariat avec Air France.

CHALAIR bénéficie d'un partenariat avec Air France qui permet d'offrir à la vente toutes les correspondances à Orly de et vers toutes les destinations du groupe Air France. De même, des accords sont conclus avec Air Caraïbes ou French Bee pour des correspondances fluides à Orly. Ces accords évitent de repasser les filtres de sécurité et d'enregistrer deux fois ses bagages.

■ **En matière de fidélisation de la clientèle :**

AMELIA n'a pas fourni beaucoup d'informations dans son offre mais a précisé au cours d'une réunion de négociation que les abonnements AIR France étaient applicables et qu'un système de fidélisation était en place pour la clientèle

La compagnie développe par ailleurs des contrats spécifiques avec les entreprises afin de leur offrir le meilleur service.

CHALAIR s'appuie sur son partenariat avec AIR France pour faire profiter à ses clients de certains tarifs abonnés et du programme de fidélisation FLYING BLUE.

Un tarif spécifique est par ailleurs créé pour les abonnés Air France.

Elle propose de développer des offres promotionnelles pour la clientèle loisir en partenariat avec Air France, Air Caraïbes et French Bee

■ **En matière d'information voyageur**, les deux compagnies s'appuient sur les vecteurs d'information courants et réactifs (SMS, mails).

AMELIA souhaite que la communication soit développée en étroite collaboration avec l'aéroport et les collectivités.

En effet, ce sont ces acteurs qui connaissent le mieux les passagers "Affaires" de ligne. Pour les années suivantes, les campagnes s'adapteront d'une année à l'autre selon l'impact et les retombées de l'année précédente.

Pour une première campagne efficace et percutante, AMELIA envisage d'utiliser une communication multicanale :

- Présence dans la presse quotidienne régionale, la presse professionnelle, ainsi que dans la presse économique avec diffusion de communiqués de presse pour que la région soit pleinement informée de l'ouverture de cette liaison.
- Mise en place de campagnes d'affichage en région.
- Mise en place d'une campagne publicitaire pour les agences de voyages, Tours Operators en régions et sur Aurillac
- Accueil des acteurs économiques à l'aéroport pour leur présenter la ligne, et la compagnie
- Mise en place d'outils marketing en agences de voyages et à destination du grand public.
- Référencement sur les sites Internet avec nos futurs partenaires locaux, Chambres de Commerce et de l'Industrie, Mairies, Offices de Tourisme, Comités départementaux.
- Développement et animation d'une communauté sur les réseaux sociaux à l'aide de posts réguliers.
- Dans un but de fidélisation, des newsletters seront partagées aux clients pour animer la communauté de passagers et faire la promotion de la ligne avec des offres promotionnelles et les événements phares de la région.

En terme de communication, **CHALAIR** s'appuiera fortement sur les réseaux sociaux. Elle souhaite également s'appuyer sur des relais locaux : Cantal Tourisme, OT, station du Lioran et grands sites touristiques pour promouvoir le territoire et stimuler les ventes loisir.

CHALAIR est en contrat avec un agent commercial chargé d'assurer une présence auprès des agences de voyage. Il est supervisé par une responsable commerciale en charge également des grands comptes.

CHALAIR possède un système d'envoi de messages d'informations aux passagers depuis son logiciel de gestion dit «PSS» Passenger Service System.

Ces informations peuvent être transmises pour

- Envoi du billet électronique
- Envoi rappel d'enregistrement
- En cas de modification d'horaire anticipée
- En cas d'irrégularité (pour informer de la nature, et du traitement associé).
- Pour toute action commerciale et/ou promotionnelle

Pour le traitement de sa billetterie, et la reProtection des voyageurs, en cas d'aléa de dernière minute, Chalaïr a contracté directement avec le même fournisseur qu'Air France : Blue Link.

Ce service supplémentaire aux passagers est bien entendu actif au moment de la plage horaire de départ des vols. Outre les messages envoyés, l'assistant aéroportuaire a la possibilité de s'appuyer sur ce relais pour gérer les dossiers passagers.

■ **En matière de service à bord**, les offres sont comparables avec une collation (boisson chaude ou froide + assortiments salés ou sucrés), la presse locale + 1 ou 2 journaux nationaux.

AMELIA propose de faire participer des producteurs locaux.

CHALAIR propose que le catering soit géré à Aurillac avec possibilité d'introduire des produits locaux. Un partenariat lui permet d'offrir la presse électronique et le WiFi à bord.

Les deux offres sont assez proches et disposent d'accord avec des compagnies ou des réseaux de distribution qui leur permettent d'apporter une information au public de bonne qualité. On notera toutefois que CHALAIR est trop prudente sur les actions de communication en dehors des réseaux sociaux.

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $75 \times 0.10 = 7,5$ points

AMELIA : $100 \times 0.10 = 10$ points

SOUS-CRITERE 2.4 : ORGANISATION EN VUE D'ASSURER LA REGULARITE ET LA PONCTUALITE

La réussite d'une liaison s'appuie sur la capacité de la compagnie délégataire à mettre en place de façon efficiente l'organisation de la maintenance (maintenance en ligne, appareils de réserve et procédure d'affectation entre les lignes du réseau), une procédure de gestion des irrégularités et d'information (ligne d'astreinte, délais de mise en place d'un appareil de remplacement, mise en place de solutions alternatives...) et de proposer des objectifs quantifiés et termes de taux de régularité et de ponctualité.

■ **En terme de maintenance :**

AMELIA prévoit

Une base locale :

Un avion sera basé à Aurillac et 100% dédié à la ligne ainsi que les 2 équipages qui bénéficieront d'une base de vie locale et resteront pendant la durée de leur service (18 jours) Également, un mécanicien et un magasin de pièces détachées important seront affectés à la ligne et basés à Aurillac. Cela permettra une réaction immédiate en cas de réparation mineure à effectuer et réduira autant que faire se peut, les annulations de dernière minute.

Une internalisation des services :

La société est totalement intégrée et ne délègue pas les parties cruciales des opérations. La maintenance des ATR 42/72 est effectuée dans les ateliers de Saint-Brieuc (Amelia Tech) et Rodez (Amelia System)

Amelia Tech et Amelia System sont deux filiales du groupe REGOURD AVIATION. La première est basée à Saint Briuc , la seconde qui a vu le jour en 2021 est basée à Rodez. Elles sont chargées de l'entretien et du développement de la flotte des avions Amelia. Grâce à ces deux sociétés, la maintenance complète de la flotte est assurée en interne tant pour la maintenance en base (les grandes visites de maintenance des avions) que pour la maintenance en ligne (gestion du quotidien sur les escales).

La compagnie **CHALAIR** Aviation dispose d'un agrément «PART M», et d'un agrément «PART 145». Ces agréments permettent à la compagnie d'être autonome pour l'entretien courant et le suivi de navigabilité de ses appareils de type ATR.

La maintenance lourde est assurée par les sous-traitants sélectionnés de Chalais, parmi lesquels : AirPlaneDelivery à Toulouse, Sabena Technics à Dinard, ou encore RAS (RheinlandAir Service) à Moenchengladbach, en Allemagne.

Une cellule spécialisée ATR a été constituée à Morlaix, avec des professionnels confirmés,

CHALAIR a constitué un centre de commandement de la maintenance, basé à Morlaix. Composée actuellement de 6 ex salariés de HOP-Britair, disposant d'une expérience moyenne de plus de 20 ans sur le type d'avions ATR qu'exploite aujourd'hui CHALAIR, cette cellule est chargée de :

- Coordonner et organiser le suivi des actions sur l'avion
- Guider et conseiller les mécaniciens en escale pour une efficacité optimale
- Apporter une expertise dans le suivi des «signaux faibles» relevés par les Pilotes ou Mécaniciens
- Pour permettre d'anticiper les actions, et ainsi assurer la régularité des vols
- Venir en appui physique et d'expertise aux mécaniciens en ligne suivant les besoins

Le site de Maintenance en ligne principal de CHALAIR pour les appareils de type ATR se situe à **l'aéroport de Toulouse**: Le site est géré par un chef d'escale technique, et de 2 mécaniciens, tous à plein temps. CHALAIR y dispose d'un hangar pouvant abriter 1 ATR ainsi que d'un stock de pièces usuelles conséquent.

Bien entendu, le site d'Aurillac sera lui aussi entièrement géré, avec, sur le site de l'aéroport : Une base de maintenance secondaire avec 2 mécaniciens à plein temps (équipés d'IPAD/EFB) et un stock préventif de pièces

Outre le support technique interne, la proximité d'Aurillac de Toulouse, siège du constructeur ATR, et site d'implantation de nombreux sous-traitants ATR de Chalais est un atout supplémentaire pour assurer la réactivité et l'efficacité optimale de la maintenance de l'avion basé.

L'ensemble du personnel affecté à la ligne sera basé à Aurillac

La base d'affectation sur le lieu de départ de la ligne permet une planification optimale des temps de vol L'affectation de 4 équipages permettra de prévoir, en rotation, un équipage de réserve à Aurillac.

■ En terme de gestion des irrégularités :

Pour **AMELIA** la communication est le fil rouge de la gestion d'une irrégularité.

En premier lieu, les passagers seront informés en temps réel de la situation afin qu'ils puissent décider en toute connaissance de cause de la suite à donner à leur voyage, d'accepter ou non les solutions qui leur sont proposées.

De même, en temps réel, une communication simple et efficace entre les intervenants techniques, opérationnels et commerciaux.

A Aurillac et à Paris Orly, la compagnie d'assistance a pour mission d'accompagner, d'informer et d'assister les passagers dans leur parcours au sol suivant les procédures définies par Amelia. Toutes les décisions sont prises par Amelia par le cadre de permanence qui coordonne les actions.

A Orly, Amelia a renforcé son service client par la présence d'un responsable basé. En cas d'irrégularité, il prendra en charge les passagers, en exclusivité, en proposant un service au sol adapté tel que défini dans le manuel d'exploitation. Suivant la décision prise par le cadre de permanence suite aux discussions avec la maintenance et les opérations, le responsable d'escale proposera, après validation du cadre de permanence, une solution aux passagers soit :

- Une attente limitée à une heure si la durée de réparation est connue et respectée,
- Un avion de remplacement Amelia en backup,
- Un avion de remplacement affrété hors de la flotte Amelia,
- Un réacheminement par ligne régulière sur Aurillac en partie avec une voie de surface (car ou taxi) .
Procédure qui est consignée dans la manuel d'exploitation ; (contacts, nom responsable..)

Les passagers Amelia concernés recevront personnellement, de part le call center Amelia, un message d'excuses dans les 24h maximum accompagnés d'une offre commerciale et pourront faire valoir leur droit conformément à la réglementation européenne, si nécessaire.

Le service opération de **CHALAIR** est actif tous les jours et joignable H24.

En cas de problème sur l'appareil, l'équipage (Commandant de Bord) avise le service du CCO (Centre de Contrôle des Opérations).

Le lien est établi parallèlement avec le service MCC (Maintenance Control Center) qui assure une astreinte de 05h30 à 22h00 en semaine, et une veille téléphonique les week-ends.

En fonction de la décision, le service CCO applique les procédures établies :

- 1) Déclenchement de la réserve chaude située à Toulouse (temps de mise en place à Aurillac = 1h30 maxi; temps de mise en place à Orly = 2h30 maxi)
- 2) Suivant les remplissages, réaffectation de route d'un autre appareil si cette solution s'avère plus efficace.
- 3) Mise en place d'un avion affecté à une autre ligne, depuis une autre escale à la fin de son service.
- 4) Chalcir privilégiera systématiquement l'acheminement direct en vol vers Aurillac.
- 5) Dans le cas où aucune des solutions précédentes ne pourraient être appliquées, un acheminement pourra être autorisé via Brive ou encore Toulouse. Le service Blue Link* se chargera alors du rerouting des passagers, en lien avec l'assistant en escale.

* La compagnie Chalcir a contracté directement avec la société Blue-link, sous-traitant également d'Air France pour la reprotction de ses passagers en cas d'aléas.

■ **En termes de régularité et ponctualité :**

AMELIA affiche à 98 % la ponctualité à +15 min et une régularité supérieure aux 97% contractuels.

L'objectif de **CHALAIR**, commun avec celui du constructeur ATR, est de redonner à l'appareil ATR son image d'avion robuste et confortable, dont la fiabilité mondiale est au même niveau que les appareils de sa famille Airbus.

le taux de régularité est de plus de 99 % en moyenne sur les 12 derniers mois glissants, toutes causes confondues.

In fine, sur ce critère, pour les irrégularités, les deux compagnies ont des procédures similaires avec la mise en place prioritaire d'un avion de remplacement et éventuellement un rapatriement par la route depuis un aéroport de proximité. De même, pour la régularité et la ponctualité, les deux compagnies ambitionnent clairement de s'investir complètement pour obtenir les meilleurs résultats. Les différences ne sont pas suffisamment discriminantes pour séparer les offres sur ce critère.

Tant sur la maintenance (base à Rodez pour AMELIA, Toulouse pour CHALAIR et une base à Aurillac pour les 2 compagnies) que la gestion des irrégularités (mise en place d'un avion de remplacement) ou le niveau de régularité et ponctualité, les deux compagnies ont des offres similaires.

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $75 \times 0.10 = 7,5$ points

AMELIA: $75 \times 0.10 = 7,5$ points

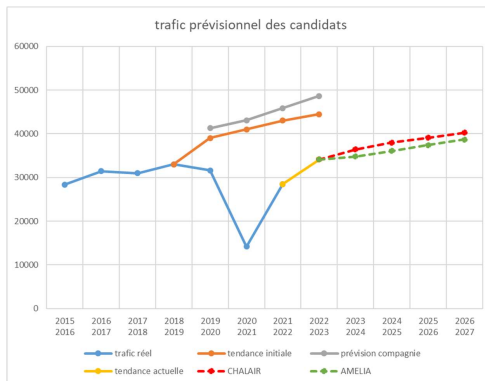
3 – COUT DE LA COMPENSATION REQUISE RAPPORTE AU NOMBRE DE PASSAGERS TRANSPORTES

SOUS-CRITERE 3.1 – EVALUATION DES PREVISIONS DE TRAFIC

Sur la dernière année glissante de la DSP actuelle, plus de 32 000 passagers ont été transportés. Cette valeur, et notamment les chiffres des trois derniers mois tous proches des 3000 passagers, démontrent

l'effectivité de la reprise du trafic alors que seulement 2 des 5 rotations de milieu de journée ont été remises en service.
Par rapport aux obligations de service public (OSP) actuellement en vigueur, il apparaît que :

- **CHALAIR AVIATION** propose une évolution du trafic en croissance soutenue dans le prolongement de la reprise actuelle.
- Après une première proposition jugée peu ambitieuse, **AMELIA** a revu ses prévisions à la hausse. Bien qu'en deçà de celles de CHALAIR on peut estimer qu'elles sont pragmatiques et cohérentes et correspondent aux attentes des partenaires locaux.



L'offre de CHALAIR nous paraît plus intéressante, dans la continuité des bons résultats de ces derniers mois.

Notation des offres sur ce critère :

CHALAIR : $100 \times 0.10 = 10$ points

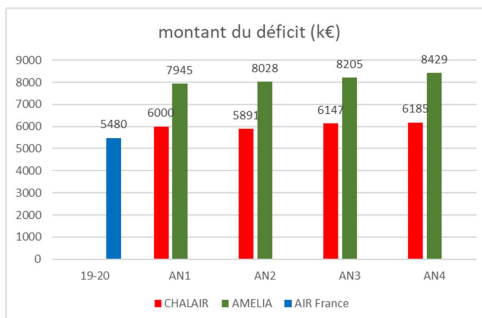
AMELIA: $75 \times 0.10 = 7,5$ points

SOUS-CRITERE 3.2 – MONTANT DE LA COMPENSATION DEMANDEE

La compagnie **CHALAIR** propose la meilleure offre financière avec une contribution des partenaires plafonnée à **24 787 738 €** malgré l'introduction de la taxe Carbone dans l'offre de base.

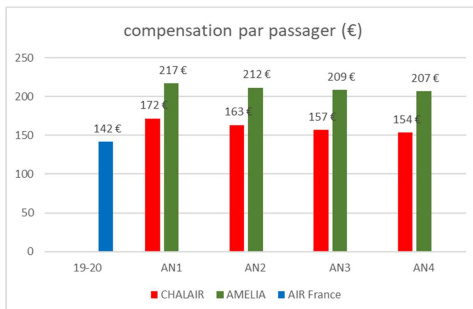
La compagnie **AMELIA**, après avoir fait un effort sur la fréquentation reste moins intéressante au final avec une redevance sur 4 ans à **30 995 652 €**. **bien au-dessus** de la proposition de la compagnie concurrente.

Malgré l'augmentation du trafic et du PMC, les deux compagnies ont prévu d'augmenter la redevance au fil des 4 années en raison d'une augmentation sensible des charges.

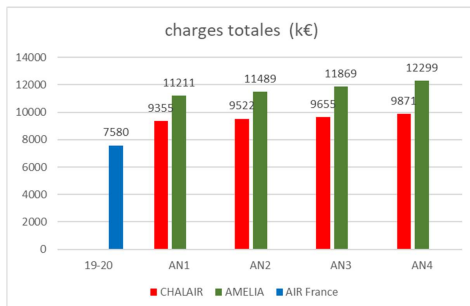


Rapportée au nombre de passagers, la compensation d'AMELIA est encore très élevée.

- L'écart entre les compensations des deux candidats augmente par rapport au déficit. La compensation par passager d'AMELIA est supérieure de 26% à celle de CHALAIR la première année pour atteindre 34% la quatrième.
- La compensation par passager de CHALAIR est supérieure de 20% de celle d'Air France en 2019-2020.



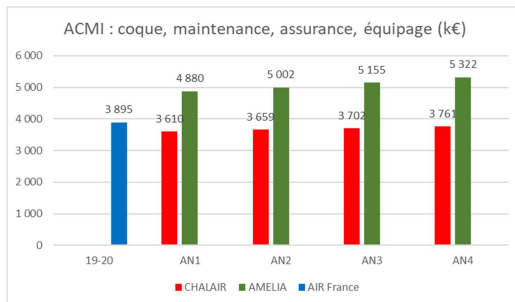
Malgré un mode d'exploitation similaire, les deux compagnies ont des **charges** à des niveaux nettement différents avec une **surcoût d'environ 20% d'AMELIA**. Cette dernière qui exploite actuellement la liaison propose un niveau de charge supérieur de plus de 50% à ce qu'avait proposé AIR France pour la période 2019 – 2020. Hormis la rémunération de la compagnie et la location des coques, tous les postes d'AMELIA sont supérieurs à ceux de CHALAIR et ces surcoûts impactent autant les coûts fixes que les coûts variables



Les coûts ACMI (Aircraft Crew Maintenance and Insurance)

Pour les deux compagnies qui exploitent en propre, il s'agit du cumul des postes ACMI (loyer coque, charges équipage, maintenance et assurances) et du coût des affrètements ponctuels prévus par la compagnie pour faire face à une indisponibilité programmée ou non de l'avion dédié.

- Les coûts ACMI présentés par **AMELIA** pour la période considérée sont **en nette hausse** par rapport à ceux constatés pour la DSP en cours.
- Les coûts ACMI de **CHALAIR AVIATION** apparaissent **nettement en deçà (-25%)** de ceux d'**AMELIA** et même à ceux de la DSP en cours.



	CHALAIR AVIATION					AMELIA by Regourd Aviation					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	total	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	total	
Type d'appareil	ATR 42 500	ATR 42 500	ATR 42 500	ATR 42 500		ATR 42 500	ATR 42 500	ATR 42 500	ATR 42 500		
Capacité de l'appareil	48	48	48	48	48	48	48	48	48	48	
Nombre de passagers sur la période	36 436	37 960	39 100	40 272	153 768	34 800	36 088	37 378	38 666	146 932	
Passagers par vol	25	26	27	27	26	23	22	22	23	25	
Sièges offerts sur la période	71 904	71 328	70 944	71 904	286 080	72 288	71 424	71 520	72 000	287 232	
Nombre de vols sur la période	1 498	1 486	1 478	1 498	5 960	1 506	1 488	1 490	1 500	5 984	
Coefficient de remplissage	51%	53%	55%	56%	54%	48%	51%	52%	54%	51%	
Recette moyenne par passager hors taxes	85 €	88 €	90 €	92 €	89 €	105 €	107 €	109 €	111 €	108 €	
Total produits de la période	3 097 060 €	3 323 398 €	3 508 785 €	3 686 238 €	13 615 481 €	3 654 717 €	3 855 961 €	4 070 614 €	4 290 515 €	15 871 807 €	
ACMI : loyer coque - staff - maintenance - assurance	3 610 430 €	3 658 747 €	3 701 557 €	3 760 967 €	14 731 701 €	4 880 301 €	5 001 999 €	5 154 527 €	5 321 881 €	20 358 708 €	
LIGNE hors carburant : pub - redéviance - assistance - commissariat	2 477 878 €	2 521 879 €	2 566 338 €	2 644 100 €	10 210 195 €	3 167 557 €	3 230 122 €	3 336 053 €	3 462 920 €	13 196 652 €	
AUTRES : frais commerciaux - généraux - aléas - rémunération	1 586 563 €	1 651 622 €	1 707 096 €	1 762 853 €	6 708 134 €	1 532 670 €	1 597 427 €	1 666 556 €	1 739 110 €	6 535 763 €	
Carburant + taxe CO2	1 680 268 €	1 689 458 €	1 680 362 €	1 703 101 €	6 753 189 €	1 630 616 €	1 659 480 €	1 711 541 €	1 774 719 €	6 776 336 €	
Total des charges de la période	9 355 139 €	9 521 706 €	9 655 353 €	9 871 021 €	38 403 219 €	11 211 144 €	11 489 008 €	11 868 677 €	12 298 630 €	46 867 459 €	
Résultat d'exploitation de la période	-6 258 079 €	-6 198 308 €	-6 146 568 €	-6 184 783 €	-24 787 738 €	-7 556 427 €	-7 633 047 €	-7 798 063 €	-8 008 115 €	-30 995 652 €	
COMPENSATION PAR PASSAGER					161,20 €					210,95 €	

Les deux compagnies qui ont des activités et des structures assez similaires proposent des services assez proches en termes de qualité de service, politique commerciale, type d'appareil. Néanmoins, certaines différences sont assez notables au niveau de prix moyen du coupon plutôt élevé pour AMELIA qui ambitionne de toucher une clientèle affaire, alors que CHALAIR reste plus prudente et s'appuie sur la tendance actuelle qui voit la clientèle « loisirs-famille » prendre plus de place. Par ailleurs les charges de AMELIA pénalisent fortement la redevance qu'elle demande.

Au final la compensation par passager d'AMELIA est supérieure de 31% à celle de CHALAIR.

Dans l'hypothèse d'un délestage mis en place, les compagnies ont chiffré l'abattement par rotation qui affectera le montant de la redevance demandé :

CHALAIR : 7 134 € par rotation

AMELIA : 8 000 € par rotation

Notation des offres sur ce critère :

Compensation par passager = redevance sur la période / nb de passagers sur la période

CHALAIR = 24 787 738 / 153 768 = 161.20 €/passager → 30 points

AMELIA = 30 995 652 / 146 932 = 210,95 €/passager → 30 x (161,20 / 210,85) = 22,92 points

CONCLUSION

	CHALAIR	AMELIA
1 – Adéquation du service à la demande en déplacements sur la liaison		
1.1 Appareil utilisé	15	15
1.2 – Horaires des vols proposés	10	10
2- Prix et conditions qui peuvent être proposé aux usagers		
2.1 – Grille tarifaire proposée et principes d'ajustement.	5	3,75
2.2 – Recette moyenne par passager	3,75	2,5
2.3 – Politique commerciale	7,5	10
2.4 – Organisation en vue d'assurer la régularité et la ponctualité	7,5	7,5
3 – Coût de la compensation requise		
3.1 – Évaluation des prévisions de trafic	10	7,5
3.2 – Montant de la compensation demandée	30	22,92
TOTAL	88,75	79,17

L'offre commerciale de CHALAIR est considérée comme mieux-disante en raison de charges sensiblement inférieures à celles d'AMELIA. Il est donc proposé de retenir l'offre de CHALAIR

Aurillac, le 1^{er} mars 2023

Le chef de projet énergies mobilités équipements

Marc-Antoine LE MINH TRIET

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-9

Rapport d'exécution 2022 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée avec l'Etat

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°19CD03-05 du Conseil départemental du 27 juin 2019 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi 2019-2021 ;

Vu la délibération n°22CD02-6 du Conseil départemental du 24 juin 2022 approuvant la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi pour 2022 ;

- **APPROUVE** le rapport d'exécution 2022 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi signée avec l'État, joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit rapport.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

RAPPORT D'EXECUTION DE LA CONVENTION D'APPUI À LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET D'ACCES A L'EMPLOI

2022

Mars 2023

Chaque jour à vos côtés



cantal
LE DÉPARTEMENT

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
1 MESURES SOCLES	5
1.1 PREMIER ACCUEIL SOCIAL INCONDITIONNEL DE PROXIMITE (PASIP).....	5
1.1.1 Descriptif de l'action.....	5
1.1.2 Date de mise en place de l'action	5
1.1.3 Partenaires et co-financeurs	5
1.1.4 Durée de l'action.....	6
1.1.5 Budget	6
1.1.6 Indicateurs	7
1.1.7 Bilan d'exécution.....	10
1.1.8 Difficultés d'exécution	12
1.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	12
1.2 REFERENT DE PARCOURS : POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES	13
1.2.1 Descriptif de l'action.....	13
1.2.2 Public visé	14
1.2.3 Date de mise en place de l'action	14
1.2.4 Partenaires et co-financeurs	14
1.2.5 Durée de l'action.....	15
1.2.6 Budget	15
1.2.7 Indicateurs	16
1.2.8 Bilan d'exécution.....	17
1.2.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	18
1.3 REDUIRE LES DELAIS DE L'ENTREE EN PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT DES ALLOCATAIRES DU RSA.....	19
1.3.1 Descriptif de l'action.....	19
1.3.2 Date de mise en place de l'action	19
1.3.3 Partenaires et co-financeurs	19
1.3.4 Durée de l'action.....	20
1.3.5 Budget	20
1.3.6 Indicateurs	20
1.3.7 Bilan d'exécution.....	22
1.3.8 Difficultés d'exécution	22
1.3.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	22
1.4 DEPLOYER LA GARANTIE D'ACTIVITE	24
1.4.1 Descriptif de l'action.....	24
1.4.2 Date de mise en place de l'action	25

1.4.3	Partenaires et co-financeurs	25
1.4.4	Durée de l'action.....	25
1.4.5	Budget	25
1.4.6	Indicateurs	26
1.4.7	Bilan d'exécution.....	27
1.4.8	Perspectives	27
1.5	POURSUIVRE LA MONTEE EN PUISSANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE PILOTAGE DE LA POLITIQUE INSERTION ET LE SUIVI DE PARCOURS	28
1.5.1	Descriptif de l'action.....	28
1.5.2	Date de mise en place de l'action	28
1.5.3	Partenaires et co-financeurs	28
1.5.4	Durée de l'action.....	28
1.5.5	Budget	28
1.5.6	Indicateurs	29
1.5.7	Bilan d'exécution.....	29
1.5.8	Difficultés d'exécution	30
1.5.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	30
1.6	SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI.....	31
1.6.1	Descriptif de l'action.....	31
1.6.2	Date de mise en place de l'action	31
1.6.3	Partenaires et co-financeurs	31
1.6.4	Durée de l'action.....	32
1.6.5	Budget	32
1.6.6	Indicateurs	32
1.6.7	Bilan d'exécution.....	33
1.6.8	Difficultés d'exécution	33
1.6.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	33
2	MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT	33
2.1	Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique.....	33
2.1.1	Descriptif de l'action.....	33
2.1.2	Date de mise en place de l'action	34
2.1.3	Partenaires et co-financeurs	34
2.1.4	Durée de l'action.....	34
2.1.5	Budget	34
2.1.6	Indicateurs	35
2.1.7	Bilan d'exécution.....	35
2.1.8	Difficultés d'exécution	36
2.1.9	Perspectives futures de mise en œuvre de l'action	36

PREAMBULE

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté repose sur une mise en œuvre à partir des territoires, en appui de la gouvernance nationale dont elle fait l'objet. La contractualisation exigeante entre l'Etat et les Départements lancée le 21 février 2019 en constitue un levier essentiel. Le Département du Cantal a ainsi adopté la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi lors de la session du Conseil départemental du 28 juin 2019.

Cette contractualisation a été conclue initialement pour une période de trois ans, de 2019 à 2021 et a été prolongée en 2022 puis en 2023. Une évaluation est réalisée chaque année sur la mise en œuvre des actions de la contractualisation et conditionne le versement des crédits de la contractualisation pour l'année suivante. Le présent rapport d'exécution permet, pour l'année 2023, une nouvelle évaluation des actions contractualisées dans la convention 2022.

Le rapport a pour but de rendre compte de l'exécution des crédits versés au titre de la convention signée par le préfet de département et le président du conseil départemental. A l'aune des fiches-actions annexées à la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le rapport rappelle, action par action, les engagements et le cadre financier initial, rend compte de son exécution et des résultats atteints.

Ce rapport a fait l'objet d'une délibération lors de la Conseil départemental du 31 mars 2023 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2023.

Pour mémoire :

- Le rapport de suivi d'exécution 2019 a fait l'objet d'une délibération départementale le 24 avril 2020 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2020. Un premier avenant à la convention, voté par l'Assemblée départementale le 25 juin 2020 et signé le 3 juillet 2020, a acté une nouvelle délégation de crédits pour l'année 2020. Cet avenant a également validé le rapport de suivi d'exécution 2019 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués en 2019 à cette stratégie, à l'exception des moyens spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de la fiche action "Déploiement d'un dispositif Emploi accompagné". Ces moyens, par accord entre les deux parties, ont été affectés en 2020 en appui d'un engagement du Conseil départemental pour les publics les plus vulnérables.
- Le rapport de suivi d'exécution 2020 a fait l'objet d'une délibération départementale le 26 mars 2021 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2021. Un second avenant à la convention, voté par l'Assemblée départementale le 28 mai 2021 et signé le 16 septembre 2021, a acté pour l'année 2021 une nouvelle délégation de crédits. Cet avenant a également validé le rapport de suivi d'exécution 2020 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués en 2021 à cette stratégie, y compris les reports de 2019.
- Le rapport de suivi d'exécution 2021 a fait l'objet d'une délibération départementale le 25 mars 2022 et d'une transmission au préfet de région et au préfet de département, pour analyse en vue de la délégation des crédits pour l'année 2022. Une nouvelle convention votée par l'Assemblée départementale le 20 mai 2022 et signée le 24 juin 2022, a acté pour l'année 2022 une nouvelle délégation de crédits. Cette convention a également validé le rapport de suivi d'exécution 2021 et a pris acte de l'engagement de l'ensemble des moyens financiers alloués 2022 à cette stratégie.

1 MESURES SOCLES

1.1 PREMIER ACCUEIL SOCIAL INCONDITIONNEL DE PROXIMITE (PASIP)

1.1.1 Descriptif de l'action

Face à des politiques publiques encore trop cloisonnées, des dispositifs souvent complexes, une dématérialisation croissante des démarches administratives, la multiplicité des acteurs, le désengagement de certains organismes quant à leur présence territoriale, le taux de non recours aux droits et à l'accroissement de la demande sociale, il apparaît nécessaire de rendre plus lisible et accessible le premier accueil social. Il est identifié un besoin de mieux coordonner et structurer les réponses apportées et de s'assurer que chaque point d'entrée est en mesure d'offrir un accueil global (en capacité de répondre ou d'accompagner vers un accueil spécialisé) permettant à la personne d'exprimer l'ensemble de ses besoins.

Le Conseil départemental est le chef de file de ce premier accueil social inconditionnel de proximité (PASIP), qui vise à garantir à toute personne un accompagnement social à moins de 30 minutes en transport de son lieu de vie.

A partir des schémas départementaux d'amélioration de l'accessibilité des services aux publics, le Département structure et anime un réseau de premiers accueils sociaux inconditionnels de proximité en constituant un maillage partenarial (outils partagés favorisant la connaissance mutuelle des acteurs, l'échange d'informations et notamment le partage des bonnes pratiques, facilitation de la formation des professionnels) répondant aux besoins sociaux du territoire. Il s'appuie notamment sur le réseau des maisons France services qui s'inscrivent pleinement dans cette démarche.

Le premier accueil social inconditionnel de proximité a pour objectif de **garantir à toute personne rencontrant des difficultés ou souhaitant exprimer une demande d'ordre social, une écoute attentionnée de la globalité de ses besoins et préoccupations afin de lui proposer le plus tôt possible des conseils et une orientation adaptée**. Cet accueil est neutre, ouvert à tous et facilement accessible. Il permet de poser un état des lieux de la situation avec la personne, de la renseigner sur ses droits et de s'assurer de l'ouverture de ceux-ci, de la conseiller et de la guider sur les démarches à entreprendre ou les interlocuteurs à rencontrer, dans le respect du principe de participation des personnes aux décisions qui les concernent. Cet accueil adapté peut se traduire soit par une information immédiate, soit par une ouverture immédiate de droits, et/ou encore par une orientation vers un accompagnement social. Il constitue une première ligne d'intervenants sociaux coordonnés.

Le premier accueil social est **inconditionnel** car il a vocation à recevoir toute personne qui le souhaite. Il s'agit d'un accueil neutre (mais pas anonyme), **ouvert à tous, gratuit et offrant des temps de réception sans rendez-vous et des temps sur rendez-vous** pour s'adapter au mieux aux besoins des personnes et des partenaires. Toute personne qui le souhaite, quelle que soit sa demande, sa situation ou son statut, qu'elle soit ou non connue des services, en situation d'exclusion ou de précarité extrême, ou souhaitant simplement une information, doit pouvoir être accueillie par le professionnel en charge de ce premier accueil et ce, dans des conditions qui permettent l'établissement d'un contact de qualité.

Ce principe d'inconditionnalité implique **que toute personne se présentant doit recevoir, après avoir été écoutée, un premier niveau d'information, voire une proposition d'orientation vers un interlocuteur expert, même si sa demande ou ses attentes ne relèvent pas d'une prise en compte par cette institution d'accueil**.

1.1.2 Date de mise en place de l'action

La signature de la convention étant intervenue le 28 juin 2019, la mise en œuvre de l'action a été engagée au second semestre 2019.

1.1.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CCAS de Saint-Flour, Aurillac et Arpajon, Mauriac
- EPCI
- Pôle Attractivité et Développement du Territoire du Conseil départemental
- Préfecture

Co-financeurs :

État – CD15 à parité

1.1.4 Durée de l'action

- 2019-2020 : expérimentation et développement sur l'arrondissement de Saint-Flour
- 2021 : déploiement sur les arrondissements d'Aurillac et de Mauriac.
- 2022 : consolidation des démarches « d'aller-vers » et de culture commune, développement de l'inclusion numérique, mise en place des outils partagés et documents.

1.1.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.1.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, Total**Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :**

Budget 2022 : 120 000 € dédiés d'une part au poste de chef de projet en charge de l'animation des rencontres partenariales, de la mise en place des formations croisées et des temps de culture commune, de la dynamique « d'aller-vers », du déploiement du Soliguide, de l'organisation des tournées du Bus et du Conseiller numérique, du suivi de la plateforme d'interprétariat et de l'évaluation du dispositif, ainsi que, d'autre part, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la consolidation du dispositif :

- 60 000 € de l'État dédiés d'une part, au poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental ainsi qu'à ses frais de déplacement
- 60 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps de cadres, de travailleurs sociaux et d'agents administratifs, réorientés vers cette action.
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD = 0 €

Budget global = 120 000 €

A noter que le Département finance en supplément et à hauteur de 25 000 € le déploiement de Soliguide sur l'ensemble du territoire.

1.1.5.2 Budget exécuté**Au 31/12/2022 :**

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 60 000 € dont 50 000 € dédiés au financement du poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental créé en 2019, en charge de l'état des lieux préalable, de la conception, de la mise en œuvre, du déploiement, de l'animation et de l'évaluation du dispositif et 10 000 € pour les aspects marketing de l'action (documents d'information partagés) et les frais de déplacement du chef de projet. Ces temps et dépenses ont bien été mobilisés.
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 60 000 € sous forme de valorisation de temps de cadres, de travailleurs sociaux et d'agents administratifs, réorientés vers cette action : ces temps ont bien été mobilisés.
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

1.1.6 Indicateurs

En 2019, indicateurs locaux :

Indicateurs	Situation 2018 du Département	Résultat du Département en 2019	Justification des écarts le cas échéant
Nombre de sites (MSD du Conseil départemental et leurs antennes, des CCAS ou MSAP) offrant un service d'accueil social inconditionnel	0	3 MSD et 2 antennes + 2 MFS (Pierrefort et Ruynes) au sein desquelles la formalisation d'un ASI est en cours	

À compter de 2020, indicateurs nationaux : La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal est réalisée au 31/12/2022.

Indicateurs	Situation 2018 du Département	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)
Taux de couverture de premier accueil social inconditionnel par département accessible à moins de 30 minutes	0	100 % avec le maillage offert par les sites du Conseil départemental mais pas organisé en ASI	100 % mais avec la mise en œuvre de l'ASI	100 % avec la mise en œuvre effective du PASIP		Sans objet	Maintien de la couverture territoriale
Nombre de structures du CD engagées dans la démarche de premier accueil inconditionnel	0	100 % des sites du Pôle de la Solidarité Départementale, soit 3 Maisons de la Solidarité et 2 antennes	100 % des sites du Pôle de la Solidarité Départementale, soit 3 Maisons de la Solidarité et 2 antennes	100 % des sites du Pôle de la Solidarité Départementale, soit 3 Maisons de la Solidarité et 2 antennes		Sans objet	Maintien de l'engagement des sites du CD
Nombre de structures (hors dispositifs du CD) ou lieux qui se sont engagés dans la démarche de premier accueil inconditionnel	0	7 sites En 2019, le vocable de « structures » recouvrait des sites : 3 MSD + 2 antennes du CD15 + MFS de Rurnies + MFS de Pierrefort	10 signataires du Pacte territorial de l'ASI, soit 13 sites (en plus du CD) avec une signature prévue en mars 2021 après adoption du document par les différentes instances territoriales En 2020, le vocable de « structures » recouvre des institutions : Communauté de Communes de Sumène, Artense, St Flour, Communauté CCAS Aurillac, Hautes Terres Communauté, CCAS St Flour, Communauté de Communes de la Chataigneraie	10 signataires du Pacte = 22 sites + intégration de l'UDAF 15 en novembre 2021	10 signataires du Pacte = 22 sites + intégration de la CAF en 2022 dans les réunions de travail et périodes d'immersion.	Sans objet	Le PASIP devrait sortir du conventionnement du Plan Pauvreté pour rentrer dans le droit commun et devenir un outil classique d'accompagnement

Nombre de personnes reçues par les structures de premier accueil social inconditionnel des CD uniquement	0	Environ 44 000 actes d'accueil répartis sur 5 lieux d'accueil.	Cantalienne, des Fédération Centres Sociaux, Communauté de Communes du Pays de Gentiane + État	75 605 actes d'accueil (physique et téléphonique)	75 605 actes d'accueil (physique et téléphonique)	Fréquentation de l'année 2020 impactée par la crise sanitaire en terme d'accueil physique, mais solutions autres (notamment déploiements de lignes téléphoniques, dont une dédiée)	
Nombre de personnes reçues au sein des autres structures de premier accueil social inconditionnel	0	Saint-Flour Communauté : 9 171 actes d'accueil (physique téléphonique) sur les MFS + Moyenne des centres sociaux : environ 40 000 actes d'accueil CCAS Aurillac : 14 658 actes d'accueil TOTAL : estimation de 131 658 actes d'accueil dans le réseau ASI	Maisons des Services : environ 35 000 actes d'accueil Moyenne des centres sociaux : environ 40 000 actes d'accueil CCAS Aurillac : 14 658 actes d'accueil TOTAL : estimation de 131 658 actes d'accueil dans le réseau ASI	193 814 actes d'accueil	196 258 actes d'accueil	Le PASIP n'est pas un dispositif particulier, les chiffres indiqués correspondent donc au nombre de personnes reçues dans les structures engagées dans la démarche.	

1.1.7 Bilan d'exécution

2019 :

- Rencontres avec les MFS de Pierrefort et Ruynes-en Margeride pour présentation de la démarche
- Comptabilisation des contacts usagers sur les MSD, leurs antennes et les MFS
- Constitution d'un groupe de travail au sein de la MSD de Saint-Flour pour délimiter les compétences entre missions d'accueil (informations, conseils, orientation) et missions d'expertise

2020 :

- Benchmark auprès des autres départements
- Définition des besoins d'articulation entre accueil administratif et expertise sociale
- Réunions régulières entre le groupe de travail de la MSD de Saint-Flour et les MFS, pour délimitation des compétences
- Elaboration d'un cahier des charges et recherche d'un prestataire en vue d'une formation-action ouverte aux partenaires
- Réunion de présentation de la démarche aux partenaires
- Mise en place d'un état des lieux départemental : entretiens avec les partenaires de l'accueil généraliste de premier niveau
- Derniers entretiens et rédaction de l'état des lieux départemental
- Réflexion autour d'un Pacte Territorial et d'une Charte de l'Accueil Social Inconditionnel
- Réunion de restitution de l'état des lieux
- Travail partenarial autour de la Charte de l'Accueil Social Inconditionnel
- Premières sessions de formation-action (agents du Cd15 et partenaires)
- Travail Pacte Territorial avec les partenaires pour passage en Commission Permanente en janvier 2021 puis signature dès premier trimestre 2021
- Sessions de formation-action
- Travail communication Charte de l'Accueil Social Inconditionnel

2021 :

- Signature du Pacte par les 10 partenaires
- Adoption du Pacte territorial et de la Charte de l'ASI à la Commission Permanente du Conseil départemental le 29 janvier 2021
- Mise en œuvre de réunions d'information et de périodes d'immersions croisées entre agents d'accueil des MSD du Département et agents d'accueil des Frances Services / CCAS / centres sociaux, de type « Vis mon job »
- Poursuite de la formation-action interinstitutionnelle (nombreux reports en raison des mesures sanitaires COVID) : novembre et décembre 2021 (ensemble des agents d'accueil des structures partenaires)
- Création d'outils de partage d'informations
- Réflexion autour de la création d'une newsletter du réseau des lieux de premier accueil
- Organisation et premières réunions du comité de suivi du réseau départemental de premier accueil.
- Élargissement progressif des signataires du Pacte vers d'autres organismes volontaires pour s'engager dans la démarche : intégration de l'UDAF au réseau depuis novembre 2021
- Recrutement d'un Conseiller France numérique pour accompagner les usagers dans leurs démarches numériques au quotidien
- Réflexion engagée sur l'intégration au PASIP du réseau des conseillers numériques France Services (Plan France relance)
- Réponse à l'appel à manifestation d'intérêt concernant le déploiement d'un outil numérique pour l'action sociale
- Recensement des offres de services à destination du public vulnérable et des professionnels qui l'accompagnent pour capitalisation et mise en ligne dans l'application Soliguide.
- Expérimentation de permanences sociales dans le bus du Département pour intensifier le maillage territorial du PASIP
- Explicitation du métier de travailleur social au grand public dans le Cantal Avenir.

2022 :

- Maintien de la délocalisation de permanences et des visites à domicile des travailleurs sociaux pour lutter contre le retrait des différents services publics,
- Recours au bus du Département pour se rendre dans les communes les plus isolées, dépourvues de services publics
- Permanences assurées par un assistant social polyvalent de secteur dans les MSD et antennes, permettant d'accueillir les demandes d'aides des habitants et facilitant leur accès aux droits sociaux afin de tenir compte notamment des personnes ayant des problématiques d'accès aux transports ou des horaires décalés et de palier au retrait des différents organismes sur le territoire. Possibilité d'être reçu en urgence en fonction de l'évaluation de la problématique de la personne.
- Déploiement de l'intervention du Conseiller numérique du Département et son inscription dans le réseau animé par l'association HINAURA mandatée par la région AURA
- Recours au bus numérique pour accompagner et former les usagers aux démarches dématérialisées et utilisation d'ordinateurs et de smartphones
- Recours à une plateforme d'interprétariat
- Déploiement d'Aidants Connect et des Bons clics
- Déploiement de l'application Soliguide avec l'organisation par les SAS de formations à destination de l'ensemble de nos partenaires sociaux sur l'ensemble du territoire
- Poursuite de la formation-action interinstitutionnelle
- Poursuite des réunions territoriales partenariales sur l'ensemble des Services d'Action Sociale (12 réunions sur 2022, notamment avec l'EN, Secours Catholique, EMPP, centres sociaux, MFS, ...)
- Consolidation de la démarche d'aller-vers, organisation d'immersions croisées avec la CAF fin 2022





Bus du Département



Mise en place de Soliguide

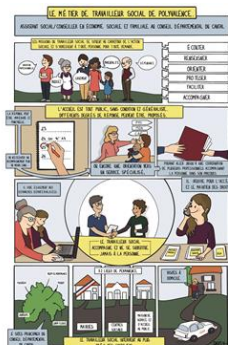


Pacte territorial et Visibilité des points PASIP

Pacte Territorial	Sommaire du Pacte
	
Affiche apposée chez tous les signataires	Charte d'accueil
	

Vulgarisation de la communication sur le métier de travailleur social et le service rendu à la population

Recrutement d'un Conseiller numérique France Service



ation

de fréquentation des lieux de premier accueil, d'une part du fait d'un manque

1.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Le PASIP a été consolidé en 2022 et devrait devenir un outil de droit commun à la main de la DASEIL. De fait, il n'y devrait pas avoir pour 2023 de fiche d'action prévue en direction de cette démarche.

1.2 REFERENT DE PARCOURS : POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES SITUATIONS COMPLEXES

1.2.1 Descriptif de l'action

La démarche « référent de parcours » a été lancée dans le cadre du plan d'action en faveur du travail social adopté par le gouvernement en 2015 à la suite des ETGS (États Généraux du Travail Social). Les ETGS ont fixé des axes prioritaires parmi lesquels on peut trouver la participation des personnes accompagnées et la recherche de l'amélioration de leur accompagnement.

La démarche de Référence de Parcours, comme le Premier Accueil Social Inconditionnel de Proximité, fait partie de cet axe prioritaire qui vise à **permettre à la personne accompagnée d'être mieux pris en charge (accompagnée) et de lui laisser ou redonner sa capacité d'agir et de décider**. Elle vise à proposer un accompagnement coordonné aux personnes en grande difficulté sociale.

Le cœur de la problématique de la démarche de Référent de Parcours consiste à chercher des réponses méthodologiques, posturales et organisationnelles appropriées aux situations sociales les plus complexes. Par situations complexes, on entend des situations de personnes ou de familles qui comportent des problématiques diverses et autour desquelles plusieurs acteurs du champ social, médico-social et socio-professionnel peuvent intervenir. Cette richesse de l'intervention peut, paradoxalement, venir brouiller parfois la lisibilité des projets de parcours entrepris et réduire l'efficacité des actions mises en œuvre.

Au regard de la plus-value repérée dans la prise en charge des usagers, le Département souhaite engager cette démarche de référent de parcours sur des situations adultes présentant un cumul de problématiques sociales et de ce fait susceptibles d'être qualifiées de complexes et qui ne relèvent pas d'une coordination spécialisée (MAIA-DAC, Communauté 360, coordination PA, RAPT, PTA, accompagnement global Pôle Emploi/Département).

Désigné par la personne accompagnée, le référent de parcours interviendra sur les situations sociales complexes qui nécessitent la mobilisation d'une pluralité d'intervenants, afin de :

- Coordonner les interventions sociales ;
- Garantir la continuité du parcours et la cohérence des interventions.

Un référent de parcours est défini comme un professionnel disposant d'une vision globale des interventions sociales qu'il coordonne, en accord avec la personne et en lien avec l'ensemble des intervenants qui l'accompagnent. Il assure la continuité du parcours d'insertion de la personne accompagnée et la cohérence des interventions qui lui sont proposées. Il est désigné par la personne accompagnée parmi les professionnels concernés par son suivi. Il n'a pas vocation à suppléer ces intervenants mais à assurer l'échange d'informations et la coordination entre ces derniers.

La démarche repose sur cinq principes fondamentaux :

- Le référent de parcours, tel qu'il ressort de l'expérimentation, doit être choisi par la personne accompagnée parmi l'ensemble des services ayant vocation à assurer son suivi (conseil départemental, Pôle Emploi, CAF, CCAS...). La personne accompagnée est actrice : participation aux instances partenariales, élaboration de son projet, participation aux décisions.
- La coordination des professionnels constitue le deuxième principe de la démarche. L'objectif poursuivi est de favoriser la concertation, les échanges pour leur permettre de disposer d'une vision globale des parcours et ainsi palier aux lacunes du travail en silo.
- Pour garantir une meilleure appréhension des situations, des besoins, et apporter une cohérence entre les interventions, les décisions doivent être prises collégialement lors des instances partenariales.
- Dans cet ensemble, le référent de parcours assure quant à lui le rôle d'interlocuteur privilégié de la personne accompagnée. En tant que facilitateur de la démarche, il doit favoriser une meilleure compréhension des informations, assurer la continuité du parcours de la personne en concertation avec les autres professionnels. L'objectif est d'instaurer une relation de confiance pour améliorer l'accompagnement.
- Enfin, le cinquième principe, qui découle de ceux qui précèdent, est que le référent de parcours ne doit pas modifier l'accompagnement des autres professionnels. Puisqu'il s'agit avant tout de se concerter et de se

coordonner, chaque service et chaque professionnel conserve et assure les responsabilités qui lui sont propres.

La notion de référent de parcours nécessite un **fort accompagnement au changement** des équipes qui ont déjà l'habitude de se mettre en lien avec les autres professionnels intervenant auprès de la personne. L'acceptation de la formalisation d'une instance et la présence de la personne qui reprend en main son parcours nécessitent un temps d'appropriation pour « donner du sens » à ces nouvelles pratiques.

La mise en œuvre opérationnelle du volet contractualisé repose sur deux phases :

1.2.1.1 Étapes préparatoires

- Repérage et mobilisation des travailleurs sociaux (accompagnement au changement)
- Élaboration des procédures et outils conjointement avec les partenaires intéressés à assurer la référence (public cible, identification des typologies de situations, périmètre d'intervention du référent, modalités de désignation du référent, durée de l'accompagnement...) et calendrier de déploiement
- Formalisation de la collaboration (mobilisation de groupe de travail associant des Travailleurs sociaux ou médico-sociaux ayant vocation à assurer la fonction de référents du CD et des partenaires inscrits dans la démarche)
- Sensibilisation des agents : développement du pouvoir d'agir et association des usagers au projet d'accompagnement, à l'animation d'instances partenariales avec présence de l'usager, élaboration du parcours/projet, aux outils et partage des informations
- Communication

1.2.1.2 Mise en place

- Mise en œuvre progressive sur un territoire départemental (territoire SAS) et sur nombre limité de situations à compter de 2021 (objectif estimation de 30 cas complexes).
- Suivi et évaluation à échéances rapprochées en phase de déploiement, pour ajustements.
- Utilisation des fiches diagnostic sur les situations présentées en réunions d'équipe SAS, afin de mieux identifier les situations cibles
- Déploiement de la démarche dans le cadre du SPIE et autres instances : EMPP, logement notamment
- Accompagnement au changement des équipes sur les nouvelles modalités de travail
- Retour d'expérience

1.2.2 Public visé

Tous les travailleurs sociaux de la DASEIL (du Pôle de la Solidarité Départementale)

1.2.3 Date de mise en place de l'action

Cette fiche action ayant été rajoutée lors de la signature de l'avenant à la convention en juillet 2020, la mise en œuvre de l'action a été engagée au second semestre 2020.

1.2.4 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CCAS
- France Services
- Tous les acteurs employeurs d'intervenants sociaux (à identifier annuellement et à associer progressivement)

Co-financeurs :

Etat – CD15 à parité

1.2.5 Durée de l'action

3 ans

1.2.6 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.2.6.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :

Budget 2021 : 60 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie de la démarche, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la démarche, dont :

- 30 000 € de l'État dédiés à la contribution du financement d'un poste de chef de projet (adjoint DASEIL) rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif
- 30 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps des Chefs de service d'action sociale du Département qui concourent à la réalisation de cette démarche
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD= 0 €

Budget global = 60 000 €

1.2.6.2 Budget exécuté

Au 31/12/2022 :

60 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie de la démarche, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la démarche, dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 30 000 € dédiés à la contribution du financement d'un poste de chef de projet (adjoint DASEIL) rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif.
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 30 000 € sous forme de valorisation de temps des Chefs de service d'action sociale du Département et des Chefs de projet Insertion qui concourent à la réalisation de cette démarche. Ces temps ont bien été mobilisés.
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

1.2.7 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2022

Indicateurs	Situation 2018 du Département	Résultat atteint en 2019	Résultat atteint en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)
Nombre d'intervenants sociaux sensibilisés ou formés à la démarche de référent de parcours	0	Action non conventionnée	100 % de sensibilisés au travers de 4 réunions territoriales pluridisciplinaires dédiées (DASEIL, DEF, MDA) et la mise en place d'un groupe pilote, animés par la Directrice adjointe de la DASEIL et le chef de Service d'Action Sociale concerné et présentant la démarche, ses principes, ses attendus (en s'appuyant sur le Référentiel de mise en œuvre publié en janvier 2019 et les synthèses d'expérimentations DGCS)	Ensemble des partenaires sociaux du territoire sensibilisés (ANEF, ADAPEI, CCAS, Hôpital, Accent Jeunes, Addictions France, APT, UDAF, AT 15, EMPP, organismes d'aides à domicile, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, SPIP, Canial Habitat, Polygone, France Terre d'Asile, FORUM REFUGIES, ...)	Ensemble des partenaires sociaux du territoire sensibilisés (ANEF, ADAPEI, CCAS, Hôpital, Accent Jeunes, Addictions France, APT, UDAF, AT 15, EMPP, organismes d'aides à domicile, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, SPIP, Canial Habitat, Polygone, France Terre d'Asile, FORUM REFUGIES, ...)		Objectifs atteints	
Nombre total de personnes accompagnées par un référent de parcours	0	Action non conventionnée	16 (résultat attendu : 10)	20	Objectif : 30	52 soit une atteinte de la cible de 173 %.	Objectifs atteints	

Juin 2020 :

- Déploiement de la notion de référent de parcours lors de Comités de suivi de parcours en Atelier-chantier d'insertion. Ce temps dédié à la coordination des interventions se déroule en présence du salarié.
- Élargissement des missions du chef de projet Stratégie Pauvreté
- Benchmark auprès des départements expérimentateurs de la démarche
- Mise en place d'un calendrier avec les cadres de l'action sociale
- Construction d'outils de communication autour de la démarche (internes et externes)
- Plaquette d'information
- Support interne de présentation de la déclinaison de la démarche
- Publication d'un cahier des charges en vue d'une formation à la démarche de référent de parcours par un organisme externe
- Sensibilisation de l'ensemble des travailleurs sociaux de la Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement par le Chef de projet dédié ainsi que de représentants de la Direction Enfance Famille et Direction de l'Autonomie
- Calendrier mis à jour avec les cadres de l'action sociale
- Création d'un groupe pilote constitué de travailleurs sociaux de l'Action Sociale, de la PMI et de la Direction de l'Autonomie

2021 :

- 7 réunions du groupe de travail spécifique en vue de l'élaboration des outils nécessaires au déploiement de la démarche début 2021 (mise en place des instances, communication partenaires / usagers, suivi, etc.)
- Identification des situations relevant du référent de parcours
- Expérimentation de la référence de parcours par les membres du groupe pilote – second semestre 2021
- Présentation à l'ensemble des professionnels du PSD des secteurs sociaux, médico-sociaux, éducatifs, et de l'insertion sociale et professionnelle les outils réalisés par le groupe pilote en juin 2021
- Développement du nombre de référents de parcours :
 - 1) élargissement de la démarche aux autres agents du Pôle de la Solidarité Départementale du Conseil départemental : formation Référence de parcours, transversale au PSD fin 2021 (dernier groupe à former fin janvier 2022 en raison de reports liés au contexte sanitaire COVID)
 - 2) élargissement de la démarche aux partenaires (décembre 2021)

PowerPoint Sensibilisation des Travailleurs sociaux

Exemple de contenu

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE

Les principes fondateurs

- La participation active de la personne accompagnée est essentielle pour son association à chaque étape de la construction de son projet. Elle doit notamment pouvoir choisir son référent de parcours à elle la souhaite. Elle est nécessairement volontaire et dans l'acceptation de cette démarche.
- La construction des professionnels se regroupent lors d'instances de suivi des situations, en présence de la personne accompagnée, permet de disposer d'une vision globale des parcours.
- La continuité des décisions prises lors de ces instances de suivi garantit une meilleure appréhension de la situation, une prise en compte des besoins réels de la personne et la détermination d'objectifs concrets.
- La rôle du facilitateur de l'information joué par le référent de parcours, interlocuteur privilégié de la personne accompagnée et des professionnels.
- La démarche ne modifie pas l'accompagnement relationnel par chaque professionnel. Chacun conserve les responsabilités qui lui sont propres.



PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE

Le rôle des autres intervenants



Le rôle de la personne accompagnée



- Ils interviennent en conseil et sont les professionnels qui accueillent la personne, dans le respect de ce qu'elle souhaite atteindre ou non.
- Ils se concertent pour réaliser un diagnostic de la situation et proposer un projet cohérent et adapté aux besoins de la personne, en fonction des autres intervenants.
- Ils valident ensemble le projet proposé à la personne et s'engagent à mettre en place les actions qui y sont rattachées.

- Elle expose sa situation et ses attentes devant les professionnels ;
- Elle participe à l'élaboration de son projet ;
- Elle valide le projet avec les professionnels et s'engage dans les actions indiquées.

2022 :

- Accompagnement au changement des équipes sur les nouvelles modalités de travail
- Généralisation de la démarche aux services internes du PSD et aux partenaires externes, après les phases de sensibilisation et formation. Tout professionnel du département exerçant dans le domaine social, médico-social, éducatif, de l'insertion (SPIE notamment) peut initier la démarche de référent de parcours. Transmission des outils élaborés dans le cadre de la référence de parcours à l'ensemble des partenaires du territoire Cantalien.
- Mise en place d'un groupe ressource en interne au PSD composé de professionnels pluridisciplinaires dont l'objectif est de venir en appui au référent qui souhaite enclencher la démarche RDP.
- Retour d'expérience sur les situations accompagnées en 2021

- Utilisation des fiches diagnostic sur les situations présentées en réunions d'équipe SAS, afin de mieux identifier les situations cibles

1.2.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

Voir s'il est opportun de se rapprocher de la démarche d'auto-détermination portée par le secteur du handicap, notamment en lien avec les acteurs de la Communauté 360.

1.3 REDUIRE LES DELAIS DE L'ENTREE EN PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT DES ALLOCATAIRES DU RSA

1.3.1 Descriptif de l'action

Selon l'article L 262-29 du Code de l'action sociale et des familles, toute personne bénéficiaire du RSA soumise aux droits et devoirs, doit être orientée vers un organisme chargé de l'accompagner en vue d'une meilleure insertion professionnelle et/ou sociale. La décision d'orientation, qui prend en compte les caractéristiques individuelles, relève de la compétence du président du Conseil départemental. L'accompagnement professionnel est proposé de façon prioritaire, lorsque la personne est disponible pour occuper un emploi (...) ou pour créer sa propre activité. Lorsqu'il apparaît que des difficultés tenant notamment aux conditions de logement, à l'absence de logement ou à son état de santé font temporairement obstacle à son engagement dans une démarche de recherche d'emploi, la personne est orientée vers un accompagnement social.

Pour la période 2021-2025, le Département a conclu un **document unique regroupant le Programme départemental d'insertion et d'emploi (PDIE) et le Pacte territorial pour l'insertion et l'emploi (PTIE)**. Les engagements et axes de travail s'articulent tous autour du leitmotiv « **l'emploi d'abord** » et des **priorités de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi** :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale lisible et cohérente

S'appuyant sur l'idée qu'une grande partie des bénéficiaires du RSA peut retourner rapidement à l'emploi si un dispositif d'insertion volontariste et efficace est instauré, de nouvelles modalités d'orientation des allocataires du RSA permettant de réduire les délais d'entrée dans un parcours d'insertion vers l'emploi ont ainsi été mises en place avec la **création du dispositif Cantal Emploi Insertion**. Un entretien individuel systématique permet désormais d'informer les nouveaux entrants dans le dispositif de leurs droits et devoirs pour leur permettre de devenir rapidement des acteurs dynamiques de leur parcours d'insertion. Ce parcours est soutenu par **accompagnement socio-professionnel renforcé**, adapté aux spécificités de chacun (jeunes, travailleurs non-salariés, exploitants agricoles, issus de la communauté des gens du voyage...), s'inscrivant dans la **Garantie d'activité départementale** (Cf. fiche action 2 « Déployer la Garantie d'activité »). Un **soutien important à l'insertion par l'activité économique** vient compléter ce programme. Ainsi, si fin 2018, 45% des bénéficiaires du RSA du Cantal étaient orientés vers un **accompagnement professionnel**, ce sont désormais **75 % des nouveaux allocataires** qui bénéficient de cette orientation.

Sous l'impulsion du Département, la mise en œuvre d'un **Service public d'insertion et d'emploi (SPIE) dans le Cantal** en 2022 permettra de conforter cette dynamique en revisitant la coordination opérationnelle entre les différentes structures qui accompagnent les personnes et en simplifiant les démarches.

Cependant, la réussite de cette mesure demeure néanmoins conditionnée à **des informations et données partagées entre acteurs**, au premier rang desquels le Conseil départemental, la CAF et Pôle Emploi.

Il convient à ce titre d'**interconnecter le SI du Département avec les différents outils développés par la direction interministérielle du numérique (DINUM)**.

1.3.2 Date de mise en place de l'action

La signature de la convention étant intervenue le 28 juin 2019, la mise en œuvre de l'action a été engagée au second semestre 2019.

1.3.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires impliqués dans l'action sans co-financement :

- CAF
- Pôle emploi

- PLIE

Co-financeurs :

État – CD15 à parité

1.3.4 Durée de l'action

3 ans

1.3.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.3.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :

Budget 2022 : 127 870 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet en charge de l'ingénierie du dispositif, à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif et à la mise en œuvre de la garantie d'activité, dont :

- 50 000 € de l'État dédiés à la création d'un poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif
- 13 935 € de l'État dédiés à la création d'un poste de secrétariat, en charge du suivi administratif du dispositif
- 63 935 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps des Chefs de projet Insertion, des secrétaires et des actions d'Insertion du Département qui concourent à la réalisation de ce dispositif
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD = 0 €

Budget global = 127 870 €

1.3.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2022 :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 50 000 € dédiés à la création d'un poste de chef de projet rattaché au Conseil départemental, en charge de l'ingénierie du dispositif
- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 13 935 € dédiés à la création d'un poste de secrétariat, en charge du suivi administratif du dispositif
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 63 935 € sous forme de valorisation de temps des Chefs de projet Insertion, des secrétaires et des actions d'Insertion du Département qui concourent à la réalisation de ce dispositif. Ces temps ont bien été mobilisés voire renforcés par le recours supplémentaire de temps des Chefs de projet Insertion.
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

Pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, le Conseil départemental a renforcé l'équipe du Service Emploi Insertion par le dispositif Cantal Emploi Insertion composé de 5 postes de chargés d'orientation et d'insertion professionnelle.

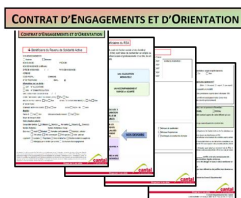
1.3.6 Indicateurs

À compter de 2020, indicateurs nationaux :

Indicateurs	Résultat atteint en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)
Nombre de nouveaux entrants	1240	1120		1013		
Nombre de nouveaux entrants orientés en 1 mois et moins	946 (76 %) en tenant compte des reports de RDV non honorés par les bénéficiaires Sinon 100 % des nouveaux entrants qui sont présents sont orientés en 1 mois et moins	903 (80,62 %) en tenant compte des reports de RDV non honorés par les bénéficiaires Sinon 100 % des nouveaux entrants qui sont présents sont orientés en 1 mois et moins	Objectif : 100%	947 personnes convoquées (93,48 % en tenant compte des RDV non honorés) 91,6 % des présents au RDV d'orientation	En 2022, 66 personnes n'ont pu être orientées en moins d'un mois pour des raisons de contraintes de planification de RDV.	Objectif : 100%
Nombre total de 1 ^{er} rendez-vous d'accompagnement fixé	Donnée inconnue	1101 (soit 98,30 %)		786 (soit 77,6 %)	Dans le Cantal, c'est le bénéficiaire qui est en charge de prendre son RDV. En 2022 nous ne relançons la personne qu'une seule fois (contrairement à 2021 et 2020 où 2 relances étaient effectuées). De fait, le taux d'absence a un peu progressé. et fait l'objet d'une sanction sur l'allocation (sauf motif légitime)	
Nombre de 1 ^{er} rendez-vous fixés sous 2 semaines et moins à partir de la date d'orientation	Donnée partiellement connue mais à minima 48 %.	Donnée partiellement connue mais 386 rendez-vous (soit 35 %) fixés le jour même de l'entretien d'orientation grâce à un accès direct à l'agenda des référents (Pôle Emploi-Cantal Emploi Insertion)	100 %	Données partiellement connue (55,6 % ont un Rdv fixé le jour de l'orientation)	Pas de retour des référents RSA externes hors Pôle emploi.	Objectif : 100%
Nombre total de 1 ^{er} contrat d'engagements réciproques	381	1101		786 (100% des personnes orientées)		
Nombre de 1 ^{er} contrat d'engagement dans les 2 mois	381	920 (soit 84 %)	Objectif : 100%	786 (100%) des personnes orientées)		Objectif : 100%

1.3.7 Bilan d'exécution

- Mise en œuvre des outils élaborés tels que le « Primo diagnostic » (affiné dans le cadre du SPIE) et le Contrat d'Engagements et d'Orientation (ci-dessous) en s'appuyant au préalable sur des analyses de la situation via les plateformes CDAP et DUDE (Pôle emploi).
- Mise en place de prises de rendez-vous en ligne avec Pôle emploi via GOOGLE AGENDA. Evaluation non satisfaisante de la procédure fin 2022.
- Rendez-vous d'accompagnement fixé le jour du rendez-vous d'orientation pour les BRSA orientés Cantal Emploi Insertion.
- Transmission via Fil'R (Pôle emploi) ou par mail, des diagnostics réalisés au cours du rendez-vous d'orientation
- Systématisation du remplissage des recueils des données socio-professionnelles (DSP) lors d'une demande de RSA, quelle que soit la modalité de demande (papier ou télé-procédure RSA) depuis le 8 février 2022
- Mise en place de suspension de l'allocation en cas d'absence au rendez-vous d'orientation (résolution adoptée par l'Assemblée départementale)
- Poursuite de la dématérialisation de tous les processus de prise de rendez-vous, de rappels de rendez-vous et de contractualisation (CER et CEO) dans le cadre de la mise en place du nouveau système d'information ALISE
- Participation à tous les « cafés de l'insertion » proposés par la DINUM avec un travail engagé avec les services de DATA insertion sur l'intégration des outils « Rendez-vous d'insertion » et « Carnet de bord »
- Mise en place de l'API « données contacts ».



1.3.8 Difficultés d'exécution

- Absence d'outil informatisé et partagé entre acteurs, de suivis, nécessitant la création de tableurs
- Le volume de nouveaux entrants dans le RSA génère une activité qui nécessite plus qu'un ETP comme chef de projet
- En 2022, 75 bénéficiaires du RSA ont été très rapidement non soumis aux droits et devoirs contre 66 en 2021
- En 2022, 131 personnes ne se sont pas présentées à leur rendez-vous d'orientation et font l'objet d'une suspension administrative contre 151 en 2021. (Délibération N°21CD06-19)

1.3.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Poursuite de l'intégration des outils développés par data-insertion sous réserve d'obtenir des crédits dans le cadre de la CALPAE
- Recrutement d'un second chef de projet en charge de l'orientation des nouveaux bénéficiaires du RSA
- Conforter le travail du chef de projet d'orientation et le soutien administratif
- Elaboration d'une nouvelle procédure de prise de rendez-vous des bénéficiaires du RSA nouveaux entrants avec Pôle emploi en remplacement de GOOGLE AGENDA permettant de mieux garantir les délais de rendez-vous mais aussi d'assurer un suivi des BRSA orientés vers Pôle emploi (Mise en place prévue février 2023)
- Mise en place du CER dématérialisé
- Rappel SMS des rendez-vous par le Département via l'outil ALISE (intégration des données contacts en 2022)

- Participation aux groupes de travail pilotés par la DINUM dans le cadre de la démarche numérique du SPIE pour favoriser les échanges de données entre acteurs.

1.4 DEPLOYER LA GARANTIE D'ACTIVITE

1.4.1 Descriptif de l'action

Pour une insertion professionnelle plus rapide, il convient d'offrir un accompagnement pour tous les allocataires des minimas sociaux, prenant simultanément en compte l'insertion professionnelle et la résolution des problèmes du quotidien. Ce véritable « droit à l'accompagnement », mis en œuvre avec les collectivités territoriales, notamment au travers de la Garantie d'activité, aura pour contrepartie le devoir pour l'allocataire d'agir pour son insertion.

La « Garantie d'activité » est présentée comme un nouveau dispositif permettant de renforcer l'offre d'accompagnement sur les territoires. Elle vise à garantir à toute personne en difficulté d'inclusion sociale et professionnelle un accompagnement intensif et orienté vers l'activité, adapté à sa situation. Elle a notamment pour objectif d'accroître la rapidité de la mise en place de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et le nombre de bénéficiaires orientés et accompagnés dans un cadre socio-professionnel. Il s'agit de contribuer à mettre fin à la dichotomie entre suivi social et suivi professionnel des BRSA et de faire du retour à l'activité pour tous une finalité des dispositifs d'accompagnement.

La sortie durable de la pauvreté repose sur l'autonomie par le travail, hors depuis la crise de 2008, la dépense d'allocation du RSA a progressé de 80%. L'accroissement de la pauvreté lié à la crise sanitaire rend encore plus impératif le déploiement accéléré des politiques de prévention et de lutte contre la pauvreté portée par la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

La Garantie d'activité départementale (GAD) doit contribuer à **renverser la dégradation du rapport entre dépenses d'insertion et dépenses d'allocation** : en 2022, par rapport à 2019, 100 000 allocataires du RSA supplémentaires devront bénéficier d'une action d'insertion prescrite par les Conseils départementaux, hors diagnostics de mobilité.

La garantie d'activité départementale vise à traiter de manière simultanée et articulée les difficultés sociales et professionnelles rencontrées par les allocataires du RSA et à adapter l'accompagnement au degré d'éloignement du marché du travail des personnes concernées.

Sa mise en œuvre repose sur deux dispositifs complémentaires visant à décloisonner suivi social et suivi professionnel.

- L'accompagnement global porté par Pôle Emploi, d'une part, consiste en un double accompagnement par un conseiller de Pôle emploi et un travailleur social du conseil départemental.
- La garantie d'activité départementale pilotée par les Conseils départementaux, d'autre part, doit permettre d'accroître la rapidité de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et le nombre de bénéficiaires orientés et accompagnés dans un parcours d'inclusion sociale et professionnelle.



La réussite de la garantie d'activité et l'atteinte de l'objectif de 300 000 bénéficiaires accompagnés par an à partir de 2022 dépendent :

- de la complémentarité entre l'accompagnement global et les actions mises en place dans le cadre de la garantie d'activité départementale

et

- du niveau de coopération entre Pôle emploi et les Conseils départementaux dans la mise en œuvre de l'accompagnement global et sa montée en charge.

Pour conforter sa politique d'insertion tournée vers « l'emploi d'abord » et les priorités de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, le Département du Cantal a créé le **dispositif Cantal Emploi Insertion** qui consiste en une entrée rapide dans une dynamique d'accompagnement socio-professionnel renforcé et **en articulation**

étroite avec la montée en puissance de l'accompagnement global. Ce parcours est soutenu par **d'autres offres d'accompagnement intégrées et intensives des bénéficiaires du RSA vers l'emploi**, adaptées aux spécificités de chacun (jeunes, travailleurs non-salariés, exploitants agricoles, issus de la communauté des gens du voyage...), **qui sont le résultat d'un appel d'offre ou appel à projet comblant les manquements identifiés dans l'offre d'accompagnement sur les territoires** et qui s'inscrivent dans la Garantie d'activité départementale.

Un soutien important à l'insertion par l'activité économique vient compléter ce programme. Ainsi, si fin 2018, 45% des bénéficiaires du RSA du Cantal étaient orientés vers un accompagnement professionnel, ce sont désormais 75 % des nouveaux allocataires qui bénéficient de cette orientation.

Sous l'impulsion du Département, la mise en œuvre d'un Service public d'insertion et d'emploi (SPIE) dans le Cantal en 2022 permettra de conforter cette dynamique en revisitant la coordination opérationnelle entre les différentes structures qui accompagnent les personnes et en simplifiant les démarches.

1.4.2 Date de mise en place de l'action

Cette thématique a fait l'objet d'une fiche action spécifique depuis la signature de l'avenant à la convention en 2021.

1.4.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires :

- Structures retenues suite aux appels à projet 2021
- Pôle emploi

Co-financeurs :

- Etat – CD15 à parité

1.4.4 Durée de l'action

2 ans

1.4.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.4.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, Total

Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :

Budget 2022 : 59 896 € dédiés au renforcement de la garantie d'activité, dont :

- 29 948 € de l'Etat dédiés aux appels à projets concernant les actions de la Garantie d'activité départementale
- 29 948 € du Conseil départemental sous forme d'appel à projets concernant les actions au titre de la Garantie d'activité départementale et donc de dépenses supplémentaires.
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD = 0 €

Budget global = 59 896 €

1.4.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2022 :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 29 948 € dédiés aux appels à projets concernant les actions de la Garantie d'activité départementale
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 29 948 € sous forme d'appel à projets concernant les actions au titre de la Garantie d'activité départementale. Ces crédits ont bien été mobilisés. Au total, la dépense du Département concernant la Garantie d'activité est largement supérieure à la part Etat.
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

Pour favoriser l'insertion sociale et professionnelle, le Conseil départemental met en œuvre son PTIE/PDIE 2021-2025 en renouvelant et développant son appel à projet insertion (1,32 millions d'euros par an), notamment au travers de la mise en œuvre de l'action « Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique » (Engagement à l'initiative du Département).

De plus, pour répondre à la demande de transversalité et d'indicateurs de la stratégie pauvreté, et anticiper les attentes du SPIE, le Conseil départemental renouvelle la totalité du système informatique gérant l'insertion pour une dépense totale de 574 510 € et une opérationnalité depuis le 1^{er} janvier 2022. La connexion de cet outil avec ceux développés par la DINUM est en cours.

1.4.6 Indicateurs

À compter de 2020, indicateurs nationaux :

Indicateurs	Résultat du Département en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers la garantie d'activité départementale (nouveaux entrants dans l'année)	306	582 (51,9 % des nouveaux entrants)	600	592 (58 % des nouveaux entrants)	Le nombre de nouveaux entrants a diminué de 9,55 % ce qui a réduit les possibilités d'orientation. Cependant le taux de nouveaux entrants orientés vers la GA a augmenté.	
Nombre de bénéficiaires du RSA en cours d'accompagnement par la garantie d'activité départementale (entrants existants) +	413	1084		1024		
Nombre de bénéficiaires du RSA orientés vers l'accompagnement global	117	204	210	219		
Nombre de bénéficiaires en cours d'accompagnement par l'accompagnement global	174	383		428		
Nombre de personnes bénéficiaires du RSA accompagnées par	60	186	> 70	103	Néant – Objectif atteint	

conseiller dédié à l'accompagnement global (stock)						
Délai moyen du démarrage de l'accompagnement global	28 jours	21 jours à Aurillac/Mauriac et 19 jours à St-Flour	3 semaines (21 jours)	6 jours en moyenne sur les 3 sites	Néant – Objectif atteint	

1.4.7 Bilan d'exécution

- Renforcement de la Garantie d'activité départementale au travers de 3 dispositifs portés en 2022 par 6 acteurs :
 - Renforcement de l'Accompagnement global avec 4 conseillers dédiés (Pôle emploi),
 - Accompagnement spécialisé TNS (France Auvergne Active, Chambre d'agriculture et Chambre de Métiers et de l'Artisanat),
 - Mise en œuvre d'un accompagnement renforcé supplémentaire dédié aux 16-25 ans, confié aux 2 Missions locales sur tout le territoire Cantalien
 - Renforcement du dispositif Cantal emploi insertion visant un accompagnement socioprofessionnel renforcé des bénéficiaires du RSA, incluant un soutien dans les démarches de soins
- Un avenant à la « Convention de partenariat entre le Pôle Emploi et le Conseil départemental pour l'approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales et professionnelles pour la période 2021-2023 » permettant de porter de 3 à 4 le nombre de conseillers Pôle emploi dédiés à l'accompagnement global.
- Le recours aux immersions professionnelles (interconnexion nécessaire avec via l'API Immersion Facilitée développée par la DINUM)
- La complétude des étapes de parcours. Le partage des informations sera affiné dans le cadre du SPIE avec les membres du consortium (interconnexion nécessaire avec via l'API Carnet de bord-beta.gouv développée par la DINUM).
- L'accès à la formation (Convention avec Pôle emploi pour l'accès à OUIFORM)

1.4.8 Perspectives

- Participation aux groupes de travail pilotés par la DINUM dans le cadre de la démarche numérique du SPIE pour favoriser les échanges de données entre acteurs.
- Renforcement du dispositif Cantal Emploi Insertion par le recrutement de 2 Conseillers en insertion professionnelle supplémentaires.
- Renforcer le suivi des personnes en Garantie d'activité dans le SI ALIE (sous réserve de pouvoir mobiliser des crédits au titre de la Stratégie nationale 2023)
- Mise en place d'un « Pack Sortie » favorisant le fait que les BRSA aillent vers l'emploi de façon durable notamment vers les métiers en tension.

1.5 POURSUIVRE LA MONTEE EN PUISSANCE DES SYSTEMES D'INFORMATION POUR LE PILOTAGE DE LA POLITIQUE INSERTION ET LE SUIVI DE PARCOURS

1.5.1 Descriptif de l'action

Après la réduction des délais d'entrée en parcours d'accompagnement et le déploiement de la Garantie d'activité, l'efficacité du pilotage de la politique insertion et du suivi de parcours demeurent conditionnées à :

- **des informations et données partagées entre acteurs**, au premier rang desquels le Conseil départemental, la CAF et Pôle Emploi, et
- une mise en cohérence des modalités de **remontées des indicateurs insertion à la DRESS**.

Le Département a ainsi développé un **nouveau Système d'information** intitulé ALISE (Autonomie Logement Insertion Social Enfance), permettant à ce jour :

- de regrouper, dans un dossier usager unique, les accompagnements menés au titre de l'insertion et de l'accompagnement social généraliste,
- au référent de parcours de disposer d'une vision globale de la prise en charge de la personne.

Cet outil a vocation à être déployé auprès des délégataires de l'accompagnement RSA du territoire, dans une volonté de conforter le dossier unique de l'usager (dites-le nous une fois) et de faciliter les échanges d'informations.

Embarqué avec data.insertion, suite à la participation du Département aux différents « cafés de l'insertion » ou webinaires, il convient à présent **d'interconnecter le logiciel ALISE avec les différents outils développés par la direction interministérielle du numérique (DINUM)** et de mettre en cohérence les modalités de **remontées des indicateurs insertion à la DRESS**.

Ne relevant pas d'un éditeur prestataire mais d'un outil spécifique, ce travail ne peut être mutualisé avec d'autres Départements et devra être mené en interne, **nécessitant un renfort des équipes de la DSI**.

1.5.2 Date de mise en place de l'action

Cette fiche action a été rajoutée en 2022.

1.5.3 Partenaires et co-financeurs

Co-financeurs :

- Etat – CD15 à parité

1.5.4 Durée de l'action

1 an

1.5.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.5.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/12/2021 au 31/12/2021 :

Budget 2022 : 160 000 € dédiés à la création de postes d'informaticiens pour l'interconnexion des différents outils développés (ou en cours de développement) par la DINUM avec le SI ALISE et à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif dont :

- 80 000 € de l'État dédiés à la création de deux postes d'informaticien, en charge de l'intégration des solutions portées par la DINUM au système d'information ALISE, l'utilisation et l'échange de données sur les allocataires du RSA entre les principaux opérateurs et le Département du Cantal)
- 80 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation de temps de Référents mission développement informatique

Budget global = 160 000 €

1.5.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2021 :

160 000 € dédiés à la création de postes d'informaticiens pour l'interconnexion des différents outils développés (ou en cours de développement) par la DINUM avec le SI ALISE et à la mobilisation de temps d'agents en charge de participer à la mise en place du dispositif dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 80 000 € dédiés à la création de deux postes d'informaticien, en charge de l'intégration des solutions portées par la DINUM au système d'information ALISE, l'utilisation et l'échange de données sur les allocataires du RSA entre les principaux opérateurs et le Département du Cantal)
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 80 000 € du Conseil départemental sous forme de valorisation des temps de Référents mission développement informatique
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

Pour améliorer la prise en charge globale (socio-professionnelle) des publics en insertion accompagnés par le Département ou ses délégataires, répondre à la demande de transversalité et d'indicateurs de la stratégie pauvreté, la DASEIL du Conseil départemental a renouvelé la totalité de son système informatique pour une dépense de 574 510 € et une opérationnalité depuis le 1^{er} janvier 2022.

1.5.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2022

Indicateurs	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Résultat attendu en 2023	Justification des écarts le cas échéant
API Coordonnées de contact CAF	Connexion avec ALISE	Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
API RDV-insertion :		Connexion partiellement effectuée	Lien avec agenda Outlook des travailleurs sociaux et harmonisation de l'envoi SMS avec celui d'ALISE	Manque de temps de développement
API Carnet de bord-beta.gouv		Connexion partiellement effectuée	Connexion totale	Contenu de Carnet de bord travaillé dans le cadre du SPIE
API flux PECGM (informations relatives au profil du demandeur d'emploi bénéficiaire du RSA et informations de suivi).		Connexion effectuée pour le flux hebdomadaire	Connexion avec le flux journalier	Difficulté à harmoniser et prioriser des informations identiques dans le flux CAF, Pôle emploi et le SI ALISE
Plateforme Immersion Facilitée : OK		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
Plateforme OUIFORM :		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint
Données statistiques DRESS		Connexion effectuée	Mise à jour éventuelle	Néant – Objectif atteint

1.5.7 Bilan d'exécution

2022 :

- Connexion totale ou partielle de notre système d'information ALISE avec 6 outils de la DINUM ou création de requêtes permettant de répondre aux demandes de remontées statistiques nationales

1.5.8 Difficultés d'exécution

En raison des tensions du marché du travail concernant les professionnels des systèmes d'information, le montant alloué à cette action n'a pas permis de recruter autant de personnels que nécessaires.

De plus, la démultiplication du nombre de flux entrants dans l'application (Flux CAF, flux Pôle emploi) nécessite un temps d'harmonisation de saisie et de contrôles de cohérence très important pour fiabiliser la donnée.

1.5.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Le plan de développement 2022 a été particulièrement ambitieux. Aussi, il est proposé de reconduire l'action en 2023 afin de finaliser les différentes connexions et ouvrir l'outil aux référents RSA qui ne sont pas employés par le Département.

1.6 SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

1.6.1 Descriptif de l'action

L'enjeu de l'accès à la mobilité constitue un frein majeur à l'insertion, en particulier dans de nombreux territoires ruraux ou anciens territoires industriels en déprise, zones blanches d'offre de mobilité inclusive. On estime en effet que 20 % de la population active rencontre des difficultés à se déplacer en France. Ces difficultés sont à la fois économiques, matérielles (manque de moyens de locomotion), cognitives (accès au permis de conduire, capacité à se repérer sur un plan...) et psychosociales (avoir confiance dans sa capacité à se déplacer). Parallèlement, une personne en insertion sur deux déclare avoir déjà refusé un travail ou une formation pour des problèmes de mobilité.

Le Premier Ministre a annoncé le 26 octobre 2020 le déploiement d'un volet complémentaire de la Stratégie pauvreté en soutien à la mobilité géographique des demandeurs d'emploi à des fins d'insertion professionnelle.

La création de Cantal'Mouv, Plateforme de mobilité Départementale a été financée par le Département du Cantal et dépend de l'AFAPCA (Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'insertion et l'emploi). Elle est à destination des publics en fragilité économique en démarche d'insertion professionnelle rencontrant des problèmes de mobilité.

Cette plateforme de Mobilité à un double objectif :

1. Informer et former les professionnels de l'accompagnement et créer un réseau sur le thème de la mobilité pour tous, pour faire progresser la mobilité dans le département, que ce soit pour les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les jeunes ou tous les adultes qui sont freinés dans leurs déplacements.
 - ✓ En valorisant l'existant en matière d'offres de services liés à la mobilité.
 - ✓ En confortant et en développant des initiatives et pour accompagner la mutualisation des déplacements.
2. Proposer aux bénéficiaires orientés par un prescripteur un « accompagnement » pour permettre au plus grand nombre de se déplacer de façon autonome sur l'ensemble du territoire et maintenir les populations sur leur bassin de vie.
 - ✓ En proposant une prestation Bilan Mobilité (évaluation des ressources, des compétences, des capacités, des freins et de la motivation du bénéficiaire et a pour objectif d'individualiser et d'accompagner le parcours des bénéficiaires en fonction de leur projet professionnel).
 - ✓ En proposant des prestations Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger ».

Diverses prestations sont proposées dans le cadre de la Plateforme de mobilité Cantal'Mouv comme :

- Prestation Bilan Mobilité
- Prestation Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger »
- Accompagnement « Parcours Permis »
- Ingénierie de financement pour « Réparation, Achat & location de véhicule » (depuis 2021).
- A l'issue du « bilan mobilité », des orientations extérieures à la Plateforme sont possibles, toujours dans l'optique d'acquérir des connaissances afin de développer sa mobilité : cours de français, apprendre à gérer son stress, lever des freins psychologiques, ...

Passer le permis de conduire peut poser des problèmes importants aux personnes rencontrant des difficultés personnelles qu'elles soient financières, physiques ou même familiales. Aussi, Cantal Mouv élargit ses services en 2022 avec l'obtention de l'agrément d'auto-école associative.

1.6.2 Date de mise en place de l'action

Cette fiche action ayant été rajoutée lors de la signature de l'avenant à la convention en septembre 2021, la mise en œuvre de l'action a cependant été engagée dès janvier 2021.

1.6.3 Partenaires et co-financeurs

Partenaires :

- AFAPCA

Co-financeurs :

- Etat
- Ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement.

1.6.4 Durée de l'action

1 an

1.6.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

1.6.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : État, CD, Total

Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :

Budget 2022 : 30 011 € de l'État dédiés à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de ces parcours mobilités.

- Conformément à l'Instruction N°DIPLP/DGCS/SD1B/DGEFP/SDPAE/DPE/2021/23 du 19 mars 2021 modificative relative aux avenants aux conventions départementales d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi pour 2021 - ANNEXE 2 : SOUTIEN A LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI - Mesure n°2 – Accompagnement du public en insertion via la prescription de mesures d'accompagnement à la mobilité : Ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement.
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD= 0 €

Budget global = 30 011 €

1.6.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2022 :

30 011 € dédiés à la mobilité des personnes en insertion

Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 30 011 € dédiés à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de ces parcours mobilités. Cette enveloppe de crédits a été entièrement mobilisée pour permettre 33 accompagnements supplémentaires.

- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- **A noter que si ces crédits ne sont pas soumis à la règle de cofinancement, le Département a cependant financé cette action au titre de son PDIE à hauteur de 100 000 € en 2021 et 100 000 € en 2022.**

1.6.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs retenus dans le plan Cantal, est réalisée au 31/12/2021

Indicateurs	Situation du Département en 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat attendu en 2022	Résultat atteint en 2022	Explication apportée sur l'atteinte de l'objectif et l'évolution par rapport à 2021	Résultat attendu en 2023 (cible)
Nombre de personnes accompagnées par la plateforme de mobilité à des fins d'insertion professionnelle. Stock de personnes accompagnées au 31/12/2021.	149	434		503		
Nombre de mesures de diagnostics et d'accompagnement à la mobilité prescrites par le Conseil	90 (51 femmes et 39 hommes)	185 (94 femmes et 91 hommes)	87 sur crédits CD + 33 sur crédits Etat,	189 (98 femmes et 91 hommes)	Néant – Objectif dépassé	

départemental Cet indicateur est un flux.

soit 120 parcours

1.6.7 Bilan d'exécution

- 189 prescriptions reçues
- 22 prescripteurs différents : travailleurs sociaux du Conseil départemental, conseillers en insertion professionnelle des structures de l'IAE, Pôle Emploi, associations intervenant auprès des réfugiés, CAP Emploi...
- Intervention sur l'ensemble du territoire cantalien
- Les principaux projets exprimés à l'entrée dans le parcours : Préparer et/ou financer le permis de conduire (67,4%) ; 33,6 % des demandes concernent les véhicules (achat, location, réparations),
- 40,9 % des participants ont atteint l'objectif visé.
- En 2022, les crédits de l'Etat ont permis à 33 cantaliens supplémentaires de bénéficier du parcours mobilité.
- La parité hommes/femmes est rigoureusement respectée (50 % de femmes)
- Création d'une auto-école solidaire (66 personnes accompagnées)
- Intégration des prescriptions vers le Garage solidaire dans le parcours mobilité

Plateforme de mobilité départementale



1.6.8 Difficultés d'exécution

Néant

1.6.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Poursuite de l'engagement du Conseil départemental 15 dans le cadre du PDIE-PTIE (fiche action N° 7)
- Articulation de cette action avec la mise en œuvre du SPIE et l'action mobilité développée par Pôle emploi
- Identification des problèmes de mobilité « sans solution » lors des comités de suivi de parcours pour réajustement des besoins
- Communication sur la plateforme Cantal'Mouv (simplification avec des fonds communs ce qui a pour effet d'avoir un seul interlocuteur)
- Mise en place de la dématérialisation et développement de nouvelles réponses aux problèmes de mobilité (achat d'un véhicule itinérant pour favoriser « l'aller-vers »)

2 MESURES A L'INITIATIVE DU DEPARTEMENT

2.1 Soutien aux structures de l'insertion par l'activité économique

2.1.1 Descriptif de l'action

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées du marché du travail, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement individualisé et renforcé leur permettant de lever ces freins et de faciliter leur insertion professionnelle. Dans le Cantal, ce secteur comprend aujourd'hui 18 structures d'insertion par l'activité économiques (SIAE) conventionnées qui emploient environ 545 salariés en insertion (données 2019), soit l'attribution d'un nombre d'aide aux postes d'insertion (en équivalent temps plein - ETP) à hauteur d'environ 280 ETP.

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté porte l'objectif de faire passer de 140 000 à 240 000 le nombre de salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) : ateliers et chantiers d'insertion (ACI), entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), associations intermédiaires (AI) et entreprises d'insertion par le travail indépendant (EITI). Le Département est un partenaire central de l'État pour porter l'ambition du Pacte pour l'IAE. Chef de file de la politique d'insertion au niveau territorial, il est en outre le deuxième financeur de ces structures.

Le soutien à l'IAE constitue pour le Département un investissement social de long terme : l'augmentation des places d'insertion, dans les structures existantes ou dans la création de nouvelles structures permettra à une partie croissante des allocataires du RSA de retrouver une activité, d'être accompagnés pour se former et à l'issue des parcours de s'insérer dans l'emploi. Cette ambition doit permettre de réduire, dans une logique d'activation des dépenses passives, les charges sociales pesant sur les Départements. En outre, la réforme de l'agrément des publics éligibles à l'IAE qui sera conduite en 2020, et le développement d'outils digitaux facilitant le recrutement des salariés en insertion, va permettre aux services sociaux des départements de devenir des acteurs de la prescription de parcours IAE.

De plus, le savoir-faire des SIAE en matière d'accueil, d'accompagnement et d'orientation mérite d'être reconnu dans la perspective d'améliorer l'insertion des bénéficiaires du RSA et l'accueil social inconditionnel de proximité et de contribuer éventuellement à la mise en œuvre de la garantie d'activité départementale, faisant partie des objectifs socles de la contractualisation entre l'État et les départements d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. Enfin, l'insertion par l'activité économique constitue un outil de développement économique des territoires.

Ainsi, pour accroître le nombre de sorties positives des salariés en insertion, il est nécessaire d'une part de renforcer cet accompagnement socio-professionnel et de développer des parcours de sortie vers les entreprises cantaliennes.

2.1.2 Date de mise en place de l'action

Publication des appels d'offres en octobre 2019

2.1.3 Partenaires et co-financeurs

- Co-financeurs : État – CD15 à parité

2.1.4 Durée de l'action

Cette fiche action ayant été rajoutée lors de la signature de l'avenant à la convention en juillet 2020, la mise en œuvre de l'action a été engagée au second semestre 2020.

2.1.5 Budget

Le tableau récapitulatif financier est annexé au présent rapport.

2.1.5.1 Budget prévisionnel figurant dans la convention : Etat, CD, Total

Du 01/12/2022 au 31/12/2022 :

Budget 2022 : 38 748 € dédiés au cofinancement des postes de CIP et du chef de projet en charge des comités de parcours dont :

- 19 374 € du Conseil départemental sous forme de cofinancement des postes de CIP dans les SIAE suivants : Hautes Terres Communautés, Oxygène, ADAPEI, ACART CREATELIER, YDEALIS AINOC, REAGIR, DISPOSERVICES, AURORE et Les Jardins de Laroquevieille
- 19 374 € de l'État pour l'ingénierie portée par le Conseil départemental au titre des suivis de parcours des salariés en insertion, notamment bénéficiaires du RSA
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part Etat = 0 €
- Crédits reportés 2021 (et 2019/2020 le cas échéant) sur 2022 part CD = 0 €

2.1.5.2 Budget exécuté

Au 31/12/2022

38 748 € dédiés au cofinancement des postes de CIP et du chef de projet en charge des comités de parcours dont :

- Dépenses exécutées sur la part financée par l'Etat = 19 374 € pour l'ingénierie portée par le Conseil départemental au titre des suivis de parcours des salariés en insertion, notamment bénéficiaires du RSA
- Dépenses à reporter sur 2023 sur la part financée par l'Etat = 0 €
- Dépenses exécutées sur la part financée par le Département = 19 374 € sous forme de cofinancement des postes de CIP dans les SIAE suivants : Hautes Terres Communautés, Oxygène, ADAPEI, ACART CREATELIER, YDEALIS AINOC, REAGIR, DISPOSERVICES, AURORE et Les Jardins de Laroquevieille
- Dépenses à reprogrammer sur 2023 par le Département = 0 €

Pour conforter le modèle socio-économique des SIAE, le Conseil départemental mobilise en réalité 663 946,77 € pour les années 2022 et 2023, en plus des engagements pris dans la CAOM, soit 16 % de plus que pour la période 2020-2021.

2.1.6 Indicateurs

La prise en compte des indicateurs est réalisée au 31/12/2022

Indicateurs	Situation 2019 du Département	Résultat atteint 2020	Résultat atteint en 2021	Résultat atteint en 2021
Nombre de bénéficiaires du RSA accompagnés	143 (ACI)	71 (ACI)	209 (ACI)	157 (ACI) Dont 103 recrutés depuis le 01/01/2022
Nombre de comités de suivi et de pilotage	0	25	36 comités de suivi 9 comités de pilotage	39 comités de suivi 10 comités de pilotage
Nombre de salariés en insertion en « sortie positive » (dynamiques)	107	93	98 Dont 14 entrées en formation 60 CDD (PEC, intérim, CDD) et 24 CDI	81

2.1.7 Bilan d'exécution

- Constitution et généralisation des comités de suivi de parcours de façon trimestrielle
- Tous les ACI du département utilisent le même outil de suivi du parcours individuel (livret d'accompagnement)
- Objectifs : Construire un plan d'actions adapté, coordonné, évolutif, avec et pour le salarié en insertion dans l'objectif de faciliter une insertion durable.
- Organisation de comités de parcours à chaque étape importante du parcours : Entrée en ACI (identification des freins et des potentialités, définition des premiers objectifs à atteindre, désignation du référent de parcours) ; Bilan intermédiaire à 4 mois ; Fin de contrat (bilan du parcours en ACI, identification d'un nouveau référent si besoin).
- La mise en place des vendredis de l'insertion permet de rompre avec le sentiment d'isolement que peuvent avoir par moment les différents ACI en diffusant une information de premier niveau
- Plus de 390 dossiers individuels étudiés contre 253 en 2021.

2.1.8 Difficultés d'exécution

La crise sanitaire a empêché la poursuite des comités de suivis élargis (Jauges imposées pour les salles de réunion). Des comités de suivis de parcours restreints se sont poursuivis et se poursuivent toujours : 1 par trimestre dans chaque ACI du département et ont néanmoins permis de maintenir les liens avec les ACI et les dispositifs existants.

2.1.9 Perspectives futures de mise en œuvre de l'action

- Renforcer le rôle du comité de suivi en l'ouvrant à plus de partenaires (Membres : Prescripteur du parcours IAE (assistante sociale, Pôle Emploi, Milo, France Addictions...), le CIP de l'ACI, le référent de parcours désigné par le salarié si différent du prescripteur, le salarié. L'animation est assurée par le chef de projet du SEI).
- Dans le cadre du SPIE des COIP vont être recrutés dans la perspective de sécurisation des parcours d'insertion avec les personnes en situation de forte précarité en étant un appui des référents en qualité de « coordinateur rebond ».
- Participation aux groupes de travail pilotés par la DINUM dans le cadre de la démarche numérique du SPIE pour l'étude d'un carnet de bord et d'une cartographie numérique de l'offre.
- Test du futur site de la plateforme de l'inclusion prévu au premier trimestre 2023.

Le

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Bruno FAURE



Département du Cantal
28 Avenue Gambetta
15 000 AURILLAC
Tél. : 04 71 46 20 20
www.cantal.fr

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-10

Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF) : modifications des modalités d'accueil de la Pouponnière

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 22CD04-5 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 décidant la création d'un Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille et le lancement d'une consultation visant à désigner un prestataire pour une période transitoire de 3 ans à compter de l'attribution du marché ;

Considérant les obligations particulières que le Département exerce au titre de sa mission de protection de l'enfance ;

- **AUTORISE** l'extension de la tranche d'âge de 0 à 3 ans des enfants de l'Aide Sociale à l'Enfance accueillis au sein de la Pouponnière du Centre départemental de l'Enfance et de la Famille;

- **AUTORISE** la mise en oeuvre et la signature d'un avenant au marché public relatif à la gestion temporaire par l'ADMR Marmanhac de la pouponnière du Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille actant l'extension de la tranche d'âge visée ci-dessus ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 06-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-11

Demande d'aide exceptionnelle Atelier Chantier d'Insertion REACTIVE (Mauriac)

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Marie-Hélène CHASTRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Considérant la demande d'aide financière exceptionnelle de l'association ACI REACTIVE de Mauriac pour faire face à des difficultés de trésorerie ;

Considérant la nécessité du maintien sur le territoire de Mauriac d'une structure indispensable à l'insertion des Cantaliens les plus en difficulté notamment bénéficiaires du RSA ;

- APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle au profit de l'association ACI REACTIVE de Mauriac pour un montant de 10 000 €.

Cette aide exceptionnelle sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 065, nature 65748, fonction 428 du Budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-12

Demande d'aide exceptionnelle Atelier Chantier d'Insertion REAGIR (Riom-ès-Montagnes)

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Mireille LEYMONIE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Considérant la demande d'aide financière exceptionnelle de l'association ACI REAGIR de Riom-ès-Montagnes pour faire face à des difficultés de trésorerie ;

Considérant la nécessité du maintien sur le territoire de Riom-ès-Montagnes d'une structure indispensable à l'insertion des cantaliens les plus en difficulté notamment bénéficiaires du RSA ;

- APPROUVE le versement d'une subvention exceptionnelle au profit de l'association ACI REAGIR de Riom-ès-Montagnes pour un montant de 10 000 €.

Cette aide exceptionnelle sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 065, nature 65748, fonction 428 du Budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-13

**Convention-type avec les Ateliers Chantiers d'Insertion du Cantal pour l'appel à projets
"Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI"
et attribution des subventions**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Marina BESSE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Messieurs Didier ACHALME et Gilles COMBELLE se retirent et ne participent pas au vote.

Par 28 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Vu la délibération n° 22CP10-14 de la Commission Permanente du 25 novembre 2022 approuvant le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion » pour 2023 ;

- **APPROUVE** le versement des subventions d'un montant global de 238 100 € aux Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) qui sont listés ci-après :

Nom de la structure	Nombre d'Equivalent Temps Plein de Conseiller en Insertion Professionnelle mis à disposition	Montant maximum de la subvention retenu au titre de la dotation CIP	Montant maximum de la subvention retenu au titre de la dotation	Montant global maximum de la subvention allouée à la structure
ACI Réactive	0,9 ETP	13 500€	10 000€	23 500€
ACI Réagir	0,64 ETP	9 600€	10 000€	19 600€
ACI Dispo Services	2 ETP	30 000€	10 000€	40 000€
ACI Oxygène	1 ETP	15 000€	10 000€	25 000€
ACI Acart	2 ETP	30 000€	10 000€	40 000€
ACI Aurore	0,5 ETP	7 500€	10 000€	17 500€
ACI ADAPEI	1,8 ETP	17 000€	10 000€	27 000€
ACI Hautes Terres Communautés	0,7 ETP	10 500€	10 000€	20 500€
ACI YDEALIS	1 ETP	15 000€	10 000€	25 000€
				238 100€

- **APPROUVE** les termes de la convention-type entre le Conseil départemental et les ACI dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention-type avec chacun des ACI listés.

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre et l'adoption éventuelle d'avenant.

La dépense d'un montant global de 238 100 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011, nature 6288, fonction 420 du Budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
À L'ATELIER-CHANTIER D'INSERTION XXX
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS :
« RENFORCEMENT DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PROFESSIONNEL
PROFESSIONNEL AU SEIN DES ATELIERS-CHANTIERS D'INSERTION »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 31 Mars 2023
ci-après dénommé : « **Le Département** »
D'une part,

Et

L'ATELIER-CHANTIER D'INSERTION XXXXX, XXXXXX, représenté par son Président, Monsieur XXXXX,
ci-après désigné par les termes « **ACI XXXXX** »,
D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;
Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;
Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;
Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;
Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;
Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;
Vu la délibération n°22CP10-14 du Conseil départemental du 25 novembre 2022 approuvant le lancement de l'appel à projets « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'insertion »
Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'ACI XXXXX en date du XXXXX 2023 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, élabore deux documents pluriannuels stratégiques et de planification, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués : le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi. Pour la période 2021-2025, le Département a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le PDIE et le PTIE dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.

Les ateliers-chantiers d'insertion (ACI) qui ont développé une offre de services à destination des publics les plus éloignés de l'emploi sont idéalement positionnés. Levier vers un emploi classique et durable en réduisant la sélectivité du marché du travail, les Ateliers Chantiers d'insertion favorisent pour les publics les plus éloignés de l'emploi une meilleure appréhension de l'environnement socio-économique.

Cette proximité représente également un atout pour l'accompagnement des personnes allocataires du RSA orientés vers un parcours d'insertion professionnelle. Elle est utile pour repérer les opportunités qui vont permettre d'aboutir à des mises en situation de travail rapides (stages, PMSMP...). En début d'accompagnement, les salariés vont ainsi pouvoir expérimenter, découvrir un cadre de travail avec son organisation, ses acteurs... et le cas échéant, après retour sur expérience, engager des actions complémentaires utiles à leur intégration professionnelle. Les mises en situation de travail en début d'accompagnement peuvent également susciter de nouveaux intérêts pour des personnes éloignées de l'emploi depuis un temps long. Enfin, la mise en situation de travail » est parfois le « bon moyen » pour les personnes de faire la preuve de leurs compétences, de qualités qui se révèlent « chemin faisant », en s'affranchissant des critères standards de sélection (CV, expérience ou niveau de diplôme).

La présente convention est l'un des outils concrets qui tend à la réalisation de ces objectifs. Elle vise à favoriser le retour et le maintien dans l'emploi des personnes allocataires du revenu de solidarité active et à inciter les Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) bénéficiant d'une aide au titre de l'année 2023 à proposer un accompagnement renforcé, intensif et adapté.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vient définir et préciser, pour une durée d'un an, le cadre et les modalités selon lesquels est apportée l'aide du Département à l'ACI XXXXX pour la mise en œuvre et la conduite de l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI » permettant à des personnes en difficulté d'insertion professionnelle l'acquisition de compétences et de qualifications de nature à faciliter leur retour vers un emploi durable.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'ACI XXXXX

Par la présente convention, l'ACI XXXXX s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des Ateliers-Chantiers d'Insertion ».

ARTICLE 3 - PUBLIC ELIGIBLE

La convention vise l'ensemble des personnes éloignées de l'emploi résidant sur le territoire cantalien sous réserve que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2023.

Les participants doivent bénéficier d'un agrément PASS IAE via la plateforme de l'inclusion (conditions d'éligibilité fixées dans ce cadre).

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnements, l'ACI XXXXX s'engage à mettre à disposition XXXXX Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) à hauteur de XXXXX ETP.

En cas d'arrêt prolongé ou de départ anticipé des Conseillers en Insertion Professionnelle, l'ACI XXXXX s'engage à identifier rapidement un autre accompagnateur disposant de compétences équivalentes afin de ne pas créer de rupture dans l'accompagnement.

L'ACI XXXXX met à disposition des locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération était de XXXXX € maximum (dotation CIP + dotation RSA) pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Sur la base du dossier de candidature transmis par l'ACI XXXXX, la subvention prévisionnelle maximum est établie à XXXXX €. Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention sera versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Dotation CIP

L'ACI XXXXX, dans sa candidature, propose d'affecter XXXXX ETP sur l'opération. Sur la base de cette offre de service, une dotation maximale de XXXXX € est donc allouée à l'ACI XXXXX.

Le versement de l'aide départementale se fera sur la base des justificatifs suivants :

- Contrats de travail des CIP,
- Fiches de poste ou lettres de mission précisant la quotité d'heures consacrées à l'accompagnement socio-professionnel des salariés en insertion au sein de l'ACI XXXXX,
- CV + diplômes.

La dotation CIP sera versée à l'ACI XXXXX dès notification de la présente convention.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue du contrôle de service fait et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'ACI XXXXX le reversement des sommes indûment perçues.

7.2 Dotation RSA

Le Département attend que la part des allocataires du RSA participant au projet représente à minima 40% de l'ensemble des participants recrutés à compter du 01/01/2023 jusqu'au 31/12/2023.

Une dotation maximale de 10 000 € par porteur de projets est allouée pour encourager le recrutement de salariés en CDDI dont le statut lors du recrutement est bénéficiaire du RSA. La dotation sera proportionnelle par tranche selon le tableau ci-dessous. Pour percevoir la dotation maximum, l'ACI XXXXX devra recruter au minimum 40 % de BRSA sur la période donnée.

Modalité de calcul de la dotation

Taux de BRSA recrutés à compter du 01/01/2023	Montant de la dotation
≥ 40 %	100%
≥ 30 %	75%
≥ 20%	30%
≥10 %	15%
≥5%	5%
<5%	Pas de dotation

Afin qu'il soit procédé au calcul définitif et au paiement de l'aide allouée au titre de la dotation RSA, l'ACI XXXXX devra présenter, au terme de l'action et au plus tard le 31/01/2024, l'ensemble des justificatifs suivants pour les salariés en insertion :

- Attestation RSA datée du mois du recrutement,
- Contrat de travail,
- Pass IAE.

L'ACI XXXXX devra également fournir la liste de l'ensemble des salariés (tout statut confondu) en CDDI accueillis sur l'année 2023.

La dotation RSA sera attribuée au plus tard 30 jours après la production par l'ACI XXXXX de l'ensemble des pièces nécessaires.

La contribution financière est créditée au compte de l'ACI XXXXX selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

XXXXX
Domiciliation bancaire : XXXXX
N° IBAN : XXXXX
BIC : XXXXX

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'ACI XXXXX

L'ACI XXXXX s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

L'ACI XXXXX s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée. Elle agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'elle informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données, de les rectifier ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice de leurs droits.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'ACI XXXXX, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

L'ACI XXXXX accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'ACI XXXXX s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier ; d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'ACI XXXXX s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- L'ACI XXXXX s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération ;
- Toute communication ou publication de l'ACI XXXXX au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'ACI XXXXX s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le Service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'ACI XXXXX s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, l'ACI XXXXX se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'ACI XXXXX le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

L'ACI XXXXX devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visées à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'ACI XXXXX en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose l'ACI XXXXX pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITÉ ET DECHEANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'ACI XXXXX de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 - JUSTIFICATIFS DE REALISATION - ÉVALUATION

11.1 Justificatif de réalisation

Au terme de l'opération, l'ACI XXXXX s'engage à fournir au plus tard au 31/01/2024 :

- Bilans individuels de fin de parcours pour chaque salarié en CDDI ou un bilan intermédiaire si le salarié n'est pas sorti de l'ACI au 31/12/2023,
- Feuilles d'émargements co-signées par le salarié en CDDI et le CIP lors de chaque entretien,
- Bilan d'exécution présentant la mise en œuvre de l'opération et les résultats obtenus.

11.2 Suivi du dispositif et évaluation

Le suivi et l'évaluation de l'opération « Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel au sein des ACI » se feront aux moyens de :

- Commissions de suivis des parcours trimestriels : ils permettront d'effectuer un suivi régulier de l'action, de prendre connaissance des bilans,
- Du comité de pilotage composé du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement et des agents du Service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération,
- Du bilan d'exécution qui portera sur des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné : bénéficiaires accompagnés, date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, propositions faites (entrée en emploi, en formation, en PMSMP, en alternance et solutions trouvées aux freins périphériques à l'insertion socioprofessionnelle).

ARTICLE 12 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au 31 décembre 2023. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION

13.1 A l'initiative de l'ACI XXXXX

L'ACI XXXXX peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'ACI XXXXX est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'ACI XXXXX, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'ACI XXXXX est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'ACI XXXXX n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'ACI XXXXX refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'ACI XXXXX dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date de l'accusé de réception de la lettre de l'ACI XXXXX, le Service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision à l'ACI XXXXX par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'ACI XXXXX ou de notification définitive de la résiliation par le Service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'ACI XXXXX.

Les sommes dues à l'ACI XXXXX à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'ACI XXXXX déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le Service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE /LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'ACI XXXXX,

Bruno FAURE

XXXXX

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-14

**Territoires et Politiques contractuelles -
Modifications des fiches des dispositifs Contrat Cantal Développement 2022-2027
et Fonds Cantal Innovation**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Florian MORELLE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les fiches des dispositifs contractuels de soutien financier, notamment le Contrat Cantal Développement et le Fonds Cantal Innovation, pour la période 2022-2027 ;

Considérant la possibilité d'ouvrir les dispositifs Contrat Cantal Développement et Fonds Cantal Innovation aux maîtres d'ouvrages privés associatifs pour bénéficier de subventions lorsqu'ils sont acteurs actifs et directs ;

- APPROUVE la modification de la fiche du dispositif contractuel Contrat Cantal Développement 2022-2027 incluant un critère d'éligibilité complémentaire à destination des maîtres d'ouvrages associatifs, telle que jointe à la présente délibération.

- **APPROUVE** la modification de la fiche du dispositif contractuel Fonds Cantal Innovation incluant un critère d'éligibilité complémentaire à destination des maîtres d'ouvrages privés et/ou associatifs, telle que jointe à la présente délibération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT 2022-2027

Le dispositif de soutien financier permet la réalisation de projets d'équipement structurants, en lien avec la stratégie de développement du territoire et le projet pour le Cantal 2021-2030.

- dossiers limités à quelques opérations réellement structurantes ;
- logique de contractualisation pluriannuelle pour une durée unique 2022-2027 ;
- programmation des opérations à l'échelle départementale.

BÉNÉFICIAIRES

Sont éligibles :

- les Établissements Publics de Coopération Intercommunale ;
- les établissements publics intercommunautaires, dans le cadre d'un accord commun de leurs EPCI membres ;
- les communes ;
- les EHPAD publics ;
- les maîtres d'ouvrages associatifs.

NATURE DES OPÉRATIONS SUBVENTIONNÉES

Les opérations retenues relèvent uniquement de l'investissement.

L'EPCI du territoire concerné présente les dossiers qu'il souhaite intégrer au Contrat Cantal Développement de son territoire. Des enveloppes du Contrat Cantal Développement pourront être affectées sur des projets d'envergure départementale. Un contrat pluriannuel est signé entre le Conseil départemental et l'EPCI.

Les opérations présentées doivent être justifiées au regard des thématiques développées dans le projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- un Cantal attractif
- un Cantal connecté et ouvert
- un Cantal au cœur des solidarités
- un Cantal innovant
- un Cantal responsable

Le caractère structurant des opérations est évalué à travers :

- un impact ou un rayonnement à l'échelle au moins intercommunale ;
- la capacité à générer d'autres projets ;
- l'intégration dans un réseau d'acteurs ou la capacité à favoriser la mise en réseau du territoire.

Le choix des actions à soutenir se fera également avec le souci constant de la pertinence des opérations mais aussi de leur faisabilité, du niveau de gestion requis et de la cohérence avec d'autres dispositifs d'intervention (Région, État, Union Européenne).

Sont exclus les projets de lotissements, de logements communaux et les opérations dont la nature relève d'autres dispositifs d'aide financière du Conseil départemental.

MONTANT DES PROJETS ET TAUX D'INTERVENTION

Le montant maximal par EPCI est précisé dans la délibération de création du fonds.

Pour les EPCI ayant les compétences eau ou/et assainissement collectif, 20 % du montant du contrat est réservé aux projets relevant de ces compétences.

Le taux d'intervention est arrêté, dans la limite de 80 % d'aides publiques, selon le niveau d'adéquation de l'opération avec le projet pour le Cantal 2021-2030. De manière générale, le taux d'intervention est au maximum de 30 %. Il peut être à titre exceptionnel porté jusqu'à 50 % pour une opération répondant pleinement aux thématiques du projet Cantal 2030.

A cette règle de financement de base, trois spécificités sont à apporter :

- pour les dossiers relevant de l'eau et de l'assainissement, les taux de subvention applicables sont indiqués dans le document : « Dispositif d'aides financières du Conseil départemental dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement » ;
- pour les projets relevant, pour leur instruction technique, de schémas départementaux, ils se verront appliquer les modalités prédéterminées dans ces dispositifs d'intervention (critères, taux, plancher, plafond) ;
- le taux d'intervention est au plus de 25 % dans le cas d'un projet communal.

LES ÉTAPES DE VALIDATION

Au 1^{er} semestre 2022, les EPCI élaborent le programme d'actions en tenant compte des diagnostics territoriaux réalisés récemment (dans le cadre du SCOT, du CRTE, du PCAET, d'un PLUi...).

Chaque opération fait l'objet d'une fiche projet. Ces fiches comprennent les informations suivantes :

- description précise de l'opération ;
- justification de son intérêt, de son inscription dans les orientations globales du territoire ;
- justification de son adéquation avec le projet Cantal 2030 ;
- coût estimatif HT ;
- plan de financement faisant apparaître les co-financements ;
- calendrier prévisionnel de réalisation.

À l'issue de cette phase d'élaboration, une discussion est engagée avec le Conseil départemental afin d'aboutir à un accord sur les projets retenus.

Une fois le contrat finalisé, les deux parties s'engagent par délibération.

La signature du contrat, entre le Président du Conseil départemental et le/la Président(e) de l'EPCI, intervient rapidement après les délibérations et déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

Pour chaque projet du contrat, le maître d'ouvrage doit ensuite adresser un dossier complet au Département, pour solliciter l'octroi effectif de l'aide envisagée. Le Conseil départemental attribue définitivement la subvention correspondante par délibération.

La durée de la nouvelle contractualisation est fixée sur la période 2022-2027.

Le contrat pourra faire l'objet d'un seul avenant, établi dans les mêmes conditions que le contrat initial.

Un second avenant peut être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits, pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites).
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental.

Les dossiers sont transmis au Département sous format numérique.

LE SUIVI DES CONTRATS

Le financement d'un projet retenu au contrat nécessite le dépôt d'un dossier de demande de subvention complet auprès du Département, avec les pièces suivantes :

- la fiche projet de l'opération ;
- une délibération du maître d'ouvrage décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. Chaque délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Conseil départemental. Concernant les projets eau et/ou assainissement collectif, il convient de joindre une délibération fixant le prix par mètre cube ;
- un dossier technique complet comprenant : une note de présentation justifiant de l'opportunité de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments, un estimatif détaillé des dépenses ;

Afin de garantir la pleine et entière éligibilité d'une subvention, toute demande d'aide doit être déposée avant le commencement d'exécution de l'opération. Par dérogation et sur demande expresse, le maître d'ouvrage peut être autorisé à engager par anticipation les investissements pour lesquels un soutien financier du Département est sollicité, sans que cela ne préjuge de sa décision.

Les actions retenues font l'objet d'un suivi dans la durée du contrat, pour garantir la mobilisation des partenaires, l'atteinte des objectifs fixés et le respect du calendrier.

FONDS CANTAL INNOVATION

L'objectif est de répondre à des besoins du territoire, identifiés par le Département qui y apporte un soutien important et ponctuel.

Les modalités de chaque appel à projet sont définies au cas par cas, dans son règlement.

BÉNÉFICIAIRES

Le fonds Cantal Innovation peut être ouvert, en fonction du thème, à tous types de bénéficiaires publics (EPCI, communes urbaines ou rurales, syndicats...) ainsi que les maîtres d'ouvrages privés.

THÈMES POTENTIELS

- ☐ Transition climatique
- ☐ Sport – jeunesse – vie associative
- ☐ Culture
- ☐ Tourisme
- ☐ Santé
- ☐ Qualité et cadre de vie

Les appels à projets mettent l'accent sur le côté innovant de chaque thématique.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-15

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Aurillac

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Sophie BÉNÉZIT

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Pierre MATHONIER se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- APPRUEVE le Contrat Cantal Villes de la Commune d'Aurillac tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL VILLES

ENTRE

La **VILLE D'AURILLAC** sise Hôtel de Ville - 14 rue de La Coste - 15 000 Aurillac, représentée par son Maire, Monsieur Pierre MATHONIER, autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal en date du ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta - 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

La Commune a identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, la Commune et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Villes. Il définit les engagements de la Commune et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de la Commune, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BENEFICIAIRES

Les éventuels autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI ET DE REVISION

La Commune et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et

- ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à Aurillac, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

Le Maire d'Aurillac,

Pierre MATHONIER

Annexe : *tableau récapitulatif des actions soutenues*



**FONDS CANTAL VILLE
2022-2027**

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Eglise St Géraud - phase 1	2022-2025	1 588 821 €	237 775 €
Rénovation du gymnase St Géraud	2023-2025	1 040 750 €	312 225 €
Total		2 629 571 €	550 000 €

Enveloppe maximale : 550 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental

Le Maire d'Aurillac

Bruno FAURE

Pierre MATHONIER



FONDS CANTAL VILLES

ENTRE

La **VILLE D'ARPAJON-SUR-CÈRE** sise Hôtel de Ville - Place République - 15130 Arpajon-sur-Cère, représentée par son Maire, Madame Isabelle LANTUÉJOUL, autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal en date du ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta - 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

La Commune a identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, la Commune et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Villes. Il définit les engagements de la Commune et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de la Commune, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BENEFICIAIRES

Les éventuels autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI ET DE REVISION

La Commune et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et

- ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à Arpajon-sur-Cère, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Maire
d'Arpajon-sur-Cère,

Bruno FAURE

Isabelle LANTUÉJOUL

Annexe : *tableau récapitulatif des actions soutenues*



Fonds Cantal Ville 2022-2027

Opération	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Restructuration du cœur du centre-ville (hors voirie)	2022-2027	1 000 000 €	300 000 €
Total		1 000 000 €	300 000 €

Enveloppe maximale : 300 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à Arpajon-sur-Cère, le

Le Président du Conseil Départemental

Le Maire d'Arpajon-sur-Cère

Bruno FAURE

Isabelle LANTUÉJOUL

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-16

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville d'Arpajon-sur-Cère

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Valérie CABECAS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Madame Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- APPROUVE le Contrat Cantal Villes de la Commune d'Arpajon-sur-Cère tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-17

Fonds Cantal Villes 2022-2027 - Ville de Mauriac

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Sophie BÉNÉZIT

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- APPROUVE le Contrat Cantal Villes de la Commune de Mauriac tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FONDS CANTAL VILLES

ENTRE

La **COMMUNE DE MAURIAC** sise place Georges Pompidou - 15200 Mauriac, représentée par son Maire, Madame Edwige ZANCHI, autorisé à signer par délibération du Conseil Municipal en date du, ci-après désignée « la Commune »,

ET

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta - 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

La Commune a identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, la Commune et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Villes. Il définit les engagements de la Commune et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de la Commune, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BENEFICIAIRES

Les éventuels autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le Maire de la Commune déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec le cas échéant copie à la Commune.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI ET DE REVISION

La Commune et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et

- ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à Mauriac, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Maire
de la Commune de Mauriac,

Bruno FAURE

Edwige ZANCHI

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

Fonds Cantal Ville 2022-2027

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Aménagement de la Place Georges Pompidou et de la rue Chardonnet - 2ème tranche	2023-2024	335 170 €	33 517 €
Aménagement de la Place Georges Pompidou et de la rue Chardonnet - 3ème tranche : assainissement (Syndicat d'assainissement Mauriac - Le Vigeant)	2023-2024	76 306 €	19 076 €
Restructuration et rénovation thermique de la Gendarmerie - 2ème phase	2023-2024	836 950 €	251 085 €
Densification du centre ville : accès aux nouveaux équipements entre l'école, le square Cassin et la rue du Dr Chavialle	2024-2025	335 000 €	96 322 €
Total		1 583 426 €	400 000 €

Enveloppe maximale : 400 000 €

Fait en deux exemplaires originaux, à Mauriac, le

Le Président du Conseil Départemental

Le Maire de Mauriac

Bruno FAURE

Edwige ZANCHI

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-18

**Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 -
Annulation de présélection de projets et
d'attribution de subventions**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Alain DELAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°22CD02-12 du Conseil départemental du 24 juin 2022 décidant de l'affectation du Fonds Cantal Solidaire pour la période 2022-2024 notamment à :

- la Commune de Paulhac - Rénovation d'un ancien café restaurant en auberge collective rurale (au titre de 2022) ;
- la Commune de Sainte-Marie - Projet de restauration d'un bâtiment existant 1^{ère} tranche et 2^{ème} tranche (au titre de 2023 et 2024) ;
- la Commune de Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues - Création d'un multiple rural (au titre de 2022, 2023 et 2024) ;

Vu la délibération n°22CD02-13 du Conseil départemental du 24 juin 2022 décidant de l'attribution de subventions au titre du Fonds Cantal Solidaire pour l'année 2022 notamment à :

- la Commune de Paulhac - Rénovation d'un ancien café restaurant en auberge collective rurale : 60 000 € ;
- la Commune de Saint-Rémy-de-Chaudes-Aigues - Création d'un multiple rural : réalisation de l'assainissement : 6 701 € ;

Considérant que l'impact et l'intérêt de ces projets pour le territoire dépassent l'échelle communale et qu'il convient de les réorienter vers le dispositif Contrat Cantal Développement ;

- **ANNULE** la pré-affectation 2022-2024 de l'aide Fonds Cantal Solidaire pour les projets suivants :
- Commune de Paulhac - Rénovation d'un ancien café restaurant en auberge collective rurale (au titre de 2022) ;
 - Commune de Sainte-Marie - Projet de restauration d'un bâtiment existant 1^{ère} tranche et 2^{ème} tranche (au titre de 2023 et 2024) ;
 - Commune de Saint-Rémy-de-Chaude-Aigues - Création d'un multiple rural (au titre de 2022, 2023 et 2024).
- **ANNULE** au titre du Fonds Cantal Solidaire 2022-2024 l'attribution des subventions suivantes :
- Commune de Paulhac - Rénovation d'un ancien café restaurant en auberge collective rurale : 60 000 € ;
 - Commune de Saint-Rémy-de-Chaude-Aigues - Création d'un multiple rural : réalisation de l'assainissement : 6 701 €.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-19

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Saint-Flour Communauté

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Alain DELAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

*Madame Céline CHARRIAUD se retire et ne participe pas au vote.
Par 29 voix pour*

Vu la délibération n° 21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **DECIDE** de déroger à la règle arrêtée pour l'attribution des aides du Contrat Cantal Développement 2022-2027, limitant le taux de participation maximale du Département à 50 % et autorise la prise en compte d'une aide de 465 000 € maximum sur un montant éligible de 900 000 € pour la construction de la Maison de santé pluriprofessionnelle de Pierrefort.

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Développement de la Communauté de Communes Saint-Flour Communauté tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT

ENTRE

La **COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SAINT-FOUR COMMUNAUTÉ** sise au Village d'entreprises ZA Rozier Coren à SAINT-FOUR, représentée par sa Présidente, Madame Céline CHARRIAUD, autorisée à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du 27 février 2023, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du 31 mars 2023, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

L'EPCI et ses communes membres ont identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, l'EPCI et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Développement. Il définit les engagements de l'EPCI et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'EPCI :

L'EPCI, s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de l'EPCI, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à

le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

La Présidente
de la Communauté de communes
Saint-Flour Communauté,

Bruno FAURE

Céline CHARRIAUD

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

Contrat Cantal Développement 2022-2027



Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
------------	----------	-------------	------------------------

Projets intercommunaux :

MSP Pierrefort	2023	900 000 €	465 000 €
Nouveau centre de tennis : couverts, padel et extérieurs - 2ème tranche	2023-2024	2 858 434 €	300 000 €
Vers une ambition Grand Site Vallée de la Truyère - phase 1 abords de Garabit	2024-2026	590 000 €	210 000 €
Réaménagement de l'office de tourisme de Saint Flour (place d'Armes)	2023-2024	437 500 €	131 250 €
Réaménagement de l'office de tourisme de Chaudes-Aigues (Moulin de Juery)	2023-2024	697 812 €	208 750 €
Aménagement d'un pôle activités de pleine nature 4 saisons à Saint Urcize - bâtiment d'accueil	2024-2025	800 000 €	240 000 €
Restauration et valorisation du Jardin de Saint-Martin de l'Ecomusée de Margeride : tranche 1 accueil et bâtiment des expositions accolé à la Tour	2023-2025	400 000 €	200 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage intercommunale :		6 683 746 €	1 755 000 €

Projets communaux ou Syndicats :

Neuvéglise - création d'une nouvelle école communale	2022-2023	4 035 912 €	250 000 €
Paulhac - transformation d'un ancien café restaurant en auberge collective rurale	2023-2025	910 000 €	150 000 €
Saint Marie - réhabilitation du dernier commerce	2023-2024	443 152 €	75 000 €
Saint Rémy de Chaudes Aigues - création d'un multiple rural	2022-2024	483 893 €	80 000 €
Talizat - restructuration de l'école	2022-2023	1 331 513 €	150 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage communale :		7 204 470 €	705 000 €
Total général Contrat Cantal Développement :		13 888 216 €	2 460 000 €

Enveloppe maximale : 2 460 000 €

Fait à le

Le Président
du Conseil départemental,

Bruno FAURE

La Présidente
de Saint Flour Communauté

Céline CHARRIAUD

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-20

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Sumène-Artense

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Valérie CABECAS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Développement de la Communauté de Communes Sumène-Artense tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT

ENTRE

Sumène Artense Communauté sise à la Mairie de CHAMPS SUR TARENTAINE au 23 bis, Place de l'Eglise, représentée par son Président, Marc MAISONNEUVE, autorisé à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du 2023, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du 31 mars 2023, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

L'EPCI et ses communes membres ont identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal 2021-2030, à savoir :

- **relever le défi de l'attractivité du territoire,**
- **confirmer une transition climatique active,**
- **innover pour enrichir et différencier le territoire.**

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, l'EPCI et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Développement. Il définit les engagements de l'EPCI et du Département, en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'EPCI :

L'EPCI, s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de l'EPCI, qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BÉNÉFICIAIRES :

Les autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DÉPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUIVI ET DE RÉVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur.

ARTICLE 8 : DURÉE ET RÉSILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à

le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Le Président
de Sumène Artense Communauté,

Bruno FAURE

Marc MAISONNEUVE

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

Contrat Cantal Développement 2022-2027



Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
<u>Projets intercommunaux :</u>			
Création d'un pôle petite enfance jeunesse intercommunal : ALSH, foyer des jeunes (hors local RPE)	2023-2024	1 462 597 €	350 000 €
Aménagement de l'antenne de l'école de musique du haut Cantal	2023-2024	200 000 €	60 000 €
Requalification touristique de la base nautique de Lastiouilles	2023-2025	300 000 €	60 000 €
<i>Sous total maîtrise d'ouvrage intercommunale :</i>		<i>1 962 597 €</i>	<i>470 000 €</i>
<u>Projets communaux ou Syndicats :</u>			
Antignac - réhabilitation et extension de l'auberge communale de la Sumène	2023-2024	622 000 €	80 000 €
Ydes - 3 logements passerelle pour les nouveaux arrivants	2024-2026	250 000 €	75 000 €
<i>Sous total maîtrise d'ouvrage communale :</i>		<i>872 000 €</i>	<i>155 000 €</i>
Total général Contrat Cantal Développement :		2 834 597 €	625 000 €

Enveloppe maximale : 780 000 €

Le Président
du Conseil départemental,

Bruno FAURE

Le Président de
Sumène Artense Communauté,

Marc MAISONNEUVE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-21

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Philippe FABRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

- **APPROUVE** le Contrat Cantal Développement de la Communauté de Communes Cère et Goul en Carladès tel que présenté en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit contrat.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT

ENTRE

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES CÈRE ET GOUL EN CARLADÈS** sise aux Granges - 6 Rue de l'Eclancèze - 15800 Vic-sur-Cère, représentée par sa Présidente, Madame Dominique BRU, autorisée à signer par délibération du Conseil Communautaire en date du, ci-après désignée « l'EPCI »,

ET

Le **CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL** sis 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental en date du, ci-après désigné « le Département »,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT :

L'EPCI et ses communes membres ont identifié des projets prioritaires d'équipements structurants en lien avec la stratégie de développement du territoire et les objectifs du Département. Les opérations présentées sont justifiées au regard du fil rouge du Projet pour le Cantal, à savoir :

- relever le défi de l'attractivité du territoire,
- confirmer une transition climatique active,
- innover pour enrichir et différencier le territoire.

En vue d'entrer dans une phase de réalisation de ces projets, l'EPCI et le Département ont décidé d'établir un contrat intitulé Contrat Cantal Développement. Il définit les engagements de l'EPCI et du Département en vue de la mise en œuvre, de l'animation et du suivi de ce plan d'actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'EPCI :

L'EPCI, s'engage :

- à créer ou maintenir sur la durée du contrat une mission d'animation et de développement dédiée à la mise en œuvre du plan d'actions et à son évaluation. La production des dossiers de demande des subventions sera réalisée par ou sous le couvert de l'EPCI qui assure la cohérence du programme et veille à sa bonne réalisation ;
- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur son budget les crédits nécessaires à la mise en œuvre des actions relevant de sa maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES AUTRES BENEFICIAIRES :

Les autres bénéficiaires des aides programmées s'engagent :

- à respecter les taux et les montants des subventions prévues dans le contrat de développement ;
- à inscrire sur leur budget les crédits nécessaires à leur mise en œuvre ;
- à produire les dossiers de demande de subvention en temps et en heure.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENT DU DEPARTEMENT :

Le Département approuve globalement le plan d'actions du contrat de développement et le plan prévisionnel de financement des opérations. La signature du contrat entre le Président du Département et le/la Président(e) de l'EPCI déclenche la possibilité d'octroi des subventions.

L'engagement budgétaire des subventions, dont les montants et le calendrier prévisionnels sont inscrits dans le tableau récapitulatif constituant une pièce du présent contrat, s'établit sous réserve de la production par le maître d'ouvrage, pour chacune des opérations, d'un dossier complet comportant les pièces requises avec notamment :

- une délibération décidant la réalisation de l'opération ainsi que l'inscription au budget des crédits nécessaires à son financement. La délibération mentionne le plan de financement prévisionnel et la sollicitation de contribution du Département. Concernant les projets eau et/ou assainissement, les conditions sont indiquées dans les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 approuvées par délibération n°21CD06-35 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;
- un dossier technique complet comprenant notamment une note de présentation de l'opération, les plans cadastraux pour la création et le réaménagement de bâtiments et un estimatif détaillé des dépenses.

Chaque demande fait l'objet d'une instruction par les services du Département, puis d'un vote de l'Assemblée.

Après validation par le Département, une décision attributive de subvention est adressée au bénéficiaire, avec copie à l'EPCI.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES :

Le Règlement financier Départemental s'applique aux aides attribuées dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI ET DE REVISION :

L'EPCI et le Département réalisent chaque année une revue technique et financière du programme.

Le contrat peut faire l'objet d'un avenant établi dans les mêmes conditions que le contrat initial. Dans le cas où l'enveloppe maximale n'a pas été mobilisée dans le contrat initial, elle pourra l'être à cette occasion.

Un second avenant peut éventuellement être mis en œuvre :

- dans le cas où d'autres moyens que ceux du Département sont trouvés pour financer un ou des projets inscrits : pour retirer ces projets (ou diminuer le taux d'intervention du Département) et

- ajouter de nouvelles actions (ou augmenter le taux d'intervention du Département sur des opérations déjà inscrites) ;
- pour ajouter ou modifier les projets sous maîtrise d'ouvrage du Département.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION :

Il est rappelé que le bénéficiaire d'une aide départementale doit mentionner le concours financier du Département par des mesures d'information et de publicité. Il doit respecter le guide des supports et moyens de communication pour les bénéficiaires de subventions du Département en vigueur au moment du dépôt de demande de solde de l'aide financière.

ARTICLE 8 : DUREE ET RESILIATION DU CONTRAT :

Le contrat entre en vigueur à compter de la date de sa signature. Il se termine le 31 décembre 2027.

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans le cadre du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux, à Vic-sur-Cère, le

Le Président
du Conseil départemental du Cantal,

Bruno FAURE

La Présidente de la
Communauté de Communes
Cère et Goul en Carladès,

Dominique BRU

Annexe : tableau récapitulatif des actions soutenues

**CONTRAT CANTAL DÉVELOPPEMENT
2022-2027**

Opérations	Année(s)	Coût estimé	Subvention Département
Projets intercommunaux			
AEP - réduction fuite à Thiézac (lotissements Ponty et 19mars1962)	2023	195 685 €	48 921 €
AEP - réhabilitation de réservoirs à Badailhac, Cros de Ronesque et St Clément	2023	165 000 €	41 250 €
AEP - réhabilitation réservoir de la Conche à Vic sur Cère	2023	77 000 €	19 250 €
AEP - renouvellement de canalisations sous la RN à Vic sur Cère	2024-2025	126 500 €	31 625 €
AEP - renouvellement de canalisations lotissement des Prades à Polminhac	2026-2027	221 300 €	55 325 €
Sous total maîtrise d'ouvrage CC :		785 485 €	196 371 €
Projets communaux ou Syndicat			
Raulhac - EHPAD	2022-2024	1 141 193 €	150 000 €
Thiézac - rénovation, modernisation et mise aux normes ferme de Trielle		400 000 €	100 000 €
Sous total maîtrise d'ouvrage communale :		1 541 193 €	250 000 €
Total général Contrat Cantal Développement		2 326 678 €	446 371 €

Enveloppe maximale : 601 325 €

Fait en deux exemplaires originaux, à Vic-sur-Cère, le

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La Présidente de la Communauté de Communes
Cère et Goul en Carladès

Dominique BRU

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-22

Contrat Cantal Développement 2022-2027 de Hautes Terres Communauté : modernisation des équipements de compétition de l'association Ski Club du Lioran

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1111-9 ;
Vu le Règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 (article 56) publié au JOUE du 26 juin 2014 de l'Union Européenne, modifié par les Règlements (UE) 2017/1084, 2020/972 et 2021/1237 ;

Vu la délibération n° 21CD06-35 en date du 14 décembre 2021 approuvant les dispositifs contractuels en faveur des territoires pour la période 2022-2027 ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;
Considérant la nature des dépenses retenues, à savoir les travaux et les acquisitions de matériels permettant la mise en sécurité du stade des Gardes dans la Station du Lioran ;

Considérant le plan de financement proposé par le maître d'ouvrage :

- Coût total de l'opération 49 998,60 € HT
- Base de dépense éligible pour le Département 49 998,60 € HT
- Subvention Europe LEADER 39 998,60 €
- Subvention Conseil départemental 10 000 €
- Autofinancement coût de la TVA 0 €

Considérant la dimension départementale de l'association Ski Club du Lioran ;

- ATTRIBUE à l'association Ski Club du Lioran une subvention de 10 000 € pour les travaux et l'acquisition de matériel permettant la mise en sécurité du stade des Gardes, dans la Station du Lioran, sur la base d'une dépense éligible de 49 998,60 €. Cette opération relève du programme d'actions du Contrat Cantal Développement de la Communauté de communes Hautes Terres Communauté 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-23

Appel à projets 2023 - Citoyens européens

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Annie DELRIEU

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 de la Commission Permanente du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 relative à la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la délibération n°23CP01-35 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 relative à l'état d'avancement de la stratégie Cantal Europe ;

Vu l'avenant à la convention cadre du 8 août 2022 actant le transfert d'EUROPE DIRECT Cantal au service Cantal Europe ;

- **APPROUVE** l'appel à projets « Citoyens Européens 2023 » tel que joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la sélection des opérations de l'appel à projets « Citoyens Européens 2023 ».

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



EUROPE DIRECT
Cantal



CITOYENS EUROPÉENS

APPEL À PROJETS 2023

I. Préambule

Le Conseil départemental du Cantal entend participer activement à **la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne** sur le territoire du Cantal. Le Département développe une **pluralité d'outils permettant aux citoyens d'être acteurs de la construction européenne** : information sur le fonctionnement des institutions européennes, diffusion des politiques et des programmes, animation autour des priorités de la Commission européenne, association aux prises de décision...

Ainsi, **l'Assemblée départementale a adopté le 19 novembre 2021 la stratégie Cantal Europe** pour la prise en compte des enjeux européens dans le déploiement des politiques départementales et dans l'action publique en général. Parallèlement, **le Département a été labellisé par la Commission européenne pour héberger un centre EUROPE DIRECT** dont la mission consiste à permettre aux Cantaliennes et aux Cantaliens de rencontrer un expert de l'Union européenne, de se renseigner sur l'Union européenne au quotidien et d'échanger sur l'avenir de l'Europe.

Dans le cadre de ces engagements départementaux, un appel à projets citoyens européens est déployé en 2023. L'appel à projets « citoyens européens » a vocation à **susciter l'implication directe des habitants** dans la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne à travers la concrétisation de projets dont l'initiative relève de collectifs citoyens structurés.

Ce dispositif a vocation à s'inscrire en complémentarité avec les politiques publiques mises en œuvre par la collectivité et à y contribuer de manière concrète et innovante. Les projets retenus parmi les projets candidats reçoivent, à condition qu'ils respectent un certain nombre de critères, un soutien financier de la part de la collectivité.

Le Département du Cantal a décidé de prévoir **une enveloppe globale de 5 000 € en 2023** qui sera attribuée à un ou plusieurs projets citoyens selon la nature et l'envergure des projets. Le présent règlement précise les modalités concrètes de déploiement de l'appel à projets « citoyens européens ».

II. Présentation

Cet appel à projets citoyens est destiné à soutenir des projets non-lucratifs, apolitiques, mis en œuvre exclusivement par des associations loi 1901 et concourant aux objectifs du label EUROPE DIRECT Cantal. En tant qu'actrice du label EUROPE DIRECT Cantal, la structure bénéficiaire entend exprimer son engagement en faveur **la diffusion de la citoyenneté européenne et à la promotion de l'action européenne**. Elle adopte une approche compatible avec les priorités de l'Union européenne 2019-2024 :



EUROPE DIRECT
Cantal



- **Un pacte vert pour l'Europe** : transformer l'UE en une économie moderne, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive, tout en préservant l'environnement naturel de l'Europe, en luttant contre le changement climatique et en rendant l'Europe neutre en carbone et économe en ressources d'ici à 2050.
- **Une Europe adaptée à l'ère du numérique** : s'approprier la transformation numérique en investissant dans les entreprises, la recherche et l'innovation, réformer la protection des données, favoriser une nouvelle génération de technologies donnant aux citoyens les moyens d'agir et élaborer des règles adaptées.
- **Une économie au service des personnes** : renforcer l'économie de l'UE, tout en préservant l'emploi et en réduisant les inégalités, soutenir les entreprises, approfondir l'Union économique et monétaire et achever l'union bancaire et l'union des marchés des capitaux.
- **Une Europe plus forte dans le monde** : renforcer la voix de l'UE sur la scène mondiale en consolidant sa position en tant que défenseur d'un commerce solide, ouvert et équitable, du multilatéralisme et d'un ordre mondial fondé sur des règles. Renforcer les relations avec les pays voisins et les partenaires et accroître les capacités civiles et militaires de l'UE pour lui permettre de gérer les crises.
- **Promotion de notre mode de vie européen** : défendre les droits fondamentaux et l'état de droit comme base de l'égalité, de la tolérance et de l'équité sociale. Faire face aux risques en matière de sécurité, protéger les consommateurs et leur donner les moyens d'agir, et mettre en place un système pour une migration légale et sûre tout en gérant efficacement les frontières extérieures de l'UE, en modernisant le système d'asile de l'UE et en coopérant étroitement avec les pays partenaires.
- **Un nouvel élan pour la démocratie européenne** : renforcer les processus démocratiques de l'Europe en approfondissant les relations avec le Parlement européen et les parlements nationaux, protéger la démocratie européenne de l'ingérence extérieure, garantir la transparence et l'intégrité tout au long du processus législatif, et dialoguer plus largement avec les Européens pour façonner l'avenir de l'UE.

L'opération est ouverte à toutes les formes d'initiatives citoyennes, à condition qu'elles soient portées par une association, que **le projet revête un caractère concret et accessible au public**. L'objectif central est de **garantir la sensibilisation à la citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne auprès des Cantaliennes et des Cantaliens**.

Le projet doit s'inscrire sur **le territoire du Cantal**.

Cet appel à projets est ouvert à partir du 3 avril 2023 au 30 juin 2023.

III. Règles de financement

Le cofinancement accordé par le Département du Cantal sera au **maximum de 50 % du coût total du projet**. Seront privilégiées les opérations bénéficiant d'un cofinancement public ou privé. Le taux de financement maximum pourra être de 100 %.

Est éligible toute dépense directement liée à l'opération, dans le respect de la réglementation européenne, nationale et régionale et supportée par l'association. Les dépenses au réel éligibles sont :



EUROPE DIRECT
Cantal



- Les dépenses directes de personnel pour le personnel affecté à la mise en œuvre opérationnelle du projet. Le personnel affecté aux tâches support n'est pas éligible
- Les dépenses directes de fonctionnement directement et intégralement liées à l'opération.
- Les dépenses directes de prestation directement et intégralement liées à l'opération et respectant les procédures et la publicité de la réglementation européenne et nationale en vigueur.
- L'acquisition d'équipements et de matériel dédiés à la réalisation du projet

Le Département pourra avoir recours à une **Option de Coût Simplifié (OCS) en utilisant un taux forfaitaire de 15 %** appliqué aux dépenses directes de personnel éligibles retenues afin de couvrir les coûts indirects de l'opération, le cas échéant.

Les dépenses inéligibles sont :

- Achat de foncier ;
- Gros œuvre, travaux & infrastructures ;
- Contribution en nature, bénévolat, auto-construction ;
- Fonctionnement des structures partenaires ;
- Frais de change ;
- Etc...

Une avance, à hauteur de 50 % de la subvention programmée, **pourra être versée à la signature de la convention attributive d'aides.**

IV. Durée

La durée d'exécution du projet ne pourra pas excéder 12 mois, selon la date à laquelle il est déposé et les exigences de son programme d'actions ; soit, dès l'acceptation de ce dernier par la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal.

Le porteur de projet lauréat est tenu de communiquer, au plus tard deux mois après l'adoption de la délibération par le Conseil départemental, **un calendrier stabilisé de mise en œuvre de l'opération** soutenue.

V. Suivi et évaluation

Un compte-rendu technique et financier final faisant état de l'utilisation du cofinancement accordé par le Département devra être déposé maximum 3 mois après la fin prévue de l'opération. Il devra intégrer une évaluation des retombées du projet sur le territoire. **Ce bilan conditionnera le versement du solde de la subvention.**

VI. Thématiques

Le présent appel à projets a pour objectif de mettre en œuvre les actions **sensibilisation à la citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne.**



De manière non-exhaustives, les **actions visées** correspondent à :

- Information et cycle d'informations avec la participation d'experts et/ou de spécialistes dans les domaines prioritaires de l'Union européenne.
- Animation et cycle d'animations entre les organisations et institutions scientifiques, culturelles, sanitaires, sociales, sportives, touristiques, environnementales... dans les domaines prioritaires de l'Union européenne.
- Promotion de la citoyenneté européenne et des valeurs de l'Union européenne.

Les projets de mobilité européenne et les projets relevant des projets d'établissement scolaires, universitaires, d'apprentissage et/ou de formation ne sont pas éligibles dans le cadre de cet appel à projets.

VII. Critères d'éligibilité et de sélection

Outre la qualité et l'intérêt intrinsèques du projet, sont pris en compte les critères d'éligibilité suivants :

- **Éligibilité du porteur de projet.**
- **Éligibilité de l'action :** le projet doit viser les actions attendues de l'appel à projets et avoir un impact sur le territoire cantalien.
- **Capacité financière :** le porteur de projets doit justifier de la capacité financière à conduire l'opération. Les structures en difficultés financières ne sont pas éligibles.
- **Capacité technique :** le porteur de projet doit prévoir les moyens opérationnels nécessaires et adéquats permettant la mise en œuvre du projet.
- **Compatibilité avec la réglementation sur les aides d'État.**
- **Dépôt des comptes rendus techniques et financiers des opérations réalisées :** les porteurs de projet qui ont dans le passé bénéficié d'un soutien financier du Département au titre de « Citoyens européens » et qui n'ont pas déposé leur compte rendu technique et financier ne sont pas éligibles.
- **Prise en compte des objectifs du label EUROPE DIRECT Cantal :** les projets éligibles devront présenter des garanties pour la sensibilisation à la citoyenneté européenne et à l'action de l'Union européenne au bénéfice des populations.

Les projets éligibles seront sélectionnés à partir des critères suivants :

- **Capacité à disposer de financement public ou privé**
- **Caractère participatif :** les habitants et les associations des territoires devront, à travers les actions et la communication, être associés au projet. Les porteurs de projet sont encouragés à impliquer les habitants et les organisations locales de leur territoire dans la structuration et/ou la maîtrise d'œuvre de leurs projets, pour assurer la pertinence et la viabilité des actions.
- **Prise en compte des priorités transversales :**
 - **Égalité femmes-hommes :** les projets qui favorisent l'égalité femmes-hommes seront prioritairement retenues. Cela peut passer soit par la mise en place d'activités spécifiques pour lutter contre les discriminations, soit par la prise en compte du genre de façon transversale afin que les activités bénéficient de manière égale aux femmes et aux hommes (filles/garçons) tout en corrigeant des inégalités existantes.



- **Inclusion sociale et implication des populations vulnérables** : les projets impliquant notamment les populations isolées, les catégories socio-professionnelles défavorisées, les personnes en situation de handicap sont encouragés.
- **Caractère partenarial** : la priorité sera donnée aux projets associant plusieurs opérateurs locaux afin de donner plus de cohérence et d'efficacité à leurs actions.
- **Dimension pédagogique** : la priorité sera donnée aux projets intégrant une dimension pédagogique formalisée.
- **Caractère pérenne** : la priorité sera donnée aux projets se déroulant sur un temps long.

VIII. Communication

Chaque projet devra intégrer les logos du Conseil départemental et d'EUROPE DIRECT Cantal. Il donnera lieu à une communication spécifique auprès des habitants des territoires en associant le service Cantal Europe.

Dans les comptes rendus de l'action, un rapport sur cette communication et sur la mention du soutien du Conseil départemental du Cantal à travers EUROPE DIRECT Cantal devra être apporté.

IX. Comment candidater ?

Les porteurs de projet pourront télécharger le règlement de l'appel à projets et tout autre document utile pour préparer leur candidature sur www.cantal.fr. Une version « word » du formulaire - ainsi qu'une version « excel » pour la partie budgétaire - est téléchargeable sur le site du Département.

Le dépôt des dossiers doit être transmis complet par voie électronique à europedirect@cantal.fr et sous format papier à l'attention de :

**Monsieur le Président Bruno FAURE –
Conseil départemental du Cantal –
EUROPE DIRECT Cantal –
28 avenue GAMBETTA –
15 000 AURILLAC**

La demande de subvention doit comporter les documents suivants :

- **La délibération de l'organe décisionnel** de la structure approuvant le projet, approuvant le plan de financement et autorisant le représentant légal à déposer la demande de subvention ;
- **La délégation de signature**, le cas échéant ;
- Le **formulaire de candidature** ;
- Un **calendrier prévisionnel d'activités** ;
- **Les statuts** de la structure ;
- La composition du **Bureau** ;
- Le procès-verbal de la dernière assemblée générale ;
- Le **RIB** indiquant le code BIC ;
- **L'avis de situation au répertoire SIRENE** ;
- **Les trois derniers comptes de résultat et bilan** ;
- Les coordonnées de la personne en charge du suivi de l'opération.

Tout autre document complémentaire est également le bienvenu mais facultatif.



EUROPE DIRECT
Cantal



À l'issue de l'examen de votre demande et après décision de la Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal, les candidats seront notifiés de la décision d'attribution et du montant de cofinancement éventuellement accordé.

X. Contact

Les porteurs de projet sont invités à **prendre le plus en amont possible tous les contacts nécessaires auprès d'EUROPE DIRECT Cantal** qui sera leur interlocuteur privilégié pour des conseils et un accompagnement tout au long de la procédure de candidature et au-delà :

- Marc TEMPLAR – mtemplar@cantal.fr – 04 71 49 33 84
- Sylvie PICARLE – spicarle@cantal.fr – 04 71 46 22 52

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-24

**Avenant au Contrat de progrès territorial
des affluents de la Truyère 2019-2024**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques ;
Vu la délibération n°19CD05-14 du Conseil départemental du 27 septembre 2019 approuvant le Contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère 2019-2024 ;
Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant le dispositif d'accompagnement financier du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques pour la période 2021-2024 en faveur de la préservation et de la gestion des milieux aquatiques ;
Vu la délibération n°22CP08-25 de la Commission Permanente en date du 30 septembre 2022 relative à l'aménagement et à la gestion des milieux aquatiques ;

- APPROUVE l'augmentation de 41 409 € du montant prévisionnel de l'intervention du Département au Contrat de Progrès Territorial des Affluents de la Truyère, pour les actions de restauration et maintien du fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau et d'animation, de sensibilisation et communication. Le nouveau montant maximal de participation du Département en soutien aux actions relevant des milieux aquatiques s'élève à 145 211 € maximum sur la période 2019-2024. Il sera dans tous les cas subordonné à l'ouverture des crédits suffisants dans le cadre des budgets votés par le Conseil départemental.

- **APPROUVE** l'avenant au Contrat de Progrès Territorial des Affluents de la Truyère 2019-2024 dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour valider l'attribution des subventions correspondantes.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



AUBRAC
PIERREFORTIN
PLANEZE TRUYÈRE
CALDAQUES MARGERIDE

**Saint-flour
COMMUNAUTÉ**



CONTRAT DE PROGRÈS TERRITORIAL DES AFFLUENTS DE LA TRUYÈRE

2019-2024

Avenant
octobre 2022

Contrat financé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

En partenariat avec le Département du Cantal.


**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

EAU
GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE


cantal
LE DÉPARTEMENT

Entre les soussignés

D'une part,

Saint-Flour Communauté, sise 1 rue des Crozes, Village d'entreprises, Z.A. du Rozier-Coren, 15100 Saint-Flour, représentée par sa présidente, Céline CHARRIAUD, dûment habilitée par la délibération n°xxxx en date du xxxx,

Désignée structure porteuse du contrat,

Et d'autre part,

Le Département du Cantal représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil Départemental du Cantal, dûment habilité par la délibération n°xxxx en date du xxxx.

Vu le Contrat de Progrès Territorial des affluents de la Truyère signé le 25 septembre 2019 entre Saint-Flour Communauté et l'ensemble des partenaires financiers et techniques, dont le Conseil Départemental du Cantal ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer de nouvelles modalités ;

Préambule

Rappel des objectifs du contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère

Ce programme de cinq années vise à atteindre les objectifs du bon état des eaux fixés par la Directive Cadre sur l'Eau conformément aux exigences du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne et aux obligations réglementaires relatives aux milieux aquatiques. Ce contrat de progrès territorial est mené en concertation avec les acteurs de l'eau présents sur le territoire.

Les grands objectifs retenus permettront d'atteindre le bon état des eaux en s'appuyant sur les 9 enjeux suivants :

- Reconquérir la fonctionnalité des milieux rivaux,
- Restaurer la continuité écologique,
- Préserver la biodiversité et ses habitats,
- Améliorer la connaissance sur la qualité des eaux,
- Limiter les pollutions diffuse d'origine agricole,
- Limiter les pollutions liées aux systèmes d'assainissement et d'origine industrielle
- Préserver la ressource en eau en améliorant les connaissances sur cette dernière,
- Animer la mise en œuvre et sensibiliser aux enjeux liés au contrat de progrès territorial.

La pandémie a considérablement gêné le déroulement de cette démarche partenariale au regard des ambitions initiales qui avait été formalisées dans ce contrat de progrès territorial, arrivé à mi-parcours.

Aussi, la mise en œuvre de plusieurs actions a été entravée par les modifications majeures dans les politiques financières des partenaires. Le programme FEDER ne prévoit plus de financements sur les actions des contrats territoriaux. Le Conseil Départemental du Cantal a adapté ses taux suite à la révision à mi-parcours de son Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux

aquatiques (SDMA). Enfin, l'Agence de l'Eau a modifié certaines lignes de financements, notamment sur les investissements non-productifs et les ouvrages de moulin suite à la Loi Climat de 2021.

Par cet avenant, le Conseil Départemental et Saint-Flour Communauté souhaitent réaffirmer cette ambition **tout en actualisant les thématiques d'interventions ainsi que les financements liés.**

Évaluation à mi-parcours du contrat de progrès territorial des affluents de la Truyère

Les actions menées représentent, à mi-parcours, une enveloppe de 1 616 819,65 euros TTC sur un total estimé à 5 505 132 euros soit 29 % d'avancement.

Le Conseil Départemental prévoyait un montant initial de participation de 170 802 euros dont 103 802 euros sur le dispositif milieux aquatiques et 67 000 euros sur les dispositifs financiers autres (Action C.3. « Assainissement »).

Depuis la signature du Contrat de Progrès Territorial, le Conseil Départemental a accompagné plusieurs actions à hauteur de 61 552,32 euros TTC soit 59 % de l'enveloppe prévue.

TOTAL MI-PARCOURS	Agence de l'eau	Département du Cantal	FEDER
1 616 819,65 €	650 656,49 €	61 552,32 €	389 865,90 €
Part entre les principaux financeurs	41.4%	3.8%	24.1%

Initialement fléchées sur les actions des axes A, D, E et F en lien avec son dispositif financier sur la gestion et la préservation des milieux aquatiques, les demandes de financements auprès du Conseil départemental ont évolué depuis la signature du Contrat de Progrès Territorial (CPT). En effet, des modifications significatives ont entraîné une révision de plusieurs plans de financement, notamment sur les actions de l'axe A – Restauration et maintien du fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau mais aussi de l'Axe E – Sensibilisation, communication, gouvernance et animation du contrat de progrès territorial.

L'Agence de l'Eau Adour Garonne intervient désormais sur l'action liée à la lutte contre la divagation des animaux et le FEDER n'intervient plus sur l'ensemble des actions liées au CPT des affluents de la Truyère.

Comme stipulé à l'article 9 du contrat de progrès des affluents de la Truyère 2019-2024, cet avenant fait suite à l'évaluation à mi-parcours qui est la suivante :

	2019		2020		2021		2022	
	Estimatif	Réel	Estimatif	Réel	Estimatif	Réel	Estimatif	Réel
CD15	68 999€	0,00€	25 818,00€	18 837,72€	33 697,00€	21 894,80€	25 401,00€	20 819,80€

Actions	LIBELLÉ	COÛT PREVISIONNEL	COÛT REEL AOUT 2022
		Conseil Départemental du Cantal TTC	TTC
A.1	Divagation animaux	40 910,00 €	21 039,92 €
A.2	Restauration de la ripisylve	27 447,50 €	8 711,20 €
A.3	Gestion atterrissements	0,00 €	0,00 €
A.4	Renaturer les cours d'eau	24 291,64 €	7 223,20 €
A.5	Continuité écologique	0,00 €	0,00 €
B.1	Restauration des zones humides	0,00 €	0,00 €
B.2	Connaitre et restaurer les zones humides	0,00 €	0,00 €
B.3	Trame verte et bleu	0,00 €	0,00 €
B.4	Lutter contre les EEE	0,00 €	0,00 €
B.5	Améliorer la connaissance	0,00 €	0,00 €
C.1	Qualité de l'eau	0,00 €	0,00 €
C.2	Pratiques agricoles	0,00 €	0,00 €
C.3	Assainissement	67 320,00 €	24 000,00 €
C.4	Alternatives prélèvements eau	0,00 €	0,00 €
D.1	Découvrir le patrimoine naturel	0,00 €	0,00 €
D.2	Signalétique cours d'eau	3 125,00 €	0,00 €
D.3	Valorisation touristique	0,00 €	0,00 €
E.1	Sensibiliser	4 165,65 €	0,00 €
E.2	Communiquer sur le CPT	0,00 €	0,00 €
E.3	Animer le CPT (animation)	0,00 €	13 352,00 €
	Animer le CPT (technique)	0,00 €	11 226,00 €
F.1	Étude de gouvernance Truyère	6 666,66 €	0,00 €

Tableau 1 – Bilan du financement du Conseil Départemental à mi-parcours

Ainsi, il est proposé au Conseil Départemental de réorienter son financement sur les actions de restauration des cours d'eau (axe A), la restauration des zones humides (axe B) ainsi que sur l'animation du contrat de progrès territorial pour les années 2023-2024 (axe E).

Tableau 2 - Engagement financier du Conseil Départemental du contrat de progrès territorial des affluents de la
Truyère

Actions	LIBELLÉ	COUT PREVISIONNEL Conseil Départemental du Cantal (CD15) TTC	COUT REEL AOUT 2022 TTC	PREVISIONNEL CD15 2023	PREVISIONNEL CD15 2024
A.1	Divagation animaux	40 910,00 €	21 039,92 €	5 000,00 €	5 000,00 €
A.2	Restauration de la ripisylve	27 447,50 €	8 711,20 €	4 500,00 €	4 500,00 €
A.3	Gestion atterrissements	0,00 €	0,00 €		
A.4	Renaturer les cours d'eau	24 291,64 €	7 223,20 €	10 000,00 €	8 000,00 €
A.5	Continuité écologique	0,00 €	0,00 €	9 800,00 €	
B.1	Restauration des zones humides	0,00 €	0,00 €		
B.2	Connaître et restaurer les zones humides	0,00 €	4 859,00	4 000,00 €	4 000,00 €
B.3	Trame verte et bleu	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
B.4	Lutter contre les EEE	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
B.5	Améliorer la connaissance	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
C.1	Qualité de l'eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
C.2	Pratiques agricoles	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
C.3	Assainissement	67 320,00 €	24 000,00 €	0,00 €	0,00 €
C.4	Alternatives prélèvements eau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D.1	Découvrir le patrimoine naturel	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D.2	Signalétique cours d'eau	3 125,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D.3	Valorisation touristique	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
E.1	Sensibiliser	4 165,65 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
E.2	Communiquer sur le CPT	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
E.3	Animer le CPT (animation)	0,00 €	13 352,00 €	4 500,00 €	4 500,00 €
	Animer le CPT (technique)	0,00 €	11 226,00 €	7 500,00 €	7 500,00 €
F.1	Gouvernance	6 666,66 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	TOTAL	173 926,45 *	90 411, 32	45 300,00 €	35 500, 00 €
		TOTAL prévisionnel du contrat de progrès territorial	145 211, 32 € sur 106 606, 45 € prévus sur le volet « milieux aquatiques »		

*170 801,45 € prévus au contrat de progrès territorial et 3 125 € correspondant à l'action de signalétique des cours d'eau

EN CONSÉQUENCE, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'intégrer de nouvelles modalités financières du Conseil Départemental du Cantal

« ARTICLE 6-4 : Engagement du Département du Cantal »

Dans le cadre de sa politique environnementale et en lien avec la mise en œuvre de son Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques (SDMA) 2021-2024, révisé en mars 2021 (délibération 21CD01-15 du 26 mars 2021), et conformément à ses critères d'intervention adoptés par l'assemblée départementale, le Département du Cantal s'engage à apporter son concours technique et financier au contrat, pour les opérations inscrites dans le contrat, et ceci sous réserve de l'inscription des crédits correspondant au budget de chacun des exercices concernés et des décisions des commissions permanentes du Conseil Départemental.

L'aide prévisionnelle globale du département du Cantal dans le contrat de progrès territorial était initialement prévue à hauteur de **170 802 €**, notamment pour le financement des actions de restauration et maintien du fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau mais aussi pour des actions de sensibilisation et communication. Le plan de financement pluriannuel est détaillé ci-dessous :

2019	2020	2021	2022	2023	Total sur 5 ans
68 999 €	25 818 €	33 697 €	25 401 €	16 888 €	170 802 €
7%	3%	3%	2%	2%	3%
Budget prévisionnel total sur 5 ans					

L'axe C du contrat de progrès territorial prévoyait pour le Conseil Départemental du Cantal des dépenses à hauteur de 67 000 € pour une action visant à améliorer les systèmes d'assainissement. Or ce volet n'est pas intégré dans les actions milieux aquatiques du SDMA 2021-2024.

L'aide prévisionnelle globale du Département du Cantal proposé dans le cadre de l'avenant au contrat de progrès territorial est de **145 211,32 euros** pour le financement des actions de restauration et maintien du fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau mais aussi pour des actions de sensibilisation et communication et de **67 000 euros** pour les actions relatives à l'assainissement.

ARTICLE 2 : Autres dispositions

Les autres dispositions dudit contrat de progrès territorial demeurent inchangées.

Fait à, le.....

En deux exemplaires originaux.

Pour Saint-Flour Communauté,
La Présidente,

Céline CHARRIAUD

Pour le Conseil Départemental du Cantal,
Le Président,

Bruno FAURE

ANNEXE 1 :

Synthèse financements mi-parcours – Août 2022

Actions	Libellé	Montant TTC 2019	Montant TTC 2020	Montant TTC 2021	Montant TTC 2022	TOTAL MI-PARCOURS TTC (AOÛT 2022)	Montant Agence TTC (Août 2022)	Montant CD15 TTC (Août 2022)	Montant FEDER TTC (Août 2022)
A.1	Dérogation animaux	- €	135 277,20 €	75 122,40 €	67 105,50 €	277 505,10 €	61 196,60 €	21 039,92 €	126 239,52 €
A.2	Ripolyse	- €	18 646,50 €	12 015,90 €	37 548,00 €	68 210,10 €	34 105,25 €	8 711,20 €	1 864,65 €
A.3	Gestion atterrissements	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
A.4	Renaturer les cours d'eau (Etude)	- €	26 550,00 €	- €	19 132,00 €	45 682,00 €	22 841,00 €	7 223,20 €	- €
	Renaturer les cours d'eau (Travaux)	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
A.5	Continuité écologique	35 184,00 €	14 340,00 €	506 718,14 €	123 629,76 €	679 871,90 €	287 722,75 €	- €	239 351,84 €
B.1	Gérer les ZH	- €	- €	30 186,00 €	39 19,08 €	34 105,08 €	24 265,81 €	- €	783,85 €
B.2	Restaurer les ZH	- €	- €	12 000,00 €	- €	12 000,00 €	- €	- €	- €
B.3	Trame Verte et Bleue	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
B.4	EEE	4 850,00 €	- €	- €	- €	4 850,00 €	242,500 €	- €	- €
B.5	Connaissance des espèces	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
C.1	Qualité de l'eau	21 885,00 €	21 416,15 €	23 407,20 €	23 407,00 €	90 066,35 €	19 029,00 €	- €	21 626,08 €
C.2	Pratiques agricoles	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
C.3	Assainissement	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
C.4	Alternatives prélèvements eau	- €	- €	- €	84 960,00 €	84 960,00 €	49 560,00 €	- €	- €
D.1	Découvrir le patrimoine naturel	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
D.2	Signalétique cours d'eau	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
D.3	Valorisation touristique	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
E.1	Sensibiliser	- €	6 624,00 €	- €	8 000,00 €	14 624,00 €	7 312,00 €	- €	- €
E.2	Communiquer sur le CPT	- €	- €	7 200,00 €	12 000,00 €	19 200,00 €	9 600,00 €	- €	- €
E.3	Animer le CPT (animatrices)	- €	15 178,27 €	51 547,00 €	60 713,00 €	127 438,27 €	71 288,93 €	13 352,00 €	- €
	Animer le CPT (technicien)	- €	55 203,85 €	47 303,00 €	55 800,00 €	158 306,85 €	80 647,14 €	11 226,00 €	- €
F.1	Gouvernance	- €	- €	- €	- €	- €	0,00 €	0,00 €	- €
	TOTAL	61 870,00 €	239 235,97 €	765 499,34 €	496 214,34 €	1 616 819,65 €	669 993,49 €	61 552,32 €	389 865,90 €

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-25

Modifications désignations de représentants au Conseil d'administration de Cantal Habitat

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.421-8 et R 421-8 ;
Considérant la vacance d'un siège au sein du Conseil d'administration suite à une démission du 13 décembre 2022 ;

Considérant la demande de l'Office Public de l'Habitat Cantal Habitat par courrier du 20 décembre 2022 de désigner les nouveaux membres au titre d'Action Logement et Force Ouvrière suite à un décès et un remplacement ;

- **DESIGNE** Monsieur Florian MORELLE comme élu représentant du Conseil départemental au sein du Conseil d'administration de Cantal Habitat ;

- **DESIGNE** Monsieur François GRANDJEAN en qualité de représentant d'Action Logement au sein du Conseil d'administration ;

- **DESIGNE** Madame Annie OCULY en qualité de représentant de l'organisation syndicale Force Ouvrière au sein du Conseil d'administration.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-26

Désignation d'un référent déontologue des élus locaux

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.1111-1-1 ;

Vu le décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n°2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

- DESIGNE en tant que référent déontologue des élus du Conseil départemental du Cantal, Maître Chloé MAISONNEUVE-GATINIOL, avocat au sein de la SCP TEILLOT & ASSOCIES, 21 boulevard Berthelot 63400 CHAMALIERES.

Maître MAISONNEUVE-GATIGNOL exercera ses fonctions pour une durée de trois ans.

Elle pourra être saisie par tout élu du Conseil départemental y ayant intérêt par courrier adressé au « Référent déontologue des élus du Conseil départemental, Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC ». Cette saisine donnera lieu à une consultation écrite ou orale en fonction du besoin.

La référente émettra son avis sous le délai d'un mois.

Le montant de l'indemnité de vacation est fixé à 80 €.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-27

Mandats spéciaux

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.3123-19 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 ;

Vu la délibération n°20CD04-09 du Conseil départemental du 13 novembre 2020 instaurant un remboursement au réel des frais de repas engagés dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire ;

Vu la délibération n°21CD03-08 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 validant les règles d'attribution des mandats spéciaux ;

- **ATTRIBUE** des mandats spéciaux aux élus qui ont participé au Salon de l'Agriculture qui s'est tenu à Paris du 25 février 2023 au 5 mars 2023, à savoir :

Didier ACHALME, Jamel BELAIDI, Marina BESSE, Gilles CHABRIER, Gilles COMBELLE, Philippe FABRE, Christophe VIDAL.

Les frais occasionnés lors de ces mandats spéciaux sont pris en charge forfaitairement par le Conseil départemental sur présentation des justificatifs, en application de l'arrêté et du décret susvisés.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-28

**Personnel départemental -
Remboursement de frais de stationnement**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Considérant que les travaux de l'Hôtel du Département ne doivent pas impacter financièrement les agents de la Collectivité ;

- **DECIDE** à titre exceptionnel et pour une durée limitée de prendre en charge les frais de stationnement du parking du Gravier à Aurillac pour les agents étant sur leur résidence administrative lorsqu'ils participent à des réunions ou autres à l'Hôtel du Département à compter du 1^{er} avril 2023 jusqu'à la fin des travaux rendant le parvis de l'HDD inaccessible. Cette disposition est limitée à l'usage des véhicules de service.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-29

Personnel départemental - Tableau des emplois

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

- **DECIDE** de transformer les emplois suivants pour les besoins de services aux dates indiqués :

N° de poste	Grade	Nouveau grade	date
123	Attaché principal	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
395	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
627	Adjoint technique Etablissement d'Enseignement	Agent de maîtrise	01/04/2023
879	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
1029	Technicien principal 1 ^{ère} classe	Technicien	01/04/2023
1103	Technicien principal 1 ^{ère} classe	Attaché	01/04/2023
977	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/04/2023
820	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/04/2023
980	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2023

900	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
502	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif	01/04/2023
525	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Adjoint administratif	01/04/2023
533	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Adjoint administratif	01/04/2023
986	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
711	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2023
694	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique	01/04/2023
709	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/04/2023
722	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
772	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
629	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique	01/04/2023
476	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Rédacteur	01/04/2023
44	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	Adjoint administratif	01/04/2023
2	Collaborateur de cabinet à TNC 50%	Collaborateur de cabinet à TC 100%	01/04/2023

Pour tenir compte des évolutions des besoins de la Collectivité, il est proposé de :

- **UTILISER** le poste n°593 (ex poste femme de service) pour recruter sur des missions supplémentaires de mécanicien à Saint Flour à compter du 1^{er} avril 2023 sur le grade adjoint technique. Le poste est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints techniques.

- **UTILISER** le poste de n°592 (ex poste femme de service) pour recruter sur des missions supplémentaires d'adjoint technique support audiovisuel et informatique au sein de la Direction des Systèmes d'Information à compter du 1^{er} avril 2023. Le poste est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des adjoints technique.

- **CREER** un poste de technicien (n°1154) pour les besoins de Cantal Ingénierie et Territoires à compter du 1^{er} avril 2023. Ce poste de technicien chargé d'opérations bâtiments est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens.

- **CREER** un poste de technicien (n°1155) pour les besoins de la Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau à compter du 1^{er} avril 2023. Ce poste de technicien eau et assainissement est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens.

- **CREER** deux postes de technicien (n°1156 - 1157) pour les besoins de la Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau à compter du 1^{er} avril 2023. Ces postes de technicien eau potable sont ouverts aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens.

- **CREER** un poste de technicien (n°1158) pour les besoins de la Mission d'Assistance à la Gestion de l'Eau à compter du 1^{er} avril 2023. Ce poste de technicien assainissement est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois des techniciens.

- **CREER** un poste d'adjoint administratif (n°1159) pour les besoins de la Direction Ingénierie et Territoire à compter du 1^{er} avril 2023. Ce poste d'agent administratif est ouvert aux fonctionnaires et aux agents contractuels. Pour ces derniers, la rémunération sera fixée sur la base de la grille indiciaire du cadre d'emplois d'adjoint administratif.

- **DECIDE** de transformer les emplois suivants suite à l'avancement de grade et à la promotion interne :

345 - 596 - 585	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	01/04/2023
560	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	01/06/2023
128	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	02/11/2023
478 - 524 - 787 - 510 - 507 - 523	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
574	Adjoint du patrimoine principal 2 ^{ème} classe	Adjoint du patrimoine principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
684 - 740	Adjoint technique des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement	01/09/2023
677	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	01/09/2023
650	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	15/08/2023
754	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des Etablissements d'Enseignement	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	01/04/2023
951 - 972 - 1003 - 1091 - 691 - 886 - 994 - 877 - 935 - 811 - 826	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
705	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/09/2023
868	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/10/2023

646 - 765 - 648 - 625 - 1060 - 1068 - 1046 - 768 - 1061	Agent de maîtrise	Agent de Maîtrise principal	01/04/2023
526 - 467 - 190 - 487 - 380 - 144 - 362 - 595 - 794 - 374	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
305	Technicien principal 2 ^{ème} classe	Technicien principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
364	Assistant de conservation principal 2 ^{ème} classe	Assistant de conservation principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
303	Assistant de conservation principal 2 ^{ème} classe	Assistant de conservation principal 1 ^{ère} classe	01/04/2023
104 - 95	Puéricultrice	Puéricultrice Hors Classe	01/07/2023
226 - 256 - 240 - 206 - 232 - 208 - 243 - 246 - 237 - 201 - 209	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	01/04/2023
163	Ingénieur principal	Ingénieur Hors Classe	01/07/2023
607	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Agent de maîtrise	01/04/2023
769	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignement	Agent de maîtrise	01/04/2023
756	Adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe	Animateur	01/04/2023
513	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Rédacteur	01/04/2023

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-30

Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-11 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n°21CD02-07 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

Vu la délibération n°21CD05-12 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 donnant délégation au Président pour prendre toutes les décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement des Marchés et Accords cadres formalisés ainsi que toutes décisions concernant les avenants ;

Vu l'arrêté n°21-2715 du Président du Conseil départemental du 6 août 2021 portant désignation de son représentant à la Commission d'Appel d'Offres et à la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

- PREND ACTE des marchés et des avenants énumérés et dont l'objet, le mode de passation, le montant, l'attributaire et l'imputation budgétaire sont précisés dans les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE DES MARCHES PUBLICS A PROCEDURE ADAPTEE
portée à la connaissance du Conseil départemental et signée conformément au pouvoir donné
au Président dans la Délibération du 01/07/2021
en vertu de l'article L.3221.11 Du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS HT	IDENTITE DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGETAIRE	CMAPA
Marché n° 2022M0251 Mission de maîtrise d'œuvre pour la mise en conformité à la Réglementation accessibilité du Patrimoine départemental Phase 1	La procédure de passation est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	152 320 € HT	Groupeement LE COMPAS DANS L'ŒIL – IGETEC CLERMONT-FD (63)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	11/10/2022
Marché n° 2022M0260 Aménagement intérieur de la maison de la solidarité départementale de Murat Lot n° 2 : Menuiserie intérieure bois	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	24 569,80 € HT	CARRIER MENUISERIE VIC SUR CERE (15)	Chapitre : 23 Nature : 231313 Fonction : 40	25/10/2022
Marché n° 2022M0238 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 2 : Menuiseries extérieures aluminium	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	1 868 378,10 € HT	SAS CLAUDE LAUMOND LAUMOND 3MENUISERIE AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022
Marché n° 2022M0239 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 3 : Echafaudages	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	267 000 € HT	BESSE ECHAFAUDAGES VERNEUIL-SUR-VIENNE (84)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022

Marché n° 2022M0240 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 5 : Plâtrerie – Plafonds suspendus – Menuiseries intérieures	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	288 183,08 € HT	GCA ISOLATION OLEMPES (12)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022
Marché n° 2022M0241 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 6 : Peintures – Revêtements de sols	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	148 021,72 € HT	GPT DELPON – CANCE – SAUREV AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022
Marché n° 2022M0242 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 7 : Portes automatiques	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	16 957,15 € HT	IZOULET PATRICK AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022
Marché n° 2022M0243 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 9 : Gestion Technique Centralisée	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique	51 000 € HT	VOLTA SYNERGIE AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	27/09/2022
Marché n° 2022M0258 Travaux d'amélioration thermique de l'Hôtel du Département (phase 2) Lot n° 10 : Relamping électricité	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	147 129,10 € HT	FRED'ELEC NAUCELLES (15)	Chapitre : 23 Nature : 231311 Fonction : 0202	11/10/2022

Marché n° 2022M0252 Station de ski du Lioran : Remplacement canalisation sur le Ruisseau du Viaguin	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	469 011,80 € HT	ENTREPRISE MARQUET SAINT-FLOUR (15)	Chapitre : 23 Nature : 2318 Fonction : 633	11/10/2022
Marché n° 2022M0262 Prestations de maintenance et d'assistance relatives au logiciel SCRIBE	Marché sans publicité ni mise en concurrence soumis aux dispositions des articles L.2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique Accord-cadre avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.	120 632,16 € HT	SCRIBE-IS RENNES (35)	Chapitre : 011 Nature : 6156 Fonction : 0202	28/10/2022
Marché n° 2022M0270 Opération d'automatisation du Réseau départemental de suivi des eaux souterraines	La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique	390 000 € HT	SAUR SAS AUBAZINE (19)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 731	08/11/2022
Marché n° 2023M0001 Hébergement, maintenance, développement et prestations associées portant sur la plateforme libre de gestion de la relation usagers	La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique	92 700 € HT Montant issu du DQE	ENTR'OUVERT 75014 PARIS 14	Chapitre : 011 Nature : 6188 Fonction : 0202	10/01/2023

Marché n° 2023M0002 Maintenance, Hébergement du Progiciel Orphée Média ainsi que les prestations correspondantes	La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique	145 285,74 € HT Montant issu du DQE	C3RB INFORMATIQUE LA LOUBIERE (12)	Chapitre : 011 Nature : 6156 Fonction : 0202	10/01/2023
Marché n° 2023M0016 Retranscription des séances publiques du Conseil départemental du Cantal	L'accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande	2,08 € HT prix à la minute prêt de durée de la séance transcrite, fixé à l'acte d'engagement	ACSERVICES REILLANNE(04)	Chapitre : 011 Nature : 6288 Fonction : 031	Non requis

AVENANTS

Marché n° 2021M0302 Construction d'un hangar au CRD d'Allanche Lot n° 1 : Gros Œuvre	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 25,41 %	1 493,33 € HT	DE ROSSO Pierre COREN (15)	Chapitre : 23 Nature : 231318 Fonction : 621
Marché n° 2021M0314 Extension et réaménagement du réfectoire et réhabilitation de la cuisine du collège de la Ponétie à Aurillac Lot n° 14 : Electricité – Courants forts – Courants faibles	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 3,88 %	5 296,72 € HT	VOLTA SYNERGIE ELECTRICITE AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
Marché n° 2021M0312 Extension et réaménagement du réfectoire et réhabilitation de la cuisine du collège de la Ponétie à Aurillac Lot n° 12 : Résine de sol pour cuisine collective	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : 35,51 %	19 532,83 € HT	4 M France TROYES (10)	Chapitre : 23 Nature : 231312 Fonction : 221
Marché n° 2022M0083 Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues – Renforcement Charpente Couverture Lot n° 1 : Echafaudage	Procédure adaptée ouverte Prolongation délai		GROUPEMENT BATIFOL/FABRE NEUVEGLISE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
Marché n° 2022M0085 Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues – Renforcement Charpente Couverture Lot n° 3 : Couverture bac acier –Zinguerie	Procédure adaptée ouverte Prolongation délai		LOZERE CHARPENTE MENDE (48)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
Marché n° 2022M0086 Collège Louis Pasteur à Chaudes-Aigues – Renforcement Charpente Couverture Lot n° 4 : Couverture ardoise – Zinguerie	Procédure adaptée ouverte Prolongation délai		GROUPEMENT BATIFOL/FABRE NEUVEGLISE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221

Marché n° 2022M0073 Station de ski du Lioran Remontées mécaniques grandes Inspections et autres travaux 2022	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : + 0.93 %	927,08 € HT	SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT LE LIORAN (15)	Chapitre : 23 Nature : 23157 Fonction : 94
Marché n° 2022M0155 RD990 – Reprise d'affaissements Lot n° 1 : RD990 – BADAILHAC – Le Volcamp	Procédure adaptée ouverte Accord sur le prix nouveau : Prix N°1.5 : PN1 fourniture et mise en place de tête de sécurité béton diam 300mm pour busage fosse	205 € HT l'unité	COLAS France ETABLISSEMENT AURILLAC (15)	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621
Marché n° 2022M0125 Remplacement des menuiseries extérieures PVC du Collège Georges Pompidou à MURAT Lot n° 4 : Menuiseries PVC – Zone EST	Marché subséquent issu de l'accord-cadre Augmentation du montant du marché : + 4,01 %	11 805 € HT	JARRIGE MURAT (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221
Marché n° 2022M0136 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié - St Mamet Lot n° 10 : Revêtements de sols Résines	Procédure adaptée Ouverte Avenant de Transfert		ETS BATTAGLINO devient GDS REVANTI	Chapitre : 23 Nature : 2317 Fonction : 221
Marché n° 2021M0308 Extension et Réaménagement du Réfectoire et Réhabilitation de la cuisine du collège de la Ponétie à Aurillac Lot n° 3 : Charpente Bois	Procédure adaptée Ouverte Augmentation du montant du marché : + 7,77 %	5 760.00 € HT	HUBERT JOANNY MENUISERIE CHARPENTE ST MARTIN VALMEROUX (15)	Chapitre : 23 Nature : 2317312 Fonction : 221

DIRECTION : DLMCP
SERVICE GESTIONNAIRE : SCAL au 14/02/2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Guide sécurité du jeune enfant au domicile de l'assistante maternelle et de l'assistante familiale	Marché subséquent ordinaire 2023M0017 Notifié le 18/01/2023	226 €	Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Flyers PMI (3 modèles)	Marché subséquent ordinaire 2023M0019 Notifié le 24/01/2023	130 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Carnets de 30 liasses de 3 feuillets "Exploitation-Régie"	Marché subséquent ordinaire 2023M0017 Notifié le 26/01/2023	1 223 €	Decombat Imprimerie 63118 CEBAZAT	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202

Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2022M0149 Impressions de documents pour les services du Département du Cantal Lot n° 1 : Travaux d'impressions administratifs	Accord-cadre mixte Prix supplémentaire concernant la plastification de documents A3 et A4 Cette prestation s'effectuera au moyen de bons de commandes		SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40

DIRECTION : DLMCP
SERVICE GESTIONNAIRE : SCAL au 13/12/2022

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Jours de danses	Marché subséquent ordinaire 2022M0246 Notifié le 5/10/2022	260 €	Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Hibernarock	Marché subséquent ordinaire 2022M0247 Notifié le 7/10/2022	2 100 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Cartes de vœux et cartes de remerciements Président et DG	Marché subséquent à BC 2022M0268 Notifié le 17/11/2022	Maxi 1 000 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 82/563
Cantal Avenir n°127	Marché subséquent ordinaire 2022M0280 Notifié le 7/12/2022	20 890 €	Public Imprim 69200 Vénissieux	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Adaptation d'une cuve d'émulsion sur une remorque	Marché Ordinaire 2022M0249 Notifié le 14/10/22	30 000 €	Garage FEL 15130 Arpajon	Chapitre 21 Nature 2157 Fonction 621
Produits d'hygiène et d'entretien	Marché à bons de commandes -2020M0013 Notifié le 02/03/2020	Montant maxi revu 2022/2023 23 300 € 2023/2024 26 600 €	AUERGNE COLLECTIVITES 15130 YTRAC	Chapitre 011 Nature 60631 Fonction 621 – 0202-30-40

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2022M0106 Aménagement RD50 entre la RD250 (Bégut) et VC3 Vabres	Procédure adaptée ouverte	60 210,00 €	MARQUET – 15100 SAINT FLOUR	23 – 621 -23151
2022M0126 RD 155 Aménagement d'un virage entre Escrouzet et Molèdes Commune de MOLEDES	Procédure adaptée ouverte	37 602,00 €	CYMARO – 15500 MASSIAC	23 – 621 -23151
2022M0144 Prestations de vérification équipements électriques	Sans publicité ni mise en concurrence	32 000 €	APAVE SUD EUROPE – 12000 RODEZ	11 – fonction(dépend du bâtiment) 615221
2022M0157 RELANCE Remplacement des menuiseries extérieures ALU du Collège Georges Pompidou à Murat – Accès	marché subséquent	65 039,00 €	JARRIGE – 15300 MURAT	23 - 221 - 2317312
2022M0164 Mission CT Extension Mezzanine SDIS	marché subséquent	2 420,00 €	VERITAS Construction – 69410 CHAMPAGNAC AU MONT D'OR	23 – 12 - 23188
2022M0163 Aménagement de la RD44 entre la VC de La Peyre et La Salesse Section 1 PR11+625 à 12+460 commune de PAULHAC	Procédure adaptée ouverte	81 192,00 €	MARQUET – 15100 SAINT FLOUR	23 – 621 - 23151
2022M0222 RD679 - PR57+800 - Création enrochement pour confortement talus de remblais - Sainte Anastasie commune de Neussargues en Pinatelle	Procédure adaptée ouverte	16 930,00 €	SOTRATP – 15100 ANDELAT	011 - 621 - 615231
2022 M0175 RD15 Champagnac Reprise virage et glissement de terrain	Procédure adaptée ouverte	58 858,50 €	LACOMBE FRERES 15400 RIOM ES MONTAGNES	23 – 621 - 23151
2022M0234 Remplacement du Tableau Général Basse Tension et reprise de la distribution principale au Collège Georges Brassens à YDES	Procédure adaptée ouverte	33 918,46 €	TAZE – 19110 BORT-LES-ORGUES	23 - 221 - 2317312
2022M0244 Elargissement de la RD245 secteur Gare de Maurs	Procédure adaptée ouverte	51 535,00 €	CAUMON NAU TP - 15600 MAURS	23 - 621 - 23151
2022M0229 RD861 Aménagement entre Pers et Le Rouget Etat initial de l'étude d'impact sur l'environnement	marché subséquent	39 960,40 €	SOMIVAL INGENIERIE – 63000 CLERMONT FERRAND	23 – 621 - 23151
2022M0226 Ensemencements de talus et d'accotements sur les RD	Procédure adaptée	5 085,00 €	Alpes Azur Environnement - 04180 Villeneuve	23 – 621 - 23151
2022M0248 Travaux de plantation et d'alignement d'arbres - Saint Santin Cantalès - Roannes - Saint Mary - Coltines et Valuégols	Procédure adaptée ouverte	89 927,90 €	BOIS&PAYSAGES - 15000 AURILLAC	23 -621 -23151

2022M0269 Aménagement rayonnages mobiles EGP	Procédure adaptée ouverte	49 303,58 €	BRUYNZEEL STORAGE SUSTEM 67200 STRASBOURG	23 - 0202 - 231351
2022M0250 CT Mise en conformité des installations électriques collège Georges Brassens à Ydes	marché subséquent	3 740,00 €	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION 15000 AURILLAC	23 - 221-23157
2022M0257 Mission CT mise en conformité de l'accessibilité des collèges de Massiac et Saint Flour (La Vigière)	marché subséquent	6 000,00 €	SOCOTEC CONSTRUCTION 15000 AURILLAC	23 - 0202 - 231311
2022M0299 Mission MO mise en conformité des installations électriques et SSI du collège de Ydes	Sans publicité ni mise en concurrence	24 500,00 €	SAS ACTIF 63500 ISOIRE	23 - 221 - 23157
2022M0278 Mission CT construction restaurant universitaire campus Simone Veil d'Aurillac	marché subséquent	18 000 €	BUREAU VERITAS 15000 AURILLAC	23 -23 -231312
2022M0245 Débroussaillage de grillages de protection de falaise	Procédure adaptée ouverte	31 510 €	MURMUR ET NATURE 15590 JAULHAC	11 – 621 - 615231
2022M0275 Dimensionnement de la reprise en sous œuvre du mur de Carlat RD990	Procédure adaptée ouverte	4 725 €	DEJANTE – 63800 COURMON d'Auvergne	

Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2021M0147 MO Requalification thermique et architecturale bât Marie Maurel	Sans publicité ni mise en concurrence	+ 2 287,50 €	Groupement conjoint SARL HOSTIER 15000 AURILLAC (mandataire)/ IGETEC 15000 AURILLAC	23 - 202 - 231311
2021M0104 CT Rénovation MSD Murat	Sans publicité ni mise en concurrence	+ 750,00 €	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION – 15000 Aurillac	23 - 040 - 231313
2020M0138 Equipements de comptage routier Lot n° 01 : Stations fixes, matériels	Procédure adaptée ouverte	+ 7 800,00 €	STERELA SAS - 31860 PINS- JUSTARET	21 -621 - 2157

DIRECTION : DGT

SERVICE GESTIONNAIRE : AGENCE DE MAURIAC au 06/01/2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
RD 15 – 0+200 – CHAMPAGNAC Reprise de virages et d'un glissement de terrain	Procédure adaptée ouverte	58 858,50 €	SARL LACOMBE FRERES	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621

DIRECTION : DGT

SERVICE GESTIONNAIRE : Agence de Saint-Flour au 09/01/2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2022M0163 Aménagement de la RD44 entre la Vc de la Peyre et La Sablesse – Section n°1	MAPA	TF : 39 111, 00 € HT T01 : 42 081,00 € HT	Entreprise MARQUET	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621
2022M0222 RD679 – PR 57+800 Création enrochement pour confortement talus de remblais	CFM	16 930,00 € H.T.	SOTRATP	Chapitre : 011 Nature : 615231 Fonction : 621

DIRECTION : PRDI - DGT

SERVICE GESTIONNAIRE : DGT-AGENCE AURILLAC au 11.01.2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2022M0244 Elargissement de la RD245 secteur Gare de Maurs	Procédure adaptée	51 535 € HT	CAUMON	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621

DIRECTION : PSD

SERVICE GESTIONNAIRE : MAG (Mission Administration et Gestion) au 24/01/2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Programme de formation des Accueillants Familiaux de Personnes Agées ou de Personnes en situation de Handicap Lot 1 : Formation des Accueillants Familiaux	MAPA	Maxi : 5 000€	IGL	Chapitre : 011 Nature : 6183 Fonction : 428
Programme de formation des Accueillants Familiaux de Personnes Agées ou de Personnes en situation de Handicap Lot 2 : Soutien aux Accueillants Familiaux	MAPA	Maxi : 3 000€	IGL	Chapitre : 011 Nature : 6183 Fonction : 428
Analyse de Pratiques – Pôle Solidarité Départemental Lot 1 Agents du Service de l'Aide Sociale à l'Enfance	MAPA	Maxi : 6 000€	TONIC PLUS	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 428
Analyse de Pratiques – Pôle Solidarité Départemental Lot 4 Groupe Transversale Agents Sociaux, Médico-Sociaux et Médicaux de toutes les Directions du PSD	MAPA	Maxi : 6 000€	TONIC PLUS	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 428
A Analyse de Pratiques – Pôle Solidarité Départemental – Nouvelle publication après infructueux lot 2 et 3 Lot 1 : Agents du Service de PMI	MAPA	Maxi : 6 000€	TONIC PLUS	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 428
Analyse de Pratiques – Pôle Solidarité Départemental – Nouvelle publication après infructueux lot 2 et 3 Lot 2 Assistants Sociaux éducatifs en polyvalence de la Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement	MAPA	Maxi : 9 000€	TONIC PLUS	Chapitre : 011 Nature : 62268 Fonction : 428

DIRECTION : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

SERVICE GESTIONNAIRE : CANTAL RÉNOV' ÉNERGIE au 30/01/2023

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Prestation d'information, conseil et animation du petit tertiaire privé dans le cadre du service public de performance énergétique de l'habitat du Cantal	Marché sans publicité ni mise en concurrence	30 000 € seuil maximum	Association ÉNERGIES 15	Chapitre : 011 Nature : 617 Fonction : 738

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE FORMALISEE
portée à la connaissance du Conseil départemental et signée conformément au pouvoir donné
au Président dans la délibération du 19/11/2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	CAO
Marché n° 2022M0261 Fourniture et transport de chlorure de sodium	Appel d'offre soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique Accord-cadre avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	Montant issu DQE 179 516,00 € HT	ROCK SAS MULHOUSE (68)	Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 222	11/10/2022
Marché n° 2022M0233 Prestation d'acquisition de titres restaurant dématérialisés destinés aux agents du Conseil départemental du Cantal	La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique. Accord-cadre avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	Montant issu DQE 0,00 € HT	UP GENNEVILLIERS (92)	Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 621	25/11/22
Marché n° 2022M0290 Acquisition de licences de logiciels et maintenance associée	La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. Accord-cadre avec maximum passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	Montant issu DQE 458 509,39 € HT	SCC France NANTERRE (92)	Chapitre : 20 Nature : 2051 Fonction : 0202	06/12/2022

Marché n° 2022M0291 Fourniture de carburant en station-service pour le secteur de Mauriac	La procédure de passation est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-2 du Code de la commande publique.	Prestations rémunérées par application aux quantités réellement prises du prix unitaire affiché à la pompe Maxi période initiale : 70 000 litres	SARL ALC DISTRIBUTION (Enseigne CARREFOUR MARKET) MAURIAC (15)	Chapitre : 011 Nature : 60622 Fonction : 621	06/12/2022
Marché n° 2023M0004 Marché subséquent Acquisition d'un porteur de 19t 4X4 neuf ou d'occasion bi-benne pour la Régie de Saint-Flour Accord cadre pour la fourniture de châssis-cabine et d'équipements de viabilité hivernale (neufs et occasions) pour le Conseil départemental du Cantal – Lot 02 : Châssis cabine supérieurs à 8 tonnes jusqu'à 32 tonnes de PTC	Remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre Article R. 2162-10 du Code de la commande publique 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique	132 000 € HT	EUROPE SERVICE	Chapitre : 21 Nature : 2157 Fonction : 622	10/01/2023
Marché n° 2023M0005 Marché subséquent Acquisition d'un porteur de 19t 4X4 neuf ou d'occasion bi-benne pour le Centre Routier de Saint-Cernin Accord cadre pour la fourniture de châssis-cabine et d'équipements de viabilité hivernale (neufs et occasions) pour le Conseil départemental du Cantal – Lot 02 : Châssis cabine supérieurs à 8 tonnes jusqu'à 32 tonnes de PTC	Remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre Article R. 2162-10 du Code de la commande publique 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.	134 000 € HT	EUROPE SERVICE	Chapitre : 21 Nature : 2157 Fonction : 622	10/01/2023

AVENANTS

Marché n° 2020C0009 Etudes spécifiques pour l'aménagement des routes départementales Lot n° 3 : Etudes d'impact, documents d'incidence et dossiers d'enquêtes publiques	Accord-cadre : Appel d'offre ouvert Modification pour transfert du marché à un nouveau co-traitant		DETOURS – ATELIER DE PAYSAGE BRIOUE (43)	Chapitre : 23 Nature : 23151 Fonction : 621
Marché n° 2021M0048 Vêtements de travail pour les Agents du Cd15 travaillant en restauration et à l'entretien des espaces au sein des collèges Lot n° 1 : Vêtements de travail en restauration	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 5,4 %		GEDIVEPRO MONTLUCON (03)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 028
Marché n° 2021M0049 Vêtements de travail pour les Agents du Cd15 travaillant en restauration et à l'entretien des espaces au sein des collèges Lot n° 2 : Vêtements de travail pour l'entretien des espaces	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 5,4 %		GEDIVEPRO MONTLUCON (03)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 028
Marché n° 2020M0230 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 1 : Vêtements de travail haute visibilité	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 7,6 %		CANTAL LOC ST FLOUR (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0231 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 2 : Vêtements de pluie haute visibilité	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 8,7 %		CANTAL LOC ST FLOUR (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0232 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 3 : Vêtements de froid haute visibilité	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 4,6 %		CANTAL LOC ST FLOUR (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843

Marché n° 2020M0233 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 4 : Vêtements de travail – chantier – atelier - maintenance	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 4,2 %		DESCOURS ET CABAUD AURILLAC (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0234 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 6 : Chaussures – chantier - atelier – maintenance	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 4,5 %		CANTAL LOC ST FLOUR (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0235 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 7 : Chaussures secteur alimentaire	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 8,5 %		AURIMAT BTP AURILLAC (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0236 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 8 : Equipements de protection	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 4,2 %		DESCOURS ET CABAUD AURILLAC (15)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2020M0237 Vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les services du Conseil départemental du Cantal Lot n° 9 : Equipements forestiers	Appel d'offres ouvert Modification des conditions financières, insertion de clauses de variation trimestrielle des prix Réajustement prix du BP + 5 %		GEDIVEPRO MONTLUCON (03)	Chapitre : 11 Nature : 60636 Fonction : 843
Marché n° 2022M0112 Fourniture de produits de Marquage routier et mis en œuvre éventuelle	Appel d'offre ouvert Modification pour transfert du marché à un nouveau co-traitant		SAS SOCIETE D'APPLICATION ROUTIERES (SAR) NANTERRE (92)	Chapitre : 11 Nature : 60633 Fonction : 621
Marché n° 2021M0274 Construction d'un pôle routier à St-Flour Lot n° 2 : Gros-œuvre	Appel d'offre ouvert Augmentation du montant du marché : 2,35 %	39 670,14 €	GRPT DE ROSSO / ROUX COREN (15)	Chapitre : 23 Nature : 231318 Fonction : 621

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-31

**Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'ester en justice déléguée
à son Président**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.3221-10-1 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°21CD02-15 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à la délégation consentie à son Président pour ester en justice ;

- PREND ACTE du compte-rendu relatif à l'exercice de la compétence d'ester en justice déléguée à Monsieur le Président du Conseil départemental, joint à la présente délibération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

COMPTE RENDU À L'ASSEMBLEE DE L'EXERCICE DE LA COMPETENCE D'ESTER EN JUSTICE DELEGUEE A SON PRESIDENT
Conseil départemental du 14 novembre 2022

Dépôts de plaintes

Routes Départementales :

- Dégradations d'un pont et d'un mur de la RD 6 sur la commune de Saint-Christophe-les-Gorges constatées le 28/01/2023.

Solidarité Départementale :

- Coups et blessures volontaires subis le 14/12/2022 par un mineur confié à l'ASE.

	Tribunal Administratif	Cour Administrative d'Appel	Tribunal Judiciaire	Cour d'Appel
Nouvelles affaires	Recours d'un bénéficiaire du RSA contre la décision de rejet de sa demande de remise de dette d'un montant de 5 825,67 €.		Assignment du Département par le propriétaire du Chalet du Puy Mary, dans le cadre d'un litige opposant ce dernier et le locataire concernant des désordres affectant l'immeuble.	

	Tribunal Administratif	Cour Administrative d'Appel	Tribunal Judiciaire	Cour d'Appel
	<ul style="list-style-type: none"> - Décision du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand du 02/02/2023 d'annuler les 471 arrêtés du 30/01/2020 relevant la vitesse maximale autorisée sur les routes départementales du Cantal à 90 km/h. De nouveaux arrêtés portant une motivation spécifique pour chacune des portions de route concernée ont été pris le 03/02/2023. 			
Décisions/Jugements	<ul style="list-style-type: none"> - Décision du Tribunal Administratif du 24/11/2022 de rejeter la requête d'un agent du Département contestant son maintien en disponibilité. - Désistement du requérant, agent de la collectivité, concernant sa demande d'annulation de la décision de sa radiation des effectifs du Département acté par le Tribunal Administratif le 15/02/2023. 			

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-32

Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Isabelle LANTUEJOUL

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales au Président du Conseil départemental ;

- **PREND ACTE** des décisions du Président, prises par délégation, telles que jointes en annexe de la présente délibération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LE DEPARTEMENT ET L'ASSOCIATION UNICEF

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil au Président ;

CONSIDERANT que l'association UNICEF reconnue d'utilité publique par décret du 2 décembre 1970, le Département sollicite la mise à disposition de locaux afin d'exercer ses missions ;

DECIDE

Article 1^{er} : de mettre à disposition de l'association UNICEF, sis 3 rue Duguay-Trouin 75006 PARIS, une partie des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment, propriété intégrale du Département, sis 9 rue Nicéphore Niepce - 15000 AURILLAC au sein de l'agence d'Aurillac

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, charges comprises.

Article 2 : de conclure en ce sens la convention fixant les modalités de mise à disposition, dont le projet est joint en annexe ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 20 décembre 2022

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ENTRE LE DEPARTEMENT DU CANTAL ET L'ASSOCIATION UNICEF

Entre

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Directeur Général des Services, Monsieur Jean-Claude ETIENNE, dûment habilité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par décision du Président en date du ;

Ci-après dénommé : « **Le Département** »

Et,

L'ASSOCIATION UNICEF, sis 3 rue Duguay-Trouin 75006 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Adeline Hazan, agissant en qualité et habilitée à cet effet.

Ci-après dénommé : « **le bénéficiaire** »

CONSIDERANT CECI, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'occupation et d'utilisation de locaux appartenant au Département du Cantal. Elle précise notamment les droits et les obligations des signataires bénéficiaires de la jouissance des lieux.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à la disposition de l'Association UNICEF une partie des locaux situés au rez-de-chaussée du bâtiment, propriété intégrale du Département, sis 9 rue Nicéphore Niepce - 15000 AURILLAC au sein de l'agence d'Aurillac, ainsi défini :

- un bureau de 18 m²
- du mobilier : 1 bureau, 1 caisson, 1 chaise de bureau, 1 table, 2 chaises, 1 armoire basse

Les locaux mis à disposition de l'association UNICEF sont à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice de ces missions.

En usage partagé avec les autres occupants :

- salle de réunion située au 1^{er} étage

- sanitaires
- placard-vestiaire du couloir d'entrée

Les lignes téléphoniques et internet seront prises en charge par l'association UNICEF.

L'association UNICEF ne pourra céder, sous-louer, affermer ou apporter, soit à un tiers, soit à une société quelconque tout ou partie des droits résultant de la présente convention.

Tout changement même provisoire non autorisé par le Département entraînera, sauf accord des parties, la résiliation automatique de la convention pour le bénéficiaire en cause.

ARTICLE 3 – ETAT DES LIEUX ET REMISE DU BIEN

Le bénéficiaire prend le local dans l'état où il se trouve.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état contradictoire sera dressé. A défaut, le bénéficiaire sera réputé avoir reçu les biens en parfait état sans que postérieurement il puisse établir la preuve du contraire.

Deux jeux de clés seront remis à l'association UNICEF, comprenant une clé d'accès au bureau occupé et une clé des portes d'accès au bâtiment. Elle en sera responsable et devra les rendre si elle venait à ne plus occuper les lieux.

ARTICLE 4 – CONDITION D'ENTRETIEN - REPARATION

L'association UNICEF devra nettoyer les locaux mis à disposition.

L'association UNICEF s'engage à faire maintenir les lieux conformes à leur composition initiale et à les occuper en bon père de famille.

Elle répondra de toutes les dégradations qui surviendraient pendant la durée de la mise à disposition et résultant de son activité à l'exclusion de celles résultant de la vétusté. Elle assurera tous les travaux de menues réparations.

L'association UNICEF devra signaler immédiatement au Département tous les désordres qui interviendraient, et tous les sinistres qui se produiraient dans le local.

Toute modification ou transformation du local fera l'objet d'accords conclus entre les parties. En cas de travaux d'aménagement souhaités par l'association UNICEF, ils s'effectueront à ses frais et après accord du Département. Ils resteront acquis à ce dernier à l'issue de la convention.

Le Département assurera toutes les grosses réparations relevant de l'article 606 du Code civil.

ARTICLE 5 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, charges comprises du fait de son statut d'association reconnue d'utilité publique par décret du 2 décembre 1970.

ARTICLE 6 – ASSURANCES

L'association UNICEF assure en dommage aux biens et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant la période de mise à disposition du bien.

Chaque année à la date d'anniversaire, elle devra transmettre au Département du Cantal le renouvellement des attestations d'assurances.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel de l'association UNICEF et par les personnes accueillies par celle-ci.

Le Département du Cantal assure le bâtiment au titre de sa responsabilité en qualité de propriétaire.

ARTICLE 7 – DUREE – RENOUELEMENT DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle est renouvelable tacitement une fois pour la même durée.

La présente convention deviendra caduque de fait, dès lors que l'association quittera les lieux.

L'autorisation d'occupation prend effet à la date de signature de la présente convention et sera effective à la remise des clés.

ARTICLE 8 – MODIFICATION - RESILIATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée :

- par le bénéficiaire moyennant le respect d'un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception.
- par le Département du Cantal pour des motifs d'intérêt général, de vente ou en cas de restructuration de ses sites moyennant le respect d'un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception
- par le Département du Cantal et après mise en demeure, si le bénéficiaire n'est plus en mesure de remplir ses missions et d'assumer pleinement ses obligations en qualité de bénéficiaire de la mise à disposition.

Article 9 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable.

A défaut de règlement amiable des litiges pouvant intervenir dans le cadre de cette convention, ces litiges seront portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires originaux
Le

Pour le Département du Cantal,
Le directeur Général des Services

Pour l'Association l'UNICEF,
Madame la Présidente

Jean-Claude ETIENNE

Adeline Hazan

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ADMINISTRATIFS SUR LE SITE DES HARAS D'AURILLAC

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil au Président ;

CONSIDERANT que l'Institut Français Du Cheval et de l'Équitation, établissement public à caractère administratif sollicite la mise à disposition de locaux administratifs, propriété du Département du Cantal afin d'exercer ses fonctions ;

DECIDE

Article 1^{er} : de mettre à disposition de l'IFCE, sis Terrefort – BP207, 49411 SAUMUR, des locaux situés au rez-de chaussé dans l'immeuble « pôle administratif » sur le site des Haras, Avenue de Julien, 15000 AURILLAC.

La présente mise à disposition est consentie et acceptée moyennant un **loyer annuel de 4 500 € TTC**.

Article 2 : de conclure en ce sens la convention fixant les modalités de mise à disposition dont le projet est joint en annexe ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition.

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 20 décembre 2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno LAURE



Conseil départemental du Cantal
La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ADMINISTRATIFS SUR LE SITE DES HARAS
D'AURILLAC
EN FAVEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'ÉQUITATION**

Entre les soussignés,

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC et représenté par son Directeur Général des Services, Monsieur Jean-Claude ETIENNE agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par décision du Président en date du ;

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Départemental,

d'une part,

et

L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'ÉQUITATION, établissement public à caractère administratif, sis Terrefort – BP207, 49411 SAUMUR CEDEX, représenté par son secrétaire général, Monsieur Sylvain BAGARIE, agissant en qualité et habilité à cet effet.

Ci-après dénommé le bénéficiaire ou le locataire,

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le bénéficiaire est autorisé à occuper à titre précaire et révocable, le bien immobilier, propriété du Département, défini ci-après.

Article 2 - DESIGNATION DES LIEUX ET BIENS

Le Département du Cantal met à la disposition du bénéficiaire une partie des locaux situés au rez-de-chaussée dans l'immeuble « pôle administratif » du haras, sis Avenue de Julien – 15000 AURILLAC, ainsi défini :

- un bureau de 25 m²
- un bureau de 23 m²
- un local de stockage de 10 m²

En usage partagé avec les autres occupants :

- une tisanerie
- des sanitaires
- un hall d'entrée et sa circulation

Les plans des locaux sont joints en annexe.

Article 3 – ETAT DES LIEUX ET REMISE DU BIEN

Le bénéficiaire prend les locaux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre, bien les connaître pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état contradictoire sera dressé. A défaut, le preneur sera réputé avoir reçu les biens en parfait état sans que postérieurement il puisse établir la preuve du contraire.

Article 4 - AFFECTATION DU BIEN - OCCUPATION

Les locaux objet de la présente convention sont affectés à usage exclusif des activités de l'IFCE, pour ce qui concerne les espaces à usage de bureaux.

Il ne pourra ni prêter ni sous-louer, en tout ou en partie, les lieux loués sous aucun prétexte, même provisoirement ou à titre gracieux.

Le bénéficiaire s'engage à déclarer au Département toute nouvelle activité qu'il envisage dans les locaux. En cas d'accord de ce dernier, un avenant à la présente convention sera établi.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente même provisoire non autorisée par le Département entraînera, sauf accord des parties, la résiliation automatique de la convention pour le bénéficiaire en cause.

Article 5 - LOYER

La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 4 500 € TTC.

Le loyer sera facturé annuellement pour toute l'année en cours.

L'occupant est responsable individuellement du solde du loyer.

Le prix du loyer ainsi fixé sera réévalué chaque année à la date d'anniversaire du contrat en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers des activités tertiaires par abréviation « I.L.A.T » tel qu'il est publié actuellement par « l'I.N.S.E.E » et après présentation du nouveau montant de l'avis d'échéance émanant du propriétaire.

L'indice de base est l'indice du 2ème trimestre 2022 s'élevant à 122,65.

L'indice de révision sera l'indice du 3ème trimestre de chaque année précédant la date anniversaire du bail.

En cas de non-paiement, après une mise en demeure du Département restée infructueuse plus d'un mois, l'occupant réputé sans titre encourra une pénalité de 20% en plus du loyer dû. Si deux mois après la mise en

demeure, l'occupant n'a pas régularisé sa situation, la procédure de résiliation visée à l'article 11 sera mise en place avec un délai de préavis réduit à un mois pour le propriétaire.

Article 6 – CHARGES

Les parties conviennent que le montant du loyer s'entend charges comprises, incluant les dépenses d'eau et d'électricité. Toutes les autres charges incombent au « bénéficiaire ».

En outre les abonnements de téléphonies seront mis au nom du locataire qui devra en supporter les frais et régler directement les dépenses y afférentes.

Article 7 – CONDITIONS D'ENTRETIEN – REPARATIONS

Le « locataire » aura la charge des réparations locatives, notamment les dépenses d'entretien et les petites réparations et devra rendre les lieux en bon état desdites réparations à l'expiration du bail.

Il sera responsable des accidents causés par et à ses objets. Le « bénéficiaire » fera son affaire personnelle de façon que le propriétaire ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toute réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité professionnelle dans les lieux mis à disposition.

Le « locataire » ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du Département. Tous embellissements, améliorations et installations faits par le « bénéficiaire » dans les lieux loués resteront, à la fin du présent bail, la propriété du Département sans indemnité de sa part.

7-1 : Travaux relevant du propriétaire

Le propriétaire a l'obligation d'effectuer les grosses réparations à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut d'entretien courant, depuis la mise en place de ladite convention.

Les grosses réparations sont celles du clos et couvert et des équipements généraux.

Le propriétaire assurera la mise en conformité des bâtiments liés à une évolution de la réglementation générale sur les établissements recevant du public à l'exclusion de toute réglementation spécifique à l'activité du bénéficiaire.

Article 8 – DUREE DE LA CONVENTION

Elle est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2023.

Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin en tout état de cause, à la date où le bénéficiaire cessera de remplir ses fonctions justifiant l'octroi de la concession.

Le bénéficiaire a été informé qu'il ne saurait se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux et qu'en conséquence la législation relative aux baux ne pourra s'appliquer.

Article 9 – RESPONSABILITE-ASSURANCE

Le « bénéficiaire » s'engage à souscrire pendant toute la durée du bail l'assurance responsabilité locative garantissant les dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ainsi que l'assurance dite « recours des voisins et des tiers ».

En cas de sinistre, le « bénéficiaire » informera le Département en précisant la nature du sinistre et ses « conséquences ».

Par défaut d'assurance du locataire, le propriétaire est en droit de résilier de plein droit le bail.

Le propriétaire s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant le bien loué, pendant la durée du bail.

Article 10 – IMPOTS ET FRAIS

Le « bénéficiaire » devra payer tous les impôts, contributions, ou taxes lui incombant et dont le propriétaire pourrait être responsable à un titre quelconque et il devra justifier à toute réquisition du propriétaire notamment à l'expiration du bail.

Article 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative du propriétaire ou de l'occupant à tout moment à charge pour chacun de prévenir l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice en respectant un délai de préavis de trois mois pour les deux parties.

A défaut de paiement d'un seul mois de loyer dans les conditions prévues à l'article 5, ou des charges, ou cas d'inexécution de l'une des clauses du bail, et deux mois après une sommation de payer ou d'exécuter demeurée sans effet, le bail sera résilié de plein droit, si bon semble au bailleur, et sans formalité judiciaire.

Si le locataire refuse de quitter les lieux il suffira, pour l'y contraindre d'une ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de grande instance d'Aurillac.

Article 12 – LITIGES

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable. En l'absence de règlement amiable, un recours contentieux pourra être fait auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la date de refus de règlement amiable.

Fait à Aurillac en deux exemplaires originaux le

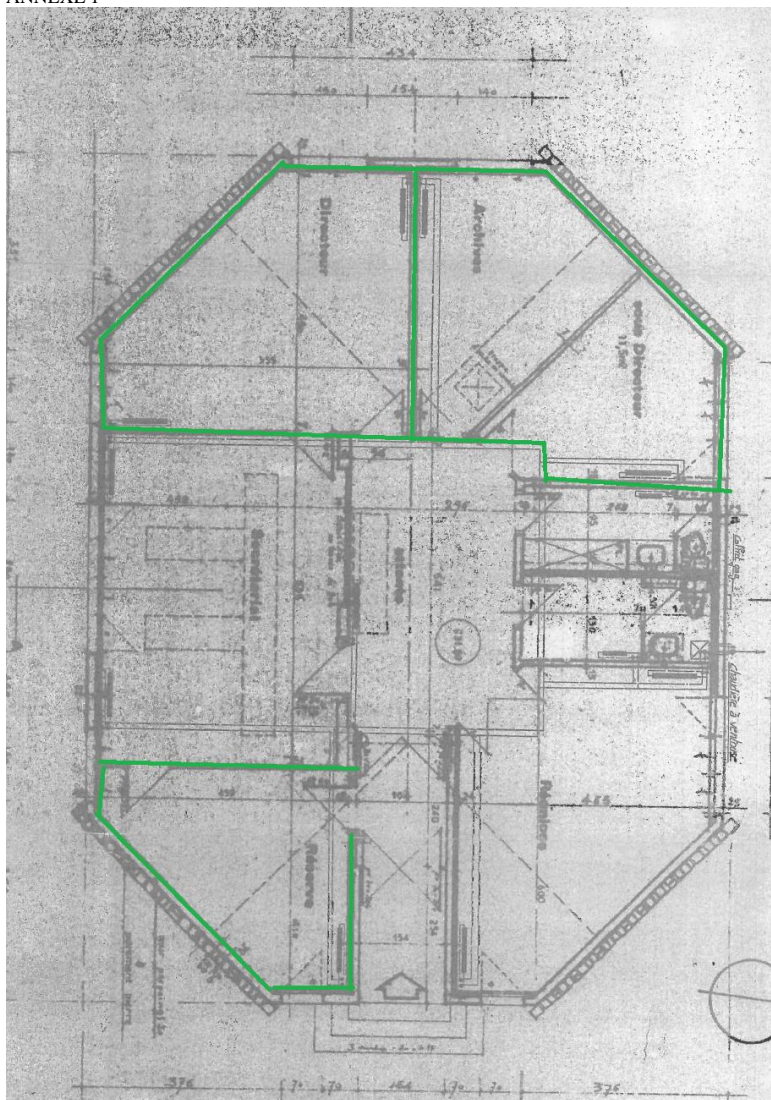
Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Directeur général des Services

Jean-Claude ETIENNE

L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Monsieur le secrétaire général

Sylvain BAGARIE

ANNEXE 1



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE D'UN LOGEMENT

Le Président du Conseil départemental,

Vu la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT que Monsieur Gil ALEYRANGUES exerce les fonctions de Directeur sur le site des Haras nationaux de la Ville d'Aurillac et qu'une mise à disposition d'un logement propriété du Département doit être formalisée dans ce cadre ;

DECIDE

Article 1^{er} : d'annuler et de remplacer la décision N° 22-3950 par la présente décision.

Article 2 : de mettre à disposition de Monsieur Gil ALEYRANGUES un logement situé sur le site des Haras, Avenue de Julien, 15000 AURILLAC, cadastré section CH 136.

La présente location est consentie et acceptée moyennant un **loyer mensuel de 250 € TTC**.

Article 3 : de conclure en ce sens une convention fixant les modalités de mise à disposition à conclure entre le Département du Cantal et Monsieur Gil ALEYRANGUES, dont le projet est joint en annexe ;

Article 4 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 5 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 25 janvier 2023

Le Président du Conseil départemental

Bruno LAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Convention d'occupation précaire d'un logement

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENTAL DU CANTAL, sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC et représenté par son Directeur Général des Services, Monsieur Jean-Claude ETIENNE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par décision du Président en date du 25 janvier 2023 ;
D'une part,

ET

Monsieur Gil ALEYRANGUES, Avenue Julien – 15000 AURILLAC
Exerçant les fonctions de Directeur sur le site des Haras nationaux de la ville d'Aurillac
Ci après dénommé l'occupant ou le bénéficiaire
D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Monsieur Gil ALEYRANGUES est autorisé à occuper à titre précaire et révocable, le bien immobilier défini ci-après.

Article 2 - Désignation des biens

La présente convention porte sur l'occupation précaire d'un logement situé sur le site des Haras, Avenue de Julien, 15000 AURILLAC, cadastré section CH 136.

Ce logement de 100 m² est composé d'un salon séjour, d'une salle de bains, d'un sanitaire, d'une cuisine, d'une chambre et un garage.

Les plans des locaux sont joints en annexe.

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance du bien loué pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Article 3 - Durée de la convention

Cette convention prend effet à partir du 1^{er} janvier 2023, pour une période d'un an.

Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin en tout état de cause, à la date où le bénéficiaire cessera de remplir ses fonctions justifiant l'octroi de la concession.

Le bénéficiaire a été informé qu'il ne saurait se prévaloir d'un droit au maintien dans les lieux et qu'en conséquence la législation relative aux baux ne pourra s'appliquer.

Article 4 - Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à l'initiative du propriétaire ou de l'occupant à tout moment à charge pour chacun de prévenir l'occupant ou le propriétaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'Huissier de Justice en respectant un délai de préavis de trois mois lorsqu'il émane du locataire ou bien du propriétaire.

Article 5 - Destination

Les biens loués sont destinés à l'usage exclusif d'habitation dont l'occupant s'engage à en faire bon usage.

Le locataire ne pourra ni prêter, ni sous-louer, en tout ou en partie les lieux loués, sous aucun prétexte même provisoirement ou à titre gracieux.

Article 6 - Loyer

La présente location est consentie et acceptée moyennant un **loyer mensuel de 250 € TTC**.

Le loyer mensuel est payable chaque mois 10 jours maximum après le terme échu.

En cas de non paiement, après une mise en demeure du Département restée infructueuse plus d'un mois, l'occupant réputé sans titre encourra une pénalité de 20 % en plus du loyer dû. Si 2 mois après la mise en demeure, l'occupant n'a pas régularisé sa situation, la procédure de résiliation visée à l'article 4 sera mise en place avec un délai de préavis réduit à un mois pour le propriétaire.

L'occupant est responsable individuellement du solde du loyer.

Article 7 - Charges

Les charges sont comprises dans le montant du loyer indiqué à l'article 6.

Article 8 - Impôts

Indépendamment des remboursements qu'il aura à effectuer au propriétaire, l'occupant devra payer tous impôts, contributions, ou taxes lui incombant.

Il est précisé en tant que de besoin que le propriétaire supportera l'impôt foncier dans son intégralité.

Il est précisé que le propriétaire peut récupérer sur l'occupant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Article 9 - Assurances

L'occupant s'engage à souscrire pendant toute la durée du bail l'assurance responsabilité locative garantissant les dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ainsi que l'assurance dite « recours des voisins et des tiers ».

L'occupant s'engage à remettre une attestation d'assurance lors de la remise des clés et fournira chaque année les attestations d'assurance sur simple demande du bailleur.

En cas de sinistre, l'occupant informera le Département en précisant la nature du sinistre et ses conséquences.

Par défaut d'assurances de l'occupant, le Département du Cantal est en droit de résilier de plein droit la convention.

Le Département, en tant que propriétaire s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant le bien loué, pendant toute la durée du bail.

Article 10 - État des lieux

L'occupant prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance.

Un état des lieux amiable est établi contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et lors de la sortie de ceux-ci.

Article 11 - Entretien réparations

L'occupant aura la charge des réparations locatives telles qu'elles sont définies dans la loi et devra rendre les lieux en bon état à l'expiration du bail. Il devra notamment faire entretenir et remplacer, si besoin est, tout ce qui concerne les installations à son usage personnel.

Il sera responsable des accidents causés par et à ces objets.

L'occupant sera également responsable de toutes réparations notamment à la charge du propriétaire, résultant du seul défaut d'exécution des réparations dont l'occupant a la charge comme il est dit ci-dessus, soit par des dégradations résultant de son fait, ou de ses visiteurs, soit dans les lieux loués, soit dans la partie privative de l'immeuble.

Article 12 - Transformation, amélioration par l'occupant

L'occupant ne pourra opérer aucune démolition, construction, ni aucun changement de distribution, cloisonnement, percement d'ouverture, si ce n'est avec le consentement préalable et écrit du propriétaire.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par l'occupant dans les lieux loués resteront, à la fin du présent bail, la propriété du Département sans indemnité de sa part.

Article 13 - Visite des lieux

L'occupant devra laisser le propriétaire, ses représentants ou son architecte et tous entrepreneurs et ouvriers, pénétrer dans les lieux loués pour visiter, réparer et entretenir l'immeuble.

Article 14 - Interdictions diverses

Il est interdit à l'occupant :

- d'embarrasser ou d'occuper, même temporairement, les parties d'immeuble non comprises dans la présente location,
- de faire usage d'appareils à combustion lente ou produisant des gaz nocifs,
- de faire supporter aux planchers une charge supérieure à leur résistance normale

Article 15 - Destruction des lieux loués

Si les locaux viennent à être détruits en totalité par un évènement indépendant de la volonté du propriétaire, le présent bail sera résilié de plein droit sans indemnité.

En cas de destruction partielle, le présent bail pourra être résilié en application de l'article 1722 du Code Civil, mais sans préjudice, pour le propriétaire, de ses droits éventuels contre l'occupant si la destruction peut être imputée à ce dernier.

Article 16 - Interruption dans les services collectifs

Le propriétaire ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le propriétaire n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir l'occupant des interruptions.

Article 17 - Abrogation des dispositions antérieures

Toutes les dispositions antérieures à celles de la présente convention, prises à l'occasion de l'occupation du logement concédé, sont abrogées à sa date d'entrée en vigueur.

Article 18 – Litiges

En cas de litiges dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent expressément à rechercher un règlement amiable. En l'absence de règlement amiable, un recours contentieux pourra être fait auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la date de refus de règlement amiable.

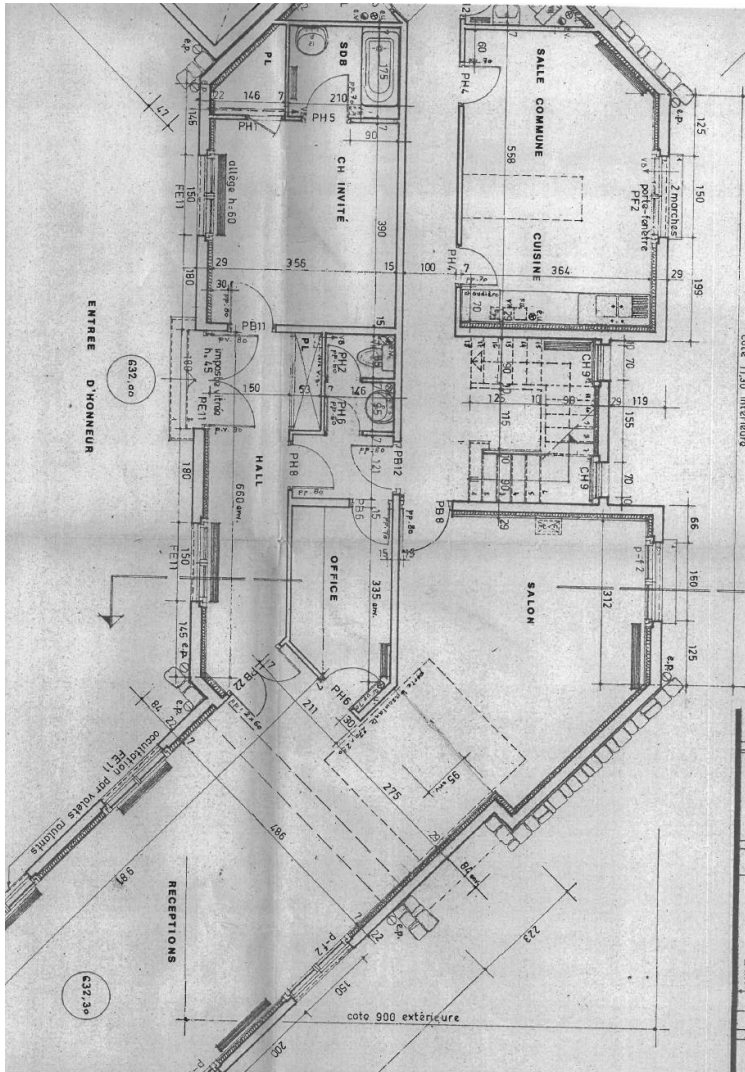
Fait à Aurillac en deux exemplaires originaux le

Pour le département du cantal
Le Président du Conseil départemental

Jean-Claude ETIENNE

GIL ALEYRANGUES

ANNEXE 1 – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION LOGEMENT HARAS



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-33

Crédit-bail immobilier entre le Conseil départemental du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal - Chalet des Galinottes

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n°22CD04-17 du Conseil départemental en date du 14 novembre 2022 portant crédit-bail immobilier entre le Conseil départemental du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal relatif au Chalet des Galinottes ;

Considérant le montant des pénalités de remboursement anticipé de l'emprunt souscrit par le Département du Cantal pour le crédit-bail conclu en 2011 et résilié par le nouveau crédit-bail ;

Considérant par conséquent la nécessité d'actualiser le montant de l'investissement global, assiette du crédit-bail à conclure entre le Département du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal et de le porter à 1 063 669,63 euros ;

- VALIDE le crédit-bail modifié à conclure entre le Département du Cantal et la Fédération des Associations Laïques du Cantal portant sur le Chalet des Galinottes dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

Ainsi, le crédit-bail porte sur un montant prévisionnel d'investissement de 1 063 669,63 euros se composant comme suit :

- capital restant dû : 506 212,95 euros ;
- pénalités de remboursement anticipé : 21 770 euros ;
- montant des travaux : 327 289,68 euros ;
- intérêts du nouvel emprunt : 190 597 euros ;
- frais d'acte : 17 800 euros.

Le loyer annuel est fixé à 60 000 euros pour une durée de crédit-bail de 18 ans ;

- **MANDATE** l'Office Notarial de Maître Jean-Marie HENRI et de Maître Anaïs MANHES-BLONDEAU sis 66 avenue Milhaud 15130 Arpajon-sur-Cère pour l'établissement de l'acte notarié correspondant ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer le crédit-bail et tout acte s'y rapportant.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS,

LE

A ARPAJON-SUR-CERE (Cantal), 66 Avenue du Général Milhaud, au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Jean-Marie HENRI, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «Jean-Marie HENRI et Anaïs MANHES-BLONDEAU», titulaire d'un Office Notarial dont le siège est à ARPAJON-SUR-CERE (Cantal), 66 Avenue du Général Milhaud,

A reçu le présent acte contenant RESILIATION ET CREDIT BAIL IMMOBILIER,

A LA REQUETE DE :

- "BAILLEUR" - :

La collectivité territoriale dénommée **DEPARTEMENT DU CANTAL**, identifiée au SIREN sous le numéro 221500010, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège administratif est à AURILLAC (15000), 28 avenue Gambetta.

Représenté à l'acte par M , Président du Conseil, domicilié à AURILLAC en vertu de la délibération du Conseil du Cantal, en date du dont une copie certifiée conforme est ci-annexée.

- "PRENEUR" - :

La Société dénommée **FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DU CANTAL**, Association déclarée dont le siège est à LAVEISSIERE (15300), centre Super Lioran Chalet des Galinottes, identifiée au SIREN sous le numéro 775562549.

Représentée par M , agissant en qualité de Président de ladite Fédération, autorisé aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil d'administration de la Fédération en date du dont un extrait du procès-verbal certifié conforme est ci-annexé.

DÉCLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITÉ

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises,
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution,
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts.

Le crédit-preneur déclare ne pas être, soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquiescer prévue par l'article 225-26 du Code pénal.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :
Concernant la société DEPARTEMENT DU CANTAL



Concernant la société FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DU CANTAL
Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

FORME DES ENGAGEMENTS ET DÉCLARATIONS

Les engagements souscrits et les déclarations faites ci-après seront toujours indiqués comme émanant directement des parties au présent acte, même s'ils émanent du représentant légal ou conventionnel de ces dernières.

En outre, si plusieurs personnes présentes, ou représentées par mandataire, sont comprises sous la dénomination le "bailleur" ou le "preneur", elles agiront et s'obligeront et les mandataires agiront en leur nom, et les obligeront avec tous les autres, solidairement entre elles.

EXPOSÉ

A. Suivant acte reçu par Maître Jean-Marie HENRI notaire à ARPAJON SUR CERE (Cantal) le 17 mars 2011, publié au service de publicité foncière de AURILLAC le 26 mai 2011 volume 2011P numéro 3170, rectifié suivant attestation reçue le 12 septembre 2011 publiée au service de publicité foncière de AURILLAC le 13 septembre 2011 volume 2011P numéro 5439.

B.

La collectivité territoriale dénommée DEPARTEMENT DU CANTAL a donné en crédit-bail à la Société dénommée FEDERATION DES ASSOCIATIONS LAIQUES DU CANTAL, Association déclarée, le bien ci-dessous visé, savoir :

Le preneur désirant, pour les besoins de son activité, disposer de l'immeuble plus amplement désigné ci-après, sans en assumer dans l'immédiat, la propriété, avait sollicité le concours du bailleur pour le financement de cette opération dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, conformément aux dispositions de la loi numéro 66-455 du 2 juillet 1966 et de l'ordonnance numéro 67-837 du 28 septembre 1967, et des textes subséquents.

La durée du contrat est de 20 années entières et consécutives ayant commencé à courir à compter du 17 mars 2011.

Les locaux, objet du bail doivent être affectés à usage d'accueil, d'hébergement et de loisirs pour enfants et adolescents principalement, mais également de publics handicapés, de stages sportifs ou culturels, de cessions de formations d'animation. .

« Le montant prévisionnel de l'investissement réalisé par le bailleur s'élèvera à la somme de 900.000,00 Euros, représentant l'addition du prix d'achat, soit 833.000,00 Euros, des frais, droits et émoluments de cette acquisition, soit 10.500,00 Euros, 17.500, € et du coût des assurances, bureau d'études et de contrôle.

Ce montant de 900.000,00 Euros correspondra au montant du crédit-bail immobilier mis en place par le bailleur et servira d'assiette ou, autrement dit, de base de calcul pour les loyers et les amortissements.

Il correspond à un financement, toutes taxes comprises, de 1.310.503,00 Euros. »

L'échéance annuelle actuelle de base hors taxe s'élève à CINQUANTE-DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE EUROS (52.250,00 EUR).

« Du fait de son activité exercée sur le site des Galinottes, conformément à la destination des locaux précisée au 6.1, le crédit-preneur n'est pas assujéti à la TVA. Le montant du loyer défini à l'article 7 est net de taxes. Il n'est donc pas dû par le Crédit-Preneur de TVA en sus de ce montant. »

C. **Le bailleur souhaitant réaliser des travaux de modernisation du BIEN, déclare en conséquence modifier l'économie générale dudit contrat initial.**

Les parties ont convenu de résilier amiablement le crédit-bail susvisé.

I. RESILIATION AMIABLE DE CREDIT-BAIL

Précision est ici faite que les parties dispensent le notaire de relater ici les autres conditions et garanties prises aux termes de cet acte.

RAPPEL DE LA CLAUSE DE RESILIATION

La clause de résiliation contenue dans le crédit-bail prévoit qu'il pouvait être résilié avant le terme prévu :

« ARTICLE 15 - RÉSILIATION

15.1. Résiliation par accord mutuel

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par accord amiable entre les Parties et aux conditions qui sont alors convenues entre elles. »

ETAT ACTUEL DE L'OPÉRATION

Les parties déclarent ce qui suit :

- La destination des locaux est conforme aux termes du contrat du crédit-bail.
- Le paiement des loyers et charges et des impôts est à jour.
- Aucun contrat de sous location n'a été conclu.
- Les engagements contenus au contrat sont à ce jour respectés.

IDENTIFICATION DU BIEN DONNE À BAIL

Immeuble article un

DÉSIGNATION

A LAVEISSIERE (CANTAL) 15300 Super Lioran,

Un bâtiment dénommé "Chalet des Galinottes" avec terrain autour.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	153	2 RUE DE LA PATINOIRE	00 ha 37 a 77 ca

Immeuble article deux

DÉSIGNATION

Par extension sur la SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) 15800 Lastaches,

Un bâtiment dénommé "Chalet des Galinottes".

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AA	39	LASTACHES	00 ha 43 a 87 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

RESILIATION DU CREDIT-BAIL

Les parties, compte tenu de tout ce qui vient d'être exposé, conviennent entre elles de résilier le crédit-bail avec effet à ce jour.

Par suite, cette résiliation met fin à toutes les garanties constituées en exécution des charges et conditions de ce contrat.

Il s'agit pour les parties d'un acte de résiliation pure et simple sans indemnité.

REGULARISATION DES COMPTES ENTRE LES PARTIES

Les parties déclarent faire leur affaire personnelle des règlements entre elles des proratas afférents.

DISPOSITIONS DIVERSES

EFFET RELATIF

Acte reçu par Maître Jean-Marie HENRI notaire à ARPAJON SUR CERE (Cantal) le 17 mars 2011, publié au service de publicité foncière de AURILLAC le 26 mai 2011 volume 2011P numéro 3170, rectifié suivant attestation reçue le 12 septembre 2011 publiée au service de publicité foncière de AURILLAC le 13 septembre 2011 volume 2011P numéro 5439.

PUBLICATION

La résiliation du crédit-bail sera publiée au service de la publicité foncière compétent aux frais du preneur, ce dont le notaire soussigné requiert le service de publicité foncière de AURILLAC.

La taxe fixe de publicité foncière sera perçue (perception de la taxe fixe) ainsi que la contribution de sécurité immobilière qui sera, elle, liquidée sur le montant cumulé des loyers afférents à l'ensemble de la période de location restant à courir et qui s'élève à SIX CENT SOIXANTE-HUIT MILLE CINQ CENT TROIS EUROS (668,503,00 EUR).

II. CREDIT-BAIL

ÉCONOMIE DE L'OPÉRATION

Le preneur désirant, pour les besoins de son activité, disposer de l'immeuble plus amplement désigné ci-après, sans en assumer dans l'immédiat, la propriété, a sollicité le concours du bailleur pour le financement de cette opération dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, en application des articles L 313-7 et suivants du Code monétaire et financier.

Les présentes sont conclues dans le cadre du développement touristique et économique de la station du Lioran et de l'exploitation de l'immeuble dénommé " Chalet des Galinottes ".

Les conditions de la location consentie par le crédit-bailleur au crédit-preneur, qui l'accepte, de l'immeuble objet de la présente convention ;

La promesse de vente de l'immeuble objet de la présente convention consentie

Par le crédit-bailleur au crédit-preneur, qui accepte la promesse en tant que Promesse, se réservant d'acquiescer ou non selon ce qui lui conviendra.

IDENTIFICATION DU BIEN

Immeuble article un

DÉSIGNATION

A LAVEISSIERE (CANTAL) 15300 Super Lioran.

Un bâtiment dénommé "Chalet des Galinottes" avec terrain autour.

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AD	153	2 RUE DE LA PATINOIRE	00 ha 37 a 77 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Immeuble article deux

Par extension sur la commune de SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) :

DÉSIGNATION

A SAINT-JACQUES-DES-BLATS (CANTAL) 15800 Lastaches.

Un bâtiment dénommé "Chalet des Galinottes".

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
AA	39	Lastaches	00 ha 43 a 87 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Effet relatif

Tous les immeubles ont la même origine ci-après relatée.

Acquisition suivant acte reçu par Maître Jean-Marie HENRI notaire à ARPAJON SUR CERE le 17 mars 2011, publié au service de la publicité foncière de AURILLAC le 12 mai 2011, volume 2011P, numéro 2850.

Attestation rectificative suivant acte reçu par Maître Jean-Marie HENRI notaire à ARPAJON SUR CERE le 17 août 2011, publiée au service de publicité foncière de AURILLAC le 26 août 2011 volume 2011P numéro 5120.

**Ceci exposé, il est passé aux conditions du crédit-bail objet des présentes.
Ces conditions sont divisées en trois parties :**

- **LA PREMIERE relative aux conventions préliminaires.**
- **LA DEUXIEME relative aux rapports entre les parties.**
- **LA TROISIEME relative aux conditions d'exercice de la promesse de vente conférée dès à présent au preneur et aux garanties et dispositions diverses.**

PREMIERE PARTIE

CONVENTIONS PRELIMINAIRES

I - ENGAGEMENT DU BAILLEUR

a) Travaux sur immeuble existant

Le bailleur s'engage, sous réserve éventuellement de l'obtention préalable des autorisations administratives nécessaires à la bonne fin de l'opération, à faire réaliser sur l'immeuble ci-dessus désigné, les travaux dont les caractéristiques sont définies sur un descriptif sommaire approuvé par les parties et annexé.

L'engagement financier du bailleur pour la réalisation de ce projet de travaux est plafonné, hors taxes, à un million soixante-trois mille six cent soixante-neuf euros et soixante-trois centimes (1.063.669,63 eur).

Au-delà de cette somme, en cas de dépenses imprévues et d'écart entre le montant prévisionnel des travaux et son montant définitif, le bailleur ne sera pas engagé.

Tout dépassement devra donc être pris en charge par le preneur sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité ou remboursement en cours ou en fin de bail de la part du bailleur, du fait de sa participation au financement desdits travaux.

b) Financement

Montant :

Le montant prévisionnel de l'investissement réalisé par le bailleur s'élèvera à la somme de UN MILLION SOIXANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-TROIS CENTIMES (1.063.669,63 EUR), représentant l'addition :

-du capital restant dû, soit cinq cent six mille deux cent douze euros et quatre-vingt-quinze centimes (506.212,95 eur),

-des pénalités de remboursement anticipé, soit vingt et un mille sept cent soixante-dix euros (21.770,00 eur),

-du montant des travaux, soit trois cent vingt-sept mille deux cent quatre-vingt-neuf euros et soixante-huit centimes (327 289,68 eur),

-des intérêts du nouvel emprunt, soit cent quatre-vingt-dix mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept euros (190 597,00 eur),

-des frais d'acte, soit dix-sept mille huit cent euros (17 800,00 eur).

Ce montant de UN MILLION SOIXANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-TROIS CENTIMES (1.063.669,63 EUR) correspondra au montant du crédit-bail immobilier mis en place par le bailleur et servira d'assiette ou, autrement dit, de base de calcul pour les loyers et les amortissements.

Dépassement ou réajustement de l'assiette :

S'il apparaissait, après la signature du contrat, pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit, même au titre d'impôts ou taxes, que des sommes supplémentaires devaient être payées à qui que ce soit, le preneur, ainsi qu'il s'y oblige dès à présent, devra faire son affaire personnelle des règlements à effectuer ou devra rembourser au bailleur le montant du dépassement constaté que ce dernier aurait supporté.

Cependant, si le bailleur acceptait de mettre en place un financement supplémentaire ou bénéficiait d'une subvention qui entraînerait une révision de l'assiette du loyer, les conditions de ce financement seraient négociées et fixées en temps utile en fonction de la conjoncture monétaire et économique du moment.

Le loyer en cas d'obtention de subvention serait révisé (montant et/ou durée).

Dans ce cas, comme dans celui où, pour une raison quelconque, le montant du financement définitivement mis en place n'atteindrait pas le montant prévisionnel ci-dessus fixé, le présent contrat serait modifié, ainsi que les parties s'y obligent, dès l'arrêt des comptes, pour être conforme au nouveau tableau financier chiffré, du même type que celui visé par les parties et annexé.

II - ENGAGEMENT DU PRENEUR

Transfert de risques

Le preneur qui a négocié les conditions des travaux à venir, et qui sera l'utilisateur du bien et s'il le désire qui en deviendra le propriétaire, n'entend pas conserver la maîtrise entière de l'opération tant au point de vue technique qu'au point de vue économique qui est conservée par le bailleur.

Relations des parties durant les travaux :

Les travaux réalisés deviendront la propriété du bailleur par accession au fur et à mesure de leur exécution, à charge par le bailleur de s'acquitter du prix convenu selon les modalités stipulées.

Il est rappelé que les travaux devront être achevés au plus tard le 30 septembre 2023, et réceptionnés conformément aux stipulations des contrats.

Conformité :

Le bailleur devra déposer en Mairie une déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux.

Il s'engage à obtenir et à fournir au preneur une attestation certifiant que la conformité des travaux avec l'autorisation d'urbanisme délivrée n'est pas contestée.

III - ASSURANCES ET DIVERS

1° Afin de satisfaire aux prescriptions édictées par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978, le crédit-bailleur, agissant tant pour son compte que pour celui du crédit-preneur, souscrira auprès de ses assureurs, avant l'ouverture du chantier, les polices d'assurances suivantes :

– une police "Dommages-ouvrage" prévue par l'article L. 242-1 du Code des assurances.

Cette police garantira, pendant une durée de 10 ans, le crédit-bailleur, en sa qualité de maître de l'ouvrage-propriétaire, du paiement des travaux de réparation des dommages relevant des dispositions des articles 1792 et suivants du Code civil.

Les capitaux assurés par cette police "Dommages-ouvrage" seront indexés en totalité sur l'indice "BTO1" :

–une police "Constructeurs non-réalisateurs" prévue aux articles L. 241-1 et L. 241-2 du Code des assurances afin de couvrir sa responsabilité et celle du crédit-preneur, entrepreneur général au regard des articles 1792 et suivants du Code civil ;

–une police "Tous risques chantier" pour le compte de tous les intervenants à la construction et de l'entrepreneur général en garantie des dommages accidentels pouvant subvenir durant l'exécution des travaux et pendant une période de maintenance de 12 mois après réception ;

–une police "Responsabilité civile" garantissant le crédit-bailleur contre les réclamations élevées par des tiers lésés contre le crédit-bailleur, maître d'ouvrage et le crédit-preneur, entrepreneur général, à raison des travaux.

2° Le crédit-bailleur souscrira toutes assurances complémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires pour parfaire les garanties susmentionnées.

3° Le crédit-preneur devra déclarer immédiatement tout sinistre au crédit-bailleur et à ses assureurs.

4° Si les indemnités d'assurances sont inférieures au coût effectif de reconstruction ou de remise en état, le crédit-preneur supportera la différence sans recours contre le crédit-bailleur.

5° Dans l'hypothèse où le sinistre, total ou partiel, n'est pas couvert par les assurances souscrites ou si les compagnies d'assurances refusent d'indemniser le sinistre, pour quelque raison que ce soit, les frais de reconstruction à l'identique seront supportés par le crédit-bailleur qui exercera seul tout recours en vue d'obtenir le paiement des indemnités d'assurances auxquelles il prétendrait.

IV - MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT

Le bailleur ne procédera à aucun déblocage de fonds avant l'obtention des autorisations nécessaires à la bonne fin de l'opération.

V - CLAUSE RESOLUTOIRE PENDANT LA PERIODE DE REALISATION DES TRAVAUX - INDEMNITE

Il est convenu qu'à défaut de payer à son échéance l'une quelconque des charges financières incombant au preneur pendant la période des travaux, notamment au titre des frais de dossier et de recherche des capitaux, des préloyers ou intérêts de retard, les présentes conventions seront résolues de plein droit si bon semble au bailleur et sans aucune formalité judiciaire, un mois après la notification au preneur d'un commandement de payer ou d'une mise en demeure avec avis de réception resté sans effet et contenant déclaration par le bailleur de son intention d'user du bénéfice de la présente clause. Etant précisé que tout paiement ou exécution faite après l'exécution du délai d'un mois restera sans effet.

VI - COMPTE DE L'OPERATION

Un compte sera ouvert dans les livres du bailleur au nom de l'opération.

Toutes les dépenses réglées par le bailleur relativement à la présente opération de crédit-bail seront portées au débit de ce compte.

Le bailleur s'engage à aviser le preneur, sur sa demande, de tout règlement effectué au titre de la présente opération.

Ces dépenses pourront comporter notamment le prix d'acquisition du terrain, les droits, frais et émoluments relatifs à cette acquisition, le règlement des travaux prévus aux devis y afférents ainsi que les primes d'assurances et honoraires dus pendant la durée des travaux, ainsi que les impôts et taxes concernant l'opération.

Le bailleur acquittera, en outre, la taxe sur la valeur ajoutée grevant l'opération.

DEUXIEME PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE LOCATION

I- OBJET ET DESIGNATION

Le bailleur donne en crédit-bail dans le cadre des dispositions de la loi numéro 66-455 du 2 juillet 1966 modifiée et complétée par l'ordonnance numéro 67-837 du 28 septembre 1967 et des textes subséquents, au preneur qui l'accepte, l'immeuble ci-dessus visé.

Tel que le bien existera, s'étendra et se comportera, après achèvement des travaux, avec toutes ses aisances et dépendances, sans aucune exception ni réserve

II - DUREE

Le présent crédit-bail est conclu pour une durée de 18 années entières et consécutives qui commenceront à courir à compter de ce jour.

Le preneur prendra possession des locaux objet du présent crédit-bail aussitôt après la signature du présent crédit-bail et ce quand bien même le preneur n'aurait pas encore installé les agencements et les équipements propres à son exploitation, les constructions dont s'agit étant louées nues.

Le bailleur pourra faire constater par acte extra-judiciaire, aux frais du preneur, l'achèvement de l'immeuble au sens de l'article R 261-1 du Code de la construction et de l'habitation, ou la prise de possession des biens. Cette constatation entraînera la prise d'effet immédiate du crédit-bail.

Les dispositions de l'article L 145-4 du Code de commerce conférant au locataire de locaux à usage commercial ou industriel la faculté de donner congé à la fin de chaque période triennale ne seront pas applicables aux présentes conventions de crédit-bail.

Conformément aux mêmes dispositions, et sous réserve de ce qui sera dit ci-après pour les cas de sinistre et d'expropriation, le preneur aura la faculté de résilier le présent bail mais seulement à partie de la fin de la douzième année et dans les conditions stipulées ci-après.

III - ETAT DES LIEUX - VICES DE CONSTRUCTION CONFORMITE DE L'OUVRAGE

De convention expresse, il ne sera pas établi d'état des lieux lors de la prise de possession des locaux.

Le seul fait pour le preneur de prendre possession des locaux vaudra, de plein droit, reconnaissance par lui de la conformité de ceux-ci avec la description de l'immeuble figurant dans les documents qui ont été établis par le cabinet d'architecte choisi par le preneur et demeurés annexés au contrat d'entreprise générale susvisé.

Le preneur, qui a choisi l'immeuble, déclare bien connaître l'état dans lequel se trouvent ou se trouveront les constructions qui seront mises à sa disposition. Dès à présent, en conséquence et par dérogation expresse aux dispositions des articles 1720 et 1721 du Code civil, il renonce à toute garantie et à tous recours contre le bailleur pour vices apparents ou cachés, et s'interdit notamment toute demande de réduction du loyer et toute demande d'indemnisation pour retard dans la livraison.

Le preneur fera son affaire personnelle, sans recours contre le bailleur, des servitudes de toute nature ainsi que des réglementations susceptibles de modifier ou de restreindre les possibilités d'utilisation, la distribution ou la consistance des locaux objet du présent crédit-bail, sans pouvoir prétendre à aucune réduction de loyer.

En outre, le preneur s'oblige à dénoncer au bailleur, dans le mois de leur constatation, tous défauts ou vices qu'il décèlerait dans la construction pour permettre au bailleur d'exercer, s'il le juge utile, tous recours quelconques. Cette dénonciation devra être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au bailleur.

Il appartiendra, le cas échéant, au bailleur, et s'il le désire, de faire jouer à son profit, selon les dispositions des articles 1792 et 1792-4-1 du Code civil, la responsabilité incombant aux architectes, entrepreneurs et autres personnes intervenues par contrat de louage d'ouvrage dans la construction des lieux loués. Les indemnités éventuelles reçues à ce titre qui n'auraient pas été utilisées pour la remise en état du bâtiment, seront conservées par le bailleur.

Il est rappelé que dans un délai de quatre-vingt-dix jours au plus à compter du jour où les locaux sont devenus utilisables, une déclaration relative à la construction doit être adressée au bureau du cadastre dont dépend le lieu de l'investissement.

En conséquence, le preneur s'oblige à fournir au bailleur tous documents et renseignements nécessaires à l'établissement de cette déclaration, y compris la déclaration elle-même. A défaut, le preneur supporterait toutes conséquences fiscales qui résulteraient du non-dépôt de cette déclaration dans le délai prescrit.

IV - CHARGES ET CONDITIONS

Le présent crédit-bail est consenti sous les charges et conditions stipulées ci-après que le preneur s'oblige à exécuter et accomplir sous peine des sanctions stipulées ci-après.

a) Affectation des locaux

Les locaux objets de la présente convention sont affectés à l'activité d'accueil, d'hébergement et de loisirs pour enfants et adolescents principalement, mais également de publics handicapés, de stages sportifs ou culturels, de cessions de formations d'animation. Ils sont destinés notamment à recevoir des voyages scolaires, des classes de découvertes, des séjours déclarés de vacances pour mineurs, des accueils de loisirs de proximité, des séjours de vacances adaptées déclarés, des sessions de formations BAFA ou BAFD. Ces locaux offrent la possibilité aux groupes de passage sous réserve d'affiliation de bénéficier des services de restauration et d'utilisation ponctuelle de certaines salles.

L'affectation des locaux par le preneur à un autre usage que celui sus-indiqué entraînera, si bon semble au bailleur, la résiliation du crédit-bail aux torts et griefs du preneur, résiliation entraînant le paiement par le preneur de l'indemnité de résiliation ci-après convenue.

Le preneur devra remplir toutes formalités administratives, effectuer toutes demandes, prendre à sa charge tous les frais qui pourraient s'avérer nécessaires pour l'exercice de son activité et dégager le bailleur de toutes éventuelles responsabilités à cet égard.

Le preneur prendra notamment toute disposition et satisfera, à ses frais, à la réglementation sur la non-pollution de l'air et de l'eau, et à toute autre réglementation relative aux nuisances.

Il se conformera aux prescriptions de tous cahiers des charges de loisement ou état descriptif ou autre règlement.

Il fera son affaire personnelle de tous dommages et intérêts pour le non-respect de l'un quelconque de ces réglementations, le bailleur ne devant en aucune façon être recherché ni inquiété à ce sujet.

Si les autorités administratives ou judiciaires demandaient la fermeture des locaux loués pour non-respect de l'une quelconque de ces réglementations, le loyer continuerait d'être dû sans recours contre le bailleur.

b) Jouissance des locaux

Le preneur devra user des lieux loués en bon administrateur.

Il ne pourra inquiéter ni rechercher le bailleur, de quelque façon que ce soit, pour les troubles de jouissance pouvant découler du fait de tiers.

Le preneur s'engage à ne rien faire ni laisser faire dans les locaux donnés en crédit-bail qui ne puisse nuire à l'ordre, à l'aspect, à la propreté de l'immeuble ou à la jouissance paisible des autres occupants ou des voisins de l'immeuble.

Le présent bail ne comporte aucune garantie d'exclusivité ou de non-concurrence par le bailleur qui se réserve le droit de donner en location tous locaux autres que ceux faisant l'objet du présent contrat pour l'exercice de toutes activités similaires ou identiques, quel que soit le lieu où ils sont situés.

Il s'oblige à respecter ou à faire respecter toute réglementation actuelle ou future relative à l'activité exercée dans les lieux loués et plus spécialement les règles d'hygiène et de sécurité.

A cet égard, le preneur déclare que les locaux, objet du présent crédit-bail, ne constituent pas un établissement public au sens de l'article R 123.2 du Code de la construction et de l'habitation.

Toutefois, si l'immeuble est utilisé par un établissement assujéti à la réglementation sur les établissements recevant du public, le locataire devra mettre en place un système de vérifications satisfaisant aux dispositions du décret du 31 octobre 1973 et de ses textes d'application relatifs à la

protection contre les risques d'incendie et de panique. Les vérifications effectuées dans ce cas devront nécessairement porter sur l'intégralité des bâtiments, aménagements, installations et équipements soumis à un titre quelconque à la réglementation sur la sécurité des personnes et des biens. Une copie des rapports de vérification devra être régulièrement communiquée au bailleur.

c) Règles de sécurité

La sécurité des personnes et des biens du fait de l'immeuble objet de la présente convention et son utilisation incombe au crédit-preneur qui s'y oblige.

Afin de prévenir les risques d'incendie et de panique dans l'immeuble objet de la présente convention, et dès lors que celui-ci relève de la législation applicable aux établissements recevant du public, le crédit-preneur se conforme à ses obligations en matière de sécurité issues des articles R. 123-1 à R. 123-55 du code de la construction et de l'habitation.

La mise en conformité, le suivi et le contrôle du respect de la législation en vigueur demeurent à la charge et aux frais du crédit-preneur.

Les vérifications effectuées à ce titre portent sur l'ensemble des bâtiments, aménagements, installations et équipements soumis, à un titre quelconque, à la réglementation sur la sécurité des personnes et des biens.

Afin de vérifier les dispositions mises en œuvre par le crédit-preneur en matière de sécurité, le crédit-bailleur peut à tout moment faire effectuer par un organisme spécialisé, le contrôle de la sécurité des locaux et de leurs aménagements contre les risques d'incendie et de panique.

Dans l'hypothèse où, par suite de non-respect des obligations ci-dessus définies, le crédit-bailleur viendrait à être poursuivi de quelque manière que ce soit, le crédit-preneur devrait lui rembourser le montant de toute condamnation qui serait prononcée contre lui ainsi que les frais et honoraires qu'il aura engagés pour sa défense.

Le crédit-preneur communiquera au crédit-bailleur les rapports effectués par les organismes de contrôle concernant les installations électriques, les installations de chauffage et de ventilation ainsi que les ascenseurs et monte-charges. Il lui transmettra également le procès-verbal de visite de la dernière commission de sécurité et l'avertit dès lors qu'il a connaissance d'une visite de ladite commission.

d) Servitudes

Le preneur supportera toutes servitudes de quelque nature qu'elles soient qui pourraient grever l'immeuble donné en crédit-bail, sauf à bénéficier des servitudes actives, s'il en existe, le tout à ses frais, sans recours ni répétition contre le bailleur en réduction des loyers ou autres charges financières du crédit-bail.

e) Travaux - réparations - aménagements - embellissements - divers

Entretien - réparations :

Le preneur s'oblige à maintenir les lieux loués en bon état d'entretien et de réparations locatives ou autres.

Il devra les rendre en fin de bail en bon état de réparations de toute nature et propres à leur destination.

Il ne pourra jamais réclamer au bailleur, pendant le cours du présent bail, des travaux, aménagements ou réparations quelconques.

Il exécutera, en outre, à ses frais, toutes les grosses réparations qui deviendraient nécessaires en cours de bail, même celles prévues par l'article 606 du Code civil, et toutes réparations quelconques qui s'avèreraient nécessaires par suite de vices, défauts ou malfaçons dans la construction, qu'ils soient apparents ou cachés, et alors même qu'aucun signe extérieur n'aurait révélé la nécessité de les entreprendre. De même, il exécutera, à ses frais, sans pouvoir en exiger le remboursement par le bailleur, tous travaux qui seraient imposés par toutes dispositions législatives ou réglementaires.

En conséquence, le preneur ne pourra prétendre au bénéfice des dispositions de l'alinéa deuxième de l'article 1724 du Code civil.

A défaut d'exécution par le preneur des réparations ou des travaux ci-dessus prévus, le bailleur pourra, après mise en demeure par acte extra-judiciaire, se substituer au preneur et faire réaliser ces réparations ou travaux par un entrepreneur de son choix, aux frais du preneur.

Dans tous les cas, le preneur restera seul responsable des conséquences qui pourraient résulter de la non-exécution à bonne date des travaux ou réparations lui incombant.

Si les locaux loués dépendent d'une copropriété, les obligations de faire mises ci-dessus à la charge du preneur ne concernent que les travaux afférents aux parties privatives louées. En ce qui concerne les travaux relatifs aux parties communes, décidés et réalisés par le syndicat de copropriété, le preneur aura seulement à rembourser au bailleur la quote-part des dépenses incombant aux locaux loués.

Changement de distribution :

A l'exception du percement d'ouvertures dans les cloisons intérieures ne constituant pas des murs porteurs, tous changements de distribution, démolitions, percements, devront faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite de la part du bailleur. Les travaux qui seraient ainsi autorisés devraient être exécutés aux frais du preneur et sous la surveillance d'un architecte, d'un expert ou d'un bureau d'études techniques agréé par le bailleur et dont les honoraires seront supportés par le preneur.

Changements et embellissements

Tous les travaux, embellissements, améliorations, installations et constructions quelconques, y compris, le cas échéant, ceux qui pourraient être imposés par des dispositions législatives ou réglementaires quelconques, faits par le preneur en cours du bail, demeureront la propriété du bailleur.

En conséquence, lors de sa sortie pour quelque cause que ce soit et notamment pour arrivée du bail à son terme ou résiliation anticipée, le preneur laissera tous travaux, embellissements, améliorations ou constructions qu'il aura éventuellement faits dans les lieux loués, et il ne pourra exiger de ce chef aucune indemnité ni même le remboursement de ses dépenses.

Cependant, en cas de réalisation de la promesse de vente ci-après consentie au preneur, les constructions nouvelles et ces améliorations seront cédées au preneur avec le surplus de l'immeuble par le bailleur sans modification du prix convenu.

Au surplus, le bailleur pourra toujours demander le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais du preneur, sauf pour les travaux autorisés par le bailleur et apportant une plus-value aux ouvrages objet des présentes.

Il est toutefois précisé que les équipements, matériels et installations non fixés à demeure et qui, de ce fait, peuvent être considérés comme immeubles par destination, resteront la propriété du preneur et devront être enlevés par lui lors de sa sortie, à charge de remettre les lieux en état après cet enlèvement.

Visite de surveillance des locaux :

Pendant toute la durée du bail, le preneur devra laisser les représentants du bailleur ainsi que les représentants des compagnies d'assurances liées par contrat au bailleur visiter les lieux loués à tout moment pour s'assurer de leur état, et fournir, à première demande du bailleur, toutes les justifications qui pourraient lui être demandées de la bonne exécution des conditions du bail. Ces représentants devront être accompagnés d'un représentant du preneur.

Limite de charge :

Il ne pourra être placé ni entreposé aucun objet dont le poids excéderait la limite de charge des planchers afin de ne pas compromettre leur solidité ou celles des murs et ne pas détériorer ou lézarder les plafonds.

L'introduction dans les lieux de biens corporels ou installations quelconques qui excéderaient la limite de charge des planchers engage la responsabilité directe du preneur auquel il incombe seul de prendre, éventuellement par le renforcement des planchers, les précautions nécessaires pour éviter tout accident.

Parasites :

Le preneur fera son affaire personnelle de la destruction de tous insectes, rongeurs ou autres parasites, pouvant apparaître dans les lieux loués.

Abonnements :

Le preneur fera son affaire personnelle de tous abonnements d'eau, de gaz, d'électricité, téléphone ou autres, qui seront à sa charge et à ses frais.

e) Garnissement

Les lieux loués devront être garnis en tout temps de matériel, agencement, mobilier et marchandises en quantité et valeur suffisantes pour garantir le bailleur du paiement du loyer de toutes les charges annexes et de l'exécution du bail.

f) Sous-location

Le preneur ne pourra sous-louer les lieux, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou à titre gratuit, ou les donner en gérance, qu'avec l'accord exprès, préalable et écrit, du bailleur.

En tout état de cause, le preneur restera obligé envers le bailleur de l'exécution de toutes les conditions du présent bail, les lieux formant un tout indivisible dans la commune intention des parties.

La sous-location ne sera pas opposable au bailleur et devra comporter la renonciation expresse par le sous-locataire à toute action et à tout droit, notamment au renouvellement de la sous-location, à l'encontre de ce dernier. Le preneur s'oblige à assumer vis-à-vis de son sous-locataire le paiement de toutes indemnités éventuelles pour quelque cause que ce soit.

La durée de la sous-location qui pourra être consentie ne pourra excéder celle du bail ; la résiliation de celui-ci pour quelque cause que ce soit mettra fin immédiatement et de plein droit à toute sous-location.

Les présentes clauses devront être reproduites par le preneur, qui s'y oblige, dans tout contrat de sous-location.

Le preneur sera tenu envers le bailleur à l'accomplissement des formalités prévues par les articles L 145-31 et suivants du Code de commerce ou par toutes autres dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Tous les travaux d'aménagement ou de remise en état consécutifs aux sous-locations seront à la charge exclusive du preneur.

Dès à présent, et sous réserve de l'existence d'un contrat de sous-location, à la garantie de toutes les sommes dues par le preneur au bailleur en exécution du présent contrat, le preneur délègue au bailleur les loyers dus par le sous-locataire. En conséquence, le bailleur se réserve la faculté, si bon lui semble, de demander au sous-locataire par simple lettre recommandée avec avis de réception, le paiement des sommes dues au titre de la sous-location. Cette délégation devra figurer dans tout contrat de sous-location conclu par le preneur.

Le preneur s'oblige à communiquer au bailleur le projet de contrat de sous—location quinze jours avant la date retenue pour la signature de celui-ci.

Il s'engage, en outre, à remettre audit bailleur un exemplaire du contrat de sous-location, et ce au plus tard dans les quinze jours de la conclusion du bail.

g) Nantissement du contrat - contrôle de la situation financière du preneur

Le preneur ne pourra donner en nantissement les droits qu'il détient en vertu du présent contrat qu'après en avoir avisé le bailleur par lettre recommandée avec avis de réception, et avoir reçu son consentement par écrit.

En cas de contravention à la présente clause, le crédit-bail sera, si bon semble au bailleur, résilié en vertu de la clause résolutoire stipulée aux présentes, sans préjudice pour le bailleur de poursuivre, s'il le préfère, la nullité du nantissement conféré au mépris de la présente clause.

Le preneur s'engage à aviser par écrit le bailleur de ses projets de contracter tous emprunts, bail ou crédit-bail ayant pour objet des biens mobiliers ou immobiliers d'une durée de plus de sept années.

Le preneur s'oblige, pendant toute la durée du présent crédit-bail, à produire régulièrement au bailleur, sur simple demande, dans les six mois de la clôture de son exercice social, une copie de ses bilans, comptes de résultats et annexes, ainsi qu'une copie des rapports à l'assemblée générale du ou des commissaires aux comptes et du conseil d'administration de la société.

h) Contributions - impôts et taxes - charges et redevances diverses

Contributions :

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles mobilières, taxes professionnelles et autres, et satisfera à toutes charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, le tout de manière que le bailleur ne soit jamais inquiété à ce sujet. Il devra en justifier au bailleur à toute réquisition et spécialement en fin du crédit-bail.

Impôts et taxes :

Le preneur acquittera ou remboursera au bailleur, en sus de l'échéance :

- tous impôts, taxes et contributions, foncières ou autres, de toute nature quelconque auxquels les locaux loués ou la location elle-même pourraient être assujettis, ainsi que toutes taxes municipales, charges de ville ou d'état, redevances quelconques, assises ou à asséoir sur lesdits locaux ;

- tous impôts, taxes et redevances qui pourraient être créés sous quelque forme que ce soit, en supplément ou en remplacement de ceux ci-dessus prévus, quel qu'en soit le mode d'imposition, et quand bien même ces impôts revêtraient la forme d'une taxation sur le capital du bailleur représenté par les locaux loués par le présent crédit-bail ;

- plus généralement, toutes charges quelconques de quelque nature qu'elles soient qui seraient ou pourraient devenir exigibles sur les locaux loués ou la location, le tout de manière que le loyer ci-après fixé soit perçu par le bailleur net de toutes charges réelles quelconques, à la seule exclusion des impôts susceptibles de grever, du chef du bailleur, les revenus de la location qui sont et demeureront à la charge du bailleur.

Le preneur, débiteur final des impôts, taxes et charges grevant les locaux et la location, aura la faculté de contester le montant ou le principe de toute imposition dont il devra supporter directement ou indirectement la charge. Il ne pourra formuler de contestation qu'auprès des administrations ou collectivités intéressées, à ses frais, au nom du bailleur qui lui délègue par les présentes tous pouvoirs utiles à cet effet.

Le bailleur n'entend pas prendre lui-même la charge des contestations éventuelles auprès des administrations ou organismes. En conséquence, toutes réclamations ou contestations qui seraient formulées par le preneur auprès du bailleur seraient considérées comme inopérantes.

Tout remboursement d'impôts ou taxes, comme tout dégrèvement qui pourrait obtenu, profitera au preneur exclusivement.

Charges et redevances diverses :

Les charges diverses résultant des contrôles ou vérifications auxquels les locaux objet du présent crédit-bail et leurs aménagements, ainsi que les installations et équipements qu'ils contiennent, peuvent être assujettis, de par les diverses réglementation qui leur sont applicables et notamment celles sur l'hygiène et/ou la sécurité des personnes et des biens, seront directement et intégralement assumées par le preneur, seul responsable de l'hygiène et de la sécurité du fait des locaux objet du crédit-bail et/ou de leur utilisation.

Le preneur supportera, en sus des échéances et préloyers, l'intégralité de toutes les charges de copropriété, charges de lotissement et autres, s'il en existe.

i) Frais

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite conséquence seront supportés par le preneur qui s'y oblige.

V - CESSIION

a) Par le preneur

Le preneur ne pourra céder son droit au présent crédit-bail immobilier en totalité ou en partie sans le consentement exprès et par écrit du bailleur, sous peine de nullité de la cession consentie au mépris de la présente clause et même de résiliation du présent contrat de crédit-bail, si bon semble au bailleur.

La cession éventuellement du crédit-bail emportera obligatoirement et de plein droit cession au bénéfice de la promesse de vente consentie ci-après et des sommes versées au bailleur.

Le preneur restera garant et solidaire pendant toute la durée du présent crédit-bail du ou des cessionnaires successifs pour le paiement du loyer et l'exécution des charges et conditions des présentes ainsi que, d'une façon générale, pour le paiement de toutes sommes qui deviendraient dues au bailleur en cours de crédit-bail et lors de sa résiliation, fût-elle anticipée, y compris à titre d'indemnités de résiliation, pénalités ou autres.

En conséquence, tous les locataires successifs, même ceux qui ayant céder leur droit au bail, n'opéreraient plus les lieux loués, seront tenus solidairement entre eux à l'égard du bailleur du paiement des loyers et de toutes sommes visées à l'alinéa précédent, de telle sorte que le bailleur puisse agir contre tous les locataires successifs ou l'un quelconque d'entre eux tenus solidairement du tout, sans pouvoir se voir opposer le bénéfice de discussion ou de division.

Les stipulations qui précèdent s'appliquent à tous les cas de cession, sous quelque forme que ce soit, comme à l'apport du droit au crédit-bail à toute société, que cet apport soit fait à une société nouvelle ou à une société préexistante.

La cession devra constatée par acte authentique auquel le bailleur sera appelé à intervenir. Cet acte authentique devra être réalisé avec la participation du notaire du bailleur.

De convention expresse, la cession ne pourra intervenir que contre justification préalable par le preneur du paiement au bailleur de l'intégralité des sommes exigibles en vertu du contrat de crédit-bail immobilier, à quelque titre que ce soit.

Une copie exécutoire de l'acte de cession devra être délivrée sans frais au bailleur à peine de résiliation immédiate du contrat de crédit-bail immobilier si bon semble audit bailleur.

En cas de liquidation ou de redressement judiciaire, la cession du crédit-bail par le mandataire-judiciaire ne pourra être effectuée que sous la condition soit du règlement préalable soit du règlement par le prix d'acquisition de tous les loyers dus par le failli au bailleur, la garantie solidaire du failli étant alors remplacée par la caution d'un établissement bancaire ou financier à l'appui des engagements du cessionnaire si bon semble au bailleur.

b) Par le bailleur

Le bailleur s'oblige en cas de vente ou cession des biens objet du présent bail, et ce pendant la durée de celui-ci, à imposer à son acquéreur ou ayant-cause, l'exécution de toutes les clauses et conditions des présentes conventions.

VI – EXPROPRIATION

a) Expropriation totale

Si l'immeuble est exproprié dans sa totalité, le bail se trouvera résilier de plein droit à compter de l'ordonnance emportant transfert de propriété en faveur de l'organisme expropriant.

Toutefois, la jouissance du bien exproprié ne devant revenir à l'organisme expropriant que lors du paiement au bailleur de l'indemnité d'expropriation, le preneur devra au bailleur, à compter de l'ordonnance susvisée et jusqu'au paiement de l'indemnité d'expropriation, date à laquelle les lieux devront être immédiatement libérés, une indemnité d'occupation égale au montant des loyers exigibles pour cette période, ladite indemnité étant payable dans les mêmes conditions et aux mêmes époques que les loyers.

Si l'indemnité d'expropriation nette de tous frais, impôts et taxes, allouée au bailleur est d'un montant supérieur à celui du prix de l'immeuble tel que déterminé à l'article " Prix de rachat anticipé " ci-après, le bailleur reversera au preneur la différence entre ces deux montants.

Dans le cas contraire, c'est le preneur qui devra verser immédiatement cette différence au bailleur, étant précisé que le privilège du bailleur sur les meubles garnissant les lieux loués garantira également le paiement de cette différence.

b) Expropriation partielle

En cas d'expropriation partielle de l'immeuble loué, le crédit-bail continuera à produire son plein et entier effet sur la partie de l'immeuble restant disponible.

Le loyer ainsi que le prix de rachat à l'article "Promesse de vente" ci-après seront réduits en proportion du rapport du montant de l'indemnité d'expropriation avec celui du prix de l'immeuble, tel que déterminé à l'article "Prix de rachat anticipé" ci-après, à la date de versement de ladite indemnité. Cette réduction du loyer prendra effet à partir du jour où l'indemnité d'expropriation aura été effectivement encaissée par le bailleur et non pas à partir du jour de l'expropriation.

c) Contestation des indemnités d'expropriation

La fixation du montant des indemnités pouvant être dues en cas d'expropriation totale ou partielle de l'immeuble ne pourra être convenue par le bailleur qu'en présence du preneur ou lui dûment appelé.

Le preneur devra faire connaître sa position à cet égard au plus tard un mois après que le bailleur lui aura fait connaître, par lettre recommandée avec avis de réception, son intention d'accepter les offres faites et, en tout cas, au plus tard huit jours avant l'expiration du délai accordé au bailleur pour accepter ou refuser le montant de l'indemnité d'expropriation. Cet avis du preneur devra être donné au bailleur par lettre recommandée avec avis de réception.

Le preneur ne pourra opposer un refus aux offres acceptées par le bailleur qu'en se conformant aux prescriptions ci-après.

En cas de contestation sur le montant des indemnités, le preneur, à qui tous pouvoirs pourront être donnés à cet effet, devra exercer tout recours judiciaire utile et tenir le bailleur au courant du déroulement de la procédure en lui transmettant une copie des pièces de cette procédure.

Toutefois, le bailleur aura la faculté de demander à tout moment au preneur de dessaisir de son instance à son profit, sans réserve, les frais en découlant restant en tout état de cause à la charge du preneur.

En cas d'expropriation totale, le preneur ne pourra s'opposer au désistement d'action ci-dessus et ne pourra opposer un refus aux offres acceptées par le bailleur que dans la mesure où il aura versé dans le délai d'un mois déterminé ci-dessus, entre les mains du bailleur, une somme égale à la valeur résiduelle de l'immeuble et majorée, le cas échéant, des intérêts au taux d'escompte de la Banque de France, ou tout autre taux de remplacement majoré de cinq points pour cent l'an, cours depuis la date de prise de possession de l'immeuble par l'autorité expropriante, jusqu'à celle de la consignation effective entre les mains du bailleur.

Dans ce cas, et pendant la durée de la consignation, il ne sera dû aucun loyer ni aucune indemnité au profit du bailleur. La somme consignée sera nantie au profit du bail et ne sera pas productive d'intérêts. Cette consignation pourra être remplacée par une caution solidaire bancaire d'un montant équivalent à la valeur résiduelle majorée des intérêts susvisés. Dans ce cas, le preneur, jusqu'à la liquidation de la contestation et l'encaissement de l'indemnité par le bailleur, devra verser au bailleur des intérêts sur le montant de la somme cautionnée au taux d'escompte de la Banque de France ou tout autre taux de remplacement, majoré de cinq points, payable trimestriellement à terme échu les premier janvier, avril, juillet et octobre de chaque année.

S'agissant d'expropriation partielle, la contestation du montant de l'indemnité offerte sera toujours réservée au preneur dans les conditions ci-dessus stipulées, sans obligation de consignation ou autre. Le preneur demeurera tenu à continuer le paiement de l'intégralité du loyer exigible, la réduction de loyer n'intervenant qu'au moment du versement effectif au bailleur de l'indemnité d'expropriation.

VII - REQUISITION

En cas de réquisition ou d'occupation du terrain et des constructions, en totalité ou en partie, provisoirement ou pour la durée du bail, par toute autorité à ce autorisée, le bail continuera à produire tous ses effets et le preneur sera redevable du loyer dans les conditions du présent contrat.

Toutefois, le bailleur reversera au preneur, dès qu'il l'aura encaissée, la totalité de l'indemnité de réquisition ou d'occupation, après déduction de tous frais et débours exposés du chef de la réquisition, et de tous impôts dus ou payés notamment au titre de l'impôt sur les plus-values.

VIII - RESILIATION

a) Résiliation à la demande du preneur

Le présent contrat pourra être résilié avant le terme prévu, à la demande ou du fait du preneur :

1- soit à tout moment, par accord amiable des parties et aux conditions qui seront alors convenues entre elles ;

2- soit à l'initiative du preneur aux conditions cumulatives suivantes :

- à partir de la fin de la septième année suivant la date d'exigibilité de la première échéance ;

- à charge de prévenir le bailleur par lettre recommandée avec avis de réception au moins douze mois à l'avance ;

- à charge d'évacuer les lieux le jour de la résiliation faute de quoi lui seront appliquées les stipulations au paragraphe "Evacuation des locaux à l'expiration du crédit-bail ".

- à charge de restituer les locaux en bon état de réparation et d'entretien, de justifier du paiement de tous impôts, taxes, prestations, assurances ;

- à charge de verser au bailleur, à titre d'indemnité et de dommages-intérêts forfaitairement convenus, une indemnité égale à la totalité des loyers restant dus jusqu'à l'expiration contractuelle du contrat sans qu'elle puisse être supérieure au montant cumulé de 2 annuités entières de loyers. Cette somme sera majorée de tous les impôts et taxes pouvant éventuellement la grever. Cette indemnité sera due notamment par le locataire en cas de procédure collective à son encontre sous réserve de l'application éventuelles des articles 37 et 38 de la loi numéro 85-98 du 25 janvier 1985. Le montant de cette indemnité est fixé conventionnellement entre les parties à titre de condition essentielle des présentes.

b) Clause de résiliation

En cas de non-exécution par le preneur de l'un quelconque de ses engagements, notamment en ce qui concerne les grosses réparations et l'entretien de l'immeuble, les charges et prestations ou en cas de non-paiement à son échéance du loyer ou des charges, le bailleur aura la faculté, si bon lui semble, de résilier de plein droit le présent contrat un mois après la notification faite au preneur d'un commandement de payer ou d'une mise en demeure de respecter les stipulations du crédit-bail, restés totalement ou en partie sans effet et contenant déclaration par le bailleur d'user du bénéfice de la présente clause, étant précisé que toute offre de paiement ou d'exécution faite après l'expiration d'un délai d'un mois restera sans effet.

L'expulsion du preneur ou de ses cessionnaires pourra être ordonnée par simple ordonnance de référé du Président du Tribunal judiciaire, exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

En cas de liquidation judiciaire du preneur, le contrat n'est résilié de plein droit :

- qu'après une mise en demeure de prendre parti sur la poursuite du contrat adressée par le cocontractant au liquidateur et restée plus d'un mois sans réponse,
- qu'à défaut de paiement au comptant et d'accord du cocontractant pour poursuivre les relations contractuelles,
- au jour où le cocontractant est informé de la décision du liquidateur de ne pas poursuivre le contrat.

En toute hypothèse, la résiliation entraînera l'obligation pour le preneur de verser au bailleur une indemnité à titre de dommages-intérêts forfaitairement convenus égale à la totalité des loyers restant dus jusqu'à l'expiration contractuelle du crédit-bail, majorée d'une somme égale à 10% du montant hors taxe de l'investissement initial. Cette somme sera majorée de tous les impôts et taxes pouvant éventuellement la grever.

IX - ASSURANCES

Dans la commune intention des parties, les biens donnés en crédit-bail doivent être maintenus assurés dans leur intégralité pendant toute sa durée. A cet effet, les assurances souscrites ou à souscrire devront garantir leur éventuelle reconstitution intégrale et les conséquences dommageables d'un sinistre à l'égard de qui ce soit, y compris tous tiers.

a) Assurances souscrites par le bailleur

Le bailleur souscrira, tant pour son compte que celui du preneur, les assurances ci-après :

1) Assurances garantissant la responsabilité civile du bailleur et du preneur pour les dommages causés du fait de l'immeuble à l'égard de tous tiers. Les dommages corporels devront être garantis pour un montant illimité et les dommages matériels pour le maximum admis par les assurances.

2) Assurances garantissant les biens objet du crédit-bail et leurs aménagements et installations. Selon une formule " tous risques ". Les biens devront être garantis pour leur valeur de reconstruction à neuf. La police devra également couvrir les pertes indirectes consécutives à un sinistre. Enfin, la police devra comporter une clause garantissant le recours des voisins et une clause de renonciation réciproque à tous recours.

3) Assurance garantissant, pour le cas de sinistre, la perte de loyers, et ce à concurrence du loyer en vigueur à la date du sinistre majoré de dix pour cent pour tenir compte des charges ordinaires ou extraordinaires.

4) Toute assurance qui pourrait être nécessaire pour compléter les garanties mentionnées ci-dessus.

b) Assurances souscrites par le preneur

Dès l'entrée en jouissance, même partielle, le preneur devra justifier de la souscription des assurances suivantes :

- assurance du mobilier, matériel et marchandises permettant leur remplacement ;
- responsabilité civile. Les dommages corporels devront être garantis pour un montant illimité et les dommages matériels pour le maximum admis par les assurances.

Les polices d'assurance du preneur devront prévoir une renonciation à recours contre le bailleur en cas de réalisation d'un événement garanti par elles.

Faute par le preneur de souscrire de telles assurances ou de les souscrire d'une façon insuffisante, les présentes pourront être résiliées de plein droit si bon semble au bailleur.

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur en cas d'arrêt total ou partiel de son activité provoqué par des dommages matériels ou immatériels qu'elle qu'en soit la cause.

Aucune indemnité ne pourra être réclamée au bailleur pour privation de jouissance, perte d'exploitation ou préjudice direct ou indirect quelconque.

c) Rapport entre les parties

Abandon réciproque de recours :

En cas de dommages, le preneur renonce à tous recours contre le bailleur. Il s'oblige, en cas de sous-location, à exiger de son sous-locataire qu'il renonce à tout recours contre le bailleur. De son côté, le bailleur renonce pour les garanties ainsi souscrites à tout recours contre le preneur.

Paiement des primes :

De convention expresse entre les parties, les primes des contrats d'assurances ainsi souscrits ou à souscrire par le bailleur seront supportées par le preneur, ainsi qu'il s'y oblige, comme toutes surprimes ou majorations de primes.

Le bailleur réglera directement les primes des assurances qu'il aura souscrites et en facturera le montant au preneur à titre de compléments spécifiques de loyers ou préloyers.

Le preneur réglera directement les primes des assurances qu'il aura souscrites soit sur sa propre initiative soit sur la demande du bailleur. A défaut, le bailleur pourra se substituer à lui pour effectuer le paiement et pourra prétendre au remboursement de ces sommes nonobstant tous intérêts de retard.

Engagement des compagnies d'assurances :

Aux termes des polices d'assurances souscrites par le preneur, les assureurs accepteront de ne pas faire application à l'égard du bailleur de toute déchéance ou application de règle proportionnelle qui résulteraient de toute omission, insuffisance de déclaration, fausse déclaration ou manquement aux différentes obligations prescrites au contrat. Ils devront s'engager, en cas de résiliation des contrats pour quelque motif que ce soit, à en informer le bailleur. La résiliation ne produira ses effets qu'un mois après la notification qui en aura été faite au bailleur par lettre recommandée avec avis de réception adressée à son siège social ou domicile.

Communication des polices :

Le bailleur et le preneur devront se communiquer réciproquement les attestations des assurances souscrites par chacun d'eux et s'informer de toutes modifications intervenues dans les polices.

Délégation :

Le preneur devra, à première demande, déléguer au bailleur le bénéfice des contrats d'assurances qu'il aura lui-même souscrits. Cette délégation sera signifiée aux compagnies par le bailleur aux frais du preneur, et elle servira à garantir le bailleur pour le paiement de toutes créances qu'il pourrait détenir contre le preneur et notamment de celles pouvant découler de sinistres.

Nantissement :

Le preneur devra affecter en nantissement, à première demande, au profit du bailleur, le bénéfice des contrats souscrits ou à souscrire par lui. Ce nantissement sera signifié aux compagnies par le bailleur aux frais du preneur, et elle servira à garantir le bailleur pour le paiement de tous frais et débours envers lesdites compagnies ainsi qu'à assurer la reconstitution du bien en cas de sinistre total ou partiel.

d) Sinistres

Par dérogation aux dispositions de l'article 1722 du Code civil, le présent crédit-bail ne sera pas résilié de plein droit par la perte, même totale, du bien loué, et ce pour quelque cause que ce soit.

Le preneur devra immédiatement déclarer aux assureurs ainsi qu'au bailleur tout sinistre de n'importe quelle importance, même s'il n'en résulte pas de dégât apparent. Il sera tenu de reconstituer les biens objet des présentes, sans recours contre le bailleur.

L'indemnité allouée sera versée entre les mains du bailleur et affectée à la réparation ou à la reconstruction des biens, étant précisé que si les frais de remise en état étaient supérieurs au montant de l'indemnité, la différence incomberait au preneur sans recours contre le bailleur, et dans le cas contraire le reliquat de cette indemnité serait versé par le bailleur au preneur.

En cas de non-assurance des biens ou de non-versement de l'indemnité par la compagnie, le preneur sera tenu de remettre en état les biens sinistrés à ses frais, à défaut les présentes seront résiliées de plein droit.

Dès à présent, le bailleur mandate le preneur pour effectuer les formalités à l'égard des assureurs, obtenir les autorisations administratives nécessaires et reconstituer pour le compte du bailleur les locaux sinistrés tels qu'ils existaient avant le sinistre, sauf les modifications qui auront pu être décidées d'un commun accord.

e) Contestation des indemnités

Les offres d'indemnisation par les compagnies d'assurances ne pourront être acceptées par le bailleur qu'avec l'accord du preneur, mais celui-ci ne pourra différer sa réponse au-delà d'un délai maximum d'un mois à partir de la notification qui lui sera faite par le bailleur de l'acceptation par lui des offres faites. Cette notification sera faite par lettre recommandée avec avis de réception.

Le bailleur donne tous pouvoirs au preneur pour contester le montant des indemnités auprès de qui de droit, à charge pour le preneur de le tenir informé du déroulement de la procédure.

Si ces contestations ne pouvaient aboutir à un règlement amiable, le bailleur s'oblige à introduire toute action judiciaire utile à laquelle le preneur pourra intervenir. Dans ce cas, le preneur acquittera ou remboursera directement au bailleur tous les frais, droits et honoraires qui seraient dus.

Il est toutefois précisé qu'en cas de sinistre total ou partiel suivi de reconstruction, la contestation par le preneur de l'indemnité offerte ne sera recevable qu'à la condition que, sans attendre le résultat de cette contestation, le preneur, à ses frais avancés, procède à la reconstruction de l'immeuble ou de la partie de l'immeuble sinistré.

f) Impossibilité de reconstruction

Dans la mesure où il y a une impossibilité de reconstruire pour une cause indépendante de la volonté des parties, il sera procédé ainsi qu'il suit.

Sinistre partiel :

Le crédit-bail continuera à produire son plein et entier effet sur la partie utilisable de l'immeuble.

Le montant du loyer sera réduit dans la proportion du montant de l'indemnité nette versée, et cela à compter du jour du versement effectif de cette indemnité.

Le prix de vente, en raison de la promesse de vente, sera réduit dans la même proportion.

Dans la mesure où aucune indemnité ne serait versée, aucune réduction financière serait appliquée.

Sinistre total :

Le crédit-bail sera résilié de plein droit dès que l'impossibilité totale de reconstruire sera constatée. Jusque-là, toutes les charges du crédit-bail seront exigibles. Le montant de l'indemnité sera conservé par le bailleur jusqu'à concurrence de la valeur de rachat de l'immeuble, si cette indemnité est insuffisante, la différence incombera au preneur, si elle est supérieure le reliquat sera versé par le bailleur au preneur.

Dans la mesure où aucune indemnité ne serait versée, le preneur serait tenu de verser au bailleur une somme égale au prix de rachat de l'immeuble.

X - LOYERS

a) Détermination

A titre conventionnel et afin de parvenir au paiement de l'investissement total ainsi que défini ci-dessus soit la somme totale de UN MILLION SOIXANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-TROIS CENTIMES (1.063.669,63 EUR) eur, il a été convenu que les échéances seraient réglées de la manière suivante :

- Au titre de la première année de location à la dix-septième, il est dû un loyer annuel de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000,00 eur).

***Précision étant ici faite** que les parties conviennent expressément que la première annuité de SOIXANTE MILLE EUROS (60.000,00 EUR) sera appelée par le bailleur déduction faite du montant des frais d'actes versés par le preneur.*

- Au titre de la dix-huitième année de location, il est dû un loyer annuel de QUARANTE-TROIS MILLE SIX CENT SOIXANTE-NEUF EUROS ET SOIXANTE-TROIS CENTIMES (43 669,63 eur).

Ces loyers sont calculés de façon à être égaux à l'euro prêt au remboursement des annuités de la dette contractée par le crédit-bailleur et telle que définie à l'article I b).

Ces loyers seront fixes sur la durée du crédit-bail, hors éventuels ajustements prévus aux articles suivants.

b) TVA

Du fait de son activité exercée sur le site des Galinottes, conformément à la destination des locaux précisée au IV a), le crédit-preneur n'est pas assujéti à la TVA. Le montant du loyer défini à l'article X est net de taxes. Il n'est donc pas dû par le crédit-preneur de TVA en sus de ce montant.

Toutes les conséquences financières d'un éventuel redressement fiscal lié à ce montage seraient le cas échéant supportées par le crédit-preneur.

c) Définition de la valeur résiduelle

La valeur résiduelle comptable au terme du contrat de crédit-bail est composée :

- de la valeur de l'assiette foncière ;
- de la valeur des constructions non amorties.

Lors de la levée d'option d'achat par le preneur, celui-ci doit rapporter au résultat imposable de l'année au titre de laquelle intervient l'acquisition la fraction des loyers déduits au cours du contrat, correspondant à la différence entre :

- la valeur résiduelle de l'immeuble dans la comptabilité du bailleur, en ce compris la déduction des amortissements exceptionnels ;
- et le prix de levée d'option d'achat.

Cette réintégration est diminuée, s'il y a lieu, de la quote-part non-déductible des loyers pris en compte pour le calcul du prix de levée d'option.

Pour le preneur devenu propriétaire, l'ensemble immobilier sera inscrit à l'actif pour une valeur correspondant à son prix de revient, c'est-à-dire le prix de la levée de l'option d'achat augmenté de la quote-part non déductible, s'il y a lieu, des loyers versés pendant la location, et de la réintégration effectuée par l'acquéreur lors de la levée d'option.

d) Impôts - charges - assurances - frais

En sus des échéances, le preneur paiera au bailleur :

- le montant de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au loyer ;
- le montant des charges, impôts et taxes grevant les locaux loués ;
- le montant des primes d'assurance souscrites par le bailleur ;
- tous les frais de procédure engagés par le bailleur pour l'exécution des présentes ou la conservation des biens objet des présentes ;
- les charges dues à la copropriété, au lotissement, à la zone industrielle, s'il y a lieu.

e) Stipulation de pénalité

En cas de non-paiement d'une échéance ou des charges, accessoires, taxes et impôts ou de toutes autres sommes dues au titre du présent contrat par le preneur dans les quinze jours de l'envoi de la facture ou des pièces justificatives, il sera dû, à titre de stipulation de pénalité et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, un intérêt de retard sur les sommes échues calculé par jours calendaires de retard, au taux moyen mensuel du marché de l'argent entre banques au jour le jour majoré de quatre points, sans que ce taux puisse être inférieur au taux du marché obligataire, secteur privé, première signature, majoré de quatre points. Le taux applicable sera le dernier taux publié au premier jour de retard.

Les pénalités de retard seront dues sans que cette majoration puisse valoir accord de délai de règlement au profit du preneur et sans préjudice également de la faculté pour le bailleur d'exiger la résiliation du contrat.

TROISIEME PARTIE

PROMESSE DE VENTE - LEVEE D'OPTION ANTICIPEE

I - PROMESSE DE VENTE

a) Modalités

Le bailleur promet au preneur de lui vendre les droits et biens immobiliers objet du présent crédit-bail à l'expiration de la durée de celui-ci. Le preneur accepte la faculté qui lui est offerte mais ne prend, quant à présent, aucun engagement d'acquiescer, se réservant d'user de cette faculté, si bon lui semble, dans les délais et conditions impartis.

Le preneur devra aviser, alors, le bailleur par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard six mois avant l'expiration du crédit-bail, de son intention de lever l'option d'achat qui lui est offerte et du mode de financement du prix de vente qu'il choisit.

La vente, si elle se réalise, sera constatée par acte authentique.

La réalisation de la vente et le transfert de propriété ne pourront pas résulter seulement de la levée d'option ci-dessus fixée, mais de la signature de l'acte notarié de vente et du paiement du prix et des frais entre les mains du notaire chargé de rédiger l'acte authentique.

Cette promesse de vente est soumise à la condition résolutoire de la non-exécution par le bénéficiaire de toutes les charges, clauses et stipulations du présent contrat, sans aucune exception. En conséquence, à défaut par le preneur d'exécuter l'une quelconque des conditions à sa charge du crédit-bail, la présente promesse de vente sera automatiquement considérée comme caduque, si bon semble au bailleur.

Au cas où le bailleur n'aurait pas reçu, six mois au moins avant le terme du crédit-bail, la demande de réalisation de la promesse de vente, le bailleur demandera au preneur, par lettre recommandée avec avis de réception, si celui-ci entend lever la promesse dans les conditions indiquées.

A défaut de réponse dans le délai de quinze jours à compter de la réception de la lettre recommandée, le bailleur sera délié de tout engagement vis-à-vis du preneur et la promesse de vente cessera de produire effet.

b) Prix de vente

A l'expiration du contrat de crédit-bail, la vente des biens immobiliers sera consentie moyennant un prix égal un euro, sous réserve des conditions précisées ci-dessus.

Cette règle est applicable lorsque le contrat de crédit-bail a été soumis à la formalité de publicité foncière dans le délai de trois mois prévu à l'article 33 du décret du 4 janvier 1955.

En revanche, si le contrat de crédit-bail dont la publication était obligatoire n'a pas été publié ou a été publié tardivement, c'est-à-dire postérieurement au délai de trois mois susvisé, l'assiette des droits de mutation à titre onéreux sera constituée par la valeur vénale du bien au jour de l'acquisition par le preneur et non par le prix de cession.

c) Entrée en jouissance

L'entrée en jouissance aura lieu par la confusion des qualités de propriétaire et de locataire.

La vente aura lieu aux conditions habituelles et de droit en pareille matière.

Toutefois, il est convenu que le bailleur ne sera tenu à aucune garantie même pour les vices cachés et ce par dérogation expresse avec les dispositions de l'article 1641 du Code civil.

En conséquence, et notamment, le preneur :

- prendra les biens immobiliers dans l'état où ils se trouveront au jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exercer aucun recours contre le bailleur pour quelque cause que ce soit ;
- supportera les servitudes passives et profitera de celles actives ; il supportera également toutes les servitudes administratives ;
- fera son affaire personnelle de la continuation ou de la résiliation de toute police d'assurance de manière que le bailleur ne soit ni poursuivi ni recherché à ce sujet ;

- acquittera tous les impôts et taxes et supportera tous les frais, droits et émoluments afférents à l'acquisition.

d) Renonciation à recours

Le preneur s'interdit d'exercer contre le bailleur quelque recours que ce soit et de revendiquer à son encontre une quelconque indemnité en raison du préjudice qu'il pourrait subir du fait de l'impossibilité dans laquelle se trouverait le bailleur de réaliser la présente promesse de vente, notamment en cas d'expropriation totale ou partielle des biens ou d'une interdiction de vente résultant d'une disposition réglementaire ou d'une décision administrative.

II - LEVEE D'OPTION D'ACHAT ANTICIPEE

a) Modalités

Le bailleur accepte qu'à la fin de chaque année, à compter de la douzième année suivant la date de prise d'effet du crédit-bail, le preneur puisse lever par anticipation l'option qu'il lui consent aux termes du chapitre " Promesse de vente " ci-dessus.

La demande de réalisation devra être formulée par le preneur par lettre recommandée avec avis de réception, et ce au moins un an à l'avance.

La vente sera réalisée par acte notarié dont la signature devra intervenir au plus tard le jour pour lequel la levée d'option aura été demandée. A défaut, la demande de réalisation anticipée sera considérée comme caduque et le crédit-bail se poursuivra dans les conditions stipulées aux présentes.

Le prix sera payé comptant lors de la signature de l'acte authentique et l'entrée en jouissance aura lieu par la confusion sur la tête de l'acquéreur de sa qualité de preneur et de propriétaire.

Le preneur supportera tous les frais, droits et émoluments de cette acquisition anticipée.

La vente aura lieu sous les mêmes conditions que celles ci-dessus stipulées pour la promesse.

La renonciation à recours ci-dessus stipulée pour la promesse est applicable à la levée d'option d'achat anticipé

b) Prix de rachat anticipé

La vente de l'immeuble intervenant avant l'expiration de la durée conventionnelle du crédit-bail sera réalisée moyennant un prix égal à la valeur résiduelle comptable au jour du rachat, déduction faite des versements complémentaires effectués à cette même date, le tout affecté d'un coefficient multiplicateur de 3%.

Cette règle est applicable lorsque le contrat de crédit-bail a été soumis à la formalité de publicité foncière dans le délai de trois mois prévu à l'article 33 du décret du 4 janvier 1955. En revanche, si le contrat de crédit-bail dont la publication était obligatoire n'a pas été publié ou a été publié tardivement, c'est-à-dire postérieurement au délai de trois mois susvisé, l'assiette des droits de mutation à titre onéreux sera constituée par la valeur vénale du bien au jour de l'acquisition par le preneur et non par le prix de cession.

III - LOCATION - SIMPLE - EVACUATION DES LOCAUX

a) Location simple

Si, après l'expiration de la durée conventionnelle du crédit-bail, le preneur ne lève pas l'option d'achat qui lui est offerte ci-dessus, il pourra demander au bailleur, dans les quinze jours de l'expiration du crédit-bail, par lettre recommandée avec avis de réception, de lui accorder un contrat nouveau de location simple, contrat qui sera alors librement débattu sans qu'aucun privilège ne découle pour le preneur des conditions de son occupation antérieure.

b) Evacuation des locaux à l'expiration du bail

Faute de levée de l'option d'achat ou de demande de location dans les délais convenus, ou à défaut d'accord entre les parties sur les clauses d'un contrat de location, le preneur devra évacuer les locaux au plus tard à la date d'expiration de la durée conventionnelle du présent crédit-bail.

A défaut par lui de le faire, il sera redevable au bailleur d'une indemnité d'occupation fixée d'ores et déjà, pour chaque jour de retard, au double du montant de la dernière échéance trimestrielle.

GARANTIE SPECIFIQUE A L'OPERATION

Il est consenti en faveur du bailleur, à la garantie de l'exécution des obligations incombant au preneur, le ou les garanties suivantes dont le non-respect pourra être assorti, si bon semble audit bailleur, de la résiliation des présentes.

DISPOSITIONS DIVERSES

PUBLICATION

Le présent crédit-bail sera publié au service de la publicité foncière compétent aux frais du preneur au plus tard dans les trois mois de ce jour.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, confèrent par les présentes à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes tous pouvoirs à l'effet d'établir et de signer tous actes rectificatifs ou modificatifs des présentes ayant trait à la désignation de l'immeuble, son origine ou l'identité des parties, qui pourraient se révéler nécessaires en vue de permettre l'accomplissement des formalités de publicité foncière.

ÉVALUATION

Pour le calcul des frais uniquement, et sans en tirer à autre conséquence entre les parties, il est précisé que :

- pour le calcul des émoluments, l'investissement toutes taxes du bailleur pour la réalisation de la présente opération de crédit-bail s'élève à un million soixante-trois mille six cent soixante-neuf euros et soixante-trois centimes (1.063.669,63 eur) ;*
- pour le calcul de la taxe départementale de publicité foncière, le montant hors taxe des loyers cumulés, diminué des frais financiers versés par le preneur au bailleur, s'élève à huit cent soixante-treize mille soixante-douze euros (873.072,00 eur) ;*
- pour le calcul de la contribution de sécurité immobilière, le montant cumulé des loyers s'élève à un million soixante-trois mille six cent soixante-neuf euros et soixante-trois centimes (1.063.669,63).*

QUOTE-PART DE LOYERS CORRESPONDANT AUX FRAIS FINANCIERS

Il est précisé que la quote-part de loyers correspondant aux frais financiers est de cent quatre-vingt-dix mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept euros (190597,00 eur).

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges ou domiciles respectifs.

DÉLIVRANCE DE COPIE EXÉCUTOIRE

Les parties requièrent le notaire soussigné de délivrer un copie exécutoire du présent acte au bailleur, et ce aux frais exclusifs du preneur.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront supportés par le preneur, ainsi qu'il s'y oblige.

PUBLICITÉ COMPTABLE

Le preneur devra effectuer la publicité comptable de la présente opération de crédit-bail selon les prescriptions du chapitre III du décret numéro 72-665 du 4 juillet 1972 et de tous textes subséquents, législatifs et réglementaires.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RÉCIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Electronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission

européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : office.arpajonsurcere.15062@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contactées l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-34

Annulation de créance au Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) dans le cadre de la mise à disposition des locaux situés 12 rue Marie Maurel à Aurillac

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Monsieur Gilles COMBELLE se retire et ne participe pas au vote.

Par 29 voix pour

Vu la convention de mise à disposition de locaux situés 12, rue Marie MAUREL à Aurillac par le Département au CAUE du 8 août 2017 et son avenant en date du 6 juin 2018 ;

Considérant le dégât des eaux intervenu le 16 octobre 2021 entraînant le déménagement du CAUE des locaux sinistrés ;

- **DECIDE** d'annuler les loyers du CAUE pour les locaux sis 12 rue Marie Maurel à Aurillac entre octobre 2021 (date du sinistre) et mai 2022 (résiliation de la convention) s'élevant à un montant de 6 332,94 €, soit :

- annulation du titre 279 de 2022 d'un montant de 3 730,37 € ;
- annulation partielle du titre 198 de 2021 d'un montant de 2 602,57 €.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-35

Fixation pour 2023 des droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts et notamment les articles 1594 D et suivants ;

- **DECIDE** de reconduire le taux de 4,5 % de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers.

- **DECIDE** de reconduire l'exonération des cessions réalisées par le organismes d'HLM et les SEM.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

REGIMES	OPERATIONS TAXABLES	ARTICLES C.G.I.	TAUX OU ABATT. MINIMUM	TAUX MAXIMUM OU ABATT. MAXIMUM	TAUX VOTE	A COMPTER DU	REDUCTION / ABATTEMENTS APPLICABLES à compter du 1 ^{er} juin 2023
Tous immeubles Spécificités des ventes d'immeubles occupés	Acquisitions d'immeubles quel que soit leur usage	1594 D	1,20%	4,50%	4,50%	01/06/2023	
	Réduction applicable aux ventes par lots (facultatif)	1594 F series	0,70%	4,50%			
Spécificité des immeubles à usage d'habitation et de garage	Abattement général (facultatif)	1594 F 1 ^{er} alinéas 1 à 4	7 600 €	46 000 €			
	Abattement limité (facultatif)	1594 F 1 ^{er} alinéa 5	7 600 €	46 000 €			

II. - EXONERATIONS FACULTATIVES (cocher les cases appropriées)	ARTICLES C.G.I.	en vigueur au 31.05.2023 et reconduite au 01.06.2023	en vigueur au 31.05.2023 et supprimée au 01.06.2023	nouvelle et applicable au 01.06.2023
OPERATIONS CONCERNÉES				
Cessions de logements par les H.L.M et les S.E.M.	1594 G	X		
Acquisitions d'immeubles d'habitation par les H.L.M et les S.E.M.	1594 H			
Cessions de parts de SCI d'accès progressive à la propriété	1594 H bis			
Rachats de logements par les H.L.M	1594 H-O bis			
Acquisitions par les mutuelles de retraités des anciens combattants et victimes de guerre	1594 I			
Acquisitions d'immeubles destinés à l'exploitation d'un hôtel, d'un établissement de tourisme ou d'un village de vacances	1594 I bis			
D.O.M. : Cessions parts de copropriété dans des hôtels, résidences de tourisme ou villages de vacances	1594 I ter			
Baux à réhabilitation	1594 J			
Baux à durée limitée d'immeubles (durée > 12 ans) des résidences de tourisme	1594 J bis			
A TRANSMETTRE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL				
			→ AU PREFET	
				→ AU DIRECTEUR RÉGIONAL OU DÉPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-36

Accompagnement exceptionnel des EHPAD en difficulté du département

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s) : Mme Isabelle LANTUEJOU donne pouvoir à M. Vincent DESCOEUR
ayant donné pouvoir*

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;
Vu la compétence du Département en matière d'action sociale en faveur des personnes âgées ;

- FIXE la part d'évolution des moyens pour les EHPAD dans la limite d'un taux-plafond de 6 % avec une prise d'effet au 1^{er} juillet 2023.

- DECIDE de la mise en place d'une intervention ciblée et urgente sous la forme d'une avance remboursable auprès des EHPAD dont le plan de trésorerie fait apparaître un risque de cessation de paiement dans les trois mois à venir et dont les indicateurs suivants sont très dégradés :

- Non versement à échéance des mensualités d'emprunts ;
- Retards de paiement de factures ou de charges dont charges sociales supérieurs à 90 jours ;
- Présence d'une Ligne de Trésorerie reconduite depuis plus de 3 ans ;
- Refus des établissements bancaires d'attribuer ou de maintenir une ligne de trésorerie ;
- Absence de réserves (réserve de compensation, réserve de trésorerie, report à nouveau excédentaire...) et présence de report à nouveau déficitaire ;
- Ligne de trésorerie supérieure à 5 % des produits de tarification.

- **FIXE** le montant global de l'enveloppe dédiée à ce dispositif à 2 millions d'euros ;
- **VALIDE** le projet de convention-type portant modalités d'attribution et de remboursement d'une avance remboursable à conclure avec chacun des EHPAD bénéficiaire du dispositif, tel qu'il est joint en annexe ;
- **DONNE** compétence à la Commission Permanente pour établir le montant de l'avance remboursable attribuée à chaque établissement remplissant les conditions et déclaré bénéficiaire du dispositif et pour assurer le suivi de cette opération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 03-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION

Portant modalités d'attribution et de remboursement d'une avance remboursable

Entre

Le **DEPARTEMENT DU CANTAL**, ayant son siège 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par le Président du Conseil départemental, habilité par délibération du Conseil départemental du

,
ci-après dénommé « le Département »,
d'une part,

Et

, ayant son siège au , représentée par , dûment habilité aux fins des présentes,
ci-après dénommé « l'Établissement »,
d'autre part,

PREAMBULE :

Les EHPAD du Cantal sont actuellement confrontés à de graves difficultés de fonctionnement liées notamment à un absentéisme important qui se cumule à une pénurie de candidats dans le cadre de leurs recrutements. Cette situation était déjà préexistante au niveau national et mise en exergue en 2018 par une étude de la DREES faisant état que 44% des établissements rencontraient des difficultés à recruter. Force est de constater que malgré une révision annuelle des charges nettes afférentes à l'hébergement, les éléments inflationnistes d'une part et les difficultés de recrutement d'autre part, ont conduit à aggraver la situation économique des EHPAD.

À court terme, et afin d'accompagner le plus efficacement possible les établissements les plus en difficulté, une intervention ciblée et urgente sous la forme d'une avance remboursable est mise en place au regard de la compétence du Département en matière d'action sociale en faveur des personnes âgées. Au regard des critères fixés par le Département, l'Établissement a été retenu pour bénéficier d'une avance remboursable.

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département consent à une avance remboursable à l'Établissement.

ARTICLE 2 : MODALITES DE L'AVANCE

2.1 - Objet

L'avance consentie par le Département dans les conditions définies ci-après, s'inscrit dans le contexte d'une situation financière difficile de l'Établissement au regard des critères retenus par le Département. Elle a pour objet d'apporter une aide ponctuelle mais immédiate permettant à l'Établissement de redresser sa situation financière et d'éviter une cessation de paiement dans les trois mois.

2.2 - Montant

L'avance s'élève à la somme de € (euros).

2.3 - Durée

L'avance est acquise à l'établissement pour une durée de 10 ans à compter de l'exercice suivant sa date de versement (2023-2033).

2.4 - Caractère

L'avance est consentie à titre gratuit. Elle ne donnera donc lieu à aucun intérêt, garantie, caution ou frais.

L'avance du Département est retracée dans les comptes de l'établissement de façon à en permettre la traçabilité et le suivi de son remboursement.

2.5 - Versement

L'avance sera versée par le Département après la signature par les parties de la convention.

2.6 - Remboursement

Le remboursement annuel de cette avance consentie par le Département se fera selon l'échéancier ci-dessous à raison de 1/10 ème sur une période de 10 ans :

- Année 2024 :
- Année 2025 :
- Année 2026 :
- Année 2027 :
- Année 2028 :
- Année 2029 :
- Année 2030 :



- Année 2031 :
- Année 2032 :
- Année 2033 :

Le remboursement annuel se fera à la date anniversaire de la signature de la présente convention.

Les remboursements seront effectués par virement sur le compte du Département

2.7 - Remboursement anticipé

L'établissement aura la possibilité de rembourser l'avance par anticipation, en tout ou en partie, dès que sa situation financière le permettra, en particulier dans le cas d'encaissement d'éléments exceptionnels tels que dons, legs, ressources issues de la gestion du patrimoine de l'établissement

Dans l'hypothèse d'un remboursement partiel, un nouvel échéancier sera établi en accord entre les parties et annexé à la présente.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ETABLISSEMENT

3.1 – Obligation de mise en place d'un plan de retour à l'équilibre (PRE)

Dans un délai de trois mois à compter de la signature de la présente, un plan de retour à l'équilibre (PRE) sera contractualisé entre l'Etablissement et le Département. Le PRE imposera des mesures de gestion assurant la pérennité des équilibres financiers dont l'Etablissement devra rendre compte au Département.

3.2 - Obligations d'information et de transparence sur la situation économique

L'établissement transmet chaque année au Département, à la date anniversaire des présentes, tous les éléments d'information sur sa situation économique, financière et sociale, afin de lui permettre de mener à bien sa mission de suivi.

Le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place, qui consistera en un examen de l'ensemble des pièces justificatives relatives à l'utilisation de l'avance et plus largement de la gestion de l'établissement.

À ce titre, elle donnera aux agents du Département ou aux représentants d'organismes mandatés par lui un droit d'accès approprié aux sites ou aux locaux.

ARTICLE 4 : EXIGIBILITE DE L'AVANCE

Dans le cas où le remboursement ne serait pas effectué à son échéance, le remboursement de la totalité de l'avance deviendra exigible dix jours après réception par l'Etablissement d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le Département et non suivie d'effet.

Ce dernier pourra alors engager une procédure contentieuse en vue du recouvrement de l'avance.

Par ailleurs, l'avance deviendra exigible de plein droit et sans formalités préalables, dans les cas suivants :

- non-respect des obligations résultant de la convention, et particulièrement absence de plan de retour à l'équilibre conclu dans le délai de trois mois après signature de la présente ;

- à l'issue du bilan conjoint périodique de l'exécution du PRE, constat du non-respect des engagements pris par l'établissement.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties et produira ses effets jusqu'au remboursement intégral de l'avance.

ARTICLE 6 : DROIT APPLICABLE – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la convention, les parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête des présentes. Tout différend portant sur la validité, l'interprétation et l'exécution de la convention, et qui ne pourra être réglé à l'amiable, sera soumis au tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à AURILLAC, le

Pour le Département du Cantal
Le Président

Pour l'Etablissement,
Le Président

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-37

Décision Modificative n°1 2023

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, après une interruption de séance et une reprise à quatorze heures cinquante,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA

ayant donné pouvoir

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu la délibération n° 22CD05-42 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 approuvant le budget primitif du Département pour 2023 ;

Considérant la volonté du Département d'accompagner à titre exceptionnel les Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes en difficulté du département ;

- ADOPTE la Décision Modificative n°1 pour le budget principal du Département pour 2023.

Chapitre 27 : + 2 millions d'euros

Chapitre 23 : - 2 millions d'euros

Celle-ci s'équilibre en redéploiement de crédits conformément au projet joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 06-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL : CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 22150001000014

POSTE COMPTABLE : RESPONSABLE DU SGC D AURILLAC

M. 57

Décision modificative (projet de budget) 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL CD15 (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	4
B - Modalités de vote du budget	5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats	6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses	7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes	8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports	9
B1 - Présentation des AP votées	10
B2 - Présentation des AE votées	11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement	12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement	15
D1 - Balance générale - Dépenses	17
D2 - Balance générale - Recettes	19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	29
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	30
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	31
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	32
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	34
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	37
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	44

IV - Annexes

A - Présentation croisée


A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	47
A1.01 - Opérations non ventilables	49
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	50
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	53
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	54
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	55
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	58
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	61
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	64
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	65
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	68
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	70
A1.908 - Fonction 8 - Transports	73
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	77
A2.01 - Opérations non ventilables	79
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	80
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	83
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	84
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	85
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	88
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	91
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	96
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	97
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	98
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	101
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	103
A2.938 - Fonction 8 - Transports	106

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	111
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	112
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	118
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	119

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	120
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	122
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	123
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	Sans Objet
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	124

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES		I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES		A

Informations statistiques		Valeurs
Population totale		165413

Informations fiscales (N-2)		Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)		437,55

Informations financières – ratios		Valeurs
1	Depenses réelles de fonctionnement / population	1240,88
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1393,14
3	Depenses d'équipement brut / population	311,80
4	Encours de dette / population (2) (3)	284,83
5	DGF / population	25,80%
6	Depenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	24,70%
7	Depenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	22,38%
8	Depenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	58,64%
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	10,93%
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appliquent sur l'encours de la dette se calculant à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES		I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET		B
<p>I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :</p> <ul style="list-style-type: none">- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».</p> <p>III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Fonctionnement : %- Investissement : % <p>IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.</p> <p>V – Les provisions sont. (4).</p> <p>VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).</p> <p>VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).</p>		

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES			I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)			C1

RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
Dépenses		Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	0.00	0.00	0.00	A1 0.00
Investissement	0.00		(3)	A2 0.00
Fonctionnement	0.00	0.00	(4)	A3 0.00

RESTES A REALISER N-1				
Dépenses		Recettes		Solde (B)
I + II	0.00	III + IV	0.00	B1 0.00
I	0.00	III	0.00	B2 0.00
II	0.00	IV	0.00	B3 0.00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)		
TOTAL	A1 + B1	0.00
Investissement	A2 + B2	0.00
Fonctionnement	A3 + B3	0.00

(1) Etat à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.
(2) Indiquer le signe « - » si dépenses > recettes, et « + » si recettes > dépenses.
(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « - » si dépenses > recettes, et « + » si recettes > dépenses.
(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe « - » si déficitaire, et « + » si excédentaire.
(5) Indiquer le signe « - » si déficit et « + » si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 0,00
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
VUE D'ENSEMBLE					A
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	DEPENSES		RECETTES	0,00
		+			+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)		0,00		0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reportés (1)		(si solde négatif)		(si solde positif)
			0,00		0,00
		=			=
Total de la section d'investissement (2)			0,00		0,00
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	DEPENSES		RECETTES	0,00
		+			+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)		0,00		0,00
	002 Résultat de fonctionnement reportés (1)		(si déficit)		(si excédent)
			0,00		0,00
		=			=
Total de la section de fonctionnement (3)			0,00		0,00
TOTAL DU BUDGET (4)			0,00		0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandataées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET					II
PRESENTATION DES AP VOTEES					B1
AUTORISATION DE PROGRAMME (1)					
Numéro	Libellé			Chapitre(s)	Montant
TOTAL					0,00
« AP de dépenses imprévues » (2)					
				020	0,00
TOTAL GENERAL					0,00

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.
(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
PRESENTATION DES AE VOTEES			B2

Numéro	AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)	Chapitre(s)	Montant
	Libellé		
TOTAL			0.00
« AE de dépenses imprévues » (2)			0.00
TOTAL GENERAL			0.00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.
(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 958 877,00	0,00	0,00	0,00	1 958 877,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	11 555 800,00	0,00	0,00	0,00	11 555 800,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	4 870 083,80	0,00	0,00	0,00	4 870 083,80
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	40 774 151,80	0,00	-2 000 000,00	0,00	38 774 151,80
Total des dépenses d'équipement		59 158 912,60	0,00	-2 000 000,00	0,00	57 158 912,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	67 150 000,00	0,00	0,00	0,00	67 150 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
Total des dépenses financières		67 150 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	69 150 000,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	335 000,00	0,00	0,00	0,00	335 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		126 643 912,60	0,00	0,00	0,00	126 643 912,60

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	100 000 000,00		0,00	0,00	100 000 000,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		109 850 000,00		0,00	0,00	109 850 000,00

TOTAL	236 493 912,60	0,00	0,00	0,00	236 493 912,60
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	236 493 912,60
-----------------------------------------------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	9 998 500,00	0,00	0,00	0,00	9 998 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	86 809 920,00	0,00	0,00	0,00	86 809 920,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		96 808 420,00	0,00	0,00	0,00	96 808 420,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	550 000,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 593,00	0,00	0,00	0,00	1 593,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	135 000,00	0,00	0,00	0,00	135 000,00
Total des recettes financières		4 186 593,00	0,00	0,00	0,00	4 186 593,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	43 000,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		101 038 013,00	0,00	0,00	0,00	101 038 013,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	14 035 110,00		0,00	0,00	14 035 110,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	21 000 000,00		0,00	0,00	21 000 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000 000,00		0,00	0,00	100 000 000,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		135 035 110,00		0,00	0,00	135 035 110,00

TOTAL	236 073 123,00	0,00	0,00	0,00	236 073 123,00
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	236 073 123,00
-----------------------------------------------------	-----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

25 185 110,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	21 159 574,00	0,00	0,00	0,00	21 159 574,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	51 257 490,00	0,00	0,00	0,00	51 257 490,00
014	Atténuations de produits	3 126 000,00	0,00	0,00	0,00	3 126 000,00
016	APA	31 609 500,00	0,00	0,00	0,00	31 609 500,00
017	RSA / Régularisations de RMI	15 154 600,00	0,00	0,00	0,00	15 154 600,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	78 091 355,00	0,00	0,00	0,00	78 091 355,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
Total des dépenses de gestion courante		200 568 519,00	0,00	0,00	0,00	200 568 519,00
66	Charges financières	4 302 000,00	0,00	0,00	0,00	4 302 000,00
67	Charges spécifiques (4)	85 516,00	0,00	0,00	0,00	85 516,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		204 956 035,00	0,00	0,00	0,00	204 956 035,00

023	Virement à la section d'investissement (5)	14 035 110,00		0,00	0,00	14 035 110,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	21 000 000,00		0,00	0,00	21 000 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		35 035 110,00		0,00	0,00	35 035 110,00

TOTAL	239 991 145,00	0,00	0,00	0,00	239 991 145,00
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 991 145,00
------------------------------------------------------	-----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	132 000,00	0,00	0,00	0,00	132 000,00
016	APA	9 817 000,00	0,00	0,00	0,00	9 817 000,00
017	RSA / Régularisations de RMI	7 966 500,00	0,00	0,00	0,00	7 966 500,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 895 000,00	0,00	0,00	0,00	2 895 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	68 838 300,00	0,00	0,00	0,00	68 838 300,00
731	Fiscalité locale	61 820 000,00	0,00	0,00	0,00	61 820 000,00
74	Dotations et participations (4)	66 238 750,00	0,00	0,00	0,00	66 238 750,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	12 300 000,00	0,00	0,00	0,00	12 300 000,00
Total des recettes de gestion courante		230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	230 007 550,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	230 007 550,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		9 850 000,00		0,00	0,00	9 850 000,00

TOTAL	239 857 550,00	0,00	0,00	0,00	239 857 550,00
--------------	-----------------------	-------------	-------------	-------------	-----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	239 857 550,00
------------------------------------------------------	-----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	25 185 110,00
-------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-2 000 000,00	0,00	-2 000 000,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
-----------------------------------------------------	-------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	0,00		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	0,00	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	0,00	0,00	0,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	0,00	0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
------------------------------------------------------	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		0,00	0,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------------------------------	-------------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
---------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	0,00
-----------------------------------------------------	-------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
-------------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
------------------------------------------------------	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors recettes imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE		A

DEPENSES									
Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)	III = I + II
TOTAL	236 493 912,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 169 280,00	2 169 280,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 958 877,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	11 555 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	4 870 083,80	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	40 774 151,80	0,00	0,00	-2 000 000,00	0,00	-2 069 280,00	69 280,00	-2 000 000,00	0,00
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	59 168 912,60	0,00	0,00	-2 000 000,00	0,00	-2 169 280,00	169 280,00	-2 000 000,00	0,00
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	67 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00
Total des dépenses financières	67 150 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	335 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	126 643 912,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 169 280,00	2 169 280,00	0,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	9 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (8)	100 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	109 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)									0,00

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)		0,00
Total des dépenses d'investissement cumulées		0,00

(1) Voir état 1-18 pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR N-1 est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – BUDGET PRINCIPAL CD15 - DM (projet de budget) - 2023

- (3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un abox d'AP existant.
- (4) Voir récé II-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (5) Voir récé IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 234.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
TOTAL		236 073 123,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	9 998 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	86 809 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		96 808 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotation, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		4 186 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		101 038 013,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	14 035 110,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	21 000 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	100 000 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		135 035 110,00		0,00	0,00	0,00

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						0,00
--------------------------------------------------------	--	--	--	--	--	------

Affectation au compte 1068 (9)						0,00
--------------------------------	--	--	--	--	--	------

Total des recettes d'investissement cumulées						0,00
----------------------------------------------	--	--	--	--	--	------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – BUDGET PRINCIPAL CD15 - DM (projet de budget) - 2023

- (2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
- (3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
- (4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
- (5) Les comptes 15, 20, 30, 40 et 50 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 234.

III – VOTE DU BUDGET		III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE		A1

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N°1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP hors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information : Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information : Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N°1 + Vote)
TOTAL	236 493 912,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 169 280,00	2 169 280,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 958 877,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031 Frais d'études	624 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051 Concessions, droits similaires	1 334 877,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	11 555 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113 Subv. Etat : Projet infrastructure	286 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041481 Subv. Autres cnes Bien mobilier, matériel	794 820,00	0,00		-19 000,00	0,00	-19 000,00	0,00	-19 000,00
2041482 Subv. Autres cnes: Bâtiments installations	6 780 180,00	0,00		-3 000,00	0,00	-3 000,00	0,00	-3 000,00
20415343 IC : Projet infrastructure	0,00	0,00		1 819 000,00	0,00	1 819 000,00	0,00	1 819 000,00
2041582 Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00		55 000,00	0,00	55 000,00	55 000,00	55 000,00
2041781 Subv. Autres : Bien mobilier, matériel	100 000,00	0,00		-100 000,00	0,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
2041782 Subv. Autres : Bâtiments, installations	55 000,00	0,00		-55 000,00	0,00	0,00	-55 000,00	-55 000,00
2041783 Subv. Autres : Projet infrastructure	1 819 000,00	0,00		-1 819 000,00	0,00	-1 819 000,00	0,00	-1 819 000,00
204181 Autres org pub - Biens mob, mat, études	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182 Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00		100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
20421 Privé : Bien mobilier, matériel	880 000,00	0,00		22 000,00	0,00	22 000,00	0,00	22 000,00
20422 Privé : Bâtiments, installations	400 000,00	0,00		90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00
20432 Privé Scol : Bâtiments, installations	90 000,00	0,00		-90 000,00	0,00	-90 000,00	0,00	-90 000,00
21	4 870 083,80	0,00	0,00	0,00	0,00	-100 000,00	100 000,00	0,00
2111 Terrains nus	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151 Réseaux de voirie	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152 Installations de voirie	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533 Réseaux câblés	94 090,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538 Autres réseaux	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21572 Matériel technique scolaire	10 000,00	0,00		12 000,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
215731 Matériel roulant	1 662 080,00	0,00		-100 000,00	0,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00

Chap. / art. / (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
215738	230 000,00	0,00		100 000,00	II	0,00	100 000,00	100 000,00
21578								
Autre matériel et outillage de voirie								
21578	34 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autre matériel technique								
21621	165 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens sous-jacents								
2181	37 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Install. générales, agencements								
21828	490 930,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres matériels de transport								
21831	470 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel informatique scolaire								
21838	690 917,00	0,00		-2 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
Autre matériel informatique								
21841	45 000,00	0,00		-3 713,64	0,00	0,00	-3 713,64	-3 713,64
Matériel de bureau et mobilier scolaire								
21848	235 207,00	0,00		2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	2 000,00
Autres matériels de bureau et mobiliers								
2185	35 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériel de téléphonie								
2188	160 359,00	0,00		-8 286,36	0,00	0,00	-8 286,36	-8 286,36
Autres immobilisations corporelles								
22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations reçues en affectation								
23	40 774 151,80	0,00	0,00	-2 000 000,00	0,00	-2 069 280,00	69 280,00	-2 000 000,00
Immobilisations en cours (sauf 2324)								
2312	3 050 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agencements et aménagements de terrains								
2313	15 980 734,00	0,00		-2 084 069,00	0,00	-2 076 281,00	-7 788,00	-2 084 069,00
Constructions								
2314	200 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions sur sol d'autrui								
2315	14 158 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Install., matériel et outill. technique								
2316	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restaur. des biens histo. et culturels								
2317	6 546 406,00	0,00		0,00	0,00	7 001,00	-7 001,00	0,00
Immo. corporelles reçues mise à dispo.								
2318	819 011,80	0,00		84 069,00	0,00	0,00	84 069,00	84 069,00
Autres immo. corporelles en cours								
Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement	59 158 912,60	0,00	0,00	-2 000 000,00	0,00	-2 169 280,00	169 280,00	-2 000 000,00
10	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Dotations, fonds divers et réserves								
13	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Subventions d'investissement								
16	67 150 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)								
1641	14 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Emprunts en euros								
16451	50 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Remb. temporaires emprunts en euros								
166	550 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Refinancement de dette								

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
1675 Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P. (BA,régie)	2 600 000,00	0,00		0,00	II		0,00	0,00
18 Cpte de liaison - affectation	0,00	0,00		0,00			0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
2745 Avances remboursables	0,00	0,00		2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00	2 000 000,00		0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
Total des dépenses financières	67 150 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
45... Opérations pour compte de tiers (6)	335 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542119 AMENAGEMENT FONCIER ANDELAT	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4544120 AMENAGEMENT FONCIER SANSAC	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4544122 OPERATION VIRARGUES	80 000,00	0,00		0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles	126 643 912,60	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 169 280,00	2 169 280,00	0,00
040 Opérations ordre transf. entre sections (7)	9 850 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Reprise sur autofinancement antérieur	9 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
139313 Dot. soutien à l'invest des départements	5 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements	4 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Charges transférées (8)	850 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2315 Install., matériel et outill. technique	600 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
2317 Immo. corporelles reçues mise à dispo.	250 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
041 Opérations patrimoniales (9)	100 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
1641 Emprunts en euros	50 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
16451 Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre	109 850 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

- (5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
- (6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
- (7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2204.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est affectée à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE						A3
Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N°1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N°1 + Vote) III = I + II
TOTAL		236 073 123,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	9 998 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et etabl. nationaux	3 246 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	1 145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	1 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dotation départementale équip. collèges	887 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133121	Dot. soutien à l'invest des départements	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13313	Aménagements radars automatiques et de police	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Aménagements radars automatiques et de police	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	86 809 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	36 809 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporées (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		96 808 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
166	Refinancement de dette	550 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison - affectation (BA,règle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	1 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		4 188 593,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		101 038 013,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	14 035 110,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	21 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281338	Autre matériel informatique	21 000 000,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (10)	100 000 000,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
1641	Emprunts en euros	50 000 000,00	I	0,00	II	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	50 000 000,00		0,00		0,00
Total des recettes d'ordre		135 035 110,00		0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état 1-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Sauf 165, 166 et 16449.
(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en monnaie réelle en cas de réduction ou d'annulation de mandats devant lieu à reversement.
(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).
(8) Les comptes 15, 20, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des opérations d'immobilisations »).
(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 224.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE										B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	239 991 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
011	Charges à caractère général (4)	21 159 574,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	51 257 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	3 126 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
016	APA	31 609 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	15 154 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6506) (4)	78 091 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6506	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses de gestion des services		200 568 519,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	4 302 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
67	Charges spécifiques (4)	85 516,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00						
Total des dépenses financières		4 387 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses réelles		204 956 035,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
023	Virement à la section d'investissement	14 035 110,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	21 000 000,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
Total des dépenses d'ordre		35 035 110,00			0,00	0,00		0,00	0,00	
D002 Résultat reporté ou anticipé (6)										0,00
Total des dépenses de fonctionnement cumulées										0,00

(1) Voir état IB pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 69 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET						III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES						B
Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL						
013	Atténuations de charges (3)	239 857 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	9 617 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	7 966 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	2 895 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	68 838 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	61 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	66 238 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		12 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des recettes de gestion des services						
76	Produits financiers	230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL des recettes financières						
Total des recettes réelles		230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	9 850 000,00				
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00				
Total des recettes d'ordre		9 850 000,00				
TOTAL des recettes d'ordre						
R002 Résultat reporté ou anticipé (8)						0,00
Total des recettes de fonctionnement cumulées						0,00

(1) Voir état L3 pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (BF 042 = DJ 040).
(5) Les comptes 70 peuvent figurer dans le détail du chapitre si le collecteur a géré pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à encaisser les opérations particulières (telles que les opérations de stocks, ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié).
(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET										III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE										B1
Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	239 991 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
011	Charges à caractère général (5)	21 159 574,00	0,00	0,00	-420,00	0,00	0,00	-420,00	-420,00	
60611	Eau et assainissement	30 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
60612	Energie - Electricité	382 940,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
60613	Chauffage urbain	852 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
60618	Autres fournitures non stockables	1 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
60621	Combustibles	60 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
60622	Carburants	1 138 892,00	0,00		117 795,56	0,00	0,00	117 795,56	117 795,56	
60623	Alimentation	1 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60631	Fournitures d'entretien	23 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60632	Fournitures de petit équipement	1 068 280,00	0,00		14,66	0,00	0,00	14,66	14,66	
60633	Fournitures de voirie	2 970 440,00	0,00		-232 090,64	0,00	0,00	-232 090,64	-232 090,64	
60636	Habillement et vêtements de travail	236 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6064	Fournitures administratives	96 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60661	Médicaments	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60668	Autres produits pharmaceutiques	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6068	Autres matières et fournitures	523 920,00	0,00		36 644,65	0,00	0,00	36 644,65	36 644,65	
611	Contrats de prestations de services	1 867 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61221	Matériel roulant	65 620,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6132	Locations immobilières	207 000,00	0,00		-5 390,00	0,00	0,00	-5 390,00	-5 390,00	
61351	Matériel roulant	188 713,00	0,00		95 703,51	0,00	0,00	95 703,51	95 703,51	
61358	Autres	42 900,00	0,00		-14,66	0,00	0,00	-14,66	-14,66	
614	Charges locatives et de copropriété	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61521	Entretien terrains	34 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	244 000,00	0,00		2 887,00	0,00	0,00	2 887,00	2 887,00	
615231	Entretien, réparations voiries	1 065 000,00	0,00		-18 053,08	0,00	0,00	-18 053,08	-18 053,08	
61551	Entretien matériel roulant	407 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61558	Entretien autres biens mobiliers	158 100,00	0,00		-14 000,00	0,00	0,00	-14 000,00	-14 000,00	
6156	Maintenance	780 935,00	0,00		6 713,00	0,00	0,00	6 713,00	6 713,00	
6161	Multirisques	385 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6168	Autres primes d'assurance	85 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	638 044,00	0,00		540,00	0,00	0,00	540,00	540,00	
6182	Documentation générale et technique	100 400,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6183	Frais de formation (personnel extérieur	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6184	Versements à des organismes de formation	323 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	11 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	997 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	10 910,40	10 910,40
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	16 500,00	0,00		-150,00	0,00	0,00	-150,00	-150,00
62268	Autres honoraires, conseils	357 000,00	0,00		-490,40	0,00	0,00	-490,40	-490,40
6227	Frais d'actes et de contenu	57 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	50 000,00	0,00		10 400,00	0,00	0,00	10 400,00	10 400,00
6231	Annonces et insertions	139 000,00	0,00		-90,00	0,00	0,00	-90,00	-90,00
6232	Fêtes et cérémonies	25 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	59 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	309 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	846 790,00	0,00		-10 000,00	0,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
6241	Transports de biens	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	1 157 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	390 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	173 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	409 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (colisations)	107 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	42 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	377 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	6 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	569 150,00	0,00		90,00	0,00	0,00	90,00	90,00
6288	Autres services extérieurs	811 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	170 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	26 000,00	0,00		-1 000,00	0,00	0,00	-1 000,00	-1 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	51 257 490,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	90 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Colisations CNFPT et CDGFP	323 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	28 690 000,00	0,00		-340 000,00	0,00		-340 000,00	-340 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	278 600,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	179 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	803 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64121	Rémunération principale	2 830 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
64123	Indemnités d'attente	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	2 670 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00		150 000,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	150 000,00	0,00		-150 000,00	0,00	-150 000,00	0,00	-150 000,00
64168	Autres emplois aidés	110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00		145 000,00	0,00	145 000,00	0,00	145 000,00
64171	Apprentis - rémunérations	145 000,00	0,00		-145 000,00	0,00	-145 000,00	0,00	-145 000,00
6451	Colisations à l'U.R.S.S.A.F.	6 531 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Colisations aux caisses de retraites	7 802 490,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	141 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	86 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	0,00	0,00		340 000,00	0,00	340 000,00	0,00	340 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	72 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00		1 120 000,00	0,00	1 120 000,00	0,00	1 120 000,00
6488	Autres	1 120 000,00	0,00		-1 120 000,00	0,00	-1 120 000,00	0,00	-1 120 000,00
014	Atténuations de produits	3 126 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739214	Atth. compens. CVAE - Départ. - Région	1 480 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7392251	Prélèv. fonds national péréquat* DMTO	1 400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	246 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	31 609 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	750 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Colisations à l'U.R.S.S.A.F.	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Colisations aux caisses de retraites	213 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511411	APA	14 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6511412	APA - Dotation qualité	1 330 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651142	APA versée au bénéficiaire	2 050 000,00	0,00		-150 070,28	0,00	-150 070,28	0,00	-150 070,28
651143	APA versée bénéf. en étab.	39 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
651144 651148 673	APA versée à l'étab. APA autres Titres annulés (sur exercices antérieurs	12 082 500,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00		0,00 150 000,00 70,28	0,00 0,00 0,00	0,00 150 000,00 70,28	0,00 0,00 0,00	0,00 150 000,00 70,28
017	RSA / Régularisations de RMI	15 154 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	11 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	520 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	8 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Colisations à l'U.R.S.S.A.F.	130 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Colisations aux caisses de retraites	160 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Colisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65171	RSA - Vers. allocations forfaitaires	11 395 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65172	RSA - Vers. alloc. forfaitaires maj.	1 598 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65671	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	673 040,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	468 060,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6568) (5)	78 091 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65111	Famille et enfance	202 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651121	Presta. de compensation handicapé +20ans	4 347 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651122	Presta. de compensation handicapé -20ans	374 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651123	Presta. de compensat* - Dotation qualité	148 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651122	Allocation compensatrice tierce personne	870 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	42 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	95 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	67 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6514	Colisations, adhésions et autres prestat	1 206 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Divers	5 000,00	0,00		-5 000,00	0,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00
65188	Autres	0,00	0,00		5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
65211	Frais de scolarité	38 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65212	Frais périscolaires	112 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
			I			II			
6522	Accueil familial	1 394 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6523	Frais d'hospitalisation	6 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652412	Mais. enf. caract. social	7 984 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	2 610 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652418	Autres	1 476 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	27 374 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	8 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	775 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	56 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Colisations de retraite	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Coût. sécurité sociale - part patronale	220 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Coût. fonds financ. allocation fin mandat	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655111	Dotation fonctionnement collèges publics	2 095 000,00	0,00		89,00	0,00	0,00	89,00	89,00
655112	Dotation fonctionnement collèges privés	660 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	7 151 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65561	Contrib. fonds compens. ch. territoriales	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	104 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	136 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6561	Organismes de regroupement	1 132 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	3 249 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fond. communes membres du GFP	569 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fond. autres communes	242 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fond. autres groupements	300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fond. autres EPL	144 950,00	0,00		-89,00	0,00	0,00	-89,00	-89,00
657382	Subv. fond. organismes publics divers	542 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv. fonct. autres personnes droit privé	4 140 745,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65861	Frais de personnel	170 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	Total des dépenses de gestion des services	200 568 519,00	0,00	0,00	0,00	II	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	4 302 000,00		0,00	0,00			0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 500 000,00		0,00	0,00			0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	60 000,00		0,00	0,00			0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	710 000,00		0,00	0,00			0,00	0,00
6688	Autres	32 000,00		0,00	0,00			0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	85 516,00		0,00	0,00			0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	85 516,00		0,00	0,00			0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00			0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
	Total des charges financières et spécifiques	4 387 516,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00
	Total des dépenses réelles	204 956 035,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	14 035 110,00			0,00				0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	21 000 000,00			0,00				0,00
6811	Dot. amot. immos incorporelles	21 000 000,00			0,00				0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)	0,00			0,00				0,00
	Total des dépenses d'ordre	35 035 110,00			0,00	0,00		0,00	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	120 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	60 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	60 000,00

(1) Détailler les art des utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-3 pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR N-1 est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements plurannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.
(7) Les comptes 616 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DP 042 = RI 049) (DP 043 = RP 042).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET							III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE							B2
Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
	TOTAL	239 857 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges (4)	132 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6419	Remboursements rémunérations personnel	122 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6459	Remb.charges sécu sociale et prévoyance	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
016	APA	9 817 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
747811	Dotation versée au titre de l'APA	9 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7533	APA	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
017	RSA / Régularisations de RMI	7 966 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731421	TICPE - LRL	7 280 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74718	Autres participations Etat	22 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74783	Fonds mobilisation départ. insertion	624 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
75342	Allocations forfaitaires	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
75343	Allocations forfaitaires majorées	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 895 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70323	Red. occupation dom. public	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70631	Redevances services à caractère sportif	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
70878	Remb. frais par des tiers	455 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7088	Produits activités annexes (abonnements)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73	Impôts et taxes (sauf 731)	68 838 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73221	FNGIR	3 805 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73224	Fonds péréquation colts sur VA des ent.	383 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
732251	Atrib/fonds national péréquation DMTO	11 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7324	Frais de gestion de la TFPB	5 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7351	Fract* compens. TFPB, taxe rés. princ.	41 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	5 750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
7358	Autres	900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731	Fiscalité locale	61 820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73121	Taxe dpt. pub foncière, droit dpt. enreg	15 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73131	Taxe d'aménagement - part départementale	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731421	TICPE - LRL	3 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
73171	Taxe sur les conventions d'assurance	37 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731722	Taxe additionnelle à la taxe de séjour	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73175	Taxe sur les remontées mécaniques	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	66 238 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74121	Dotation forfaitaire des départements	16 307 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741221	Dotation fonctionnelle minimale départ.	16 200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741223	Dotation compensation départements	14 608 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74621	DGD des départements	1 686 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	1 083 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	551 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GPP	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74758	Participation autres groupements	1 005 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7476	Sécurité sociale, organism. Mutualistes	101 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74771	Participation Fonds social européen	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74773	Participation FEADER	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	1 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747813	Dotation versée au titre des MDPH	397 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478141	Part autonomie	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	3 898 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	139 250,00	0,00	-139 250,00	0,00	-139 250,00
747888	Autres	0,00	0,00	139 250,00	0,00	139 250,00
748312	D.C.R.T.P.	4 310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	D.T.C. exonération fiscalité directe	2 204 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74881	Particip. familles restau. hébergé	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	12 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7511	Recouvrements sur département, autres CL	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7512	Recouvrements sur Sécurité Sociale	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	5 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7518	Recouvrements sur autres redevables	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7535	PCH	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	10 000,00	0,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	398 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		230 007 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	9 850 000,00		0,00	0,00	0,00
722	Immobilisations corporelles	850 000,00		0,00	0,00	0,00
77681	Neutralisation des amortissements	4 000 000,00		0,00	0,00	0,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résultat	5 000 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		9 850 000,00		0,00	0,00	0,00

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalesées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre RF 042 = D 040 / RF 043 = DF 043.
(6) Aucune provision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des sessions d'immobilisations »).
(7) Les comptes 75 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(9) Destiné à retracer le prélevement de la part non départementale de la taxe.
(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES										IV	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A1	
Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA		
	DEPENSES	64 550 000,00	6 495 681,00	0,00	474 069,00	12 435 802,80	665 558,00	2 909 965,00	0,00		
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	64 550 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	0,00		
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	1 178 877,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	111 000,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	390 000,00	90 000,00	392 700,00	100 000,00	0,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 290 319,00	0,00	0,00	711 348,80	210 457,00	147 389,00	0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	4 026 485,00	0,00	84 069,00	11 169 454,00	62 401,00	551 576,00	0,00		
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00		
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
	RECETTES	90 994 920,00	1 500 000,00	0,00	0,00	3 687 000,00	80 000,00	0,00	0,00		
024	Produit des cessions d'immobilisations	135 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
13	Subventions d'investissement	0,00	1 500 000,00	0,00	0,00	3 687 000,00	80 000,00	0,00	0,00		
16	Emprunts et dettes assimilées	87 359 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
	DEPENSES	12 161 300,00	4 380 910,80	526 000,00	22 044 626,00		126 643 912,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	2 150 000,00		67 150 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	544 000,00	110 000,00	0,00		1 958 877,00
204	Subventions d'équipement versées	8 776 300,00	1 206 000,00	214 000,00	386 800,00		11 555 800,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	20 000,00	12 000,00	2 478 570,00		4 870 893,80
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 050 000,00	2 610 910,80	190 000,00	17 029 256,00		38 774 151,80
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	335 000,00	0,00	0,00	0,00		335 000,00
	RECETTES	2 283 000,00	526 893,00	246 800,00	1 720 000,00		101 038 913,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		135 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		3 500 000,00
13	Subventions d'investissement	2 240 000,00	525 000,00	246 800,00	1 720 000,00		9 998 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		87 359 920,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	1 893,00	0,00	0,00		1 893,00
45	Opérations pour compte de tiers	43 000,00	0,00	0,00	0,00		43 000,00

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES		
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		
164	Emprunts auprès des établissements financiers	64 550 000,00
166	Refinancement de dette	64 000 000,00
		550 000,00
RECETTES		
024	Produits des cessions d'immobilisations	135 000,00
102	Dotations et fonds d'investissement	3 500 000,00
164	Emprunts auprès des établissements financiers	86 809 920,00
166	Refinancement de dette	550 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale								
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 458 181,00	
205	Louages, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178 877,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 090,00	
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 158 729,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 026 485,00	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco, social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco, sociale et environnement.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat., matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Comptes affectés interreg. eur. intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES						
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	6 488 681,00
215	Travailleur, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 178 877,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 060,00
251	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00	1 198 220,00
	RECETTES						
193	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 028 465,00
							1 500 000,00
							1 500 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv., protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0.00	0.00	424 069.00	0.00	50 000.00	474 069.00
204	Subventions d'équipement versées	0.00	0.00	340 000.00	0.00	50 000.00	390 000.00
231	Immobilisations corporelles en cours	0.00	0.00	84 069.00	0.00	0.00	84 069.00
	RECETTES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20		21			22		
		Services communs		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		211	212	213	221	222	223		
		Ecoles maternelles	Ecoles primaires	Classes regroupées	Collèges	Lycees publics	Lycees privés		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	9 204 468,44	0,00	0,00		
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00		
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00		
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00		
215	Installat° matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00		
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	681 062,44	0,00	0,00		
221	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	7 946 408,00	0,00	0,00		
		0,00	0,00	0,00	2 387 000,00	0,00	0,00		
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
131	Subv° v° rattachées aux act° amort	0,00	0,00	0,00	2 387 000,00	0,00	0,00		
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Clés sociales	25 Formation professionnelle					26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres	
	DEPENSES	3 231 324,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
187	Emprunts et/ou conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	8 286,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	3 223 048,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv. inv. rattachées aux actifs amort.	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services particuliers et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 435 802,80
167	Emprunts, dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
204	Subventions d'équipement diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	688 348,80
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 169 454,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 687 000,00
131	Subv. rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 300 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 387 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs		31 Culture							
				311 Activités artistiques et manifest.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinéma et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
	DEPENSES	0,00		84 157,00	300 000,00	130 000,00	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00		30 700,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat.* matériel, outillage techniq.	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00		20 000,00	0,00	130 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00		33 457,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv. inv. rattachées aux actifs à amort	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	104 401,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	62 000,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	42 401,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00
131	Subv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	666 568,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	362 700,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	166 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 457,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 401,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
31	Subv. rev. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé				
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires
		601 576,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DEPENSES						
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, produits, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	501 576,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES						

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42							TOTAL DU CHAPITRE
		Action sociale					428 Autres interventions sociales		
		Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées			
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
		0,00	100 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00	111 000,00	0,00	2 909 965,00
	DEPENSES								
204	Subventions d'équipement versées	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
205	Licences, brevets, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 000,00	0,00	111 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 389,00	0,00	47 389,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	551 576,00
274	Prêts	0,00	0,00	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.904-4

FONCTION 4-4 - RSA

Article / compte nature (1)	Libellés	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.905

FUNCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)			
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur localif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage
(1)								
	DEPENSES							
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	10 082 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	6 707 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	3 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				335 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES							
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	2 283 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	2 240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
				43 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	582 Autres actions d'aménagement		
	DEPENSES						
204	Subventions d'équipement versées	0,00	1 819 000,00	0,00	0,00	0,00	12 161 300,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	1 819 000,00	0,00	0,00	0,00	8 775 300,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 050 000,00
	RECETTES						
131	Subv. inv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 285 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 240 000,00
							43 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles					
					631			632		633 Développement touristique
					Agriculture, pêche et agro-alimentaire	6312		Industrie, commerce et artisanat		
						6311 Laboratoire	Autres			
	DEPENSES	15 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	3 145 910,60	
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	208 000,00	
205	Licences, procédés, droits similaires	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 410 910,60	
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 093,00	0,00	525 000,00	
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00	
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 093,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintenance et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES							
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	4 380 910,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
		0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	2 610 910,80
RECETTES							
131	Subv. inv. rattachées aux actifs amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	525 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 593,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				721 Actions de traitement des déchets			722 Propreté urbaine		
				Collecte et traitement des déchets		723 Tri, valorisation traitement déchets	721 Actions prévention et sensibilisation	722 Actions prévention et sensibilisation	722 Action propreté urbaine et recyclage
				7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets				
	DEPENSES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
203	Frais d'études, recherche, développement	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
204	Subventions d'équipement versées	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
205	Licences, procédés, droits similaires	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
215	Installat*, matériel, outillage techniq	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
231	Immobilisations corporelles en cours	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	RECETTES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73					74
		Actives en matière de gestion des eaux					
		731	732	733	734	735	
		Politique de l'eau	Eau potable	Assainissement	Eaux pluviales	Lutte contre les inondations	
		200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
DEPENSES							
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, produits, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES							
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv m/r rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préser., patrim. naturels,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00	0,00	0,00	294 000,00	526 000,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	214 000,00	214 000,00
205	Licences, produits, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
215	Installat*, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 500,00	246 500,00
131	Subventions affectées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 500,00	246 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	82 Transports publics de voyageurs									
		80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports ferroviaires		821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
	DEPENSES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100 000.00	0.00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
204	Subventions d'équipement versées	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	100 000.00	0.00
215	Installaq., matériel, outillage techniq.	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
218	Autres immobilisations corporelles	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
231	Immobilisations corporelles en cours	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
	RECETTES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
132	Subv. rattachées aux actifs non amort	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830	831	832	833	834	835	838
		Services communs	Frei routier	Frei ferroviaire	Frei fluvial	Frei maritime	Frei aérien	Autres transports
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167	Emprunts, dettes, conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Instalati., matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv./inv.rattachées aux actifs non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement loc. amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voie						
		841 Voie nationale	842 Voie régionale	843 Voie départementale	844 Voie métropolitaine	845 Voie communale	846 Viabilité hivernale et autres climatiques	847 Equipements de voie
	DEPENSES			21 844 626,00	0,00	0,00	0,00	0,00
167	Emprunts, dettes conditions particulières	0,00	0,00	2 150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	286 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Instaallat. matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	2 292 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	186 490,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	17 029 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	1 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv.inv.rattachées aux actifs non amort.	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures portuaires	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Halles, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 044 626,00
167	Emprunts dettes conditions particulières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 160 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 800,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 262 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 490,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 029 256,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 720 000,00
132	Subv.inv.rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES										IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE										A2
Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA	
	DEPENSES	6 685 100,00	17 028 945,34	0,00	7 185 000,00	11 085 640,00	4 758 100,00	75 195 350,00	31 587 000,00	
011	Charges à caractère général	5 000,00	4 258 935,34	0,00	0,00	1 180 540,00	1 556 584,00	4 199 150,00	5 000,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 100,00	10 411 000,00	0,00	0,00	6 561 000,00	2 218 000,00	12 932 200,00	1 303 000,00	
014	Atténuations de produits	2 886 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	2 357 010,00	0,00	7 185 000,00	3 144 100,00	983 500,00	58 008 500,00	30 278 929,72	
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	170 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	3 592 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges spécifiques	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,00	55 500,00	70,28	
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	RECETTES	186 226 300,00	5 104 000,00	0,00	0,00	458 000,00	197 600,00	16 096 400,00	9 817 000,00	
013	Atténuations de charges	0,00	131 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	800 000,00	0,00	
73	Impôts et taxes	68 838 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
731	Fiscalité locale	61 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74	Dotations et participations	55 517 000,00	1 080 000,00	0,00	0,00	458 000,00	107 600,00	7 048 400,00	9 800 000,00	
75	Autres produits de gestion courante	150 000,00	3 993 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 247 000,00	17 000,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

IV – ANNEXES									
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)									
Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	IV A2	
	DEPENSES	15 168 000,00	2 795 459,66	5 318 856,00	1 487 744,00	26 662 840,00		204 956 035,00	
011	Charges à caractère général	16 400,00	143 764,66	649 706,00	550 844,00	8 509 850,00		21 175 574,00	
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 009 000,00	1 771 600,00	2 182 600,00	0,00	15 178 990,00		53 569 490,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00		3 128 000,00	
65	Autres charges de gestion courante	14 142 100,00	880 095,00	2 486 550,00	687 100,00	2 364 000,00		122 526 884,72	
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		170 000,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	4 302 000,00		4 302 000,00	
67	Charges spécifiques	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00		86 086,28	
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
	RECETTES	8 072 500,00	614 750,00	1 121 000,00	731 000,00	1 370 000,00		230 007 550,00	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		132 000,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	700 000,00	1 000 000,00	55 000,00	250 000,00		2 895 000,00	
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		68 838 300,00	
731	Fiscalité locale	7 280 000,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00		69 100 000,00	
74	Dotations et participations	752 500,00	114 750,00	11 000,00	676 000,00	1 120 000,00		76 685 250,00	
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00		12 357 000,00	
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.01
01 – OPERATIONS NON VENTILABLES			
Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	
DEPENSES			6 683 100,00
627	Services bancaires et assimilés		5 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)		2 100,00
658	Charges diverses de gestion courante		170 000,00
661	Charges d'intérêts		3 960 000,00
668	Autres charges financières		32 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs		30 000,00
739	Revers. et restit. sur impôts et taxes		2 865 000,00
RECETTES			188 225 300,00
731	Fiscalité locale		61 720 000,00
732	Fiscalité reversée		20 788 300,00
735	Fraction de TVA		48 050 000,00
741	D.G.F.		47 115 000,00
744	FCTVA		200 000,00
746	Dotation générale de décentralisation		1 686 000,00
748	Autres attributions et participations		6 516 000,00
758	Produits divers de gestion courante		150 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellés	02 Administration générale							
		020	021	022	023	024	025	026	028
		Admin. générale de la collectivité	Personnel non ventilé	Information, communication, publicité	Fêtes et cérémonies	Aide aux associations	Cimetières et pompes funéraires	Administration générale de l'Etat	Autres moyens généraux
DEPENSES		841 800,00	10 439 320,00	442 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 312 025,34
606	Achat non stockés de matières et fourni	1 000,00	0,00	104 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	451 200,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 785,34
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
618	Divers	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 200,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	160 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	211 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	10 000,00	69 910,00	338 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 000,00
625	Déplacements et missions	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 000,00
628	Divers	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 040,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	50 000,00	6 370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	2 386 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	340 000,00	1 155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenit" cpt pop. - Subvent"	80 000,00	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 500,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		120 000,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 945 000,00
641	Rémunérations du personnel	120 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 740 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV – ANNEXES	IV
			A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco, social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édic., env.	034 Conseil éco, soc, environ, culture éduic.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnement.	0342 Section culture, éducation et sports		
	DEPENSES	1 222 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel adhérent au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	51 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	1 171 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges ininterne* opt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV - ANNEXES	
A - PRESENTATION CROISEE - SECTION DE FONCTIONNEMENT - PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A2.930

FONCTION 0 - Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale 425 000,00	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
	DEPENSES			352 500,00	0,00	0,00	17 028 946,34
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	556 200,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 785,34
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	766 300,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	470 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
618	Divers	0,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	556 700,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	371 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	566 410,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	366 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 540,00
633	Impôts, taxes, versements (autres orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
635	Autres impôts, taxes (autres imposables)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 420 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 366 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 466 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 171 000,00
657	Charges intervenant cot'prop. - Silvenet	425 000,00	0,00	315 000,00	0,00	0,00	1 184 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510,00
	RECETTES	1 000 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	5 104 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	121 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
747	Participations	1 000 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	1 060 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3740 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv., protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	7 170 000,00	0,00	15 000,00	7 185 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	7 151 000,00	0,00	0,00	7 151 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	19 000,00	0,00	15 000,00	34 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		20	0,00	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
	DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 797 640,00	0,00	0,00	
606	Achats non stockés de matières et fourni		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602 640,00	0,00	0,00	
611	Contrats de prestations de services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	
613	Locations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	0,00	
615	Entretien et réparations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 600,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 400,00	0,00	0,00	
625	Déplacements et missions		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	
626	Frais postaux et frais télécommunication		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	
628	Divers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 400,00	0,00	0,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 680 000,00	0,00	0,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 840 000,00	0,00	0,00	
647	Autres charges sociales		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00	0,00	
651	Charges interv. ext propre - Aides pers.		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
655	Contributions obligatoires		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 755 089,00	0,00	0,00	
657	Charges interven' ext prop. - Subvent"		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 011,00	0,00	0,00	
661	Charges financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00	
	RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 800,00	0,00	0,00	
747	Participations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
748	Autres attributions et participations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV – ANNEXES	IV
			A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Clés sociales	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES											
606	Achats non classés de matériels et fourni	1 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	4 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déploiements et missions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	40 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. ext propre - Actes pers.	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven't ext prop. - Subvent*	136 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES											
747	Participations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
A2.932	

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes						29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	286 Autre service annexé de l'enseignement	288		
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	0,00	11 085 640,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602 640,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 600,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
622	Remunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 400,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 400,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
641	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 660 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 840 000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00	0,00	95 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 755 080,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	294 011,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	459 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	8 000,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30	31							318
		Services communs	Culture							
			311	312	313	314	315	316	317	
			Activités artistiques et manifest.	Patrimoine	Bibliothèques, médiathèques	Musées	Services d'archives	Théâtres et spectacles vivants	Cinéma et autres salles de spectacles	
	DEPENSES	2 438 500,00	720 360,00	30 000,00	109 000,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	120 000,00	0,00	11 050,00	0,00	700,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	1 650,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	22 500,00	3 300,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	8 000,00	5 500,00	0,00	36 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	8 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	273 500,00	0,00	59 600,00	0,00	24 300,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 567 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	631 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant opt prop. - Subvent	125 500,00	311 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annuels (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	46 000,00	46 100,00	0,00	13 000,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	40 000,00	46 100,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
	IV
	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					326 Manifestations sportives
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou autres	
DEPENSES							
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	0,00	0,00	24 380,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Remunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	420,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00	224 984,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Remunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges interven* ext prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	503 000,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES							
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle		34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres	
	DEPENSES	0,00	0,00	528 916,00	0,00	0,00	4 758 100,00
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 130,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 850,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 300,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	548 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	25 420,00
623	Pub. publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338 484,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
626	Frais postale et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	500,00
628	Divers	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	395 400,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 567 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	631 000,00
667	Charges intervenant "cf prop. - Subvent"	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	983 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	16,00	0,00	0,00	16,00
	RECETTES	0,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	197 600,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	88 000,00	0,00	0,00	88 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	107 600,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé						418 Autres actions
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres des sanitaires		
DEPENSES		2 569 300,00	467 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
606	Achats non stockés de matières et fourni	225 400,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
613	Locations	109 000,00	3 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
615	Entretien et réparations	59 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
618	Divers	4 000,00	66 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	4 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
623	Pub., publications, relations publiques	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
624	Transport biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
625	Déplacements et missions	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
626	Frais postaux et frais télécommunication	56 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
628	Divers	169 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	11 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	1 339 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	569 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
651	Charges intern. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
652	Frais de séjour, héberg., animation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
655	Contributions obligatoires	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	Participations	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
657	Charges interven't cpt prop. - Subvent"	0,00	46 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		1 632 500,00	69 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
747	Participations	1 632 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	69 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale											
		420 Services communs	421 Famille et enfance				424 Adolescence	422 Petite enfance			428 Autres actions pour la petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214		4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil				
	DEPENSES	7 822 960,40	0,00	150 000,00	19 138 500,00	886 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	52 500,00	0,00	0,00	8 500,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	47 310,40	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	6 500,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	400 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	534 000,00	0,00	0,00	251 500,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	69 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	5 099 000,00	0,00	0,00	2 945 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 951 000,00	0,00	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	80 000,00	536 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0,00	0,00	0,00	12 421 000,00	881 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	70 000,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	6 000,00	0,00	0,00	480 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervint 'cpt prop. - Subvent'	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Tires annulées (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	71 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations de personnel	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'usafction et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale									
		420 Services communs		421 Famille et enfance			422 Petite enfance				
				4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance	
7538	Produits divers de gestion courante	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42							TOTAL DU CHAPITRE
		Action sociale					425 Personnes handicapées	426 Autres interventions sociales	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté				
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
	DEPENSES	22 000,00	8 287 000,00	37 000,00	0,00	34 873 000,00	1 004 088,60	75 195 350,00	
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	301 400,00	
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 131 000,00	
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 000,00	
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 500,00	
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	
618	Eludes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	169 810,40	
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 088,60	63 938,60	
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	41 000,00	
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	1 157 000,00	
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 000,00	
628	Divers	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	974 500,00	
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 700,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 383 000,00	
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 451 000,00	
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	
651	Charges interv. cpt propre - Actes pers.	22 000,00	114 500,00	10 000,00	0,00	5 968 000,00	527 000,00	7 288 500,00	
652	Frais de séjour, Héberg., inhumation	0,00	8 038 500,00	0,00	0,00	27 679 000,00	0,00	48 998 500,00	
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	104 000,00	310 000,00	
656	Participations	0,00	117 000,00	0,00	0,00	30 000,00	81 000,00	824 000,00	
657	Charges Intervent' cpt prop. - Subvent'	0,00	0,00	0,00	0,00	376 000,00	162 000,00	586 000,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	13 000,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	59 500,00	
	RECETTES	22 000,00	5 100 000,00	0,00	0,00	6 106 900,00	3 104 900,00	16 096 400,00	
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	800 000,00	
747	Participations	22 000,00	0,00	0,00	0,00	2 297 000,00	3 696 900,00	7 048 400,00	
751	Recouvrements de dépenses d'aide sociale	0,00	5 100 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	8 230 000,00	
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	9 000,00	
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	8 000,00	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES						
625	Déplacements et missions	1 308 070,28	0,00	39 000,00	12 060 000,00	31 587 000,00
641	Rémunérations du personnel	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	922 000,00	0,00	0,00	0,00	922 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	381 000,00	0,00	0,00	0,00	381 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	18 179 928,72	39 000,00	12 060 000,00	30 278 928,72
		70,28	0,00	0,00	0,00	70,28
RECETTES						
747	Participations	9 817 000,00	0,00	0,00	0,00	9 817 000,00
753	Recouvrement Indes d'insertion et aides	17 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellés	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES										
625	Déplacements et missions	5 000,00	0,00	80 000,00	439 800,00	0,00	520 000,00	12 998 400,00	569 800,00	15 168 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	11 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	5 400,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	344 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	365 000,00	0,00	0,00	709 000,00
651	Charges interv. cpt propres - Aides pers.	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	300 000,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 993 000,00	0,00	12 993 000,00
657	Charges interven* cpt prop. - Subvent*	52 300,00	0,00	80 000,00	439 800,00	0,00	0,00	0,00	569 000,00	1 141 100,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00	8 000,00
RECETTES										
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	22 500,00	739 000,00	0,00	0,00	40 000,00	7 280 000,00	8 077 500,00
747	Participations	0,00	0,00	22 500,00	739 000,00	0,00	0,00	0,00	7 280 000,00	7 280 000,00
753	Recouvrement index d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	40 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement
								518 Autres actions d'aménagement urbain
	DEPENSES	1 822 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	9 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	1 296 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	456 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
667	Charges intervenir. ci prop. - Subvent"	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accès à la propriété	554 Aide d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES									
606	Achats non classés de matières et fourn	0,00	0,00	880 095,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges inter-wil. ext prop. - Subvent	0,00	0,00	880 095,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES									
708	Autres produits	0,00	0,00	114 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	114 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du territoire	57 Techno. de l'information et de la comm.	58		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	589 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES							
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	93 284,66	0,00	0,00	0,00	2 798 459,66
615	Entretien et réparations	0,00	2 064,66	0,00	0,00	0,00	2 064,66
618	Divers	0,00	71 700,00	0,00	0,00	0,00	71 700,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
628	Divers	0,00	19 500,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 100,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 296 500,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	456 000,00
RECETTES							
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	814 750,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
							114 750,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dev. éco.	63 Actions sectorielles				
					631		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique	
					6311 Agriculture, pêche et agro-alimentaire	6312 Autres			
					DEPENSES		863 206,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 460,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	52 040,00
618	Divers	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	253 206,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
625	Déplacements et missions	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	17 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	3 500,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	370 000,00	0,00	0,00	1 234 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	135 500,00	0,00	0,00	424 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cat propre - Aides pers.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	735 800,00
657	Charges interven" cat prop. - Subvent"	13 000,00	0,00	0,00	0,00	372 500,00	135 000,00	0,00	1 121 500,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	121 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			IV – ANNEXES	IV
				A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et écocitoyenneté, solidarité	66 Maintenance et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		140 750,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	5 310 855,00
636	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 460,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 040,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	127 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	402 200,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 500,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 604 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	559 500,00
651	Charges int. v. cpt propre – Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
656	Participations	13 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	824 500,00
657	Charges int. v. cpt prop. – Subvent'	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	1 657 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 121 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES			IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE			A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
	DEPENSES	260 000,00				0,00	0,00
606	Achats non accolés de matières et fourni	10 000,00		0,00		0,00	0,00
617	Etudes et recherches	250 000,00		0,00		0,00	0,00
618	Divers	0,00		0,00		0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00		0,00		0,00	0,00
656	Participations	0,00		0,00		0,00	0,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent	0,00		0,00		0,00	0,00
739	Revent, et restit. sur impôts et taxes	0,00		0,00		0,00	0,00
		310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES						
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	310 000,00		0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préser. patrim. nature/risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	59 100,00	355 644,00	0,00	348 000,00	1 487 744,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	52 000,00	5 544,00	0,00	152 000,00	459 544,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 000,00	0,00	0,00	74 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00	0,00	0,00	0,00	6 100,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 100,00	0,00	30 000,00	521 100,00
657	Charges intervent' ext prop. - Subvent'	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	166 000,00	176 000,00
739	Revent. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	266 000,00	0,00	0,00	100 000,00	731 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	266 000,00	0,00	0,00	100 000,00	676 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	
IV	
A2.938	

FONCTION 8 – Transports

Article/ compte nature (1)	Libellé	80	81	82						828	
		Services communs	Transports scolaires	820	821	822	823	824	825	826	
		15 373 990,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 382 000,00	0,00
DEPENSES											
606	Achats non liés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	180 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre org.)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin. Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	10 020 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	4 226 960,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 212 000,00	0,00
657	Charges Intervent' cpt prop. - Subvent'	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00
658	Charges d'entree de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 120 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises					
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien
	DEPENSES						
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Revenances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Publ, publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervenant cpt prop. - Subvent	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES						
703	Revenances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	IV
A2.938	

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voie							
		841 Voie nationale	842 Voie régionale	843 Voie départementale	844 Voie métropolitaine	845 Voie communale	846 Viabilité hivernale et autres climatiques	847 Equipements de voie	849 Sécurité routière
	DEPENSES	0,00	0,00	7 037 960,00	0,00	0,00	1 888 900,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourn	0,00	0,00	4 489 663,42	0,00	0,00	1 182 768,15	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	581 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	5 620,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	219 684,66	0,00	0,00	72 631,85	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	1 002 661,92	0,00	0,00	562 500,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	66 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent* cpt prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE		IV
IV – ANNEXES		A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Halles, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 662 840,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 693
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	431,57
612	Redevances de crédit-bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	581 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 620,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	292 316,51
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 566
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181,92
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 800,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00
626	Frais postale et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 000,00
635	Autres impôts, taxes (Admin impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 820
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	000,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 236
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990,00
657	Charges interven* ext prop. - Subvent*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 212
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	000,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 370
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
										1 120
										000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE		B1.1

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)						
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N	
			Intérêts (3)	Remboursement du tirage		
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NOR : INT8900071C du 22/02/1989
(2) indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordinateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	
IV – ANNEXES	IV
B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)	B1.2

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux actué (6)	Taux actué (6)					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					244 796 865,27									
1641 Emprunts en euros (total)					244 796 865,27									
00002674320 (238)	Credit agricole CIB	19/09/2019	17/07/2020	04/12/2020	4 000 000,00	F	FIXE	1,038	1,038	T	C	N	N	A-1
00003161803 (231)	Credit Agricole Centre France	03/09/2020	10/08/2021	01/09/2021	4 000 000,00	V	EURBORO3M	0,247	2,589	T	C	N	N	A-1
00773094626N (167)	Credit Foncier - CNCE	21/12/2006	07/12/2007	07/12/2008	5 000 000,00	C	TALIX	4,250	4,014	A	C	N	N	B-1
009940E (227)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/12/2019	25/02/2020	3 000 000,00	F	FIXE	1,020	1,034	T	C	N	N	A-1
0421005121701 (206)	ARKEA BANQUE	16/12/2015	21/12/2015	30/03/2016	5 000 000,00	V	EURBORO3M	1,000	1,588	T	P	N	N	A-1
04971016001 (182)	Société Générale	19/11/2009	15/12/2009	15/03/2010	5 000 000,00	F	FIXE	3,940	4,077	T	C	N	N	A-1
08 1 133 (176)	Credit agricole CIB	16/05/2008	15/12/2008	15/04/2009	5 000 000,00	F	FIXE	4,720	4,772	A	C	N	N	A-1
08 2 133 (173)	Credit agricole CIB	16/05/2008	30/06/2008	15/04/2009	5 000 000,00	F	FIXE	3,890	4,045	A	C	N	N	A-1
08 3 133 (175)	Credit agricole CIB	16/05/2008	03/10/2008	15/04/2009	10 000 000,00	V	TAM	0,272	0,305	A	C	N	N	A-1
100402 (162)	Credit agricole CIB	10/12/2010	19/12/2011	15/12/2012	7 300 000,00	F	FIXE	2,450	2,454	A	P	N	N	A-1
100478 (190)	Credit agricole CIB	30/11/2010	03/01/2011	15/12/2011	900 000,00	F	FIXE	3,580	3,586	A	P	N	N	A-1
1015165 (186)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	06/07/2010	05/11/2010	25/11/2011	10 000 000,00	F	FIXE	3,420	3,469	A	P	N	N	A-1
1015224 (213)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	01/09/2011	03/12/2012	15/03/2013	5 000 000,00	V	EURBORO3M	0,850	1,152	A	C	N	N	A-1
142707-GT9875 (209)	Credit Agricole CIB	12/12/2016	23/12/2016	01/02/2019	10 000 000,00	F	FIXE	1,200	1,211	A	P	N	N	A-1
15-00612175GCP/CD15 (212)	Credit Agricole Centre France	19/10/2017	22/12/2017	30/09/2018	9 000 000,00	F	FIXE	1,590	1,591	T	C	N	N	A-1
1515300 (205)	ARKEA BANQUE	24/09/2015	25/06/2015	25/09/2015	4 625 000,00	V	EURBORO3M	1,150	1,733	T	C	N	N	A-1
16143301 (210)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	24/03/2017	30/06/2017	30/06/2017	3 000 000,00	F	FIXE	1,200	1,221	A	C	N	N	A-1
1715224 (213)	CREDIT COOPERATIF	19/12/2017	25/04/2018	25/07/2018	2 000 000,00	F	FIXE	1,350	1,536	T	C	N	N	A-1
18404003001 (184)	Société Générale	01/12/2008	03/12/2009	01/06/2010	10 000 000,00	V	EURBORO3M	0,470	0,871	S	C	N	N	A-1
1863095 (226)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/07/2019	25/10/2019	3 388 655,27	F	FIXE	0,910	0,929	T	P	N	N	A-1
193306 (229)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	26/09/2019	25/06/2019	25/09/2019	5 250 000,00	F	FIXE	0,840	0,862	T	C	N	N	A-1
4384157 (204)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	30/12/2014	25/05/2015	25/08/2015	5 000 000,00	F	FIXE	2,070	2,097	T	C	N	N	A-1
4301622 (207)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	07/07/2015	01/03/2016	17/09/2017	4 000 000,00	F	FIXE	1,910	1,935	T	C	N	N	A-1
4681811 (208)	Caisse d'Epargne d'Auvergne	31/05/2016	25/09/2016	25/09/2017	8 000 000,00	F	FIXE	1,970	1,581	T	C	N	N	A-1
645208 (197)	Credit Agricole Centre France	01/09/2012	15/01/2013	15/04/2013	3 000 000,00	F	FIXE	3,118	2,993	T	C	N	N	A-1
71780 945 92 N (193)	Credit Foncier - CNCE	10/11/2011	15/12/2011	15/12/2012	9 300 000,00	V	EURBORO3M	2,674	2,674	A	C	N	N	A-1
71780 945 92 N (194)	Credit Foncier - CNCE	25/11/2011	01/02/2012	01/02/2013	2 533 000,00	F	FIXE	2,689	2,689	A	C	N	N	A-1

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL - BUDGET PRINCIPAL CD15 - DM (projet de budget) - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Cali-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (6)	Taux actuariel					
740631 (171) 769848 (200) 801842 (187) 93821-122018 (202) MNS19624EUR (211) MNS18510EUR (223) MNS1624BEUR (232) MNS1962 (230) MON7390EUR (188) MON5004EUR (201) MON50220EUR (203) MON516176EUR (198) MON5262EUR (214) MON535889 (224) MON535603 (229) MPH383 109 (177) XJ00270383 (178) XJ00294333 (181)	Caisse d'Energie d'Auvergne	16/04/2008	25/04/2008	25/04/2009	10 000 000,00	F	FIXE	4,230	4,230		A	C	N	A-1
	Credit Agricole Centre France	06/09/2013	19/12/2013	19/03/2014	5 000 000,00	V	EURBOR03M	2,160	1,721		T	C	N	A-1
	Caisse d'Energie d'Auvergne	09/11/2010	17/12/2010	25/03/2011	5 660 000,00	V	LYRETA	2,350	2,056		T	C	N	A-1
	Credit Agricole Centre France	30/09/2014	03/12/2014	25/03/2015	6 000 000,00	V	EURBOR03M	1,500	1,194		T	C	N	A-1
	la banque postale	02/05/2017	21/12/2017	01/02/2019	6 100 000,00	V	EURBOR12M	0,640	2,568		A	C	N	A-1
	Caisse Fr. Financement Local	23/11/2018	31/05/2019	01/09/2019	6 000 000,00	F	FIXE	1,680	1,706		T	C	N	A-1
	la banque postale	15/12/2021	15/06/2022	01/09/2022	5 000 000,00	F	FIXE	0,740	0,740		A	C	N	A-1
	Caisse Fr. Financement Local	31/07/2020	28/12/2020	01/01/2022	3 000 000,00	F	FIXE	0,680	0,648		T	C	N	A-1
	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	15/10/2010	17/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	FIXE	1,820	1,832		T	P	N	A-1
	la banque postale	25/06/2014	11/08/2014	01/09/2015	6 000 000,00	V	EURBOR12M	1,910	1,897		A	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (bail) 16441 Emprunts assortis d'une option de frappe sur signe de trésorerie (total) 165 Dépôts et cautionnements reçus (Total) 167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) 1671 Avances consenties au Trésor (Total) 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total) 1675 Dettes pour METP et PPP (Total)	la banque postale	24/12/2014	10/02/2015	01/09/2015	2 000 000,00	V	EURBOR03M	1,140	1,374		T	C	N	A-1
	la banque postale	26/06/2013	24/07/2013	01/09/2014	2 000 000,00	V	EURBOR12M	2,030	1,834		A	C	N	A-1
	Caisse Fr. Financement Local	12/11/2018	12/12/2018	01/04/2019	4 000 000,00	F	FIXE	1,590	2,375		T	C	N	A-1
	Caisse Fr. Financement Local	12/08/2019	09/09/2019	01/01/2020	3 000 000,00	F	FIXE	0,800	0,813		T	C	N	A-1
	Caisse Fr. Financement Local	31/07/2020	17/09/2020	01/01/2021	3 000 000,00	F	FIXE	0,610	0,617		T	C	N	A-1
	SOCIETE DE FINANCEMENT LOCAL	20/10/2008	20/11/2008	20/11/2009	5 000 000,00	F	FIXE	4,390	4,453		A	P	N	A-1
	Credit agricole CIB	18/12/2007	02/12/2008	15/12/2009	13 000 000,00	F	FIXE	5,250	4,357		A	C	N	A-1
	Credit agricole CIB	01/12/2008	01/12/2008	01/12/2010	10 000 000,00	F	FIXE	2,350	2,355		A	C	N	A-1
					0,00									
					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total) 1671 Avances consenties au Trésor (Total) 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total) 1675 Dettes pour METP et PPP (Total)					37 978 04,51									
					0,00									
					0,00									
					37 978 04,51									
					37 978 04,51			0,000	0,000				N	-

Emprunts et dettes à l'ordinaire du contrat														
Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé (8)	Catégorie d'emprunt (9)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1676 Dettes envers localités-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					242 774 559,78									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X : autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB 1015077C du 26 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-493 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice		Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)		
Emprunts et dettes au 01/01/N												
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		135 136 235,10					12 994 603,65	3 213 573,52	0,00	613 144,92
1641 Emprunts en euros (Total)		0,00		135 136 235,10					12 994 603,65	3 213 573,52	0,00	613 144,92
00002674320 (228)	N	0,00	A-1	3 550 000,00	17,68	F	FIXE	1 058	200 000,00	38 765,50	0,00	2 726,38
00003168163 (231)	N	0,00	A-1	3 700 000,00	18,42	V	EURBORO3M	2 217	200 000,00	112 181,75	0,00	9 204,62
00778004692N (167)	N	0,00	B-1	1 675 000,01	8,94	C	EURBORO12M	1 984	208 333,34	37 726,03	0,00	2 883,70
009044E (227)	N	0,00	A-1	2 550 000,00	16,98	F	FIXE	1 020	150 000,00	26 436,26	0,00	470,77
0421 00512701 (206)	N	0,00	A-1	4 155 317,22	13,00	V	EURBORO3M	3 120	233 184,63	154 378,96	0,00	785,40
0497101001 (182)	N	0,00	A-1	1 750 000,00	6,96	F	FIXE	3 940	66 152,33	0,00	0,00	2 790,84
08 1 133 (176)	N	0,00	A-1	1 900 000,00	5,29	F	FIXE	4 720	250 000,00	71 783,33	0,00	4 770,00
08 2 133 (173)	N	0,00	A-1	1 500 000,00	5,29	F	FIXE	3 890	250 000,00	59 160,42	0,00	35 253,13
08 3 133 (175)	N	0,00	A-1	3 000 000,00	5,29	F	TAM	0 000	500 000,00	0,00	0,00	0,00
100462 (192)	N	0,00	A-1	4 955 341,17	8,96	F	FIXE	2 590	405 900,24	108 482,29	0,00	4 463,48
100478 (190)	N	0,00	A-1	506 212,66	7,96	F	FIXE	3 580	33 875,86	18 374,12	0,00	795,51
1015195 (186)	N	0,00	A-1	4 817 717,22	7,90	F	FIXE	3 420	533 761,25	97 034,34	0,00	15 056,11
110259 (196)	N	0,00	A-1	2 900 000,00	9,96	V	EURBORO3M	2 990	250 000,00	95 188,98	0,00	3 923,73
142707-GT9976 (209)	N	0,00	A-1	8 078 835,18	14,08	F	FIXE	1 200	494 785,88	96 946,02	0,00	83 270,09
15-00512175COP1CD15 (212)	N	0,00	A-1	6 975 000,00	15,50	F	FIXE	1 590	450 000,00	108 219,38	0,00	570,04
1515900 (205)	N	0,00	A-1	2 750 000,00	10,98	V	EURBORO3M	3 414	250 000,00	109 668,97	0,00	1 939,95
16145330 (210)	N	0,00	A-1	2 250 000,00	14,50	F	FIXE	1 200	150 000,00	27 000,00	0,00	12 737,70
1715224 (213)	N	0,00	A-1	1 950 000,00	15,32	F	FIXE	1 350	100 000,00	20 418,76	0,00	3 617,12
19040000001 (184)	N	0,00	A-1	3 900 000,00	6,92	V	EURBORO1M	1 973	500 000,00	112 738,48	0,00	8 524,46
1983095 (226)	N	0,00	A-1	2 825 622,83	8,82	F	FIXE	0 910	270 530,40	22 081,72	0,00	3 791,96
1983096 (225)	N	0,00	A-1	3 500 000,00	6,98	F	FIXE	0 840	500 000,00	27 626,00	0,00	484,62
4384157 (204)	N	0,00	A-1	3 125 000,00	12,40	F	FIXE	2 070	250 000,00	62 746,88	0,00	5 983,60
4501922 (207)	N	0,00	A-1	2 850 000,00	13,17	F	FIXE	1 910	200 000,00	49 152,50	0,00	3 985,29
4681911 (208)	N	0,00	A-1	5 900 000,00	13,73	F	FIXE	1 570	400 000,00	87 920,00	0,00	21 850,89
645298 (197)	N	0,00	A-1	1 537 500,00	10,04	V	EURBORO3M	2 778	150 000,00	58 813,07	0,00	12 962,15

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – BUDGET PRINCIPAL CD15 – DM (projet de budget) - 2023

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de compte)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt				Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)		
Emprunts et dettes au 01/01/N													
7 760 946 92 N (93)	N	0,00	A-1	4 227 272,73	8,98	F	FIXE	2,675	422 727,27	113 038,41	0,00	4 726,21	
7 760 946 92 N (94)	N	0,00	A-1	1 266 500,00	8,92	F	FIXE	2,680	126 650,00	34 062,52	0,00	28 052,59	
74 0631 (171)	N	0,00	A-1	666 666,62	0,32	F	FIXE	4,200	666 666,62	28 600,00	0,00	0,00	
76 6848 (200)	N	0,00	A-1	2 750 000,00	10,97	V	EURBORO3M	4,099	250 000,00	128 333,71	0,00	4 261,79	
89 16742 (187)	N	0,00	A-1	2 573 961,49	7,98	V	LIVRETA	2,600	321 745,20	92 052,63	0,00	2 056,28	
96 351-122/018 (202)	N	0,00	A-1	3 600 000,00	11,92	V	EURBORO3M	4,510	300 000,00	134 662,88	0,00	8 954,03	
MNS1969EUR (211)	N	0,00	A-1	4 880 000,00	15,08	V	EURBOR12M	3,659	305 000,00	181 027,31	0,00	159 101,84	
MNS2610EUR (223)	N	0,00	A-1	4 850 000,00	16,42	F	FIXE	1,680	300 000,00	81 412,63	0,00	6 646,62	
MNS2924EUR (232)	N	0,00	A-1	4 750 000,00	18,67	F	FIXE	0,740	250 000,00	35 150,00	0,00	11 100,00	
MNS35822 (230)	N	0,00	A-1	2 850 000,00	18,75	F	FIXE	0,660	150 000,00	18 694,51	0,00	4 554,00	
MONS7300EUR (188)	N	0,00	A-1	180 262,83	3,00	F	FIXE	1,820	54 336,78	2 911,34	0,00	572,86	
MONS00463EUR (201)	N	0,00	A-1	3 600 000,00	11,67	V	EURBOR12M	3,048	300 000,00	111 252,00	0,00	47 516,21	
MONS02208EUR (203)	N	0,00	A-1	1 831 250,00	12,17	V	EURBORO3M	2,890	125 000,00	56 864,17	0,00	4 576,69	
MONS 16 176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34	20 715,76	0,00	12 797,03	
MONS16176EUR (189)	N	0,00	A-1	800 000,03	5,58	V	EURBOR12M	2,554	133 333,34				

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		163 749 749,80					10 098 111,86	3 787 632,60	0,00	613 149,92

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette grévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire DCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'indice en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 666.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX		B1.3

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)														
Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
00772604692N (167)	Credit Foncier - CNCE	5 000 000,00	1 975 000,01	1	24,00		4,26	EURIBOR12M	0,00		1,984	37 725,03	0,00	1,15
TOTAL (B)		5 000 000,00	1 975 000,01						0,00			37 725,03	0,00	1,15
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		5 000 000,00	1 975 000,01						0,00			37 725,03	0,00	1,15

(1) Répéter les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à couvrir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : Ecarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66 111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 66 8.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 708.

IV – ANNEXES							IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS							B1.4
B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)							
Structure	Indice sous-jacent	(1) Indices zone euro	(2) Indices Initiation Française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structure contre taux variable ou taux fixe (sans unique). Taux variable simple plafonné (capi) ou encadré (turned)	Nombre de produits	44	0	0	0	0	
	% de l'encours	81,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	533 261 239 09	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,15	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 895 000 01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swap)on	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 : multiplicateur jusqu'à 5 capi	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retracer le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE		B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)										
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro du contrat)	Emprunt couvert		Instrument de couverture					Montant des commissions diverses	Primes à verser	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Periodicité de règlement des intérêts (4)
Taux fixe (total)		0,00					0,00			0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00			0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00			0,00
Total		0,00					0,00			0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	
	IV
	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé			Effet de l'instrument de couverture			Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat	Produits c/768	Charges c/668	Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Taux reçu (7)	Niveau de taux					Avant opération	Après opération
Taux fixe (total)								0,00	0,00	0,00		
Taux variable simple (total)								0,00	0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)								0,00	0,00	0,00		
Total								0,00	0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	IV B1.6

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)					
REPARTITION PAR PRETEUR	Dettes en capital à l'origine (2)	Dettes en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) Il s'agit des dettes en capital au 01/01/N.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 68111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 688.

IV – ANNEXES		IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES		B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES
(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 31 MARS 2023

DELIBERATION N°23CD01-38

**Projet de Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal -
Le point de vue du Conseil départemental**

L'an deux mille vingt-trois, le trente et un mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 8 mars 2023, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental, après une interruption de séance et une reprise à quatorze heures cinquante,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s) : M. Pierre MATHONIER donne pouvoir à Mme Valérie RUEDA
ayant donné pouvoir*

Secrétaire de séance : Mme Céline CHARRIAUD

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 26 voix pour et 4 abstentions (Valérie RUEDA, Pierre MATHONIER pouvoir, Stéphane FRECHOU, Magali MAUREL).

Considérant les travaux de la commission thématique "Transition Climatique" ;

- **VALIDE** les orientations développées dans le projet de Charte pour le développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal ;

- **DONNE** mandat au Vice-Président en charge de la transition climatique et du développement durable pour piloter les échanges avec l'Etat, les EPCI, les syndicats et les consulaires pour aboutir à une charte commune.

Publication : 06-04-2023

Transmission Préfecture : 05-04-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**PROJET DE CHARTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE DANS LE
CANTAL
Le point de vue du Conseil départemental**

PREAMBULE

Les problématiques liées au réchauffement climatique et à la raréfaction des ressources naturelles ont poussé les pouvoirs publics à s'emparer du sujet. Il apparaît aujourd'hui primordial de s'adapter à ces phénomènes en limitant notre dépendance aux énergies fossiles et donc nos émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, en France la loi « Transition énergétique pour la Croissance verte » a confirmé l'objectif européen de l'atteinte de la neutralité Carbone en 2050. Au-delà de la réduction des consommations (sobriété et efficacité), cette ambition passe par le développement massif des énergies renouvelables. Cette dernière a ensuite été confirmée par les lois « énergie climat » puis par la loi « d'accélération des énergies renouvelables » (EnR).

Le territoire cantalien affiche aujourd'hui sa volonté de s'engager dans le déploiement de ces nouvelles énergies. Tous les acteurs du département sont unanimes pour poursuivre une politique ambitieuse et novatrice en terme de déploiement des EnR, mais aussi rigoureuse quant à la préservation de ce qui est constitutif de notre identité territoriale : nos paysages remarquables, notre agriculture d'excellence et notre bâti.

Chaque type d'énergie renouvelable doit être analysé avec précision et rigueur afin d'appréhender l'ensemble des externalités : volume d'émissions de CO₂ sur l'ensemble du cycle de vie de ces EnR, capacité de stockage, facilité de raccordement, consommation en métaux rares, impact économique local, impact sur les écosystèmes, consommation d'espace agricole, impact paysager enfin. La présente charte se propose donc d'évaluer l'impact et les bénéfices de chaque type d'EnR, à l'aune bien sûr des spécificités cantaliennes.

Le département du Cantal bénéficie de gisements propices qui ont contribué depuis une centaine d'années au développement des EnR avec l'installation des premiers barrages hydroélectriques dans les années 20. De même, l'ensoleillement et les vents du Cantal sont autant d'atouts qui ont permis dans un passé plus récent des installations EnR photovoltaïques et éoliennes. Enfin, la forêt cantalienne dispose de ressources importantes qui depuis des siècles apportent de la biomasse au territoire. Aujourd'hui, la production d'énergie d'origine renouvelable produite dans le Cantal couvre en théorie plus de 56% du total de notre consommation d'énergie finale, produits pétroliers compris. Mieux encore, le Cantal se situe au 3^{ème} rang régional en terme de puissance installée d'origine éolienne, ainsi qu'en 3^{ème} position pour la puissance installée de son parc photovoltaïque.

Le Cantal bénéficie également de richesses que sont ses paysages, son agriculture et son cadre de vie qui sont aujourd'hui des atouts à préserver. L'attractivité du département, qu'elle soit démographique, économique et agricole ou encore touristique exige une attention de chacun à chaque instant. Une attention permanente devra donc être portée à la préservation de ces espaces dans le développement des projets sans pour autant interdire des modifications de perception qui seraient proposées et validées selon un cadre d'analyse prédéfini suite à une concertation élargie. Une vision globale doit être privilégiée plutôt qu'une analyse des projets au cas par cas.

Le Département souhaite partager cet engagement avec l'ensemble des acteurs en charge de l'aménagement du territoire et du développement des EnR : Etat, EPCI, chambres consulaires et le SDEC et faire évoluer ses propositions vers un consensus prenant en compte l'avis de l'ensemble des parties prenantes.

POSITION PAR TYPE D'ÉNERGIE RENOUVELABLE

ÉOLIENNES

Bien que bénéficiant de conditions naturelles favorables dans le Cantal, les projets éoliens impactent fortement les paysages vallonnés du territoire. Par ailleurs, ces installations n'engendrent pas de retombées économiques suffisantes pour les territoires concernés, eu égard au désagrément occasionné par les éoliennes (bruit, pollution visuelle éventuelle, travaux d'installation et éventuellement travaux d'accessibilité). Enfin, le développement de ces installations n'est pas neutre sur le plan environnemental avec les problématiques de l'accessibilité et de l'extraction des métaux rares.

- **Position :** De ce fait, le Département n'est pas favorable aux nouvelles créations de parcs et aux extensions des parcs existants sans pour autant s'opposer au re-powering.
-

PHOTOVOLTAÏQUE

Pour le développement de l'ensemble de ces projets, le ou les schémas de développement des EnR seront les garants de l'intérêt général et s'accompagneront d'une analyse fine sur :

- l'impact paysager afin de garantir une perception très limitée et une densité d'installations inférieure à un seuil à définir ;
- l'impact sur la production agricole afin qu'elle ne pâtisse pas de la baisse de surface qui lui est consacrée.

Ces schémas pourront utilement être retranscrits dans les documents d'urbanisme. Enfin, les parcs flottants sur les plans d'eau les plus vastes du territoire peuvent utilement être envisagés sur une partie de ces plans d'eau.

Au sol

L'impact paysagé de ces installations est réel mais beaucoup moins important que pour les éoliennes en raison de distances maximales de visibilité beaucoup plus faibles. L'impact est donc sur l'utilisation des sols à l'échelle locale. Pour cette raison, priorité doit être donnée aux surfaces déjà artificialisées ou anthropisées pour l'installation des projets.

- **Position :** Le Département est favorable sous réserve de viser prioritairement les friches.

Agrivoltaïsme

L'impact paysager de ces installations n'est pas rédhibitoire. De fait, la problématique la plus sensible de l'agrivoltaïsme réside dans le raccordement de multiples initiatives individuelles qui manquent parfois de coordination. Pour les terrains à vocation agricole, les projets collectifs favorisant l'implication et l'investissement majoritaire des collectivités, des acteurs locaux et citoyens seront par conséquent privilégiés. Le Département n'exclut pas d'y participer, du développement à l'exploitation.

- **Position :** Le Département est favorable sous réserve que l'activité agricole ne soit pas impactée.

Photovoltaïque sur toiture

Gisement peu exploité (10% du potentiel du territoire), cette solution reste pourtant la moins impactante car utilisant les structures existantes sans consommation supplémentaire de surface.

- **Position :** Le Département est favorable à son déploiement dans le respect des contraintes paysagères, architecturales et d'urbanisme en faveur de la préservation notre patrimoine bâti.

Pour aller plus loin, le Département encourage fortement son installation sur les bâtiments publics ou les couvertures de parkings, notamment pour favoriser l'autoconsommation (éventuellement collective). Le Département est également favorable à l'installation du solaire thermique dans les mêmes conditions que le photovoltaïque sur toiture.

HYDROELECTRICITE

L'hydroélectricité, outre un excellent bilan carbone, est une énergie renouvelable stratégique pour notre département et pour le pays tout entier. C'est en effet cette énergie qui assure l'essentiel de la production électrique française lors des pics de consommation grâce à son stockage facile. Si des interrogations légitimes existent sur les conséquences à long terme du manque d'eau pour ces installations, l'unique inconvénient de ces technologies réside dans la perturbation des écosystèmes, heureusement très limitée géographiquement.

Pour ces raisons, le Département incitera les concessionnaires à moderniser les installations et à maximiser la production sur les grands barrages bordant le Cantal tout en prenant en compte l'ensemble des enjeux autour de la ressource en eau, qu'ils soient paysagers, environnementaux ou touristiques.

- **Position :** favorable.

Il interviendra également auprès de l'Etat pour que la question de la mise en concurrence des concessions soit rapidement résolue.

MICROCENTRALE HYDRAULIQUE

Le Département est favorable à l'installation de microcentrales dès lors que la ressource en eau est préservée, que la continuité écologique est assurée et que les impacts sur le milieu aquatique et les activités sont limités. Les conflits d'usage devront être évités et chaque projet devra faire l'objet d'une étude détaillée quant à son implantation.

- **Position :** favorable sous réserve que les impacts sur le milieu aquatique soient limités.

METHANISATION

Compte tenu de son impact faible sur les paysages et la biodiversité, le département est favorable au développement de la méthanisation, à condition que les projets – prioritairement sur les sièges d'exploitation dans une zone prévue à cet effet dans les documents d'urbanisme - puissent être mis en œuvre sans générer de concurrence à l'alimentation (humaine et animale), où aucune culture dédiée n'est exploitée, où la biomasse est uniquement issue de résidus de culture et effluents d'élevage, où le dimensionnement est localement accepté et adapté à son insertion dans le tissu agricole, le Département serait favorable à leur installation.

- **Position :** Favorable, sous réserve que cette production ne se fasse pas au détriment de l'alimentation.

BOIS-ENERGIE

Le développement du bois-énergie doit s'inscrire dans une gestion globale et qualitative de la filière afin de garantir la durabilité des bois et de prendre en considération tous les acteurs et tous les modes de valorisation.

Le Département privilégiera les circuits courts permettant d'exploiter la filière localement et qui seront associés à une mise en valeur du bois d'œuvre.

Les projets collectifs sont à privilégier.

- **Position :** favorable en privilégiant l'autoconsommation.

TURBINAGE

La topographie de notre département facilite l'installation de turbines en entrée de réservoir. Le Département est favorable à ces projets intéressants, notamment pour de l'autoconsommation.

- **Position :** favorable.

CONCLUSION

L'émergence de projets EnR, qu'ils soient spontanés ou programmés dans des projets de territoire, nécessite une attention particulière de la part des acteurs publics afin qu'ils soient développés dans une approche globale et éviter de subir un développement anarchique. Ces projets co-construits permettront non seulement de faire tendre les territoires vers la neutralité Carbone et contribuer à l'effort de solidarité nationale mais également de créer de la richesse locale tant par l'intervention des entreprises cantaliennes que via les retombées économiques qu'ils généreront. Afin de faciliter cette approche collective, le Département s'engage à étudier la mise en place d'une structure d'investissement public pouvant faciliter le développement, la construction et l'exploitation de projets EnR pour en faire bénéficier les Cantaliens.

Au-delà de cette stratégie de développement des énergies renouvelables, la politique publique relative à la transition énergétique que nous appelons de nos vœux doit se fonder sur un second pilier : les économies d'énergies. La meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas !